

**Enquête de collecte de données sur  
le soutien aux femmes entrepreneurs  
à travers l'amélioration  
des services numériques  
dans les régions africaines**

**Rapport Final**

**Septembre 2022**

**Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA)**

**Oriental Consultants Global Co., Ltd.**

**Kaihatsu Management Consulting, Inc.**

**Nippon Biodiesel Fuel Co., Ltd.**

<b>6 R</b>
<b>JR</b>
<b>22-031</b>

**Enquête de collecte de données sur  
le soutien aux femmes entrepreneurs  
à travers l'amélioration  
des services numériques  
dans les régions africaines**

**Rapport Final**

**Septembre 2022**

**Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA)**

**Oriental Consultants Global Co., Ltd.**

**Kaihatsu Management Consulting, Inc.**

**Nippon Biodiesel Fuel Co., Ltd.**

## Table des matières

Table des matières

Liste des abréviations

Page

<b>Chapter 1 Aperçu de la collecte d'informations et de l'enquête de vérification.....</b>	<b>1-1</b>
1.1 Contexte de cette étude .....	1-1
1.2 Objectifs de l'enquête.....	1-2
1.3 Composition des membres de l'équipe d'étude .....	1-3
1.4 Planning d'exécution de l'enquête .....	1-4
1.4.1 Sélection des pays cibles pour l'enquête de terrain .....	1-6
1.4.2 Définition des termes utilisés dans le présent rapport.....	1-7
1.4.3 Mise en œuvre de l'enquête de terrain et limitations dans les pays cibles.....	1-9
1.5 Aperçu des résultats de l'enquête .....	1-10
<b>Chapter 2 Tendances mondiales et contexte africain pour l'accès aux services numériques et conditions actuelles .....</b>	<b>2-1</b>
2.1 Accès à la technologie et aux services numériques dans divers pays .....	2-1
2.2 Situation de la fracture numérique entre les sexes en Afrique .....	2-4
<b>Chapter 3 Situation actuelle et défis découlant de l'écart entre les sexes chez les femmes entrepreneurs en Afrique .....</b>	<b>3-1</b>
3.1 Situation actuelle des femmes entrepreneurs en Afrique .....	3-1
3.1.1 Caractéristiques des hommes et des femmes entrepreneurs en Afrique et dans les pays cibles .....	3-1
3.1.2 Identification des défis et des problèmes découlant de l'écart entre les hommes et les femmes entrepreneurs en Afrique et dans les pays cibles.....	3-6
3.1.3 Questions relatives au secteur financier .....	3-8
3.1.4 Problèmes relatifs au secteur non financier.....	3-8
3.2 Résumé et caractéristique du service numérique pour les entrepreneurs.....	3-9
3.2.1 Etat actuel des services numériques existants pour les entrepreneurs.....	3-9
3.2.2 Avantages et inconvénients du fait de cibler les femmes entrepreneurs pour les fournisseurs de services numériques .....	3-12
3.3 Situation actuelle et problèmes liés à l'écosystème entrepreneurial.....	3-14
3.3.1 Situation actuelle de l'écosystème entrepreneurial.....	3-14
3.3.2 Questions actuelles relatives à l'écosystème entrepreneurial .....	3-19
3.4 Parties prenantes impliquées dans le soutien aux femmes entrepreneurs .....	3-22
3.4.1 Prestataires de services financiers .....	3-22
3.4.2 Organisations impliquées dans la fourniture d'un soutien aux femmes entrepreneurs (secteur privé, partenaires de développement et bailleurs de fonds).....	3-26
3.4.3 Plateformes.....	3-41

3.5	Personas des femmes entrepreneurs cibles en Afrique .....	3-44
3.5.1	Utilisation des services numériques par les femmes entrepreneurs en Afrique .....	3-44
3.5.2	Nécessité des personas .....	3-45
3.5.3	Méthode des entretiens en face à face et en ligne .....	3-47
3.5.4	Aperçu de chaque segment de femmes entrepreneurs en fonction de leurs motivations à créer une entreprise et de leur potentiel de croissance.....	3-49
3.5.5	Persona pour la femme entrepreneur dans le segment "innovant" .....	3-51
3.5.6	Persona pour la femme entrepreneur dans le segment "potentiel de croissance (création d'emplois)" .....	3-57
3.5.7	Persona pour la femme entrepreneur dans le segment des "indépendants".....	3-59
3.6	Résumé des questions liées au soutien des femmes entrepreneurs en Afrique et dans les pays cibles.....	3-60
<b>Chapter 4</b>	<b>Tunisie .....</b>	<b>4-1</b>
4.1	Questions et défis liés aux femmes entrepreneurs .....	4-1
4.1.1	Caractéristiques des entrepreneurs masculins et féminins .....	4-1
4.1.2	Défis des femmes entrepreneurs des pays cibles découlant des questions de genre ...	4-12
4.1.3	Persona des femmes entrepreneurs des villes locales en Tunisie .....	4-14
4.2	Aperçu, caractéristiques et défis de la fourniture de services numériques aux entrepreneurs.....	4-17
4.2.1	Aperçu de l'accès numérique dans les pays cibles .....	4-17
4.2.2	Services numériques existants pour les entrepreneurs (en particulier pour les femmes entrepreneurs), y compris le type, le contenu et le prix.....	4-18
4.3	Questions relatives à l'écosystème entrepreneurial .....	4-26
4.3.1	Situation actuelle de l'écosystème entrepreneurial .....	4-26
4.3.2	Cartographie de l'écosystème entrepreneurial.....	4-29
4.3.3	Problèmes relatifs à l'écosystème entrepreneurial.....	4-32
4.4	Résumé des problèmes des femmes entrepreneurs .....	4-34
4.4.1	Agences gouvernementales .....	4-34
4.4.2	Partenaires au développement et bailleurs de fonds.....	4-35
4.5	Résumé des questions liées au soutien des femmes entrepreneurs .....	4-37
<b>Chapter 5</b>	<b>Orientation de la coopération future.....</b>	<b>5-1</b>
5.1	Concept de femmes entrepreneurs à soutenir .....	5-1
5.2	Orientations de la coopération spécifique à chaque pays.....	5-5
5.2.1	Ouganda .....	5-10
5.2.2	Egypte .....	5-11
5.2.3	Zambie.....	5-13
5.2.4	Tunisie.....	5-19
5.2.5	Botswana.....	5-22
5.2.6	Afrique du Sud .....	5-30

5.3	Orientations de la coopération entre les multi-pays cibles africains.....	5-32
5.3.1	Orientations de la coopération sur la base de questions communes à plusieurs pays cibles. ....	5-32
5.4	Coopération proposée dans la région africaine .....	5-32
5.4.1	Orientations de la coopération communes à plusieurs pays africains. ....	5-32

## Liste de figures

	Page
Figure 1-1 Les pays cibles de cette étude.....	1-3
Figure 2-1 Possession de Smartphones dans les pays cibles.....	2-1
Figure 2-2 Aperçu de l'utilisation de l'Internet.....	2-3
Figure 2-3 Aperçu de l'utilisation d'Internet par type.....	2-3
Figure 2-4 Facteurs de la fracture numérique entre les sexes .....	2-6
Figure 3-1 Catégorisation des femmes chefs d'entreprise .....	3-4
Figure 3-2 Défi des femmes africaines chefs d'entreprise.et solution numérique .....	3-7
Figure 3-3 Elements of a persona.....	3-47
Figure 3-4 Segmentation des femmes entrepreneurs et idée des bénéficiaires cibles .....	3-50
Figure 4-1 Cartographie des institutions financières en Tunisie .....	4-2
Figure 4-2 Cartographie de l'écosystème de l'appui à l'entrepreneuriat en Tunisie.....	4-30
Figure 5-1 Classification des femmes entrepreneurs innovantes en fonction de leurs motivations et de la cible de leur soutien .....	5-3

## Liste des tableaux

	Page
Tableau 1-1	Sélection des pays pour l'enquête de terrain..... 1-6
Tableau 1-2	Définition du terme entrepreneur dans les pays cibles ..... 1-7
Tableau 1-3	Définition des MPME..... 1-8
Tableau 2-1	Indicateurs relatifs à la fracture numérique entre homme et femme dans les six pays cibles (2017, %) ..... 2-4
Tableau 3-1	Pourcentage d'entreprises dirigées par des femmes dans les pays cibles ..... 3-2
Tableau 3-2	Obstacle à l'accès des femmes africaines au financement ..... 3-8
Tableau 3-3	Défis des femmes dans le secteur non financier en Afrique ..... 3-9
Tableau 3-4	Aperçu des services numériques..... 3-10
Tableau 3-5	Comparaison des indicateurs d'inclusion financière des ODD et du G20 pour les six pays (2019) et les principaux fournisseurs de Mobile Money..... 3-11
Tableau 3-6	Comparaison des compétences, du taux d'emploi des femmes, des attitudes envers l'entrepreneuriat et des compétences numériques ..... 3-14
Tableau 3-7	Comparaison des compétences numériques et connexes (2020)..... 3-15
Tableau 3-8	Banques commerciales, accès au Mobile Money et son utilisation (2020)..... 3-16
Tableau 3-9	Accès au financement..... 3-17
Tableau 3-10	Etat des infrastructures ..... 3-17
Tableau 3-11	Introduction des TIC et capacité d'innovation ..... 3-18
Tableau 3-12	Classement mondial..... 3-18
Tableau 3-13	Institutions et réglementations..... 3-19
Tableau 3-14	Partenariats pour les femmes entrepreneurs en Afrique ..... 3-27
Tableau 3-15	Projets d'entrepreneuriat de l'AFD..... 3-39
Tableau 3-16	List of interviews with women entrepreneurs ..... 3-48
Tableau 3-17	Défis rencontrés par les femmes entrepreneurs communs à plusieurs pays cibles..... 3-63
Tableau 4-1	Banques commerciales tunisiennes ..... 4-3
Tableau 4-2	Stratégie nationale d'inclusion financière de la Tunisie 2018-2022 ..... 4-10
Tableau 4-3	Pourcentage de cartes SIM enregistrées par opérateur ..... 4-17
Tableau 4-4	Nombre des utilisateurs de Facebook..... 4-18
Tableau 4-5	Nombre des utilisateurs de WhatsApp ..... 4-18
Tableau 4-6	Comparaison des compétences, des taux d'emploi des femmes, des attitudes à l'égard de l'entrepreneuriat, et des compétences numériques ..... 4-27
Tableau 4-7	Accès et utilisation des services des banques commerciales et du mobile money ..... 4-28
Tableau 4-8	Etat des capacités financières, d'infrastructures et d'innovation ..... 4-29
Tableau 4-9	Acteurs clés de l'écosystème d'appui à l'entrepreneuriat en Tunisie ..... 4-31
Tableau 4-10	Institutions soutenant les femmes entrepreneurs ..... 4-35

Tableau 5-1	Segments de femmes entrepreneurs et leurs principaux besoins, problèmes, objectifs et l'orientation de la coopération.....	5-4
Tableau 5-2	Problèmes, orientation de la coopération et proposition de coopération pour chaque pays cible.....	5-6
Tableau 5-3	Orientations communes de la coopération et propositions de coopération pour la région africaine.....	5-34

## Liste des abréviations

Abréviations	Libellé complet
4IR	4ème révolution industrielle
50MFAP	50 millions de femmes africaines prennent la parole
7PND	7ème plan national de développement
AB	Amen Bank
ABC	Arab Banking Corporation (Société bancaire arabe)
ADIB	Abu Dhabi Islamic Bank (Banque islamique d'Abu Dhabi)
AFAWA	Affirmative Finance Action for Women in Africa (Discrimination positive en matière de financement pour les femmes d'Afrique)
AFD	Agence Française de Développement
BAD	Banque Africaine de Développement
AFERE	Entrepreneuriat Féminin en Milieu Rural
AFI	Alliance pour l'Inclusion Financière
AI	Intelligence Artificielle
AIBK	Banque Arabe Internationale
AIPA	Plateforme d'innovation agricole en Afrique
ALM	Gestion Actif Passif
APIA	Agence pour la promotion des investissements agricoles
DAB	Distributeur automatique de billets
UA	Union Africaine
CUA	Commission de l'Union Africaine
AWOME	Accélération des micro-entreprises détenues par des femmes
B2B	Business To Business (Interentreprises)
BACH	Botswana Automated Cleaning House (Chambre de compensation automatisée du Botswana)
BDS	Business Development Services (Services d'aide au développement des entreprises)
BFPME	Stimulation du développement du secteur privé à travers la création et l'expansion des petites et moyennes entreprises
BIAT	Banque Internationale Arabe de Tunisie
BMZ	Ministère fédéral de la coopération économique et du développement
BoB	Bank of Botswana (Banque du Botswana)
BoU	Bank of Uganda (Banque de l'Ouganda)
BoZ	Bank of Zambia (Banque de Zambie)
BSB	Botswana Savings Bank (Caisse d'épargne du Botswana)
BTK	Banque Tuniso-Koweïtienne
BTS	Banque Tunisienne de Solidarité
BWE21	Business Women of Egypt 21 (Femmes d'affaires d'Egypte 21)
CAPMAS	Central Agency for Public Mobilization and Statistics (Agence centrale pour la mobilisation publique et les statistiques)
CAWTAR	Center of Arab Women for Training and Research (Centre des femmes arabes pour la formation et la recherche)
CBE	Central Bank of Egypt (Banque centrale d'Egypte)
CCA	Common Country Analysis (Analyse commune de pays)
CCI	Cultural and Creative Industries (Industries culturelles et creatives)
CDC	Caisse des Dépôts et Consignations de Tunisie

Abréviations	Libellé complet
CEDA	Citizen Entrepreneurial Development Agency (Agence de développement entrepreneurial par les citoyens)
CFE	Entrepreneur Financial Center (Centre financier aux entrepreneurs)
CGAP	Consultative Group to Assist the Poor (Groupe consultatif d'assistance aux pauvres)
CIB	Commercial International Bank (Banque Commerciale Internationale)
CIHEAM	Centre International de Hautes études Agronomiques Méditerranéennes
CIPA	Companies and intellectual property authority (Autorité chargée des sociétés et de la propriété intellectuelle)
CIU	Collective Investment Undertakings (Organismes de placement collectif)
COVID-19	Maladie à coronavirus 2019
CP	Homologue
CPF	Country Partnership Framework (Cadre de Partenariat Pays)
CRB	Commodity Research Bureau (Bureau de recherche sur les produits de base)
CREDIF	Center for Research, Studies, Documentation and Information on Women (Centre de recherche, d'études, de documentation et d'information sur les femmes)
OSC	Organisation de la société civile
DBACD	Dakahliya Businessmen Association for Community Development (Association des hommes d'affaires de Dakahliya pour le développement communautaire)
DBZ	Development Bank of Zambia (Banque de développement de Zambie)
DE4A	Digital Economy for Africa (Economie numérique en Afrique)
DEDAT	Department of Economic Development and tourism (Direction du développement économique et du tourisme)
DFID	Department for International Development (Direction du développement international)
DFS	Digital Finance Services (Services de la finance numérique)
DTI	Department of Trade and Industry (Direction du Commerce et de l'Industrie)
DUV	Digital Uganda Vision (Vision de l'Ouganda numérique)
DX	Digital Transformation (Transformation numérique)
EABF	EU-Africa Business Forum (Forum des affaires UE-Afrique)
EBI	Egyptian Banking Institute (Institut bancaire égyptien)
EBRD	European Bank for Reconstruction and Development (Banque européenne pour la reconstruction et le développement)
EC	European Community (Communauté européenne)
EFI	Electronic Fund Transfer (Transfert électronique de fonds)
EFSA	Egyptian Financial Supervisory Authority (Autorité égyptienne de surveillance financière)
EG Bank	Egyptian Gulf Bank (Banque Egyptienne du Golfe)
EGP	Livre égyptienne
EIB	European Investment Bank (Banque européenne d'investissement)
ELCC	E-Learning Competence Center (Centre de développement des compétences en apprentissage en ligne)
EMLCU	Egyptian Money Laundering Combating Unit (Brigade égyptienne de lutte contre le blanchiment d'argent)
eNRC	Electronic National Registration Card (Carte nationale d'enregistrement électronique)
ETF	Electronic Funds Transfer (Transfert électronique de fonds)
ETG	Export Trading Group
UE	Union Européenne

Abréviations	Libellé complet
FAB	First Abu Dhabi Bank
FAO	Food and Agriculture Organization (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture)
FINCA	Foundation for International Community Assistance (Fondation pour l'assistance communautaire internationale)
FISP	Farmers Input Support Program (Programme d'appui en intrants agricoles)
FITSPA	Financial Technologies Service Providers Association (Association des prestataires de services de technologie financière)
FMCG	Fast Moving Consumer Goods (Biens de consommation à rotation rapide)
FRA	Financial Regulatory Authority (Autorité de régulation financière)
FSCA	Financial Sector Conduct Authority (Autorité de contrôle du secteur financier)
FSD	Financial Sector Deeping (Développement du secteur financier)
FWD	Future Work is Digital (Le travail de demain est numérique)
G20	Groupe des vingt
G7	Groupe des sept
GCI	Global Competitiveness Index (Indice composite de compétitivité mondiale)
PIB	Produit intérieur brut
GEM	Global Entrepreneurship Monitor (Observatoire mondial de l'entrepreneuriat)
GIZ	Agence allemande de coopération internationale
GSMA	Global System for Mobile Communications Association (Association mondiale des opérateurs mobiles)
TIC	Technologies de l'information et de la communication
TIC-PSI	Plan stratégique et d'investissement pour le secteur des TIC
TIC-FF	Technologies de l'information et de la communication - Fonds fiduciaire
ID	Identification
ID4D	Identification en vue du développement
IDES	Inclusive Digital Economy Scorecard (Tableau de bord de l'économie numérique inclusive)
SFI	Société financière internationale
OIT	Organisation internationale du travail
FMI	Fonds monétaire international
IRA	Insurance Regulatory Authority (Autorité de régulation des assurances)
ISPAAD	Integrated Support Programme for Arable Agriculture Development (Programme intégré d'appui au développement de l'agriculture en terres arables)
TI	Technologies de l'information
ITC	International Trading Centre (Centre de commerce international)
ITI	Information Technology Institution (Institution de technologie de l'information)
ITIDA	Information Technology Industry Development Agency (Agence pour le développement du secteur des technologies de l'information)
UIT	Union internationale des télécommunications
IWF	Isuvande Women's Fund (Fonds pour les femmes d'Isuvande)
JICA	Japan International Cooperation Agency (Agence japonaise de coopération internationale)
JOCV	Japan Overseas Cooperation Volunteers (Volontaires de la coopération japonaise d'outre-mer)
KFW	Kreditanstalt für Wiederaufbau (Credit Institute for Reconstruction/Établissement de crédit pour la reconstruction)
KYC	Know Your Customer (Connaître son client)

Abréviations	Libellé complet
Land Bank	The Land and Agricultural Development Bank (Banque pour le Développement de l'Agriculture et du Foncier)
LEA	Local Enterprise Authority (Autorité locale chargée des entreprises)
LVL	Light Vehicle Loan (Prêt pour véhicule léger)
MAP	Making Access Possible (Facilitation d'accès)
MC	Master Card
MCIT	Ministry of Communications and Information Technology (Ministère de la communication et des technologies de l'information)
MCTI	Ministry of Commerce, Trade and Industry (Ministère du commerce et de l'industrie)
MEL	Micro Enterprises Loan (Prêt pour micro-entreprises)
MFI	Microfinance Institution (Institution de microfinance)
MNO	Mobile Network Operator (Opérateur de réseau mobile)
MoF	Ministry of Finance (Ministère des finances)
MoFPED	Ministry of Finance, Planning and Economic Development (Ministère des finances, de la planification et du développement économique)
MoICTNG	Ministry of ICT & National Guidance (Ministère des TIC et de l'orientation nationale)
MSME	Micro, Small & Medium Enterprises (Micro, petites et moyennes entreprises)
MSMEDA	Micro, Small and Medium Enterprises Development Agency (Agence de développement des micro, petites et moyennes entreprises)
MTN	Mobile Telecommunications Network (Réseau de télécommunications mobiles)
MTS	Ministry of Technology and Science (Ministère de la technologie et des sciences)
MTSF	Medium-Term Strategic Framework (Cadre stratégique à moyen terme)
NBE	National Bank of Egypt (Banque nationale d'Égypte)
NBFI	Non-Bank Financial Institutions (Institutions financières non bancaires)
NBFIRA	Non-Bank Financial Institutions Regulatory Authority (Autorité de régulation des institutions financières non bancaires)
NCR	National Credit Regular (Autorité nationale de réglementation du crédit)
NCW	National Council for Women (Conseil national de la femme)
NDB	National Development Bank (Banque nationale de développement)
PND11	Plan national de développement 11
NFIS	National Financial Inclusion Strategy (Stratégie nationale d'inclusion financière)
ONG	Organisation non gouvernementale
NII	National Innovation Initiative (Initiative nationale pour l'innovation)
NINJA	Next Innovation with Japan (Prochaine innovation avec le Japon)
NIS	National Identification System (Système national d'identification)
NPSD	National Payment System Department (Direction en charge du Système National de Paiement)
NRC	National Registration Card (Carte nationale d'enregistrement)
NTBC	National Technology Business Center (Centre national des affaires technologiques)
NTI	National Telecommunication Institute (Institut national de télécommunication)
NTRA	National Telecom Regulatory Authority (Autorité nationale de régulation des télécommunications)
NWC	National Council for Women (Conseil national de la femme)
NYDA	National Youth Development Agency (Agence nationale de promotion de la jeunesse)

Abréviations	Libellé complet
OECD	Organization for Economic Co-operation and Development (Organisation pour la coopération économique et le développement)
OTT	Over-The-Top (Service par contournement)
P2B	Peer to Business (Pair à entreprise)
P2P	Pair à pair
PACRA	Patent And Company Registration Agency (Agence d'enregistrement de brevets et d'entreprises)
PC	Personal Computer (Ordinateur personnel)
PDB	Public Development Banks (Banques Publiques de Développement)
PEI	Partnership for Economic Inclusion (Partenariat pour l'inclusion économique)
PIA	Pensions and Insurance Authority (Autorité de contrôle des systèmes de retraite et des assurances)
POS	Point of Sale (Point de vente)
PPP	Partenariat public-privé
PWD	Persons with Disabilities (Personnes handicapées)
QNB	Qatar National Bank (Banque nationale du Qatar)
R&D	Recherche et développement
RAIDA	Program for the Promotion of Women Entrepreneurship (Programme pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin)
RDI	Recherche, développement et innovation
RMD-WEPP	Regional Multi-Dimensional Women's Economic Empowerment Programme (Programme régional multidimensionnel d'autonomisation économique des femmes)
ROSCA	Rotating Savings and Credit Associations (Associations rotatives d'épargne et de crédit)
RUFEP	Rural Finance Expansion Programme (Programme d'expansion de la finance rurale)
SACCO	Saving and Credit Cooperative Organization (Organisation coopérative d'épargne et de crédit)
SADC	Southern African Development Community (Communauté de développement de l'Afrique australe)
SAIB	Société Arabe Internationale de Banque
SARB	South African Reserve Bank (Banque de réserve sud-africaine)
SARS	South Africa Revenue Service (Service des impôts d'Afrique du Sud)
SAWEN	The South African Women Entrepreneurs Network (Le réseau des femmes entrepreneurs d'Afrique du Sud)
ODD	Sustainable Development Goals (Objectifs de développement durable)
SDM	Supplier Development Management (Gestion du développement des fournisseurs)
SEC	Securities and Exchange Commission (Commission des opérations de bourse)
SECC	Software Engineering Competence Center (Centre de compétences en génie logiciel)
SEFA	Small Enterprise Finance Agency (Agence de financement des petites entreprises)
SHEP	Smallholder Horticulture Empowerment & Promotion (Autonomisation et promotion des petits exploitants horticoles)
SIM	Subscriber Identity Module (Module d'identité d'abonné)
PME	Petites et moyennes entreprises
SRS	Service de réseaux sociaux

Abréviations	Libellé complet
STEM	Science, technology, engineering, and mathematics (Sciences, technologies, ingénierie et mathématiques)
TBDF	Technology Business Development Fund (Fonds pour le développement des entreprises technologiques)
TBIP	Technology Business Incubation Program (Programme d'incubation d'entreprises technologiques)
TEVETA	Technical Education Vocational and Entrepreneurship Training Authority (Autorité chargée de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de la formation au métier d'entrepreneur)
TICAD	Tokyo International Conference on African Development (Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique)
TIEC	Technology, Innovation and Entrepreneurship Center (Centre de technologie, d'innovation et d'entrepreneuriat)
TND	Tunisian Dinar (Le Dinar Tunisien)
TQB	Tunisian Qatari Bank (Banque Tuniso-Qatarie)
UASF	Universal Access and Service Fund (Fonds pour l'accès et le service universels)
UCC	Uganda Communication Commission (Commission ougandaise de communication)
UDB	Uganda Development Bank (Banque Ougandaise de Développement)
UfM	Union for Mediterranean (Union pour la Méditerranée)
UGFS	United Gulf Financial Services
UGX	Ugandan Shilling (Shilling ougandais)
UMRA	Uganda Microfinance Regulatory Authority (Autorité de régulation de la microfinance en Ouganda)
ONU	Nations Unies
UNCDF (FENU)	United Nations Capital Development Fund (Fonds d'équipement des Nations Unies)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
UNFT	National Union of Tunisian Women (Union nationale des femmes tunisiennes)
UNIDO (ONUDI)	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
USAID	United States Agency for International Development (Agence des États-Unis pour le Développement International)
USAID TRADE	The U.S. Agency for International Development's Trade Reform and Development in Egypt Project (Le projet de réforme et de développement du commerce en Égypte de l'Agence américaine pour le développement international)
USD	United States Dollar (Dollar américain)
USSD	Unstructured Supplementary Service Data (Données de service supplémentaire non structurées)
VC	Venture Capital (Capital-risque)
VSLA	Village Saving and Loans Associations (Associations villageoises d'épargne et de crédit)
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
AMAO	Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest
BM	Banque Mondiale
GBM	Groupe de la Banque Mondiale
WEAC	Women's Entrepreneurship Access Center (Centre d'accès à l'entrepreneuriat féminin)
WEF	Women Empowerment Fund (Fonds pour l'autonomisation des femmes)

<b>Abréviations</b>	<b>Libellé complet</b>
WIBA	Women in Business Association (Association des Femmes d'Affaires)
WIL	Women Individual Loan (Crédit individuel pour les femmes)
WWB	Women's World Banking (Banque Mondiale des Femmes)
ZACCI	Zambia Chamber of Commerce and Industry (Chambre de commerce et d'industrie de Zambie)
ZAMACE	Zambia Agriculture Commodities Exchange (Bourse des Produits Agricoles de Zambie)
ZDA	Zambia Development Agency (Agence Zambienne de Développement)
ZIAMIS	Zambia Integrated Agriculture Management Information System (Système d'information sur la gestion intégrée de l'agriculture en Zambie)
ZICTA	The Zambia Information and Communications Technology Authority (Autorité zambienne des technologies de l'information et des communications)
ZMW	Zambian Kwacha (Kwacha zambien)

## Chapter 1 **Aperçu de la collecte d'informations et de l'enquête de vérification**

### 1.1 Contexte de cette étude

Il existe encore diverses formes d'écart entre les sexes et de discrimination fondée sur le sexe dans le monde. L'indice d'écart entre les sexes, qui examine 4 aspects de l'économie, de la politique, de l'éducation et de la santé, montre que l'écart entre les sexes dans les indicateurs d'éducation et de santé s'est considérablement amélioré par rapport à avant, tandis que l'écart entre les sexes dans les indicateurs économiques et politiques s'est quelque peu amélioré, ce qui reste un problème majeur dans le monde (Forum économique mondial, 2021). Cette tendance est similaire en Afrique, et on dit qu'il y a encore un écart plus important que dans d'autres parties du monde. La participation des femmes aux activités économiques n'est pas seulement importante du point de vue de l'égalité des sexes, mais elle est également essentielle à la revitalisation économique et au développement social. Ces dernières années, l'attention s'est également portée sur l'investissement dans le domaine du genre, avec un nombre croissant d'initiatives visant à la fois à contribuer à la résolution de problèmes sociaux et à générer des retours économiques en réalisant des investissements et des prêts qui contribuent à l'égalité des sexes.

L'un des facteurs qui entravent la participation des femmes au secteur économique est l'accès limité aux services numériques. "Sommet du G20 de Hambourg" en 2017, la nécessité de réduire la fracture numérique dans de multiples dimensions, y compris le genre, et de renforcer l'égalité d'accès des hommes et des femmes aux marchés du travail, à la propriété, aux emplois de qualité et aux services financiers pour une croissance durable et inclusive a été exprimée. L'initiative "Fonds pour l'entrepreneuriat féminin" a été lancée pour soutenir les femmes entrepreneurs dans les pays en développement et les femmes gestionnaires de MPME. Depuis le sommet, l'attention s'est portée sur la fracture numérique entre les sexes, et l'écart est plus important dans les pays en développement que dans les pays développés: 87,6 % des hommes et 86,0 % des femmes sont des utilisateurs d'internet dans les pays développés, en revanche, 52,8 % des hommes et 40,7 % des femmes dans les pays en développement, soit une différence de plus de 10 %. (Union internationale des télécommunications, 2019).

Certains craignent que la numérisation croissante de la société ne creuse le fossé entre les sexes, car les femmes n'ayant pas un accès suffisant aux services numériques perdront des occasions de créer et de développer leurs propres entreprises. Par exemple, la Fintech (numérisation des services financiers) se développe en Afrique, et son utilisation est accélérée par le verrouillage et les mesures visant à assurer la distance sociale en raison de l'épidémie de COVID-19 qui se propage à l'échelle mondiale depuis 2020. Cependant, il est noté que le montant des financements levés par les femmes entrepreneurs est supérieur de plus de 20 % à celui des hommes entrepreneurs (OCDE, 2018). Le fossé numérique entre les sexes n'est toujours pas résolu, l'adoption généralisée de services financiers numérisés risque de creuser davantage l'écart entre les sexes et d'inhiber l'entrepreneuriat féminin.

La JICA a positionné la " promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes " comme un objectif de développement important de la coopération internationale. En outre, du point de vue de l'autonomisation économique, la JICA s'efforce de soutenir les femmes entrepreneurs, notamment par l'inclusion financière. Cependant, le pourcentage de femmes propriétaires de MPME dans les pays émergents n'est que d'environ 30%, et des efforts pour encourager les femmes entrepreneurs dans la région africaine sont attendus en termes de services financiers et non financiers. Cette étude vise à saisir les défis pour l'entrepreneuriat féminin et le développement des entreprises du point de vue de la fracture numérique entre les sexes dans la région africaine, et à envisager une coopération spécifique qui contribuera à soutenir les femmes entrepreneurs par l'accès aux services numériques (services financiers et autres services non financiers).

## 1.2 Objectifs de l'enquête

Ce projet permettra de saisir la situation actuelle de l'utilisation des services numériques par les femmes entrepreneurs dans la région africaine et les défis de la fracture numérique entre les sexes. Ensuite, sur la base des écosystèmes d'entrepreneurs dans chaque pays, une coopération spécifique pour résoudre les défis rencontrés par les femmes entrepreneurs à travers l'utilisation des services numériques financiers et non financiers sera examinée.

Il convient de noter que, même si l'enquête sera menée du point de vue de l'environnement entourant les femmes entrepreneurs dans les régions cibles, outre le développement des MPME (micro, petites et moyennes entreprises) et l'égalité des sexes, les questions liées à l'emploi sont également considérées comme importantes. Bien qu'elles n'aient pas d'autre choix que de créer leurs propres entreprises en raison du manque d'opportunités d'emploi et d'emplois dignes de ce nom, elles ne sont pas considérées comme ayant le sens du développement des entreprises.

Bien qu'il ne soit pas possible de répondre aux besoins des femmes entrepreneurs et aux défis auxquels elles sont confrontées uniquement par la fourniture de services numériques, l'utilisation de services numériques susceptibles de résoudre des problèmes ou d'améliorer l'efficacité et l'efficacité des entreprises sera examinée et des mesures d'accompagnement seront envisagées.

En revanche, les bénéficiaires de chaque proposition d'assistance ne se limitent pas aux femmes entrepreneurs ciblées par la présente étude, mais doivent servir de référence et d'aide à l'avenir lorsqu'il s'agira d'envisager de fournir un soutien pour faire face à chaque problématique.

Les six pays pris en compte par l'étude sont l'Ouganda, l'Égypte, la Zambie, la Tunisie, le Botswana et l'Afrique du Sud.



Source: Mission d'Etude de la JICA

**Figure 1-1 Les pays cibles de cette étude**

### 1.3 Composition des membres de l'équipe d'étude

La composition des membres de l'équipe d'étude est présentée dans le tableau ci-dessous.

Titre	Nom	Affiliation
Chef d'équipe /Éco-système financier numérique 1	Yasuo Izumi	OCG
Chef d'équipe adjoint/Inclusion financière des femmes 2	Yoko Ota	OCG
Inclusion financière des femmes 1	Hiroko Tanaka	KMC
Eco système financier numérique 2	Takuro Sekiya	NBF
Entreprises numériques/ Coordination de l'aide	Hisako Kobayashi	OCG
Appui aux entrepreneurs et aux MPME (urbaines) / Technologie financière numérique	Emiko Fujita	OCG
Appui aux entrepreneurs et aux MPME (en milieu rural) 1 / Technologie numérique	Natsuki Takeuchi	OCG
Appui aux entrepreneurs et aux MPME (en milieu rural) 2	Miki Kasai	OCG

\* OCG: Oriental Consultants Global Co., Ltd.

KMC: Kaihatsu Management Consulting, Inc.

NBF: Nippon Biodiesel Fuel Co., Ltd.

## 1.4 Planning d'exécution de l'enquête

Les enquêtes de terrain menées dans chaque pays par chaque membre de l'équipe sont présentées dans la figure ci-dessous.

### (1) Première visite

Date	Day	Emiko Fujita	Yasuo Izumi	Yoko Ota	Hiroko Tanaka	Miki Kasai	Natsuki Takeuchi
11/10	Wed						
11/11	Thu	Tunisia					
11/12	Fri						
11/13	Sat					Zambia	
11/14	Sun		Tunisia				
11/15	Mon						
11/16	Tue						
11/17	Wed						
11/18	Thu						
11/19	Fri						
11/20	Sat		↓	Tunisia	Tunisia	↓	Botswana
11/21	Sun					Botswana	
11/22	Mon						
11/23	Tue						
11/24	Wed	↓					
11/25	Thu						
11/26	Fri						
11/27	Sat		Zambia	↓	↓		
11/28	Sun			Tokyo	Tokyo		
11/29	Mon					↓	↓
11/30	Tue		↓			Tokyo	Tokyo
12/1	Wed		Tokyo				

Source: Mission d'Etude de la JICA

(2) Deuxième visite

Date	Day	Hisako Kobayashi	Takoro Sekiya	Yoko Ota	Hiroko Tanaka
2022/5/1	Sun	Zambia			
2022/5/2	Mon		Zambia		
2022/5/3	Tue				
2022/5/4	Wed				
2022/5/5	Thu				
2022/5/6	Fri				
2022/5/7	Sat	↓			
2022/5/8	Sun	Botswana	Botswana		
2022/5/9	Mon				
2022/5/10	Tue				
2022/5/11	Wed				
2022/5/12	Thu				
2022/5/13	Fri		↓		
2022/5/14	Sat	↓	Portugal		
2022/5/15	Sun	Tokyo			
2022/5/16	Mon				
2022/5/17	Tue				
2022/5/18	Wed				
2022/5/19	Thu				
2022/5/20	Fri				
2022/5/21	Sat			Zambia	Zambia
2022/5/22	Sun				
2022/5/23	Mon				
2022/5/24	Tue				
2022/5/25	Wed				
2022/5/26	Thu				
2022/5/27	Fri				
2022/5/28	Sat			Botswana	↓
2022/5/29	Sun				Tokyo
2022/5/30	Mon				
2022/5/31	Tue				
2022/6/1	Wed				
2022/6/2	Thu				
2022/6/3	Fri			↓	
2022/6/4	Sat			Tokyo	

Source: Mission d'Etude de la JICA

### 1.4.1 Sélection des pays cibles pour l'enquête de terrain

#### (1) Sélection des pays cibles pour l'enquête de terrain

La sélection des pays pour l'enquête de terrain a été basée sur une variété de facteurs, y compris les caractéristiques régionales des six pays cibles, leurs caractéristiques sociales, et leur utilisation de la technologie numérique. Les six pays cibles ont été examinés sur la base des critères indiqués dans le Tableau 1-1 ci-dessous. Les trois pays sélectionnés pour l'enquête en consultation avec la JICA sont la Tunisie, la Zambie et le Botswana. La Tunisie présente un faible niveau d'égalité entre les sexes selon certains indicateurs et le niveau de développement de la finance numérique est également faible ; en Zambie, le sous-développement des infrastructures de télécommunications pour un pays à faible revenu constitue un défi majeur ; et au Botswana, la quantité d'informations disponibles dans le cadre de la revue de la littérature (par exemple, les statistiques et les rapports) est considérablement limitée par rapport aux autres pays. Ces raisons ont motivé la sélection de ces trois pays pour les enquêtes de terrain.

En outre, la Zambie partage des similitudes avec l'Ouganda en tant que pays sous-développé, la Tunisie est un pays à revenu intermédiaire du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) avec un faible indice d'égalité des sexes, ce qui est similaire à l'Égypte, et le Botswana est un pays à revenu intermédiaire avec un grand écart entre les riches et les pauvres et entre les zones urbaines et rurales au sein du pays, étant donné les similitudes avec l'Afrique du Sud. En sélectionnant trois pays, il devrait être possible d'identifier les tendances générales dans six pays sur une période d'enquête limitée.

**Tableau 1-1 Sélection des pays pour l'enquête de terrain**

Critères de sélection	Six Pays cibles					
	Ouganda	Egypte	Zambie	Tunisie	Botswana	Afrique du Sud
① Indicateurs d'égalité des sexes (accent mis sur l'égalité économique)	△	×	△	×	△	○
② Infrastructure de télécommunications et (Internet et téléphonie mobile)	×	○	×	○	△	○
③ Ecart entre les zones urbaines et rurales	△	○	△	○	△	○
④ Niveau de développement de la finance numérique (comptes de Mobile Money, utilisation de la monnaie électronique)	○	×	○	×	△	○
⑤ Nombre et taille des agences internationales et bailleurs de fonds qui soutiennent la cible de ce projet	○	△	○	○	△	○

Note: × (faible/peu), △ (moyen), ○ (élevé/nombreux)

Source: Mission d'Etude de la JICA

#### (2) Institutions gouvernementales cibles

En sélectionnant les organisations cibles pour l'enquête sur le terrain, y compris les organisations gouvernementales, puisque l'enquête est basée sur la prémisse de la collaboration et la préparation de plans de coopération concrets, (1) les projets et les activités qui peuvent être mis en œuvre dans le cadre de la présente enquête de la JICA, et (2) les partenaires de collaboration et le contenu de la

collaboration qui devrait être établi comme une forme de soutien futur, seront clarifiés après consultation préalable avec la JICA.

Compte tenu du temps limité pour l'enquête sur le terrain, les organisations gouvernementales suivantes sont la cible de l'enquête.

- 1) Organisations envisagées comme organisations de CP pour les projets de coopération (catégorisées comme cible pour un soutien dans le cadre actuel de la JICA et pour un soutien et une coopération à long terme)
- 2) Mécanismes nationaux qui promeuvent l'égalité des sexes
- 3) Organismes d'aide utilisant la technologie numérique dans leurs services administratifs avec une coopération possible

#### 1.4.2 Définition des termes utilisés dans le présent rapport

Les termes utilisés dans le présent rapport sont organisés comme suit. L'étude a porté sur six pays, et lorsque les gouvernements nationaux ont défini des termes différemment, les définitions respectives sont données.

##### (1) Définition des entrepreneurs

Etant donné que la définition d'un entrepreneur aux fins de cette étude diffère quelque peu d'un pays à l'autre, la définition d'un entrepreneur dans chaque pays est résumée comme indiqué ci-dessous.

**Tableau 1-2 Définition du terme entrepreneur dans les pays cibles**

Pays	Définition du terme entrepreneur
Ouganda	Un entrepreneur est un individu qui crée une nouvelle entreprise, prend la plupart des risques et reçoit la plupart des récompenses. Le processus de création d'une entreprise s'appelle l'esprit d'entreprise et les entrepreneurs sont considérés comme des innovateurs, des personnes qui créent de nouvelles idées, de nouveaux produits, services et entreprises <sup>1</sup> .
Zambie	Selon le ministère du commerce et de l'industrie, il s'agit de lancer de nouvelles organisations et de revitaliser des organisations matures, notamment de nouvelles entreprises, en réponse à des opportunités identifiées <sup>2</sup> .
Tunisie	L'entreprise doit avoir moins de 8 ans, compter moins de 100 employés et au moins 2/3 des actionnaires doivent être des fondateurs ou des investisseurs tels que des fonds providentiels ou des fonds spéculatifs. En outre, elles doivent avoir un modèle d'entreprise innovant et leurs activités doivent promouvoir de manière significative la croissance économique <sup>3</sup> .
Afrique du Sud	<p>Selon l'Autorité de Développement des Petites Entreprises, un entrepreneur est un individu qui appartient à la population active et qui vise à créer de la valeur en développant de nouveaux produits, processus et marchés par l'expansion de l'activité économique.</p> <p>Les entrepreneurs en phase de démarrage sont ceux qui mènent des activités visant à faire croître une entreprise en phase de démarrage ou une entreprise qui vient d'être créée.</p> <p>L'entrepreneur naissant désigne un individu qui démarre une nouvelle entreprise et ne dispose pas encore d'un flux de trésorerie positif pour couvrir les coûts et les salaires.</p> <p>Les entrepreneurs motivés par la nécessité sont des individus qui appartiennent à la population active et qui sont devenus propriétaires d'une entreprise parce qu'ils n'avaient pas d'autre choix. Les personnes dont les membres de la famille dirigeaient auparavant l'entreprise sont exclues de cette catégorie.</p>

Source: Préparé par l'équipe d'étude de la JICA à partir d'informations provenant des pages web des ministères concernés.

<sup>1</sup> Center for Development Alternatives, Enterprise Uganda, Koltai and Company (2018) Rapport de synthèse des conclusions et recommandations de l'INITIATIVE DE L'ECOSYSTEME ENTREPRENEURIAL DE L'OUGANDA: PHASE I

<sup>2</sup> La politique de développement des micro, petites et moyennes entreprises, Ministère du commerce et de l'industrie, 2008

<sup>3</sup> Gouvernement de Tunisie, loi n° 2018-20 en date du 17 avril 2018 relative aux startups

## (2) Définition des Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME)

La définition des MPME dans chaque pays est résumée dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 1-3 Définition des MPME**

Pays	Définition des MPME
Ouganda	Bien que l'Ouganda n'ait pas établi de définition nationale claire des petites et moyennes entreprises, selon la division PME de l'autorité ougandaise de l'investissement, une micro entreprise est une entreprise qui emploie jusqu'à 4 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total des actifs est de 10 millions d'UGX. Les petites entreprises emploient 5 à 49 personnes et ont un chiffre d'affaires annuel ou des actifs totaux de 10 à 100 millions UGX. Les moyennes entreprises emploient 50 à 100 personnes et ont un chiffre d'affaires annuel ou des actifs totaux de 100 à 360 millions UGX. Les grandes entreprises sont celles qui emploient plus de 100 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou l'actif total est égal ou supérieur à 360 millions UGX.
Egypte	La loi sur les petites entreprises (n° 141, 2004) définit les PME comme des entreprises dont le capital est compris entre 50 000 et 1 million d'EGP et qui emploient jusqu'à 50 personnes. Et dans le décret sur le développement des petites, moyennes et microentreprises publié en 2020 (n° 152), les moyennes entreprises sont des entreprises dont le chiffre d'affaires annuel atteint 200 millions d'EGP, les petites entreprises 50 millions d'EGP et les microentreprises 1 million d'EGP ou moins.
Zambie	En Zambie, En Zambie, elle est classée selon 1) l'investissement fixe total, 2) les ventes annuelles, et 3) le nombre d'employés. Les micro-entreprises ont un investissement fixe total de 80 000 ZMW ou moins, des ventes annuelles de 150 000 ZMW et 10 employés ou moins. Les petites entreprises ont un investissement fixe total de 80 000 à 200 000 ZMW, un chiffre d'affaires annuel de 150 000 à 300 000 ZMW et un nombre d'employés compris entre 11 et 50. Pour les entreprises de taille moyenne, l'investissement fixe total est de 200 000 à 500 000 ZMW, les ventes annuelles sont de 300 000 à 800 000 ZMW, et le nombre d'employés est de 51 à 100. Les grandes entreprises ont un investissement fixe total de 500 000 ZMW ou plus, des ventes annuelles de 800 000 ZMW ou plus, et un nombre d'employés de 101 ou plus.
Tunisie	On parle de microentreprises si elles comptent moins de cinq employés, de petites entreprises si elles comptent moins de 50 employés et de moyennes entreprises si elles comptent moins de 200 employés. Sur les quelque 735 000 entreprises privées, 99 % sont considérées comme des MPME.
Botswana	Les micro-entreprises emploient moins de 6 personnes et ont un chiffre d'affaires annuel inférieur à 100 000 BWP. Les entreprises de taille moyenne emploient moins de 25 personnes et ont un chiffre d'affaires annuel compris entre 100 000 et 1 500 000 BWP. Il n'existe pas de définition des entreprises de taille supérieure et moyenne.
Afrique du Sud	Les MPME sont définies en quatre catégories : Micro, très petite, petite et moyenne. Les micro entreprises ont moins de 5 employés, les très petites entreprises ont moins de 20 employés, les petites entreprises ont moins de 50 employés et les moyennes entreprises ont moins de 200 employés. Dans le secteur agricole, cependant, les entreprises comptant moins de 10 employés sont considérées comme très petites et celles comptant moins de 100 employés sont classées comme moyennes.

Source: Ouganda: Direction des PME auprès de l'Autorité Ougandaise d'Investissement

Egypte: L'analyse de terrain des forces du SEM égyptien 2020, Professeur/ Fareed El Naggar Dr. Nehal El Naggar, DBA, FHEA, 2021.. : Nouvelle loi sur le développement des moyennes, petites et micro-entreprises, Youssry Saleh & Associés, 2020

Zambie: La politique de développement des micro, petites et moyennes entreprises, MCTI, 2008

Tunisie: Indicateurs économiques des MPME, Forum de financement des PME, 2016. MED MPME, <https://medmsmes.eu/tunisia>, 2020

Botswana: Journal officiel extraordinaire, République du Botswana, vol. LVIII, n° 49, 2020

Afrique du Sud : Projet de loi portant modification de la loi sur les petites entreprises nationales - DTIC 2003

## (3) Définition des femmes chefs d'entreprise

Dans cette étude, les femmes entrepreneurs sont des femmes qui dirigent une entreprise, qui exploitent une entreprise en tant que propriétaire unique, dont la principale source de revenus est l'entreprise individuelle, qu'elles aient ou non enregistré leur entreprise. Les femmes du secteur

agricole autres que celles qui pratiquent uniquement une agriculture de subsistance, y compris l'élevage, seront définies comme des femmes entrepreneurs. Quant aux étapes de l'entreprise, les femmes, à toutes les étapes, de la création à la continuité de l'entreprise, sont toutes définies comme des femmes entrepreneurs.

La cible de cette étude comprend toutes les femmes entrepreneurs qui entrent dans les catégories décrites ci-dessus.

#### (4) Définition des services financiers numériques

La finance et les services numériques dans cette étude, font référence à la fourniture de services bancaires, tels que les transferts et les prêts, en utilisant la technologie financière numérique (Fintech) à travers des systèmes entrepreneuriaux et des applications mobiles. La finance et les services mobiles sont une forme de finance et de services numériques qui utilisent les smartphones pour fournir les services ci-dessus sans avoir besoin d'un compte bancaire.

#### (5) Définition de la finance formelle

La finance formelle fait référence à tous les prestataires de services financiers légitimes tels que les banques commerciales. Bien qu'il ne soit pas possible de couvrir tous les secteurs dans ce projet, la définition inclut l'assurance, la microfinance, les syndicats et les non-banques en plus des banques.

#### (6) Définition des services d'aide au développement des entreprises (BDS)

Dans la présente étude, les BDS font référence à toutes les activités telles que la formation, la consultation et le mentorat concernant les questions de gestion et d'assistance technique en matière de marketing pour les MPME afin d'encourager leur création, leur croissance et la pérennité de leurs activités.

#### (7) Définition de l'écosystème favorable à l'entrepreneuriat

L'écosystème favorable à l'entrepreneuriat dans la présente étude repose sur l'idée systémique selon laquelle les entreprises croissent et s'étendent lorsque les relations liées à la production ainsi que les relations et les interactions avec les clients fonctionnent correctement dans un environnement (écosystème) créé par les politiques, les réglementations et les acteurs du marché, et analyse (i) les entrepreneurs, (ii) les fournisseurs de BDS tels que le secteur privé et les ONG, l'Etat et les institutions financières qui prennent des mesures d'accompagnement de l'entrepreneuriat et accordent des prêts, et (iii) les conditions politiques et réglementaires.

### 1.4.3 Mise en œuvre de l'enquête de terrain et limitations dans les pays cibles

En novembre 2021, pendant l'enquête de terrain de cette recherche, l'infection de la variante Omicron du COVID-19 s'est répandue principalement en Afrique du Sud, et après consultation de la JICA, l'enquête sur le terrain a été suspendue et les membres de l'équipe d'étude qui se rendaient sur le terrain sont rentrés d'urgence chez eux ou ont suspendu leur voyage. En raison de la suspension de la mission, les entretiens avec les institutions concernées en Zambie et au Botswana, qui devaient

être menés sur le terrain, ont été remplacés par des entretiens en ligne avec des agences d'aide et des entreprises privées disposant de bons moyens de communication, et certains entretiens et collectes d'informations ont été réalisés par des consultants locaux. En raison des interruptions susmentionnées, l'étendue de l'enquête a dû être réduite par rapport à ce qui était prévu au début de l'enquête, en raison de l'impact du voyage des membres de l'équipe qui ont dû retourner d'urgence dans leur pays d'origine et du réajustement causé par l'annulation des entretiens locaux. Après consultation de la JICA, il a été décidé que pour l'Égypte, l'Afrique du Sud et l'Ouganda, où les enquêtes de terrain ne seront pas effectuées, seule une enquête en ligne pour la collecte d'informations sera réalisée et aucune discussion avec les organisations locales concernées ne sera tenue.

Pour les trois pays où des enquêtes de terrain ont été menées, des discussions avec les organismes gouvernementaux et les bailleurs de fonds locaux ont été menées sur les propositions de coopération et les liens en vue de formuler des propositions de coopération plus spécifiques.

## 1.5 Aperçu des résultats de l'enquête

L'étude compile la situation actuelle et les défis des femmes entrepreneurs dans la région africaine et les six pays cibles en termes d'accès aux services numériques, de soutien à l'entrepreneuriat et aux micro et petites entreprises, de genre et d'écosystème de soutien à l'entrepreneuriat.

Les chapitres 2 et 3 donnent un aperçu des caractéristiques des entreprises, des défis liés au genre, des services numériques offerts et des écosystèmes des entrepreneurs dans la région africaine et les six pays cibles.

Dans les chapitres 4 à 9, les éléments ci-dessus sont organisés en détail pour chacun des six pays cibles sous la forme d'un chapitre national, et les problèmes rencontrés dans le soutien aux femmes entrepreneurs dans les pays cibles sont extraits.

Le chapitre 10 décrit la direction du soutien que la JICA doit entreprendre dans les pays cibles et multi-cibles, sur la base des problèmes identifiés jusqu'au chapitre 9. Les propositions de coopération à entreprendre par la JICA sont organisées par pays cibles et multi-cibles, respectivement.

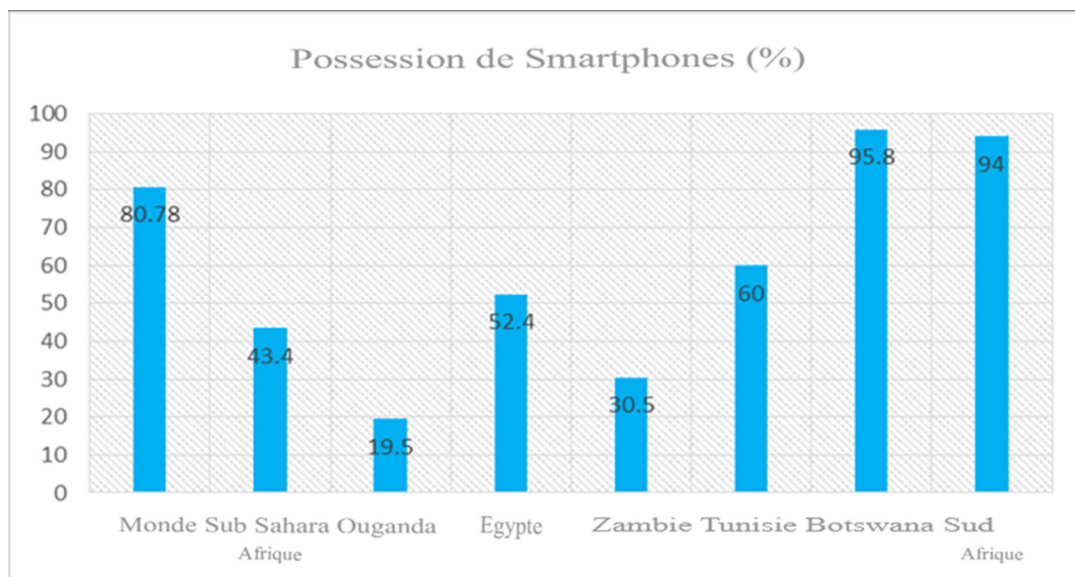
## Chapter 2 Tendances mondiales et contexte africain pour l'accès aux services numériques et conditions actuelles

### 2.1 Accès à la technologie et aux services numériques dans divers pays

L'utilisation des services numériques est considérée comme un moyen efficace de soutenir les femmes entrepreneurs en Afrique. Pour cette raison, la situation de l'accès des hommes et des femmes aux services numériques dans diverses régions du monde (notamment dans d'autres pays en développement) et en Afrique a été étudiée.

Les services numériques dans le monde et en Afrique peuvent être organisés selon la classification des couches du marché des TIC : (1) contenu et applications, (2) plateformes, (3) réseaux, et (4) terminaux. Cette étude se concentre sur la situation des services numériques entourant les femmes entrepreneurs, et organise des informations quantitatives sur les catégories ci-dessus du point de vue des utilisateurs.

En 2020, 68 % de la population mondiale utilisait un smartphone, et ce chiffre devrait atteindre 81 % en 2025. En revanche, le taux de possession de smartphones en Afrique est de 48 % et devrait atteindre 64 % d'ici 2025, soit une augmentation de 2 % par rapport à la moyenne mondiale. La Figure 2-1 présente une comparaison des taux de possession de smartphones dans les six pays cibles.



Sources: Statista (2021) Population numérique mondiale en date de janvier, Statista (2020) Taux de pénétration de l'internet en Afrique - <https://www.statista.com/statistics/1176654/internet-penetration-rate-africa-compared-to-global-average/>, MCIT, 12/2020, Bulletin des indicateurs des TIC, [https://mciit.gov.eg/Upcont/Documents/Publications\\_2142021000 ICT\\_Indicators\\_Quarterly\\_Bulletin\\_Q4 %202020.pdf](https://mciit.gov.eg/Upcont/Documents/Publications_2142021000 ICT_Indicators_Quarterly_Bulletin_Q4 %202020.pdf), Autorité Nationale des Télécommunications de Tunisie, 2020, RAPPORTS MENSUELS:TÉLÉPHONIE MOBILE, <http://www.intt.tn/fr/index-rapports-mensuels-de-la-telephonie-mobile-266-342.html>, NITA (2020) Autorité nationale des technologies de l'information - Résumé statistique NITA-U, Datareportal (2021) Digital 2021 : Zambie, Datareportal (2021) Digital 2021 : Botswana, Datareportal (2021) Digital 2021 : Afrique du Sud

**Figure 2-1 Possession de Smartphones dans les pays cibles**

Par la suite, le "réseau" peut être divisé en deux grandes parties: le marché des services et le marché de l'infrastructure (équipement) qui supporte le réseau. Nous nous sommes concentrés sur le marché des services, qui est plus proche des consommateurs (femmes entrepreneurs), et la pénétration des services de communication fixes et mobiles a été étudiée.

En décembre 2020, le Nigeria a déclaré le plus grand nombre d'utilisateurs d'internet dans toute l'Afrique, avec plus de 154 millions. En revanche, le deuxième plus grand pays, l'Égypte, comptait 54,74 millions d'utilisateurs. Sur les principaux marchés numériques d'Afrique, la majorité du trafic web est générée par des appareils mobiles. Au Nigeria, l'un des pays comptant le plus grand nombre d'internautes au monde, 74 % du trafic web est généré par des smartphones et environ 24 % par des PC. Cela s'explique en partie par le fait que les connexions mobiles sont beaucoup moins chères et ne nécessitent pas l'infrastructure requise pour une connexion Internet fixe traditionnelle, comme un PC de bureau. En Afrique subsaharienne, où les disparités entre les sexes et entre les zones rurales et urbaines sont plus importantes, les femmes sont 37 % moins susceptibles que les hommes d'utiliser l'internet mobile. En Afrique du Nord, 93% de la population est couverte par des réseaux mobiles à large-bande<sup>4</sup>.

En ce qui concerne l'internet mobile, à la fin de 2020, 303 millions de personnes (28% de la population) en Afrique subsaharienne y avaient accès. D'ici 2025, plus de 170 millions de nouvelles personnes dans la région auront accès à l'internet mobile, avec une pénétration qui devrait atteindre un peu moins de 40% de la population<sup>5</sup>. Toutefois, dans le monde de l'après-COVID-19, les approches "sans-contact" et "à distance" sont devenues des pratiques essentielles, et les services numériques devraient donc jouer un rôle important dans la vie quotidienne. Il est dit que le défi consiste à faire en sorte que les groupes vulnérables, tels que les femmes qui n'ont jamais eu accès à l'internet, se connectent. Dans de nombreux pays d'Afrique, la pénétration et l'utilisation de l'internet mobile sont plus élevées chez les hommes que chez les femmes et, en outre, la pandémie semble avoir exacerbé l'écart entre les sexes. Au Kenya, par exemple, l'utilisation de l'internet mobile par les femmes est restée stable, alors que celle des hommes a augmenté, ce qui permet d'affirmer que l'écart entre les sexes se creuse<sup>6</sup>. En réaction, les opérateurs de télécommunications en Afrique subsaharienne (MTN, Orange, Google, etc.) s'efforcent d'améliorer l'inclusion numérique des femmes<sup>7</sup>.

Les Figure 2-2 et Figure 2-3 présentent une comparaison des taux d'utilisation d'Internet dans les six pays cibles.

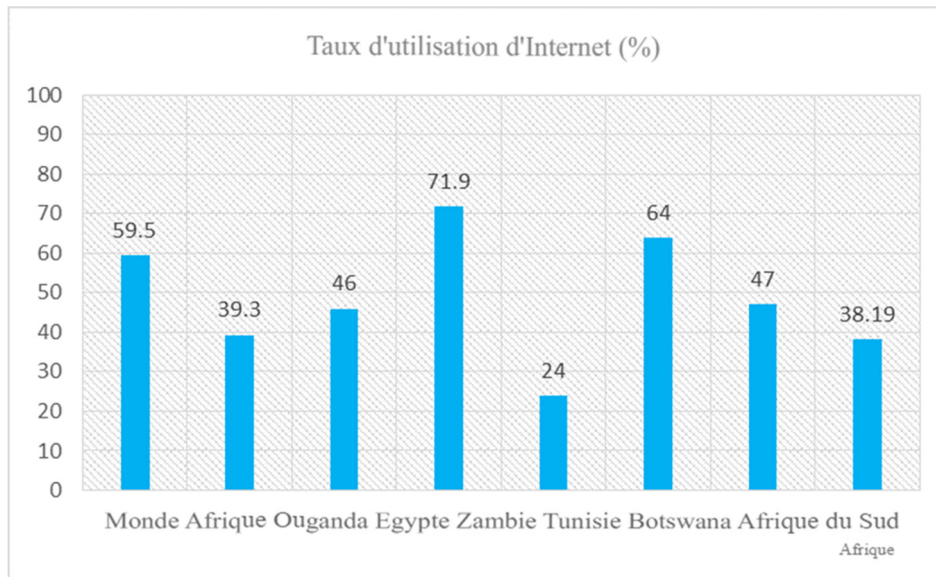
---

<sup>4</sup> GSMA (2021) Le rapport sur l'écart entre les sexes dans le domaine du mobile

<sup>5</sup> Statista Website (<https://www.statista.com/statistics/505883/number-of-internet-users-in-african-countries/>)

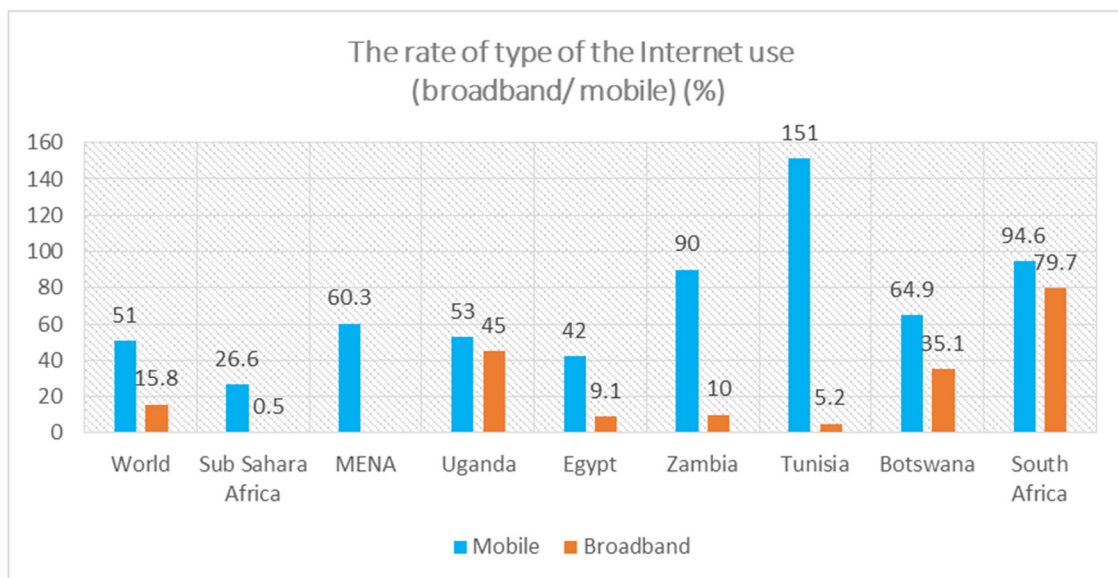
<sup>6</sup> GSMA (2021) Le rapport sur l'écart entre les sexes dans le domaine du mobile 2021

<sup>7</sup> GSMA (2020) Website (<https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/resources/accelerating-digital-inclusion/>)



Sources: Statista (2021) Nombre d'utilisateurs de Smartphones de 2016 à 2026 - <https://www.statista.com/statistics/330695/number-of-smartphone-users-worldwide/>, Statista (2019) Part des ménages disposant d'un ordinateur en Afrique 2005 - 2019, Ministère des technologies de la communication et de l'information (2020), Bulletin des indicateurs TIC parution numéro Q4, L'Economiste (2021) Usages terminaux: 60% des Tunisiens possèdent un Smartphone - <https://www.leconomistemaghrebin.com/2021/02/24/usages-terminaux-60-tunisiens-possedent-smartphone/>, Statista (2020) Nombre de Smartphones enregistrés en Ouganda - <https://www.statista.com/statistics/1082286/number-of-smartphones-registered-in-ugand>, Autorité zambienne des technologies de l'information et de la communication (2018) 2018 Enquête nationale sur l'accès et l'utilisation de l'information et de la technologie, Botswana (2019) Accès des ménages aux technologies de l'information et de la communication

**Figure 2-2 Aperçu de l'utilisation de l'Internet**



Sources: GSMA (2020) Rapport 2021 sur l'état de la connexion à l'internet mobile, ITU (2021) ITU Télécommunication mondiale / Base de données des indicateurs des TIC, Ministère de la communication et des technologies de l'information (2020), Indicateurs des TIC en résumé Août 2020, WorldData.Info, 2020, Développement des connexions téléphoniques et Internet <https://www.worlddata.info/africa/egypt/telecommunication.php> DataReportal (2020) Digital 2020: Tunisie - <https://datareportal.com/reports/digital-2020-tunisia>, Commission ougandaise de communication (2021) - UCC Market-Performance-Report Q2, DataReportal (2021) Digital 2021: Zambie, DataReportal (2021) Digital 2021: Botswana, DataReportal (2021) Digital 2021: Afrique du Sud

**Figure 2-3 Aperçu de l'utilisation d'Internet par type**

Enfin, les principaux contenus et applications ont été étudiés. Le secteur de l'assurance en Afrique représente moins de 1 % des sinistres mondiaux liés aux pertes en cas de catastrophe, bien qu'il abrite environ 17 % de la population mondiale. Cependant, il continue d'attirer l'attention croissante des principaux courtiers, assureurs et réassureurs internationaux, la valeur des primes en Afrique atteignant environ 45 milliards de dollars US en 2017<sup>8</sup>.

## 2.2 Situation de la fracture numérique entre les sexes en Afrique

La numérisation rapide des entreprises ces dernières années signifie que l'utilisation de la technologie numérique a un impact significatif sur le succès ou l'échec d'une entreprise. Cependant, la fracture numérique entre les sexes désavantage les femmes dans le monde des affaires : selon l'Association Mondiale des Opérateurs Mobiles (GSMA)<sup>9</sup>, l'écart entre les sexes dans l'utilisation de l'internet mobile en Afrique subsaharienne en 2020 était de 37% (MENA 4%, moyenne des pays à revenu faible et intermédiaire 15%). MENA était de 4% et la moyenne des pays à revenu faible et intermédiaire était de 15%. En outre, l'écart entre les sexes en matière de possession de téléphones mobiles ne s'est pas amélioré au cours de la période de quatre ans 2017-2020 en Afrique subsaharienne et dans la région MENA, avec un écart moyen de 9 % et 13 % respectivement, ce qui indique que des disparités entre les sexes subsistent. Le Tableau 2-1 présente les principaux indicateurs liés à la fracture numérique entre les sexes dans les six pays étudiés dans le présent cas<sup>10</sup>.

**Tableau 2-1 Indicateurs relatifs à la fracture numérique entre homme et femme dans les six pays cibles (2017, %)**

Pourcentage d'adultes âgés de 15 ans et plus (%)	Ouganda		Egypte		Zambie		Tunisie		Botswana		Afrique du Sud	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
Accès aux téléphones portables	71.0	58.3	91.9	70.6	68.2	58.3	76.2	68.8	81.0	85.5	78.8	78.9
Accès à l'internet	36.2	23.6	44.0	25.1	30.6	20.4	44.6	42.8	48.2	29.7	47.6	46.6
Détention de compte bancaire	66.1	52.7	38.7	27.0	51.7	40.3	45.7	28.4	56.2	46.8	68.4	70.0
Paiement/reçu numérique au cours de l'année écoulée	62.2	47.6	29.0	16.8	42.8	34.8	37.8	21.3	45.6	38.7	59.0	61.1
Possession d'une pièce d'identité délivrée par l'État	82.3	80.5	95.3	89.1	88.0	85.1	94.9	91.1	95.7	96.2	93.1	90.8

Source: Banque mondiale. Base de données Global Findex: Indicateurs d'inclusion financière du G20. (<http://datatopics.worldbank.org/financialinclusion/>)

<sup>8</sup> Statista (<https://www.statista.com/topics/4206/insurance-industry-in-africa/#dossierKeyfigures>)

<sup>9</sup> GSMA. (2020). Rapport 2020 sur l'écart entre les hommes et les femmes dans le secteur de la téléphonie mobile.

<sup>10</sup> Les données de 2017 étant les plus récentes disponibles pour ce qui est des indicateurs permettant de comparer les statistiques par sexe dans les six pays cibles, certains de ces indicateurs se sont considérablement améliorés à partir de 2021, contribuant ainsi à l'accès au financement pour de nombreuses femmes, y compris les femmes entrepreneurs.

Les facteurs possibles de la fracture numérique entre les hommes et les femmes peuvent alors être classés comme indiqué dans la Figure 2-4 ci-dessous.

Selon une étude de la GSMA, qui regroupe les opérateurs de téléphonie mobile du monde entier, le pouvoir économique serait le principal facteur entravant l'accès aux services numériques<sup>11</sup>. Le coût relativement élevé des appareils mobiles tels que les smartphones les rend difficilement accessibles aux femmes des pays en voie de développement. En outre, dans de nombreux pays en voie de développement, le seul moyen pour les femmes d'accéder à l'internet est le téléphone mobile, ce qui limite souvent leur accès à l'internet<sup>12</sup>. Selon Alliance for Affordable According to the Internet (Alliance pour un accès abordable à l'Internet), le faible revenu est souvent un obstacle à l'accès aux services numériques en Afrique, car plusieurs pays ont des frais de communication élevés par rapport au revenu<sup>13</sup>.

La fracture numérique entre les hommes et les femmes est également associée aux faibles taux de participation des femmes aux activités économiques (faible taux d'entrepreneuriat/fort taux de chômage) en raison des inégalités entre les sexes. Dans les pays à faible revenu tels que l'Ouganda et la Zambie, le faible pouvoir d'achat influe sur les disparités entre les sexes en matière de taux de possession de téléphones mobiles, tandis que des disparités similaires en matière de possession de téléphones par sexe sont observées dans les pays à revenu intermédiaire tels que l'Égypte et la Tunisie. En Égypte, par exemple, la mobilité indépendante des femmes<sup>14</sup> et leurs activités économiques sont mal accueillies en milieu rural<sup>15</sup>, et des pratiques culturelles telles que le manque de pouvoir de décision sur les achats persistent. L'amélioration de l'accès des femmes aux technologies numériques dans ces pays est l'une des conditions requises pour réduire les inégalités entre les sexes.

---

<sup>11</sup> GSMA. (2020). Rapport 2020 sur l'écart entre les sexes dans le domaine de la téléphonie mobile.

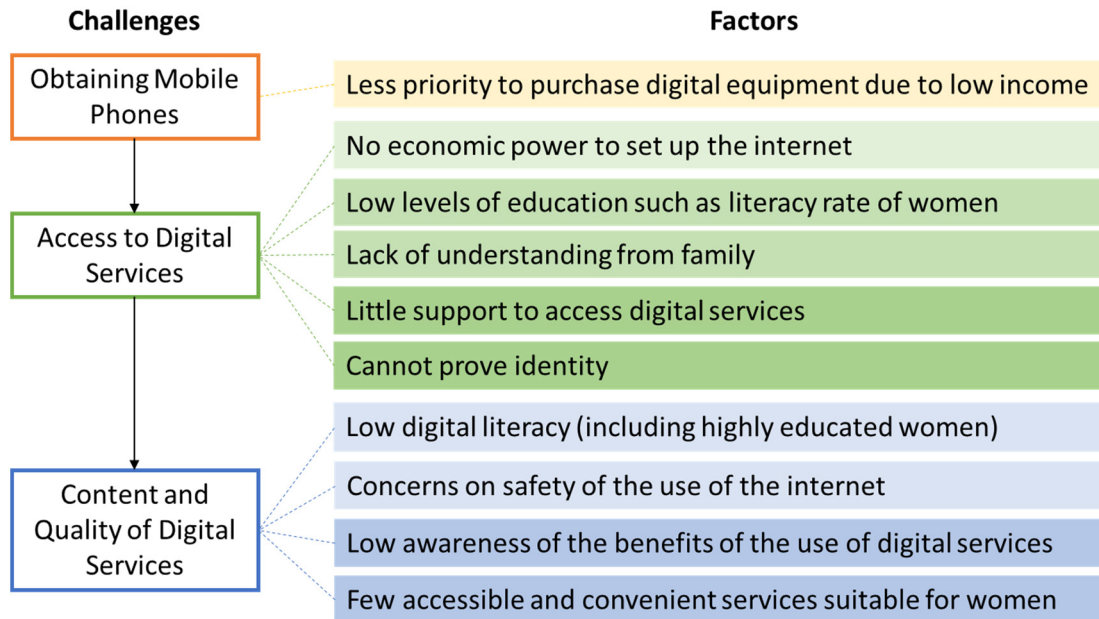
<sup>12</sup> GSMA. (2021). Rapport 2021 sur l'écart entre les sexes dans le domaine de la téléphonie mobile

<sup>13</sup> A4AI (N/A). [https://a4ai.org/extra/baskets/A4AI/2020/mobile\\_broadband\\_pricing\\_gni#](https://a4ai.org/extra/baskets/A4AI/2020/mobile_broadband_pricing_gni#)

Selon l'Alliance for Affordable Internet (Alliance pour l'Internet abordable), le pourcentage du RNB consacré aux frais de télécommunications par Go dans les pays cibles est de 5,95%, 0,47%, 3,65%, 1,28%, 1,44% et 1,41% respectivement en Ouganda, en Égypte, en Zambie, en Tunisie, au Botswana et en Afrique du Sud. Les frais d'accès à Internet ont tendance à constituer un fardeau économique, en particulier dans les pays à faible revenu.

<sup>14</sup> JICA. (2018). Rapport d'enquête sur le profil des genres par pays (République arabe d'Égypte).

<sup>15</sup> JICA. (2018). Résultats de l'évaluation finale du projet d'amélioration des marchés des petits exploitants agricoles



Source: Mission d'étude de la JICA

**Figure 2-4 Facteurs de la fracture numérique entre les sexes**

## Chapter 3 Situation actuelle et défis découlant de l'écart entre les sexes chez les femmes entrepreneurs en Afrique

### 3.1 Situation actuelle des femmes entrepreneurs en Afrique

#### 3.1.1 Caractéristiques des hommes et des femmes entrepreneurs en Afrique et dans les pays cibles

##### (1) Grandes lignes

###### 1) Secteur formel/Informel

Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), environ 85% de l'emploi en Afrique se situe dans le secteur informel<sup>16</sup>, notamment en Afrique australe, où il représente 86% de l'emploi masculin et 92% de l'emploi féminin. Par ailleurs, il n'existe souvent pas de statistiques précises en raison du manque d'enregistrement des entreprises et des travailleurs invisibles engagés dans des entreprises familiales. En fait, les responsables des agences d'aide en Tunisie et au Botswana, où des enquêtes sur le terrain et en ligne ont été menées, ont commenté le manque de données et d'informations précises dans ces pays. Dans d'autres pays également, l'insuffisance des données a été soulignée dans divers ouvrages. En outre, en l'absence d'informations suffisantes telles que décrites ci-dessus, les informations sur les statistiques par sexe sont encore plus limitées, et par conséquent, les informations sur les caractéristiques des femmes entrepreneurs sont également limitées.

En outre, parmi les petites et micro-entreprises qui ont enregistré leurs activités, il existe de nombreux cas, en particulier parmi les micro-entreprises, telles que les entreprises de tourisme et d'hébergement qui ont été sévèrement touchées par le COVID-19, qui se sont tournées vers d'autres entreprises pour survivre sans enregistrer leurs activités, ce qui rend plus difficile de saisir la situation réelle.

###### 2) Répartition par secteur

Bien que la définition des entrepreneurs (femmes) et la méthode d'agrégation varient selon les pays, il existe des différences entre les sexes dans la répartition sectorielle des entrepreneurs. Dans une enquête menée par la Banque mondiale dans plusieurs pays africains<sup>17</sup>, le commerce de détail et l'hôtellerie sont les secteurs qui comptent le plus grand nombre de femmes entrepreneurs, tandis que l'industrie manufacturière est un secteur particulièrement dominé par les hommes. Les habitants des zones rurales se consacrent à l'agriculture et à l'élevage ainsi qu'aux entreprises liées à l'agriculture, mais il existe des différences traditionnelles entre les sexes en ce qui concerne les types de cultures et de bétail élevés.

---

<sup>16</sup> ILO (2018) Les femmes et les hommes dans l'économie informelle : Un tableau statistique

<sup>17</sup> Groupe de la Banque mondiale (2019). Profiter de la parité: Libérer le potentiel des entreprises détenues par les femmes en Afrique.

### 3) Taille des entreprises

Comme le montre le Tableau 3-1, les femmes sont à la tête de la plupart des microentreprises, gérées par des familles ou des individus et comptant moins de 3 employés dans les pays cibles, à l'exception de l'Afrique du Sud, où la grande majorité des entreprises sont des petites et moyennes entreprises.

**Tableau 3-1 Pourcentage d'entreprises dirigées par des femmes dans les pays cibles**

	Ouganda	Egypte	Zambie	Tunisie	Botswana	Afrique du Sud
Micro	75,7%	88,8%	-	97,4%	91,0%	31,9%
Petit/Moyen	23,0%	11,1%	-	2,5%	-	67,5%
Large	1,3%	0,1%	-	0,1%	9,0%	0,6%

Source: SME FINANCE. (2019). Indicateur économique des MPME.

### 4) Caractéristiques des zones urbaines et rurales

D'après l'analyse documentaire et les entretiens avec les femmes entrepreneurs, il existe de nombreuses similitudes dans les caractéristiques commerciales, les défis et les acteurs des entrepreneurs des zones urbaines, en particulier des zones métropolitaines, dans les six pays cibles. Il existe des entreprises privées, des institutions financières et des services financiers numériques qui fournissent des services dans plusieurs pays, notamment en Égypte et en Tunisie, ainsi qu'au Botswana, en Zambie et en Afrique du Sud.

Dans tous les pays cibles, la disparité de l'environnement de soutien à l'entrepreneuriat entre les zones urbaines et rurales a été citée comme un problème. Les caractéristiques des entrepreneurs dans les zones rurales diffèrent davantage d'un pays à l'autre que dans les zones urbaines en raison des différences de niveaux de revenus, d'infrastructures de communication et de normes sociales dans chaque pays sont traités dans les Chapitres 4-9.

### 5) Catégorisation des femmes entrepreneurs par motivation

Comme décrit au chapitre 1, nous définissons séparément les deux types d'entrepreneuriat: l'entrepreneuriat basé sur l'innovation, qui recherche des opportunités commerciales dans plusieurs pays cibles, et l'entrepreneuriat motivé par la nécessité, qui est motivé par le manque d'opportunités d'emploi. Le soutien au premier type d'entrepreneuriat est fourni principalement par les agences gouvernementales qui mettent en œuvre le développement du secteur privé, les entreprises privées et les investissements étrangers, tandis que le soutien au second type d'entrepreneuriat est fourni principalement par les agences gouvernementales et les organismes d'aide qui mettent en œuvre des projets liés à l'amélioration des moyens de subsistance et au bien-être social.

Cependant, étant donné qu'il se peut qu'il soit inadéquat de catégoriser les entrepreneurs cibles uniquement sur la base de leur motivation pour la création d'une entreprise afin d'envisager de futurs groupes cibles à soutenir, la mission d'étude propose trois catégories en tenant compte de

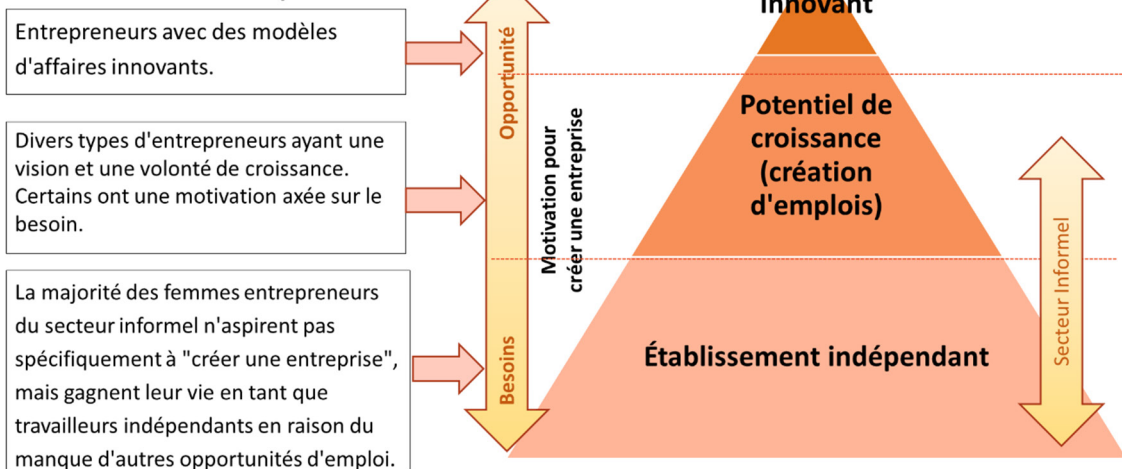
deux aspects: la motivation pour la création d'une entreprise et le potentiel de croissance, comme illustré dans le schéma ci-dessous.

Comme décrit au point 1), bien qu'aucune information statistique officielle ne soit disponible, de nombreuses femmes entrepreneurs dans les pays cibles sont considérées comme " auto-employées " dans le secteur informel indiqué au bas de la figure ci-dessous. Il s'agit essentiellement de personnes qui gèrent une entreprise individuelle pour assurer leur subsistance en raison de l'absence d'autres opportunités d'emploi. Dans plusieurs des pays visés par la présente étude, les femmes sont souvent dans une situation où elles doivent assurer leur subsistance pendant une longue période en tant que soutiens économiques dans leurs ménages immédiats et dans les ménages au sens large, y compris leurs parents; et la fréquence de cette situation semble avoir encore augmenté en raison du chômage de leurs maris au lendemain de la COVID-19. Pour cette raison, de nombreuses femmes sont obligées de créer leur propre entreprise individuelle. Cependant, l'on considère qu'il s'agit d'un segment de la population qui a le statut "d'auto-employé" mais qui a peu de chances de se développer en tant qu'entreprise..

En revanche, le groupe intermédiaire du schéma ci-dessous ("potentiel de croissance (création d'emplois)") comprend un éventail diversifié de personnes, et la plupart des entreprises de ce groupe appartiennent à la catégorie traditionnelle en termes de modèles commerciaux et de technologies utilisées dans leurs activités. Le nombre d'entrepreneurs dans ce groupe est relativement important, et si beaucoup d'entre eux ont créé leur entreprise comme moyen de subsistance en raison de l'absence d'autres opportunités d'emploi, comme c'est le cas pour ceux du bas de l'échelle, d'autres ont créé leurs entreprises parce qu'ils ont vu une opportunité. Certains d'entre eux sont des entrepreneurs très instruits et d'autres n'ont pas terminé leur cursus scolaire obligatoire. La plupart des entreprises sont actuellement considérées comme faisant partie du secteur informel, mais beaucoup d'entre elles sont susceptibles de chercher à entrer dans le secteur formel à l'avenir. En d'autres termes, le point essentiel est que leur vision de l'avenir est de développer leurs entreprises (plutôt que de les considérer simplement comme un moyen alternatif de génération de revenus par rapport aux opportunités d'emploi).

Les entrepreneurs "innovants", qui se situent au sommet, sont ceux qui créent des entreprises innovantes dans le secteur d'activité lui-même ou en ce qui concerne la technologie utilisée au cœur de l'entreprise. Les entrepreneurs appartenant à ce niveau sont considérés comme rares.

## Catégorisation des femmes entrepreneurs



Source: Mission d'étude de la JICA

**Figure 3-1 Catégorisation des femmes chefs d'entreprise**

### (2) Loi, réglementation, plan et stratégie de soutien aux MPME

Au niveau régional en Afrique et dans plusieurs des pays cibles, le soutien aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME) se positionne comme une mesure d'emploi pour combattre le chômage dont le taux est élevé, en particulier chez les femmes et les jeunes dans les zones rurales et au niveau régional. En plus de ce qui précède, il s'agit également d'une politique clé en matière d'autonomisation socio-économique des femmes considérées comme un groupe vulnérable, d'inclusion numérique et d'inclusion financière, en particulier pour les femmes entrepreneurs établies à leur compte. Les principaux plans et stratégies prioritaires sont les suivants.

#### 1) Union africaine "Stratégie pour l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes 2018-2028"

Dans la stratégie de l'Union Africaine (UA) pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, les piliers de l'autonomisation économique des femmes sont la prise en compte de l'inclusion financière et de l'inclusion des technologies numériques.

##### **Pilier 1: Optimiser les opportunités, les résultats et le dividendes technologiques numériques**

Trois résultats spécifiques, obtenus grâce à des interventions et des actions ciblées, sont fondamentaux au niveau du pilier 1 : les femmes doivent bénéficier d'un accès équitable à une éducation de qualité et d'un contrôle sur les ressources productives afin d'être économiquement autonomes et de contribuer au développement durable.

##### **Résultat 1.1 Education et prestation de soins:**

Education obligatoire et gratuite pour les filles et les femmes de 3 à 18 ans; programmes de formation professionnelle et d'alphabétisation destinés aux jeunes et aux femmes et axés sur le marché

##### **Résultat 1.2 Autonomisation économique et inclusion financière:**

Visant l'autonomie de revenus et la protection sociale pour davantage de femmes et de filles

##### **Résultat 1.3 Technologie et inclusion numérique:**

Les femmes et les filles utilisent et influencent plus activement l'espace technologique, et les solutions numériques favorables aux femmes et aux filles sont financées.

## 2) SADC

### **Politique de promotion de l'autonomisation des jeunes de la SADC**

L'élaboration de politiques et de cadres pour l'autonomisation des jeunes, ainsi que de cadres pour le développement des compétences des jeunes, l'entrée dans l'emploi et l'entrepreneuriat, doivent être discutés au cours du second semestre 2021 entre les ministères s'occupant des jeunes dans chaque pays.

### **Stratégie d'industrialisation de la SADC (grappes industrielles et développement des PME)**

Regroupement d'entreprises, de fournisseurs, de prestataires de services et d'organisations connexes dans des zones géographiques proches de proximité dans un secteur particulier ont un impact significatif sur la compétitivité, notamment sur la productivité et l'innovation, et sont un moteur de la croissance régionale. Les petites et moyennes entreprises (PME) peuvent également se développer pour devenir compétitives au niveau régional et mondial en renforçant leur capacité à s'intégrer dans ces clusters. Les gouvernements devront préparer des plans et des parcours pour y parvenir.

Il s'agira notamment de fournir une formation et un soutien pour s'assurer que les entreprises fonctionnent de manière compétitive et efficace ; d'améliorer l'accès aux technologies avancées, aux techniques de production, aux services et à la distribution ; de permettre l'utilisation de la technologie pour stimuler l'innovation ; d'améliorer l'accès au financement ; et de créer des organisations pour soutenir les PME.

### **Industrialisation et autonomisation économique des femmes**

Grâce à un financement du gouvernement allemand, le programme régional multidimensionnel d'autonomisation économique des femmes de la SADC (RMD-WEPP), par le biais de ses projets sur l'industrialisation et l'autonomisation des femmes, crée des femmes entrepreneurs et les fait entrer dans les chaînes de valeur des secteurs et régions prioritaires, conformément à la stratégie d'industrialisation de la SADC. Le projet devrait débiter à la fin de l'année 2021.

Au niveau régional africain et dans plusieurs pays, le soutien aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME) des femmes, y compris l'inclusion numérique et financière, a été identifié comme une stratégie clé, notamment en termes d'autonomisation des femmes et d'égalité des sexes.

### **Politique de la SADC en matière de genre**

La politique de la SADC en matière de genre identifie les objectifs et responsabilités suivants des États membres en ce qui concerne le soutien aux femmes dans les micro, petites et moyennes entreprises et l'entrepreneuriat.

**Objectif de la politique:**

Renforcer l'autonomie économique des femmes et des hommes en améliorant leur accès aux compétences entrepreneuriales, à la technologie et au financement, ainsi qu'à d'autres formes d'emploi informel et formel.

Engagement des pays membres de la SADC à atteindre l'objectif (extrait du soutien aux femmes entrepreneurs) :

- Faciliter la révision des politiques commerciales, économiques et douanières, des politiques d'immigration, des lois, des procédures, des réglementations et des règles pour les rendre sensibles au genre et pour promouvoir la propriété et le contrôle des femmes sur les ressources productives telles que la terre, le crédit et les ressources financières;
- Promouvoir la collecte et l'utilisation de données ventilées par sexe à tous les niveaux des économies nationales;
- Promouvoir la mise en place de programmes pour les femmes qui favorisent l'alphabétisation économique et les compétences entrepreneuriales afin d'améliorer la compréhension et la réflexion critique sur les affaires, le commerce et les politiques économiques;
- Améliorer la collaboration avec les institutions financières, renforcer leurs capacités en matière d'égalité des sexes et identifier les mécanismes appropriés, y compris l'identification de systèmes de garantie innovants, les programmes d'éducation des clients, la création de liens entre l'octroi de crédits et les programmes d'épargne, ainsi que les programmes de marketing et de stockage, afin de supprimer progressivement les obstacles qui limitent l'accès des femmes entrepreneurs au crédit.
- Renforcer et promouvoir la participation des femmes au développement des petites, moyennes et grandes entreprises et au commerce transfrontalier;
- Accroître l'accès des femmes aux marchés, notamment aux foires commerciales internationales et aux foires commerciales spécifiques aux femmes;
- Éliminer les pratiques discriminatoires à l'égard des travailleuses dans l'emploi formel et informel en relation avec les marchés du travail internationaux et nationaux et assurer l'application équitable des codes et règlements en matière de santé et de sécurité, de droits et de harcèlement sexuel;
- Faciliter l'échange d'informations entre les femmes en matière de financement, de développement technologique et de compétences en matière d'entrepreneuriat et d'autres services de développement des entreprises;
- Documenter et publier les meilleures pratiques des femmes entrepreneurs à tous les niveaux dans la région de la SADC afin de faciliter l'échange d'expériences et de bonnes pratiques;

### 3.1.2 Identification des défis et des problèmes découlant de l'écart entre les hommes et les femmes entrepreneurs en Afrique et dans les pays cibles

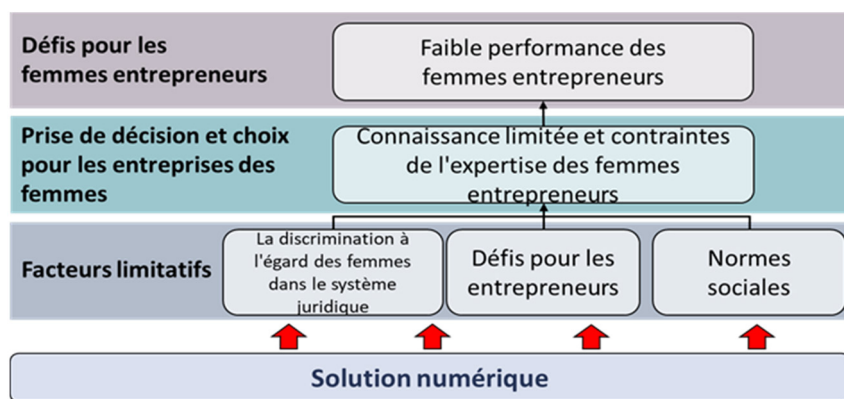
En Afrique, les femmes entrepreneurs représentent environ 50% du secteur non agricole et devraient être un moteur important du développement économique dans chaque pays. Cependant, les entreprises féminines sont confrontées à de **faibles performances** par rapport à leurs homologues masculins, notamment un nombre réduit d'employés et une baisse des ventes, des bénéfices et de la valeur ajoutée. Les faibles performances des femmes entrepreneurs sont le résultat de trois **contraintes liées au genre: (1) le système juridique, (2) les normes sociales, et (3) les femmes entrepreneurs elles-mêmes.**

En ce qui concerne le **système juridique**, les lois et les systèmes discriminatoires en matière de propriété, de propriété foncière et d'héritage, ainsi que les lois inadéquates interdisant la discrimination sexuelle sur le lieu de travail et à l'embauche sont pointés du doigt. En ce qui concerne les **normes sociales**, la charge des travaux ménagers et des soins (garde d'enfants et soins infirmiers) est supportée de manière disproportionnée par les femmes, le fait que le pouvoir de décision au sein de la famille est principalement détenu par les hommes, les restrictions imposées par les systèmes

existants dominés par les hommes, tels que les associations industrielles et les chambres de commerce, et les stéréotypes et préjugés à l'encontre des rôles et des capacités des femmes dans la famille et la société. Quant aux femmes entrepreneurs **elles-mêmes**, elles sont généralement confrontées à des défis tels que des niveaux d'alphabétisation et d'éducation inférieurs à ceux des hommes, et un manque de connaissances en matière d'affaires.

Ces facteurs sont à l'origine d'une moindre performance des femmes entrepreneurs, car leurs activités relèvent principalement du secteur informel et des microentreprises, et leur esprit d'entreprise est moins compétitif et moins enclin à prendre des risques. Selon une étude menée dans 14 pays africains, les performances des femmes entrepreneurs sont inférieures de plus de 30 % à celles des hommes entrepreneurs<sup>18</sup>. La relation entre ces défis et ces contraintes pour les femmes entrepreneurs est résumée dans la Figure 3-2.

En raison de la propagation de l'épidémie de COVID-19 à partir de 2020, les femmes entrepreneurs sont plus touchées que les hommes entrepreneurs. Le secteur informel, qui compte un grand nombre de femmes entrepreneurs, a perdu 80 % de ses revenus dans l'ensemble de l'Afrique, et les pertes économiques



Source: Mission d'étude de la JICA sur la base du Groupe de la Banque mondiale. (2019). Profiter de la parité : Libérer le potentiel des entreprises féminines en Afrique .

**Figure 3-2 Défi des femmes africaines chefs d'entreprise et solution numérique**

sont particulièrement élevées dans les secteurs de l'hébergement, de l'alimentation et des boissons, de la fabrication et du commerce de gros et de détail, qui sont vulnérables aux fermetures, à la limitation de la capacité des lieux de rassemblement et aux restrictions commerciales<sup>19</sup>. La charge des femmes pour s'occuper des enfants en raison des fermetures d'écoles et des malades a également augmenté.

D'autre part, la transformation numérique (DX), comme les services de paiement en ligne et le commerce électronique, s'accélère, et on peut s'attendre à des progrès dans le développement de solutions numériques pour les défis des femmes entrepreneurs. D'autre part, en raison des normes sociales traditionnelles et des rôles de genre dans les domaines STEM, les femmes ont tendance à être inconsciemment mal à l'aise dans les domaines STEM et sont peu motivées pour acquérir des compétences. La faible représentation des femmes dans ces domaines en Afrique et dans les pays cibles est un facteur qui entrave le développement de services et de technologies répondant aux besoins des femmes et qui freine l'amélioration de la fracture numérique entre les sexes.

<sup>18</sup> Groupe de la Banque mondiale. (2019). Profiter de la parité : Libérer le potentiel des entreprises féminines en Afrique

<sup>19</sup> PNUD. (2020). Après COVID-19, les femmes africaines doivent retrouver de meilleurs emplois.

Les problèmes de genre rencontrés par les femmes entrepreneurs dans les pays cibles sont résumés ci-dessous en termes de systèmes juridiques, de normes sociales et de problèmes rencontrés par les femmes entrepreneurs elles-mêmes dans les secteurs financier et non financier, respectivement.

Etant donné que la plupart des problèmes de genre rencontrés par les femmes entrepreneurs sont dus aux normes sociales (ce que les femmes devraient être) et aux coutumes sociales (rôles traditionnels des hommes et des femmes), à l'exception des éléments qui ne sont pas formulés dans la loi et la réglementation, le rapport décrit les résultats des entretiens menés par les organisations internationales, les agences d'aide et les organisations gouvernementales, ainsi que les résultats des entretiens avec les hommes et les femmes entrepreneurs, les organisations gouvernementales, les agences d'aide et les autres parties prenantes.

### 3.1.3 Questions relatives au secteur financier

Dans cette section, les services financiers en tant que questions de genre sont définis comme des services liés à l'accès aux services bancaires tels que les transferts, les envois de fonds et les prêts. Les services financiers mobiles s'étant développés ces dernières années, l'accès aux appareils tels que les smartphones et les tablettes est également compilé comme faisant partie des problèmes d'accès dans le secteur financier. "Le partenariat du G7 pour l'inclusion financière numérique des femmes en Afrique (2019)" résume les causes de l'accès limité au secteur financier pour les femmes dans la région africaine comme suit.

**Tableau 3-2 Obstacle à l'accès des femmes africaines au financement**

Obstacles liés à la demande et aux normes sociales	Obstacles liés à l'offre	Barrières juridiques et réglementaires
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de pouvoir de négociation au sein du ménage</li> <li>- Concentration dans des activités économiques moins rémunératrices</li> <li>- Demandes concurrentes sur le temps des femmes liées au travail domestique non rémunéré</li> <li>- Manque d'actifs pour les garanties</li> <li>- Manque d'identification formelle</li> <li>- Mobilité réduite en raison de contraintes de temps et de normes sociales</li> <li>- Taux plus faible de possession d'un téléphone portable chez les femmes</li> <li>- Taux plus faibles d'alphabétisation numérique chez les femmes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exigences d'ouverture de compte qui désavantagent les femmes</li> <li>- Barrières à l'obtention d'une identification formelle</li> <li>- Obstacles juridiques à la possession et à l'héritage de biens et autres garanties</li> <li>- Absence de systèmes de déclaration de crédit tenant compte du genre</li> <li>- Manque de données sur le marché et les utilisateurs pour la conception d'interventions politiques ciblées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Offres de produits inappropriés</li> <li>- Absence de politiques et de pratiques sexospécifiques pour la conception et la commercialisation des produits</li> <li>- Canaux de distribution inappropriés</li> </ul>

Source: Fondation Bill & Melinda Gates

### 3.1.4 Problèmes relatifs au secteur non financier

Les problèmes dans le secteur non financier sont principalement des problèmes liés au genre pour les femmes entrepreneurs, tels que leur environnement de vie, l'environnement éducatif et la culture numérique, l'environnement commercial et les normes sociales dans les pays cibles. En ce qui

concerne les normes sociales, des tendances similaires ont été observées dans chacun des pays cibles, et de nombreux ouvrages de recherche ont souligné que les pratiques sociales qui dénigrent les femmes persistent fortement dans les zones rurales.

Voici un résumé des défis non financiers qui sont communs à tous les pays de l'enquête ou à certains d'entre eux. Les défis non financiers comprennent l'alphabétisation, la culture numérique et d'autres questions de genre qui sont communes aux défis financiers. Lors des entretiens avec les femmes entrepreneurs dans les six pays couverts par cette étude, il a été constaté que les femmes entrepreneurs sont particulièrement intéressées par la résolution des problèmes sociaux rencontrés par les femmes en tant que genre, et il existe de nombreux cas où le contenu de leur entreprise contribue à la résolution des problèmes des femmes. On peut s'attendre à ce que la promotion des entreprises des femmes entrepreneurs dans les pays cibles contribue à la résolution des problèmes de genre rencontrés par les femmes.

**Tableau 3-3 Défis des femmes dans le secteur non financier en Afrique**

Défis liés au système juridique	Défis des femmes elles-mêmes	Défis liés aux normes sociales
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Données et statistiques inadéquates concernant les femmes entrepreneurs.</li> <li>- Systèmes dominés par les hommes dans les processus d'enregistrement et de demande d'autorisation des entreprises.</li> <li>- Soutien public inadéquat qui répond aux besoins des femmes (lieu, moment, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faibles niveaux d'alphabétisation et d'éducation (surtout dans les zones rurales, chez les femmes d'âge moyen et âgées)</li> <li>- Manque de compétences professionnelles pour mener des affaires</li> <li>- Faible revenu</li> <li>- Absence de modèles de comportement.</li> <li>- Restrictions liées à la mise en œuvre de projets par des femmes chefs de famille, etc.</li> <li>- Manque de confiance en soi, tendance à l'aversion au risque</li> <li>- Pas de possession d'appareils numériques (Ouganda et Zambie)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Préjugés liés aux professions en raison des rôles traditionnels des sexes (aversion au risque, type d'emploi).</li> <li>- Environnement social dans lequel les femmes sont contraintes d'assumer la garde des enfants et les responsabilités ménagères et de créer leur propre entreprise si les hommes sont au chômage (Zambie et Botswana).</li> <li>- Préjugés sur les capacités des femmes.</li> <li>- Demandes concurrentes sur le temps des femmes liées au travail domestique non rémunéré.</li> <li>- Faible pouvoir de décision pour les actions au sein du ménage</li> <li>- Associations sectorielles et systèmes de partage de l'information dominés par les hommes.</li> <li>- Contraintes sociales liées à la conduite des affaires, y compris la mobilité des femmes (Egypte, Tunisie).</li> </ul>

Source: Mission d'étude de la JICA

## 3.2 Résumé et caractéristique du service numérique pour les entrepreneurs

### 3.2.1 Etat actuel des services numériques existants pour les entrepreneurs

Les services numériques destinés aux entrepreneurs sont classés en fonction des zones "rurales" et "urbaines", où la nature des entrepreneurs diffère considérablement. Nous les classons ensuite en deux catégories: les services basés sur les besoins, qui visent principalement à maintenir ou à améliorer les moyens de subsistance, et les services basés sur les opportunités, qui visent à augmenter de manière significative les revenus et l'impact social. Ces catégories sont ensuite utilisées pour

identifier les types de services et leur prévalence dans le contexte des femmes entrepreneurs en Afrique.

Le tableau suivant est une classification des services numériques existants qui ont été identifiés pour être utilisés.

**Tableau 3-4 Aperçu des services numériques**

			Basé sur les besoins	Basé sur l'opportunité
Service numérique	Service financier	Dépôts et épargne Envois de fonds Prêts Assurance vie Assurance de biens	Mobile Money	Services bancaires en ligne Mobile money
	Service non financier	Services liés aux "ressources humaines Services liés aux "biens Services liés à l'"Information	Services de réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp, etc.)	Services de réseaux sociaux spécifiques à un emploi (LinkedIn) Services de réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp, etc.)

Source: Mission d'étude de la JICA

### (1) Services financiers

Parmi les services numériques, le développement de l'argent mobile activé par les fintech est significatif en Afrique. En Afrique subsaharienne en particulier, l'argent mobile gagne rapidement du terrain, la possession d'un compte d'argent mobile au sein de la population adulte ayant presque doublé pour atteindre 9 % depuis 2014, contre une augmentation de 4 % de la possession d'un compte dans une institution financière. Les femmes entrepreneurs en Afrique sont moins susceptibles d'avoir accès aux prêts bancaires que leurs homologues masculins en raison des restrictions sur le capital et la propriété foncière dans certains pays, et elles commencent à élargir leur accès aux services financiers par le biais des comptes d'argent mobile, qui sont relativement moins restrictifs que les banques.

En ce qui concerne la situation dans les pays cibles, la comparaison des indicateurs d'inclusion financière des ODD 2019 et du G20 dans le Tableau 3-5 montre que l'argent mobile est activement utilisé comme alternative aux institutions financières formelles en Ouganda et en Zambie. En Afrique du Sud, l'utilisation des Mobile Money est faible en raison d'un bon accès aux institutions financières formelles telles que les banques commerciales et les guichets automatiques, mais au Botswana, les deux l'utilisent. En Egypte et en Tunisie, l'accès financier est un défi tant pour les institutions financières que pour le Mobile Money.

**Tableau 3-5 Comparaison des indicateurs d'inclusion financière des ODD et du G20 pour les six pays (2019) et les principaux fournisseurs de Mobile Money**

Indicateur	Botswana	Egypte	Afrique du Sud	Tunisie	Ouganda	Zambie
Nombre de succursales de banques commerciales pour 100 000 adultes	9,4	6,6	9,6	22,1	2,6	3,3
Nombre de guichets automatiques pour 100.000 adultes	45,0	20,1	65,3	30,7	4,0	10,1
Nombre de points de vente Mobile Money enregistrés pour 100.000 adultes	190,8	529,6	1,7*	-	897,3	1.093,1
Nombre de comptes Mobile Money enregistrés pour 1 000 adultes	1,832,4	224,5	127,2*	-	1.144,8	1.423,4
Nombre annuel de transactions Mobile Money pour 1.000 adultes	27.501,4	707,6	89,7*	-	119.950,5	52.195,0
Principaux fournisseurs de services Mobile Money (paiements et transferts de fonds)	MTN	Fawry, T-Pay, Paymob	Vodacom, MTN, Snapscan, Zapper	Tritux, ViaMobile	MTN, Airtel, Uganda Telecom	MTN, Airtel

Source: Indicateurs d'inclusion financière : FMI. Base de données de l'enquête sur l'accès aux services financiers. Principaux fournisseurs Mobile Money : Ministère de l'intérieur et des communications, " Développement international des TIC en Afrique " ([https://www.soumu.go.jp/menu\\_seisaku/ictseisaku/ict\\_kokusai/africa.html](https://www.soumu.go.jp/menu_seisaku/ictseisaku/ict_kokusai/africa.html)). Traduction de la note : \*Afrique du Sud 3 indicateurs : Données 2016 ; \*\*Tunisie : données 2018 ; Indicateurs surlignés : Indicateurs de l'objectif 8 des ODD.

Les fournisseurs de services comprennent des opérateurs de réseaux mobiles (ORM) tels que MTN et Airtel, qui ont étendu leurs réseaux principalement dans la région de l'Afrique australe, Fawry en Égypte et Tritux en Tunisie, qui fournissent des services d'argent mobile. Un certain nombre d'institutions de microfinance (IMF) fournissent également un soutien à l'entrepreneuriat, y compris mobile et non mobile, principalement aux femmes et aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME).

Ces dernières années, les ORM ont proposé des services financiers dans un certain nombre de pays. Des exemples typiques sont le service financier d'Orange, le groupe Vodacom, MTN, etc. qui sont utilisés dans de nombreux pays.

Le groupe Vodacom, qui opère principalement en Afrique du Sud-Est, propose une gamme de services financiers adaptés aux conditions locales, dont, par exemple, le remplacement en 48 heures des appareils perdus, volés ou endommagés, et un service d'assurance pour couvrir les frais d'obsèques. Le Mozambique, pays voisin de l'Afrique du Sud, propose un service de prêt d'argent par téléphone mobile appelé Txuna M-Pesa. Ce service offre des périodes d'intérêt de 7 jours (10 %), 14 jours (12 %) et 30 jours (15 %), ce qui indique qu'il est conçu pour répondre à des besoins à court terme. Le service est accessible à ceux qui ne disposent pas de garanties, car ils doivent avoir utilisé un certain montant d'argent mobile M-Pesa dans le passé. L'utilisation de ce service est très répandue, notamment chez les commerçants urbains.

Il existe également un certain nombre de start-ups qui cherchent à se connecter aux services financiers en se basant sur l'agrégation d'informations provenant de différents secteurs. Par exemple, au Mozambique, Nippon Biodiesel Fuel Co. prépare un service qui utilise l'historique des transactions de l'application Agroponto comme évaluation de la crédibilité. Agroponto s'adresse

principalement aux groupes de petits agriculteurs. Ces derniers ne disposent souvent pas de garanties. Ils ont également du mal à faire face à la paperasserie complexe des institutions de microfinance existantes. Ce service vise à relever ces deux défis, à promouvoir l'inclusion financière dans les zones rurales d'Afrique et à accroître leur résilience. Les agences gouvernementales numérisent également les services publics, comme le système d'impôt électronique.

## (2) Services non financiers

Le secteur non financier a également vu la pénétration d'une série de services numériques. Les petites et moyennes entreprises (PME) utilisent des services de réseaux sociaux (SRS) tels que Facebook et WhatsApp pour créer des réseaux et promouvoir leurs produits. JUMIA, la première entreprise de type licorne sur le continent, a développé une plateforme de commerce électronique dans plusieurs pays africains, et les services de start-ups telles que JUMIA sont également largement étudiés. Plus de détails suivront dans la section des services numériques de chaque pays.

### 3.2.2 Avantages et inconvénients du fait de cibler les femmes entrepreneurs pour les fournisseurs de services numériques

#### (1) Avantages

Selon la revue de la littérature et les entretiens avec les femmes entrepreneurs dans les pays cibles, il n'existe actuellement aucun service spécifiquement destiné aux femmes entrepreneurs. Le premier avantage du ciblage des femmes entrepreneurs pour les fournisseurs de services numériques est qu'il élargit leur base de clientèle. Environ la moitié de la population peut être considérée comme une clientèle cible, ce qui entraîne une augmentation des ventes. Le rôle des femmes au sein du foyer peut également entraîner une augmentation des ventes de produits d'assurance et d'éducation, tels que l'assurance vie, l'assurance financière et l'épargne pour les mariages et les funérailles. Des recherches ont également montré que les femmes en Tunisie ont un taux de remboursement du microcrédit plus élevé que les hommes.

Selon le service, l'avantage des services numériques est qu'ils peuvent attirer des clients sans distinction de sexe, de classe sociale et de contraintes géographiques. Si les problèmes liés à la demande sont résolus et que l'infrastructure est améliorée, ils peuvent fournir des services uniformes, sans distinction de sexe, sans discrimination ni distinction pour des raisons culturelles ou sociales, comme c'est le cas pour les services en face à face. Si les problèmes liés à la demande sont résolus et si l'infrastructure est améliorée, il sera possible de fournir des services uniformes sans distinction de sexe, sans discrimination ou distinction fondée sur des raisons culturelles ou sociales. Le développement et la fourniture de services qui aident les femmes à faire face aux tâches ménagères, à la garde des enfants et aux soins infirmiers, et à surmonter les limitations de la mobilité et de ses moyens, attireront un grand nombre de clients potentiels.

#### (2) Inconvénients

Les inconvénients de cibler les femmes entrepreneurs dans les fournisseurs de services numériques

sont, tout d'abord, la faible possession d'appareils numériques par les femmes, en particulier dans les pays à faible revenu, et le risque que le nombre d'acheteurs de services n'augmente pas s'ils sont spécifiquement ciblés sur les femmes, car le pouvoir de décision dans le ménage pour les dépenses liées à l'achat d'appareils et de services numériques est actuellement souvent détenu par les hommes.

Une autre caractéristique des entreprises des femmes entrepreneurs est qu'elles ont tendance à être des micro-entreprises de petite taille, en particulier dans le secteur informel, souvent en raison d'un faible niveau d'éducation, d'une faible culture financière et d'un manque de connaissances commerciales, ainsi que de l'absence de terres ou de biens en garantie. En général, les entreprises des femmes entrepreneurs ont tendance à être plus petites que celles des hommes entrepreneurs, sans plan d'affaires, et sont plus susceptibles d'être des entreprises au jour le jour. Souvent, elles ne tiennent pas non plus de comptes ou de registres de leurs revenus et dépenses. Par exemple, elles sont plus susceptibles de vendre des produits sur les marchés ou d'être impliquées dans des activités liées à la beauté telles que la coiffure et les soins des ongles. Dans le secteur informel et les microentreprises, où les femmes sont plus susceptibles d'être impliquées, les revenus sont plus volatils que dans le secteur public et le secteur privé au-delà de la petite échelle, ce qui limite la demande de services de nature régulière et payante. Leur petite taille et l'absence de plan d'affaires en font de petits prêts pour les institutions financières, et ils sont non seulement risqués en raison des difficultés d'évaluation du crédit et des affaires, mais aussi des clients coûteux et peu rentables.

En outre, la productivité et le potentiel d'expansion future des entreprises des femmes entrepreneurs peuvent être faibles et elles ne sont pas toujours des clients souhaitables pour les fournisseurs de services numériques. Elles sont souvent responsables des tâches ménagères et de la garde des enfants à la maison, ce qui ne leur permet pas de consacrer du temps à leur entreprise. Lorsque l'experte de l'équipe de recherche travaillait en tant que membre des Japan Overseas Cooperation Volunteers (JOCV), elle tenait un kiosque avec une mère célibataire de trois enfants, qui devait parfois prendre un ou deux jours de congé en semaine pour des raisons familiales. Si un enfant avait de la fièvre, elle devait prendre une demi-journée de congé en l'emmenant à l'hôpital ; s'il y avait une séance d'information à l'école, elle devait y assister. Naturellement, le quotidien de la garde des enfants était déjà un travail difficile, et bien qu'elle soit très motivée pour travailler, elle n'était pas en mesure de donner libre cours à ses ambitions. Compte tenu de cette situation, les entreprises des femmes entrepreneurs peuvent ne pas être productives. En outre, les femmes entrepreneurs auraient une faible tolérance au risque et une préférence pour les investissements sûrs et sécurisés. On peut également s'attendre à une opposition familiale aux prêts. Cela peut les amener à éviter les investissements et les entreprises à haut rendement mais à haut risque, et à ne pas profiter des opportunités commerciales et de l'expansion de l'entreprise, d'où une faible demande de prêts.

Par conséquent, en raison de la nature des activités des femmes entrepreneurs, de leur état d'esprit et de leur position dans la famille, le nombre de clients qui achètent effectivement leurs services et la rentabilité de leurs activités peuvent être inférieurs à ceux des hommes entrepreneurs, ce qui en fait un groupe de clients moins attrayant pour les fournisseurs de services numériques.

### 3.3 Situation actuelle et problèmes liés à l'écosystème entrepreneurial

#### 3.3.1 Situation actuelle de l'écosystème entrepreneurial

##### (1) Situation actuelle du côté de la demande de soutien aux entrepreneurs

L'indice de compétitivité globale et l'indice de préparation aux réseaux ont été comparés pour analyser la situation actuelle du côté de la demande dans les écosystèmes de soutien aux entrepreneurs de six pays. Sur la base de la comparaison des compétences dans l'indice composite de compétitivité mondiale, les ressources humaines de l'Afrique du Sud sont globalement les plus qualifiées, se classant 72ème sur 139 pays. L'Afrique du Sud obtient de bons résultats dans les catégories de l'éducation scolaire et de la formation des employés, et son taux de participation des femmes à la population active est élevé. Le Botswana suit à la 85ème place, avec une qualité particulièrement bonne de la formation professionnelle et, comme l'Afrique du Sud, un taux élevé de participation des femmes à la population active. La Zambie vient ensuite avec la troisième meilleure note globale pour les compétences, et le pays est très apprécié pour sa capacité à trouver des travailleurs qualifiés et talentueux titulaires de diplômes universitaires. La Tunisie a les meilleures compétences des six pays en termes de main-d'œuvre actuelle et de personnes ayant terminé l'enseignement secondaire, mais il y a des défis en termes d'années d'études et de compétences des diplômés universitaires. En Egypte, le niveau de compétences global de la main-d'œuvre n'est pas très élevé, mais les compétences numériques sont prépondérantes. L'Ouganda est généralement mal classé pour toutes les compétences. En ce qui concerne la tolérance au risque entrepreneurial, elle est la plus élevée en Ouganda et la plus faible en Egypte.

**Tableau 3-6 Comparaison des compétences, du taux d'emploi des femmes, des attitudes envers l'entrepreneuriat et des compétences numériques**

Indice composite de compétitivité mondiale Indicateurs	Rang						Score					
	Botswana	Egypte	Afrique du Sud	Tunisie	Ouganda	Zambie	Botswana	Egypte	Afrique du Sud	Tunisie	Ouganda	Zambie
Pilier : Compétences	94	99	90	84	122	115	56,8	54,2	58,1	59,6	42,3	47,6
Effectif actuel	85	99	72	102	117	95	52,9	48,5	56,8	47,3	42,4	49,8
Nombre moyen d'années de scolarité	79	97	60	104	118	93	59,1	50,7	67,6	47,3	38,7	52,7
Compétences de la main-d'œuvre actuelle	98	99	101	96	100	97	46,6	46,3	46,1	47,3	46,1	46,9
Niveau de formation du personnel	68	75	40	96	91	109	50,1	48,4	58,0	45,5	46,3	43,3
Qualité de la formation professionnelle	91	129	119	99	94	118	46,8	36,7	41,0	44,6	46,5	41,0
Compétences des diplômés*	114	133	102	108	122	96	3,5	3,1	3,7	3,6	3,4	3,8
Compétences des diplômés de l'enseignement secondaire*	120	131	108	101	132	125	3,1	2,8	3,3	3,4	2,8	3,1
Compétences des diplômés universitaires *	106	130	93	119	101	65	3,9	3,4	4,1	3,7	4,0	4,4
Compétences numériques de la population	103	44	126	67	121	118	44,9	61,0	37,9	53,9	40,4	41,7
Facilité à trouver la main d'oeuvre qualifiée	90	87	98	88	50	30	49,7	50,2	49,0	50,1	57,4	62,7
Pilier : Marché du travail												
Participation des femmes à la population active	66	131	54	118	104	119	67,2	5,3	73,8	21,1	35,3	18,9
Pilier : Dynamisme des entreprises												
Attitudes vis-à-vis du risque entrepreneurial	104	117	46	109	38	82	45,1	41,8	54,5	44,6	56,0	47,8

Source: Indice composite de compétitivité mondiale 2019. GovData 360. La Banque mondiale. <https://govdata360.worldbank.org/>

Note: Les indicateurs relatifs aux compétences des diplômés, aux compétences des diplômés de l'enseignement secondaire et aux compétences des diplômés de l'enseignement supérieur ont été évalués sur une échelle de 1 à 7, 7 étant la note la plus élevée.

En ce qui concerne la technologie numérique, l'Égypte obtient le meilleur score parmi les six pays cibles dans de nombreuses catégories, mais le pays est confronté à des problèmes d'alphabétisation des adultes. L'Afrique du Sud, qui est la mieux classée en ce qui concerne l'indice composite de compétitivité mondiale susmentionné, continue de rencontrer des difficultés dans l'enseignement supérieur, avec une utilisation moindre des médias sociaux. En troisième position, on trouve la Tunisie, dont le niveau d'utilisation des réseaux sociaux virtuels est particulièrement élevé. Le Botswana suit en quatrième position, avec un taux d'abonnement à la téléphonie mobile plus faible. L'Ouganda se classe 110ème sur 139 pays, avec la note globale la plus basse pour les ressources humaines liées aux technologies numériques. En particulier, l'enseignement supérieur, les réseaux sociaux virtuels et l'alphabétisation doivent être améliorés. La Zambie est dans une situation très similaire à celle de l'Ouganda, avec des classements faibles pour l'enseignement secondaire et tertiaire.

**Tableau 3-7 Comparaison des compétences numériques et connexes (2020)**

Indicateur	Rang						Score					
	Botswana	Egypte	Afrique du Sud	Tunisie	Ouganda	Zambie	Botswana	Egypte	Afrique du Sud	Tunisie	Ouganda	Zambie
Pilier de personnes	99	75	70	76	126	106	36,2	45,5	46,4	45,5	24,9	33,9
1. Sous-pilier : Individus	89	80	85	92	110	105	54,5	58,2	56,4	54,0	39,4	44,4
1 Abonnements actifs au haut débit mobile	103	17	19	59	37	51	68,4	85,5	85,5	75,8	80,1	76,5
2 Compétences en TIC	-	22	-	49	-	42	-	69,6	-	30,3	-	48,6
3 Utilisation des réseaux sociaux virtuels	90	94	99	59	124	115	49,6	46,4	40,6	68,8	4,7	11,5
4 Inscription dans l'enseignement supérieur	89	75	92	81	120	121	17,1	26,8	16,2	21,8	2,8	2,3
5 Taux d'alphabétisation des adultes	69	90	68	79	84	71	83,1	62,9	83,4	73,0	69,8	83,0

Source : Indice de préparation des réseaux 2021 : Shaping the Global Recovery. (ed.) Soumira Dutta et Bruno Lanvin. Institut Portulans, 2021.

## (2) Situation actuelle de l'offre en matière de soutien aux entrepreneurs

La situation actuelle de l'offre de l'écosystème de soutien aux entrepreneurs est analysée dans cette section, y compris l'accès financier, l'état de développement des infrastructures et la capacité d'innovation.

Comme nous l'avons déjà vu, les banques commerciales sont bien développées en Afrique du Sud, au Botswana et en Tunisie, et il existe par conséquent de nombreux distributeurs automatiques de billets et agences bancaires dans ces pays. Comme le montre le Tableau 3-8, l'Afrique du Sud et le Botswana comptent un grand nombre de distributeurs automatiques de billets par tranche de 100.000 habitants, tandis que la Tunisie possède un grand nombre d'agences bancaires. En revanche, l'Ouganda et la Zambie ont peu de succursales de banques commerciales et de guichets automatiques, tandis que l'Égypte se situe quelque part entre les deux. En Zambie et au Botswana, où la superficie est importante et la densité de population faible, le nombre de guichets automatiques pour 1.000 km<sup>2</sup> est faible.

En termes de financement, les institutions de microfinance (IMF) ont plus de comptes de prêt pour 1.000 personnes en Zambie que les banques commerciales. Ce nombre élevé de comptes, malgré le fait que le ratio de l'encours des prêts des IMF par rapport au PIB ne représente qu'un dixième environ de celui des banques commerciales, suggère que les IMF jouent un rôle majeur, notamment dans le

domaine des petits prêts. Quant aux prêts aux PME, bien que les données soient limitées, en Tunisie environ 1/4 des prêts sont accordés aux PME.

Le Mobile Money est très bien développé en Zambie et en Ouganda, avec un grand nombre d'agents et de comptes enregistrés, l'activité de transaction est élevée et représente un pourcentage élevé du PIB. L'utilisation de l'argent mobile est fortement influencée par le statut des banques commerciales existantes, et il est plus largement utilisé en Ouganda et en Zambie où l'accès aux banques commerciales est limité. En revanche, en Afrique du Sud, les transactions en ligne sont liées aux comptes en ligne des banques commerciales, et l'argent mobile n'est pas très répandu en raison des restrictions. Au Botswana et en Égypte, les comptes d'argent mobile sont utilisés dans la même mesure. Il y a un peu moins d'agents enregistrés mais plus de comptes au Botswana, tandis que la situation est inverse en Égypte, avec plus d'agents enregistrés mais moins de comptes. En Afrique du Sud, en revanche, l'argent mobile est à peine utilisé en raison du faible nombre de comptes. L'argent mobile est relativement utilisé probablement pour sa commodité et sa politique de numérisation au Botswana et en Égypte où les banques commerciales sont développées.

**Tableau 3-8 Banques commerciales, accès au Mobile Money et son utilisation (2020)**

Indicateurs	Botswana	Egypte	Afrique du Sud	Tunisie	Ouganda	Zambie
Nombre de GAB pour 100 000 adultes	47,00	22,06	58,59	33,85	3,91	10,03
Nombre de distributeurs automatiques de billets pour 1 000 km <sup>2</sup>	1,30	14,99	20,39	19,50	4,82	1,39
Nombre de succursales de banques commerciales pour 100 000 adultes	9,00	6,76	9,22	22,31	2,45	3,16
Nombre d'agences de banques commerciales pour 1 000 km <sup>2</sup>	0,25	4,59	3,21	12,85	3,01	0,44
Nombre de déposants auprès des banques commerciales pour 1 000 adultes	815,31	479,85	-	-	318,52	216,34
Nombre d'emprunteurs auprès des banques commerciales pour 1 000 adultes	184,59	123,66	-	245,98	58,90	21,59
Nombre de comptes de prêts auprès des banques commerciales pour 1 000 adultes	237,79	164,93	441,19	-	57,65	21,59
Nombre de comptes de prêts auprès de toutes les institutions de microfinance pour 1 000 adultes	-	46,82	-	51,85	4,99	45,57
Encours des dépôts auprès des banques commerciales (% du PIB)	32,67	88,97	53,33	74,57	16,88	29,69
Encours des prêts des banques commerciales (% du PIB)	34,49	42,84	62,36	84,30	11,60	11,11
Encours de prêts auprès de toutes les institutions de microfinance (% du PIB)	-	0,33	1,26	1,19	0,30	1,50
Encours de prêts aux petites et moyennes entreprises (PME) auprès des banques commerciales (% du PIB)	1,95	-	-	21,34	-	5,70
Nombre de points de vente d'agents de téléphonie mobile enregistrés pour 1 000 km <sup>2</sup>	6,05	661,64	5,67	-	1.315,07	286,37
Nombre de points de vente d'agents de téléphonie mobile enregistrés pour 100 000 adultes	218,76	973,99	16,29	-	1.067,91	2.068,45
Nombre de comptes d'argent mobile enregistrés pour 1 000 adultes	1.890,92	292,11	71,53	-	1.244,70	1.872,51
Valeur des transactions de mobile money (au cours de l'année de référence) (% du PIB)	10,38	1,52	0,07	-	67,51	26,93
Nombre moyen de transactions de mobile money par compte actif de mobile money	45,91	48,98	0,22	-	178,49	82,60

Source: Enquête sur l'accès aux services financiers. IMF. <https://data.imf.org/?sk=E5DCAB7E-A5CA-4892-A6EA-598B5463A34C>

En ce qui concerne l'accès au financement dans chaque pays, selon le rapport Doing Business de la Banque mondiale, c'est en Zambie que les financements sont les plus faciles à obtenir, suivie de l'Égypte, tandis qu'en Tunisie, les gens ont du mal à obtenir des prêts. Le Botswana, l'Afrique du Sud

et l'Ouganda se situent à peu près au même niveau. En termes de financement des PME, l'indice composite de compétitivité mondiale montre que le financement est le plus abondant en Égypte, suivie de l'Ouganda, du Botswana et de l'Afrique du Sud. On peut dire qu'en Zambie, il n'y a pas assez de financement pour les PME.

**Tableau 3-9 Accès au financement**

Indice	Rang						Score					
	Botswana	Egypte	Afrique du Sud	Tunisie	Ouganda	Zambie	Botswana	Egypte	Afrique du Sud	Tunisie	Ouganda	Zambie
Facilité de crédit	80	67	80	104	80	4	60,0	65,0	60,0	50,0	60,0	95,0
Financement des PME	94	41	96	109	75	121	43,8	54,2	43,8	40,0	47,9	34,4

Source: Données sur les infrastructures : Indice composite de compétitivité mondiale 2019. GovData360.  
Banque Mondiale. <https://govdata360.worldbank.org/> Facilité d'accès à l'électricité: Doing Business 2020.  
Banque Mondiale. <https://www.doingbusiness.org/en/data/doing-business-score>

L'état du développement des infrastructures liées à l'offre de soutien aux entrepreneurs, en particulier les infrastructures de transport et l'électricité, est présenté dans le Tableau 3-10. En termes de statut de l'infrastructure globale, l'Égypte est la plus développée, suivie par l'Afrique du Sud et la Tunisie, la Zambie étant la moins développée. En ce qui concerne les infrastructures de transport, l'Égypte et l'Afrique du Sud font des progrès, tandis que le Botswana améliore également ses routes. Le transport est également un défi pour la Zambie. En ce qui concerne l'électricité, la Tunisie et l'Égypte sont les plus développées, tandis que l'Ouganda et la Zambie connaissent des problèmes d'approvisionnement en électricité et des coûts élevés.

**Tableau 3-10 Etat des infrastructures**

Indicateur	Rang						Score					
	Botswana	Egypte	Afrique du Sud	Tunisie	Ouganda	Zambie	Botswana	Egypte	Afrique du Sud	Tunisie	Ouganda	Zambie
Pilier : Infrastructure	108	52	69	85	115	124	53,7	73,1	68,1	62,7	47,9	43,3
Infrastructure de Transport	103	44	45	101	75	115	41,3	59,1	58,7	41,8	48,5	36,6
Routes	44	31	25	68	78	80	69,9	75,1	77,6	62,8	59,9	59,0
Facilité d'accès à l'électricité	139	77	114	63	168	129	59,5	77,9	68,8	82,3	48,4	62,1
Coût (% du revenu par habitant)	252%	180%	158%	719%	6.930%	2.036%	96,9	97,8	98,0	91,1	14,4	74,9

Source: Données sur les infrastructures: Indice composite de compétitivité mondiale 2019. GovData360. Banque Mondiale.  
<https://govdata360.worldbank.org/> Facilité d'accès à l'électricité: Doing Business 2020.  
Banque Mondiale. <https://www.doingbusiness.org/en/data/doing-business-score>

En ce qui concerne l'adoption des TIC, la Tunisie et l'Afrique du Sud sont les plus avancées, tandis que l'Ouganda et la Zambie sont les plus à la traîne. En termes d'innovation, l'Afrique du Sud a la plus grande capacité, en partie grâce à sa collaboration entre le monde universitaire et l'industrie en matière de R&D et à ses dépenses élevées dans ce domaine. L'Ouganda est le deuxième pays le plus avancé en termes de collaboration entre le monde universitaire et l'industrie dans le domaine de la R&D. L'Égypte, la Tunisie et le Botswana sont également relativement avancés en termes de dépenses de R&D. En ce qui concerne la collaboration entre le monde universitaire et l'industrie dans le domaine de la R&D, la Zambie est la plus en retard et l'Ouganda est le pays le moins bien classé en termes de dépenses de R&D.

**Tableau 3-11 Introduction des TIC et capacité d'innovation**

Indicateur	Rang						Score					
	Botswana	Egypte	Afrique du Sud	Tunisie	Ouganda	Zambie	Botswana	Egypte	Afrique du Sud	Tunisie	Ouganda	Zambie
Pilier : Capacité d'innovation	99	61	46	92	111	115	31,4	39,6	45,2	32,6	29,5	28,6
Collaboration université-industrie en matière de R&D *	93	82	31	99	62	117	3,2	3,3	4,3	3,1	3,6	2,8
Dépenses liées au R&D	58	53	45	55	96	84	17,9	20,2	26,6	20,0	5,7	9,3
Pilier Adoption des TIC	100	106	89	83	125	117	45,50	40,57	49,67	50,92	29,35	34,23

Source: Indice composite de compétitivité mondiale 2019. GovData360. Banque Mondiale. <https://govdata360.worldbank.org/>

Note: L'indicateur de collaboration université-industrie en matière de R&D a été noté sur une échelle de 1 à 7, 7 étant le plus élevé.

### (3) Politiques et réglementations des agences gouvernementales

Pour l'évaluation globale des six pays, quatre indicateurs relatifs à l'environnement des entreprises, à la compétitivité, à l'innovation et à la préparation des réseaux ont été comparés. L'Afrique du Sud est la mieux classée des six pays pour trois des quatre indicateurs, avec un bon environnement des affaires et une compétitivité élevée, suivie par la Tunisie. En revanche, l'Ouganda et la Zambie sont les moins bien classés et des améliorations sont nécessaires. L'Égypte et le Botswana se situent au milieu du groupe, l'Égypte étant mieux classée que le Botswana pour la compétitivité et la capacité d'innovation, mais pas en matière d'environnement des affaires.

**Tableau 3-12 Classement mondial**

Indicateurs	Rang					
	Botswana	Egypte	Afrique du Sud	Tunisie	Ouganda	Zambie
Doing Business (190 pays)	87	114	84	78	116	85
Facilité de démarrage	159	90	139	19	169	117
Indice composite de compétitivité mondiale (139 pays)	91	93	60	87	115	120
Indice composite de compétitivité mondiale (132 pays)	106	94	61	71	119	121
Indice de préparation des réseaux (130 pays)	102	77	70	87	116	112

Source: Doing Business 2020. Banque Mondiale. <https://www.doingbusiness.org/en/data/doing-business-score>

Indice composite de compétitivité mondiale 2019. GovData360. Banque Mondiale.

<https://govdata360.worldbank.org/>

Indice composite de compétitivité mondiale 2021. <https://www.globalinnovationindex.org/analysis-indicator/>

Indice de préparation des réseaux 2021: Shaping the Global Recovery. (ed.) Soumira Dutta et Bruno Lanvin. Portulans Institute, 2021.

Ensuite, l'évaluation des institutions et des réglementations dans l'indice composite de compétitivité mondiale et l'indice d'innovation mondiale ont été comparés. L'Afrique du Sud possède les institutions et les réglementations les plus développées, suivie par le Botswana. La Zambie occupe le rang le plus bas dans les trois indicateurs et ses institutions et réglementations doivent être améliorées. En Tunisie et en Égypte, les institutions sont en place mais la qualité des réglementations doit être améliorée, tandis que les institutions en Ouganda sont mal évaluées.

**Tableau 3-13 Institutions et réglementations**

Indice	Rang						Score					
	Botswana	Egypte	Afrique du Sud	Tunisie	Ouganda	Zambie	Botswana	Egypte	Afrique du Sud	Tunisie	Ouganda	Zambie
Institutions	70	82	55	73	101	112	54,2	51,3	57,1	53,0	48,0	45,2
Environnement réglementaire	62	124	46	90	59	129	66,1	35,8	71,8	56,7	67,4	23,8
Qualité de la réglementation	54	121	61	101	96	105	53,2	21,9	47,6	32,1	33,7	29
État de droit	44	87	66	60	80	92	59,9	35,6	44,7	48,4	38,4	34,5

Source: nstitutions: Indice composite de compétitivité mondiale 2019. GovData360. World Bank. <https://govdata360.worldbank.org/>  
Environnement réglementaire: Indice mondial de l'innovation 2021. <https://www.globalinnovationindex.org/analysis-indicator/>

### 3.3.2 Questions actuelles relatives à l'écosystème entrepreneurial

#### (1) Situation actuelle du côté de la demande de soutien aux entrepreneurs

Le principal défi auquel est confronté le côté de la demande est qu'il se compose principalement de PME, tout en étant dans le secteur informel largement peuplé d'entreprises en mode de survie avec peu de croissance. En outre, les femmes entrepreneurs sont particulièrement susceptibles d'être des micro-entreprises et de travailler dans le secteur informel. Cela peut s'expliquer par le fait que leur motivation pour créer une entreprise est simplement d'assurer leur subsistance, qu'elles n'ont pas l'état d'esprit nécessaire pour créer une entreprise, qu'elles n'aiment pas prendre de risques, qu'elles ont un faible niveau d'éducation, qu'elles manquent de compétences commerciales et qu'elles n'ont pas accès à l'information. Les personnes du secteur informel ont tendance à éviter d'enregistrer leur entreprise en raison de l'évasion fiscale et des frais d'enregistrement.

Le défi le plus important pour les entrepreneurs est l'accès au capital et au financement. Ils se voient refuser des prêts de la part de banques et d'autres institutions financières formelles en raison de l'absence de garanties, du manque de documents requis et de la faible rentabilité, et ils ne peuvent pas non plus utiliser ces institutions en raison des taux d'intérêt élevés. De nombreux entrepreneurs ont une faible culture financière et numérique et un accès limité aux réseaux d'information. Il y a également l'impact des préjugés et de la discrimination, en particulier à l'encontre des femmes entrepreneurs.

En ce qui concerne les services numériques, des problèmes tels que le manque de téléphones mobiles dans les zones rurales, le manque d'accès à l'Internet et le coût élevé des appareils numériques permettant d'accéder aux services numériques sont prépondérants.

#### (2) Situation actuelle de l'offre en matière de soutien aux entrepreneurs

Le principal problème du côté de l'offre de soutien aux entrepreneurs est le manque d'infrastructures, telles que les TIC et les routes, et le coût élevé de l'électricité. Les infrastructures ne sont pas suffisamment développées, surtout dans les zones rurales, et le manque d'accès à l'Internet rend impossible la fourniture de services.

Ensuite, en ce qui concerne la question du financement, les banques accordent rarement des prêts

aux PME en raison des conditions de prêt strictes et du KYC, ainsi que du niveau élevé de risque encouru. Dans certains cas, les IMF fournissent également des prêts selon le pays, mais les intérêts sont généralement plus élevés que ceux des banques et dépendent des ressources de l'IMF. Par conséquent, il incombe principalement aux institutions financières gouvernementales de fournir des prêts aux PME. Cependant, la formalisation du secteur informel est un défi car l'enregistrement des entreprises est également une condition préalable à l'obtention de prêts gouvernementaux pour les PME. Par conséquent, il est nécessaire d'assouplir les conditions de prêt et le KYC, de simplifier l'enregistrement des entreprises du secteur informel et de réduire les frais d'enregistrement, et de fournir des informations sur les incitations fiscales, l'éducation à l'entrepreneuriat et la formation pour les PME conjointement avec l'enregistrement. Il est également nécessaire de disposer d'une variété de produits qui répondent aux besoins des entrepreneurs. La situation des institutions financières varie grandement en fonction du statut légal et réglementaire des institutions financières dans chaque pays. En Afrique du Sud et au Botswana, où les systèmes juridiques et financiers sont bien développés, les institutions financières sont régies par des règles strictes, et il n'y a aucune incitation à assouplir les conditions et à accorder des prêts aux PME, qui sont moins rentables et impliquent des coûts et des risques plus élevés.

En termes de BDS pour soutenir les entrepreneurs, les incubateurs et les accélérateurs doivent améliorer la qualité de la formation des entrepreneurs, ainsi que le besoin de collaboration, de mise en réseau, de partage d'informations et de liens avec le financement. En ce qui concerne la qualité des BDS, outre les compétences commerciales de base telles que la préparation d'un plan d'affaires, la comptabilité et la tenue de livres, des compétences générales telles que la négociation et la discussion avec les institutions financières et les investisseurs, et le mentorat sont nécessaires. Pour les femmes entrepreneurs en particulier, il est nécessaire de désigner des modèles féminins en tant que mentors, de concevoir des programmes de formation auxquels les femmes peuvent facilement participer et de renforcer les compétences générales telles que la négociation et la présentation, notamment en Égypte et en Tunisie où les femmes sont soumises à des rôles sociaux strictement définis et à de forts préjugés. En outre, de nombreux fournisseurs de BDS, en particulier pour les startups liées aux services numériques et aux TIC, se concentrent souvent sur une certaine étape, comme la phase d'amorçage des startups, pour fournir des services similaires, et manquent de soutien continu pour la phase de croissance. Par conséquent, il est nécessaire de collaborer et de partager des informations entre les organisations qui fournissent des BDS, et en même temps, de coopérer avec les universités et les organismes gouvernementaux pour mettre en œuvre l'éducation à l'esprit d'entreprise et la formation aux TIC dans les établissements d'enseignement dès le début, ainsi que pour renforcer la connexion entre la recherche et les entreprises pour encourager l'innovation.

### (3) Questions relatives aux politiques et réglementations des agences gouvernementales des six pays

Il existe des différences considérables dans les politiques et les réglementations liées au soutien à l'entrepreneuriat dans les différents pays, en particulier dans le domaine du soutien à l'entrepreneuriat

utilisant des services numériques, qui implique un certain nombre de systèmes juridiques, notamment la position du secteur des TIC dans les plans de développement nationaux, les politiques de numérisation et les politiques d'inclusion financière. En ce qui concerne le secteur des TIC, la plupart des pays, y compris l'Égypte, le Botswana et la Tunisie, ont positionné les TIC et les industries du savoir comme de futures industries de base et des infrastructures essentielles pour soutenir d'autres industries, et ces pays ont proposé des politiques numériques nationales et un accès universel.

Les progrès varient considérablement d'un pays à l'autre, l'Égypte et la Tunisie ayant mis en place et appliqué des lois et des politiques en faveur de la numérisation et des start-ups. En particulier, l'Égypte a mis en œuvre diverses politiques liées à la numérisation, y compris les paiements électroniques, sous la forte initiative du gouvernement et du secteur privé, tout en élargissant l'allocation de fonds pour les PME, ce qui peut conduire à une expansion significative des services numériques et à une amélioration spectaculaire du soutien aux PME en même temps. En attendant, il existe des insuffisances dans les lois telles que celles relatives à la protection des informations personnelles. En Tunisie, une structure juridique et de financement axée sur les startups a été mise en place, et des efforts sont recommandés pour cibler le marché européen à long terme. Cependant, l'accent mis sur l'industrie des TIC a fait oublier le soutien à l'industrie manufacturière et aux industries traditionnelles, et même en ce qui concerne les TIC, l'accent a été mis sur les start-ups alors que le soutien à la croissance à long terme fait défaut.

Bien que l'Ouganda n'ait pas fait beaucoup de progrès en matière de numérisation et de législation connexe, l'industrie des services numériques se développe rapidement, et le système de taxation nouvellement établi pour les services numériques, comme la taxation de l'utilisation d'Internet et des retraits d'argent mobile, constitue un défi majeur en raison de sa nature régressive et de son impact élevé sur les petites entreprises et les personnes à faible revenu. Au Botswana, le pays est petit et l'économie est fortement axée sur le secteur public, avec un développement moindre du secteur privé et des marchés, et il y a peu de place pour la croissance des services numériques, tels que les DFS, en raison du développement des institutions et des lois financières. Par conséquent, il est souhaitable de soutenir les entrepreneurs par le biais des marchés publics et du secteur public, principalement par le biais des organisations gouvernementales de soutien aux PME.

Bien que l'Afrique du Sud soit le pays africain le plus développé en termes d'économie et de système juridique en général, les progrès du secteur des TIC et de l'inclusion financière sont également à la traîne en termes de développement des politiques et du système juridique et de numérisation. En particulier, le développement des DFS, y compris l'argent mobile, et des IMF pour soutenir les PME est entravé par le fait qu'il s'agit d'une société basée sur l'argent liquide avec des institutions financières et des systèmes juridiques bien développés et oligopolistiques. Par conséquent, les institutions financières gouvernementales et les ministères en charge fournissent un soutien aux entrepreneurs, en particulier aux micro-entreprises, aux femmes et aux jeunes, et il est nécessaire de déréglementer les DFS, de procéder à la numérisation et d'étendre le soutien ciblant les PME.

En Zambie, bien que les politiques en matière de numérisation et de TIC se développent progressivement, le développement des zones rurales et régionales est à la traîne, et les défis consistent à accélérer la numérisation, à élever le niveau des entrepreneurs en général et à éliminer les disparités dans les zones rurales. C'est pourquoi il est nécessaire de mettre en œuvre des politiques sur deux fronts pour soutenir les entrepreneurs et les services numériques dans l'ensemble du pays, notamment l'éducation à l'entrepreneuriat et l'éducation de base en matière de compétences TIC, l'expansion de l'enseignement universitaire et les incitations à développer des infrastructures telles que la connectivité Internet dans les zones rurales, ainsi que l'aide au démarrage, le financement et les incitations fiscales pour développer le secteur numérique.

### 3.4 Parties prenantes impliquées dans le soutien aux femmes entrepreneurs

#### 3.4.1 Prestataires de services financiers

##### (1) Aperçu

Bien que le sujet de cette étude soit le développement et la promotion des femmes entrepreneurs grâce au soutien des systèmes numériques, ce qui suit est décrit du point de vue des prestataires de services financiers.

##### 1) Politique monétaire ouverte

Avant d'aborder les acteurs financiers de chaque pays, nous allons nous pencher sur leurs politiques financières de base. Les services financiers, quelle que soit leur nature, sont l'un des mécanismes qui soutiennent le développement économique, industriel et social. Ils sont essentiels au développement de l'économie réelle et des politiques publiques, et la gestion saine et la rentabilité stable de chaque institution financière sont importantes pour soutenir le développement économique. Pour mettre en œuvre la politique monétaire, il faut d'abord comprendre le champ d'action des institutions financières, les institutions impliquées dans leur administration et l'étendue de leur contrôle, savoir si elles sont autorisées à être créées et gérées uniquement par des capitaux nationaux, et si elles sont ouvertes à la participation d'autres secteurs ou de capitaux étrangers.

Dans les six pays africains couverts par cette étude, les politiques financières sont fondamentalement ouvertes et les capitaux étrangers sont autorisés à participer, bien qu'un certain niveau de solidité financière soit requis, notamment un capital minimum, comparable à celui des pays développés. En particulier, des institutions financières européennes se sont établies dans les pays du nord et, dans le sud-est, de nombreuses institutions financières britanniques historiquement liées et affiliées à l'Afrique australe se sont établies et sont présentes dans plusieurs pays.

##### 2) Finance indirecte est le principal acteur des services financiers

Les services financiers peuvent être largement divisés en marchés financiers à court terme (généralement moins d'un an) et en marchés de capitaux à long terme (généralement plus d'un an). Les institutions financières indirectes, telles que les banques et les IMF, sont généralement

responsables des marchés financiers à court terme, tandis que les marchés de capitaux à long terme (qui, dans les pays développés, sont financés par l'émission et la négociation de titres, représentés par les marchés boursiers et obligataires) sont souvent financés directement.

Les banques commerciales, qui sont responsables du financement indirect, acceptent les dépôts d'un nombre indéterminé de particuliers et d'entreprises, et accordent des prêts aux entreprises et aux particuliers sur la base de leur propre évaluation et jugement. Par conséquent, étant donné que le principal risque pour les déposants est la solvabilité de l'institution financière, les banques commerciales ont la possibilité de faire leur propre évaluation des risques et de prendre en compte le risque d'entreprise, le risque de marché et d'autres facteurs dans leurs activités de prêt. Ainsi, les banques sont uniques en ce sens qu'elles prennent les fonds des déposants sous forme de dépôts et qu'ensuite, en tant qu'intermédiaires financiers, elles portent leurs propres jugements sur les risques et mènent leurs propres activités de crédit, et une question majeure est de savoir si elles possèdent les capacités d'évaluation appropriées pour fournir des crédits et des prêts.

Dans le contexte de cette étude, il n'est pas évident que les banques disposent de capacités suffisantes pour évaluer et juger le risque de crédit à l'avance, bien que nous n'ayons pas pu les interroger en détail car elles sont encore principalement impliquées dans les prêts à court terme. En outre, les banques ne semblent pas suivre les affaires de leurs emprunteurs et évaluer leur capacité de garantie sur une base régulière et cohérente. Par conséquent, si les banques veulent se lancer dans les prêts à long terme en plus des prêts à court terme à l'avenir, elles devront élargir la gamme des méthodes de financement à leur disposition, évaluer les risques avant et pendant le processus, et développer des compétences en matière de planification commerciale prospective en fonction de la nature de l'activité.

### 3) Taux d'intérêt fixes et variables sur les dépôts et les prêts

Les dépôts peuvent être divisés en deux catégories principales: les dépôts à vue, tels que les dépôts courants et ordinaires, qui n'ont pas de date de retour fixe, et les dépôts à terme, tels que les dépôts à terme, qui sont détenus pour une période fixe (par exemple un an) à un taux d'intérêt fixe, pendant laquelle le dépôt ne devrait pas être remboursé. D'autre part, le taux d'intérêt du marché pour les prêts fluctue généralement en fonction de l'environnement économique, c'est pourquoi des taux d'intérêt fixes et variables sont proposés. Il convient toutefois de noter que les taux d'intérêt variables sont la norme pour les prêts, et que le taux d'intérêt des prêts à court terme est fixé de manière à refléter le taux du marché au moment où le prêt doit être re-signé. Par exemple, lorsqu'une entreprise souhaite obtenir des fonds pour son activité (généralement pour plus d'un an, mais souvent pour 3 à 5 ans), elle peut calculer le montant des intérêts qu'elle paiera après avoir emprunté si le taux d'intérêt est fixe, mais si le taux d'intérêt est variable, elle doit supposer que le taux d'intérêt changera à chaque fois (souvent tous les 1, 3 ou 6 mois), ce qui peut être difficile à prévoir.

Dans le contexte de cette étude, même si les taux d'intérêt variables sont la norme, du point de vue de l'entrepreneur, il existe un fort besoin de financement à long terme à des taux d'intérêt fixes. Si

ce besoin doit être satisfait par des financements indirects, c'est-à-dire des prêts à long terme, alors l'émergence de prêts à long terme à taux d'intérêt fixes est souhaitable. En outre, les banques commerciales et les autres institutions qui fournissent ces financements doivent être en mesure d'obtenir des financements à long terme du point de vue de la gestion actif-passif (GAP), comme décrit ci-dessous. En outre, il est souhaitable que le gouvernement mette en place le système qui permettra aux banques commerciales et aux autres institutions qui fournissent les fonds de gérer leurs actifs et leurs passifs comme décrit ci-dessous, par exemple en émettant des obligations (généralement à taux d'intérêt fixe à long terme).

#### 4) Structure du profit des institutions financières

Dans le cas des banques commerciales, la structure de profit d'une institution financière consiste à prendre des dépôts et à les utiliser comme source de fonds de base pour accorder des prêts. La différence entre les intérêts versés aux déposants et les intérêts reçus des prêteurs s'appelle la marge d'intérêt, et c'est la source de revenus des banques commerciales. En plus de la marge d'intérêt, il y a les revenus des commissions provenant des transferts de fonds et d'autres transactions, et les bénéfices de change provenant de la vente et de l'achat de devises étrangères. En termes de GAP, une banque est considérée comme saine si la durée de ses actifs (prêts) correspond à la durée de ses passifs (dépôts), tandis qu'accepter des dépôts à court terme et accorder des prêts à long terme est considéré comme non sain du point de vue de la GAP. D'un autre côté, accepter des dépôts à court terme et accorder des prêts à long terme est considéré comme non sain du point de vue de la gestion bancaire car cela rend la GAP difficile.

La durée du plan d'affaires exigée par les femmes entrepreneurs africaines dans cette étude est courte pour les petits projets et les projets initiaux, mais longue pour l'expansion de l'entreprise. Cependant, il semble que les banques commerciales et les IMF ne répondent pas suffisamment aux besoins de financement des entreprises de ces femmes entrepreneurs, ce qui, avec les problèmes de garanties décrits ci-dessous, constitue un défi majeur pour les femmes entrepreneurs. En outre, bien que cette question soit considérée comme une preuve de l'expansion des services financiers numériques par les ORM, que nous décrivons séparément, elle ne résout pas essentiellement le problème de la solidité de la GAP financière. Par conséquent, il est nécessaire de développer des marchés à long terme et des marchés de capitaux, ou de concevoir et développer un système de prêts à long terme sous forme de financement indirect, afin de soutenir les femmes entrepreneurs.

#### 5) Utilisation de registres de transactions de garanties physiques

En outre, les banques commerciales exigent généralement des emprunteurs qu'ils fournissent des garanties pour leurs prêts, souvent sous la forme de terrains, de bâtiments, d'équipements et de titres tels que des actions et des obligations. En outre, elles exigent souvent que les terrains, les bâtiments et les équipements soient assurés par une assurance incendie et, pour les particuliers, par une assurance vie. Pour les prêts au logement privés, des garanties de tiers, telles que des associations de garantie de crédit, peuvent également être exigées.

En ce qui concerne ces exigences en matière de garanties, il existe de nombreux défis en Afrique, comme l'absence d'un système de droits de propriété établi ou d'un registre foncier, ou l'impossibilité d'enregistrer au nom d'une femme, comme c'était le cas dans cette étude. Naturellement, il est nécessaire d'améliorer les systèmes de garantie existants, en particulier pour les femmes entrepreneurs, mais c'est le système d'enregistrement des transactions du compte (ACR) qui a été récemment introduit comme garantie de facto et qui est activement utilisé par les ORM. On peut le décrire comme un relevé des transactions du compte. Il s'agit d'un moyen pour les prêteurs d'évaluer la stabilité, la solidité et le développement d'une entreprise en suivant les tendances de l'équilibre et de la saisonnalité des soldes des comptes de dépôt, les parties aux envois de fonds, la nature, le montant et l'opportunité des envois de fonds sur une période donnée, et de traiter les flux de trésorerie générés par l'entreprise comme une garantie de fait. Bien qu'encore limitées, elles commencent à être utilisées dans les pays ayant un développement avancé des TIC.

#### 6) Prêts non performants

En outre, les banques commerciales et les autres institutions financières, y compris celles responsables du financement indirect, doivent s'assurer que les déposants sont protégés et que la gestion des institutions financières est saine. Les banques commerciales, par exemple, doivent s'attaquer au fait que certains de leurs prêts se sont transformés en prêts non performants, soit en raison d'une pré-approbation et d'une sélection inadéquate, soit en raison d'un suivi insuffisant après l'octroi du prêt. Il n'est pas toujours facile d'ajouter des garanties, et les institutions financières doivent faire preuve de souplesse dans leur approche du prêt, par exemple en s'adaptant aux changements de la nature et du caractère de l'activité de l'emprunteur.

C'est pourquoi il est important que les institutions financières ne se contentent pas de s'appuyer sur des garanties, mais qu'en plus d'un contact et d'un suivi réguliers avec les emprunteurs, elles soient pleinement préparées à prendre des mesures dans le cas peu probable où un prêt deviendrait un prêt non productif, et qu'elles disposent de spécialistes du droit financier. Grâce à ces mesures, les institutions financières sont censées veiller à ce que les micro, petites et moyennes entreprises, et les femmes entrepreneurs en particulier, ne soient pas désavantagées de manière excessive.

#### (2) Développement des marchés de capitaux et renforcement des capacités des investisseurs

En revanche, sur les marchés des capitaux où le financement direct est utilisé, il existe trois types d'intermédiaires : ceux qui ont besoin de lever des fonds, tels que les gouvernements, les entreprises et les particuliers ; ceux qui fournissent des fonds, tels que les investisseurs institutionnels ; et les sociétés de valeurs mobilières (ou les banques d'investissement), qui agissent comme intermédiaires entre ceux qui ont besoin de lever des fonds et ceux qui fournissent des fonds. Cependant, les sociétés de valeurs mobilières, tout comme les institutions financières dans le cas de la finance indirecte décrite ci-dessus, ne prennent pas leurs propres décisions en matière de risque ; elles ne font que

présenter des opportunités d'investissement, et les décisions d'investissement sont prises par les investisseurs eux-mêmes.

Dans le contexte africain, le marché des capitaux étant encore immature, l'accent est principalement mis sur la collecte de fonds sur le marché financier, mais dans les pays étudiés ici, représentés par la Tunisie, l'Ouganda et l'Afrique du Sud, on peut constater que chaque pays encourage le développement des fournisseurs de fonds et des investisseurs. En Tunisie, par exemple, la CDC, en tant qu'institution nationale, investit dans les petites et moyennes entreprises (PME), et plusieurs fonds d'investissement privés ont été créés et investissent activement. Dans tous les pays, à l'exception de l'Afrique du Sud, le secteur privé est petit et le secteur public est la principale source de fonds. Etant donné que la principale orientation de chaque pays à l'avenir semble être le développement des marchés monétaires à long terme par le biais du financement direct, chaque pays pourrait avoir besoin d'envisager des politiques à l'avenir pour promouvoir le développement de l'émission et de la négociation d'actions et d'obligations par des sociétés privées, et également pour promouvoir la cotation des sociétés à risque.

A moyen et à long terme, chaque pays devra développer un marché des titres pour le financement direct, le systématiser, concevoir un système fiscal pour les transactions sur titres et développer de nouveaux produits de titres (par exemple, de petits produits d'investissement comme le NISA au Japon).

### 3.4.2 Organisations impliquées dans la fourniture d'un soutien aux femmes entrepreneurs (secteur privé, partenaires de développement et bailleurs de fonds)

Ces dernières années, un modèle d'entreprise a été construit dans le cadre d'un partenariat public-privé avec des entreprises privées telles que l'agroalimentaire, les banques, les sociétés de services de paiement, les opérateurs de télécommunications, les fintechs, les entreprises de biens de consommation à rotation rapide (FMCG) et le commerce électronique<sup>20</sup>. En outre, les institutions financières privées n'ont étendu leur réseau que dans les zones où les demandes d'emprunt des entreprises sont confirmées, mais les entreprises fintech telles que Pula et les transporteurs de télécommunications tels que Safaricom ont commencé à fournir des services financiers. En collaborant avec les transporteurs de télécommunications, ils améliorent l'accès financier des populations rurales<sup>21</sup>.

D'autre part, lors de la réunion du G7 2019, l'accord sur le "Partenariat pour l'inclusion financière numérique des femmes en Afrique" a été fait et il a stimulé les efforts des organisations internationales<sup>22</sup>. Dans cette initiative, cinq piliers sont soulevés à partir des trois aspects de l'infrastructure, des institutions et des plans, et comme indiqué ci-dessous, d'autres donateurs mettent en œuvre des activités conformes à ces piliers.

---

<sup>20</sup> CGAP. (Juin 2020). Semer les graines de l'innovation pour le financement des petits exploitants - Recommandations pour tirer profit des nouvelles technologies et des canaux de distribution non financiers.

<sup>21</sup> CGAP. (May 2019). Technologies financières et inclusion finale - leçons tirées - cinq domaines d'innovation.

<sup>22</sup> Fondation Bill & Melinda Gates. (Juillet 2019). Un partenariat du G7 pour l'inclusion financière numérique des femmes en Afrique.

Des bailleurs de fonds tels que l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID) et la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) se sont spécialisés dans la collaboration avec le secteur privé pour améliorer l'accès des agricultrices rurales au financement et renforcer leurs compétences numériques.

**Tableau 3-14 Partenariats pour les femmes entrepreneurs en Afrique**

Piliers	Contenu	BM	BAD	FENU	USAID	AFD	GIZ
<b>1. Interopérabilité</b>	Amélioration de la commodité et de la crédibilité	☉ DE4A* <sup>1</sup>	○ UEMOA* <sup>2</sup>	☉	☉	○ ID4D* <sup>4</sup>	
<b>2. L'identité numérique</b>	Amélioration de l'accès restreint au financement pour les femmes sans pièce d'identité	☉ ID4D	○ AMAO* <sup>3</sup>		○ Microsoft		☉
<b>3. Cadre réglementaire</b>	Mise en place d'un cadre réglementaire pour réduire les risques liés au financement numérique	☉ DE4A	○ AFDI	☉		☉ Smart Africa	
<b>4. Évaluation de la préparation au numérique</b>	Promotion des investissements et des politiques numériques dans chaque pays	☉ DE4A	○ AFDI			☉	
<b>5. Étude spécifique au genre</b>	Soutien à l'inclusion financière adaptée aux différentes situations des femmes pauvres	○ SFI	☉	☉ KIT	☉ M/C* <sup>5</sup>		☉

☉ :Rôle de premier plan dans la mise en œuvre ○ : Rôle d'assistance à la mise en œuvre, mise en œuvre par des organisations connexes

\*1DE4A : Initiative pour l'économie numérique en Afrique \*2 UEMOA: Union Economique et Monétaire Auest-Africaine, \*3AMAO : Agence monétaire ouest-africaine, \*4ID4D : Initiative d'identification pour le développement, \*5M/C: Master card

Le risque de prêt des institutions fournissant des services financiers et la mise en place de systèmes pour protéger les utilisateurs, en particulier l'amélioration de l'accès numérique et de la culture financière des femmes, ne sont toujours pas résolus. Par conséquent, lors du G20 2020, le "Plan d'action pour l'inclusion financière" et les "Lignes directrices pour l'inclusion financière numérique" ont été adoptés en mettant l'accent sur ces questions, en particulier pour les personnes et les petites et moyennes entreprises confrontées à des difficultés pour obtenir un soutien en collaboration avec les organisations de manière transversale. Elles permettront d'étendre les services financiers aux microentreprises et de promouvoir l'autonomisation économique des femmes<sup>23</sup>.

En ce qui concerne le soutien aux femmes entrepreneurs, comme décrit au point 3.1, la BAD met en œuvre le soutien aux femmes entrepreneurs pour renforcer l'emploi des femmes comme forme d'autonomisation économique des femmes. Ce qui suit est un résumé des organisations et de leur coopération dans la région africaine et dans plusieurs pays cibles.

<sup>23</sup> Fondation Bill et Melinda Gates. (juillet 2019). Un partenariat du G7 pour l'inclusion financière numérique des femmes en Afrique.

## (1) Etat actuel de la coopération de la JICA pour soutenir les femmes entrepreneurs dans la région africaine

Le soutien de la JICA aux micro, petites et moyennes entreprises et aux entrepreneurs est mis en œuvre conformément aux politiques de coopération au développement spécifiques des pays cibles. Il s'agit plus précisément de l'aide sous forme de subventions, de coopération technique, d'envoi d'experts et de volontaires en relation avec la fourniture de fonds par le biais d'investissements et de prêts à l'étranger, du soutien aux micro et petites entreprises en vue la réduction de la pauvreté et le développement du secteur privé, et de l'autonomisation économique des femmes. Les principaux projets et soutiens sont organisés comme suit.

Elle a l'intention de mettre en œuvre une stratégie d'entreprises groupées basée sur un programme mondial. Plus précisément, une stratégie est en cours d'élaboration pour fournir un soutien complet à la formation et au développement d'un écosystème de start-up, par la création d'un cluster de soutien à l'entrepreneuriat (NINJA) pour la création d'innovations commerciales et la mise en œuvre de projets d'envoi d'experts et de coopération technique. En particulier, dans la perspective de la TICAD VIII, conformément au résumé du président de la réunion ministérielle, et avec l'objectif de " réaliser un continent africain résilient, inclusif et prospère pour construire une nouvelle post-pandémie socio-économique ", la JICA approfondira les initiatives qu'elle a cultivées avec les pays africains jusqu'à présent, et veillera à ce que l'aide japonaise comprenne La politique consiste à démontrer que l'aide du Japon a une valeur ajoutée élevée qui ne peut être mesurée par le seul montant de l'aide (orientation vers l'humain, promotion de la sécurité humaine, soutien à l'autonomie, respect de l'appropriation africaine et utilisation de l'expérience du Japon en matière de développement).

### 1) Orientation de la coopération de la JICA

La JICA a défini des orientations pour la coopération avec l'Afrique en vue de construire une société résiliente après et pendant la pandémie de corona, en se basant sur trois domaines (social, économique et paix) et six axes transversaux à renforcer. Un aperçu de l'orientation de la coopération applicable à la présente étude est présenté ci-après.

#### ① Orientation de la coopération sectorielle

Secteur social Une société qui protège les moyens de subsistance: construire des infrastructures sociales durables.

#### Travail décent (Personnes x Prospérité)

- **Promotion de l'emploi/de l'entrepreneuriat**, de l'éducation et de la formation de qualité, de l'éducation de base, de l'enseignement supérieur, de la **formation professionnelle**, de la protection des droits des travailleurs

Secteur économique Des économies régionales africaines fortes : promotion de l'intégration régionale et création d'un environnement favorable aux affaires

## Développement économique de l'Afrique (développement industriel et agricole) et promotion des entreprises (Prospérité)

- Développement du secteur privé (par exemple, l'initiative Africa Kaizen), **appui entrepreneurial en faveur de l'innovation (par exemple, l'initiative NINJA), promotion de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche (par exemple, CARD et SHEP) - renforcement l'appui du droit des affaires.**

### ② Renforcement transversal

- a. Transformation numérique (DX)** - Utilisation et promotion de la science, de la technologie et de l'innovation (STI)  
Défi DX de la JICA pour l'Afrique (**intégration de la DX**, développement de l'Afrique par les données)
- b. Promouvoir l'intégration du genre**  
**Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes**
- c. Renforcer le partenariat avec le secteur privé japonais**  
**Promotion des investissements et des prêts à l'étranger, appui à l'expansion à l'étranger des entreprises japonaises, utilisation active de la technologie du secteur privé japonais, etc.**
- d. Renforcer les partenariats avec divers acteurs**  
**Institutions de financement du développement, agences des Nations Unies, autres bailleurs de fonds, universités/institutions de recherche, société civile, etc.**
- e. Contribution à l'agenda de l'Afrique - promouvoir la coopération régionale**  
Collaboration avec l'UA/CUA, l'AUDA-NEPAD (CDC Afrique, AfCFTA, PIDA, OSBP, Initiative Kaizen, promotion de l'IFNA)
- f. Partage de l'expérience du Japon en matière de développement - création de réseaux basés sur la connaissance - renforcement**  
Initiative ABE, coopération entre diplômés en développement, présidence de la JICA

## 2) Etat de la coopération de la JICA

Le soutien de la JICA aux MPME et aux entrepreneurs se fait sous forme d'investissements et de prêts à l'étranger, de dons, de coopération technique, d'envoi d'experts et de volontaires pour soutenir les micro et petites entreprises en vue de la réduction de la pauvreté et du développement du secteur privé, ainsi que de l'autonomisation économique des femmes, sur la base des politiques de coopération de développement spécifiques aux pays cibles. Les principaux projets et appuis sont organisés comme suit.

La stratégie consiste à mettre en œuvre une stratégie de grappes sur la base de l'agenda mondial, notamment la création d'une grappe NINJA (New Entrepreneurship Support for Business Innovation) afin de fournir un appui complet à la création et au développement d'un écosystème pour les start-up par l'envoi d'experts et le lancement de projets de coopération technique. Une

stratégie est en cours d'élaboration pour fournir un soutien complet à la création et au développement d'écosystèmes pour start-up par l'envoi d'experts et le lancement de projets de coopération technique. En particulier, en prélude à la TICAD 8, conformément au résumé du président de la réunion ministérielle, et avec l'objectif de " parvenir à un continent africain résilient, inclusif et prospère pour construire une nouvelle société économique post-pandémique ", la JICA approfondira les initiatives qu'elle a entreprises avec les pays africains. Elle fournira une assistance japonaise à grande valeur ajoutée (axée sur les humains, la promotion de la sécurité humaine, l'appui à l'autonomie, le respect de l'appropriation africaine, et l'utilisation de l'expérience du Japon en matière de développement) qui ne peut être mesurée uniquement par la valeur de l'aide.

### ① Coopération financière

Dans le projet d'aide sous forme de prêt de la JICA, le développement d'infrastructures de communication telles que le réseau Internet peut être mentionné dans les domaines liés à cette enquête. Cependant, étant donné qu'il ne correspond pas à l'orientation du soutien aux femmes entrepreneurs, il ne sera pas considéré dans cette enquête.

Le prêt de financement du développement est l'un des prêts en yens qui constitue un menu d'assistance financière fourni par la JICA. Ces prêts sont accordés dans le cadre du système de financement des politiques du pays emprunteur par l'intermédiaire d'institutions financières du pays bénéficiaire, telles que les banques de développement, pour financer la mise en œuvre de certaines politiques, comme la promotion de secteurs spécifiques, tels que la fabrication à petite et moyenne échelle et l'agriculture, et le développement d'infrastructures de subsistance pour les pauvres. Ce type de prêt est également connu sous le nom de prêt en deux étapes (TSL), une procédure selon laquelle les fonds passent par deux institutions financières ou plus avant d'atteindre le bénéficiaire final. Le prêt permet de fournir des fonds à un grand nombre de bénéficiaires finaux privés et, en servant d'intermédiaire aux institutions financières, peut soutenir le renforcement des capacités et le développement du secteur financier de ces institutions.

Dans le cadre des projets de don, il est envisageable de collaborer avec un projet de coopération technique pour renforcer les programmes des écoles de formation professionnelle mis en œuvre par la JICA dans d'autres pays africains pour les entrepreneurs. Plus précisément, l'équipe d'étude envisage une coopération liée au développement de bâtiments de formation pour soutenir les entrepreneurs et l'environnement TIC pour les PC et l'Internet.

### ② Coopération technique

La coopération technique de la JICA renforce la capacité des agences gouvernementales pour les petites et moyennes entreprises par l'envoi d'experts et de projets de coopération technique. Dans cette enquête, la coopération technique liée au développement rural et à l'amélioration des moyens de subsistance dans le cadre du renforcement des capacités liées à la mise en œuvre du projet dans le pays cible, au développement du système juridique et au soutien des entrepreneurs qui créent des entreprises lorsque cela est nécessaire est un candidat.

### ③ Investissements et prêts étrangers

L'une des opérations de coopération économique à l'étranger menées par la JICA est l'investissement à l'étranger et les opérations de prêt, qui fournissent une coopération économique par le biais d'un soutien aux activités du secteur privé. On peut s'attendre à ce que l'exploitation et la mise en œuvre de projets dans les pays en développement par des entreprises privées apportent des avantages économiques qui stimulent l'économie des pays en développement, créent des emplois et améliorent en fin de compte la vie des gens, tout en générant des devises étrangères et des transferts de technologie. D'autre part, le risque élevé et le faible potentiel de profit des projets dans les pays en développement font qu'il est difficile pour les entreprises privées d'obtenir des prêts auprès des institutions financières générales. Dans ces circonstances, les opérations d'investissement et de prêt à l'étranger de la JICA soutiennent des projets dans les pays en développement qui ont un impact élevé sur le développement et sont entrepris par des entreprises privées, etc., et où il est difficile pour les institutions financières générales d'agir seules, sous les deux aspects financiers de l'investissement et du financement<sup>24</sup>.

Les investissements et les prêts à l'étranger sont ciblés dans deux domaines: les infrastructures et l'accélération de la croissance, et les ODD (notamment la réduction de la pauvreté et l'action contre le changement climatique). Dans le contexte de cette étude, il s'agit notamment du développement des ressources humaines, qui est important pour le développement industriel, des entreprises qui améliorent les moyens de subsistance des pauvres et contribuent au développement social, de la microfinance pour les pauvres et les microentreprises, et des projets de soutien aux PME qui contribuent à la croissance de l'emploi, qui sont mis en œuvre par des entreprises privées.

Le projet doit être conforme à la politique de développement du gouvernement du pays cible, avoir un impact élevé sur le développement, disposer d'un plan de projet approprié et être censé atteindre les objectifs du projet. En outre, il est nécessaire que le projet soit soutenu par la JICA par le biais de l'investissement et du prêt à l'étranger, et il faut reconnaître que le projet ne peut pas être mis en œuvre par des prêts ou des investissements des institutions financières existantes. Il faut juger que le projet est indispensable à sa mise en œuvre.

En règle générale, le ratio **de prêt** est limité à 70% du coût total du projet, et la période de remboursement est en principe de 20 ans ou moins. En outre, la période de différé est, en principe, de 5 ans ou moins, et le taux d'intérêt est fixé sur la base du taux d'intérêt des marchés publics de la JICA et en tenant compte de la solvabilité de l'emprunteur. Outre les monnaies libellées en yen, en dollar et en euro, des monnaies pouvant être négociées sur le marché des swaps de devises sont utilisées. Il est demandé de fournir des sûretés et des garanties en cas de besoin.

En principe, **l'investissement** est effectué directement dans des entreprises locales, etc., et le ratio d'investissement est limité à 25% ou moins, ne dépasse pas le ratio d'investissement de

---

<sup>24</sup> [https://www.jica.go.jp/activities/schemes/finance\\_co/loan/index.html](https://www.jica.go.jp/activities/schemes/finance_co/loan/index.html)

l'actionnaire le plus important, et ne prend pas de responsabilité illimitée. Les actions de catégorie, y compris les actions privilégiées, sont également possibles. La période d'investissement et la politique de sortie sont mises en œuvre individuellement en fonction des caractéristiques de l'entreprise, après accord avec la société principale et la société bénéficiaire de l'investissement, et la période d'investissement est déterminée pour chaque projet individuel.

En outre, un soutien est également fourni par le biais du fonds, et il est dit que le soutien sera fourni par le biais **du fonds** pour obtenir des effets de développement plus élevés en ciblant plusieurs projets relativement petits. C'est-à-dire que les petites et moyennes entreprises, les projets de développement social tels que le BOP, etc. peuvent être considérés comme des cibles. Le soutien aux fonds dans ce but est risqué à court et moyen terme, et il est difficile pour les entreprises privées et les institutions financières de l'établir seules, mais avec le soutien de la JICA, etc., l'effet d'attraction des fonds privés peut être obtenu, c'est-à-dire que la JICA, etc. établira des pratiques commerciales par le biais du soutien aux fonds, et à l'avenir, ceux pour lesquels les fonds privés sont censés jouer ce rôle seront ciblés.

En outre, l'un des facteurs importants est l'utilisation de la technologie et du savoir-faire japonais, comme le jumelage avec des entreprises japonaises telles que les PME, et nous avons une expérience et des connaissances dans la gestion des fonds. Dans certains cas, le soutien est fourni par le biais de la collaboration et de la coopération avec des organisations internationales, d'autres donateurs et d'autres organisations.

Dans la perspective du développement et de la promotion de l'activité des femmes entrepreneurs sur la base de cette enquête avec le soutien des systèmes numériques, voici les récents investissements et prêts à l'étranger qui incluent les six pays étudiés ou qui ont un contenu commercial similaire à cette enquête. C'est parti. En particulier, il s'agira d'une référence pour envisager l'utilisation de l'investissement et du financement de la JICA à l'étranger, comme 1. L'investissement dans le but d'améliorer l'accès au financement pour les femmes WWB, et 2. Investissement dans le fonds de soutien aux PME d'Afrique subsaharienne. En outre, bien que les domaines cibles soient différents, 5. l'investissement dans le soutien à la croissance des jeunes entreprises DX en Inde et 6. Le fonds japonais pour l'autonomisation des femmes de l'ANASE (Japan ASEAN Women's Empowerment Fund) peut également s'appliquer à ce domaine cible.

- a) Amélioration de l'accès des femmes au financement par la Women's World Banking (financé), fév. 2020.

[Méthode d'investissement] Women's World Banking, et la JICA, la BEI, la DFC, l'UE et la KfW investissent dans WWB Capital Partners II, qui à son tour investit dans les services financiers pour les femmes dans les institutions financières en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud.

[Aperçu du programme] Il contribue à promouvoir l'accès des femmes aux financements et à améliorer leur autonomisation économique en fournissant des investissements, des prêts et une

assistance technique aux institutions financières offrant des services financiers aux femmes dans les régions en développement, notamment en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Promotion de l'égalité des sexes par l'élimination de l'écart entre les sexes au regard des ODD et amélioration de l'autonomisation des femmes par la promotion de l'inclusion financière, en contribuant au défi 2X du G7 : Initiative « Finance for Women » (Finance pour les Femmes) adoptée par le G7 en juin 2018, et en apportant des contributions internationales grâce à des efforts coordonnés avec des organisations internationales et autres. Mise en œuvre en cours.

WWB a investi dans 10 projets d'investissement dans une optique de genre dans neuf pays. Par pays, un investissement a été réalisé en Tunisie et en Tanzanie en Afrique, un en Inde et un en Asie, et en Colombie et dans trois autres pays d'Amérique du Sud.

En Tunisie, WWB a investi dans Enda Tamweel, la plus grande IMF locale, par l'intermédiaire de WWB Capital Partners depuis 2018, mais en est sorti en octobre 2021 et l'a transféré à Maghreb Vie, qui fait partie du groupe UFI, un important groupe financier tunisien. La société a annoncé qu'elle avait transféré les actions à Maghreb Vie, qui fait partie du groupe UFI. Bien que les détails ne soient pas clairs, WWB a annoncé qu'elle avait obtenu de très bons résultats dans l'inclusion financière des femmes à Enda.

Parmi les autres activités de WWB sans investissement dans les pays subsahariens, citons le soutien au renforcement des capacités de la Banque nationale de microfinance (NMB) en Tanzanie pour les jeunes et les parents depuis 2016. De même, au Nigeria, WWB met en œuvre le renforcement des capacités des groupes à faible revenu en partenariat avec FSD Africa au Royaume-Uni depuis 2018.

**b) Projet d'investissement à impact pour l'appui aux PME d'Afrique sub-saharienne (investissement du fonds), août 2019.**

[Méthode d'investissement] JICA a investi dans I&P Afrique Entrepreneurs II LP avec des organisations internationales telles que la SFI, la BEI, la BAD, Proparco, la BOAD et IP Investisseurs Partenaires. En outre, ce dernier contribuera au développement de l'industrie locale en investissant dans des fonds d'investissement à impact et en apportant un soutien de gestion aux PME dans les secteurs de l'agriculture, de la fabrication, des TIC et de la finance dans les pays francophones d'Afrique subsaharienne.

[Aperçu du programme] Le projet vise à contribuer à une croissance économique stable en fournissant des investissements et une assistance technique aux PME en période d'expansion dans la région de l'Afrique subsaharienne, principalement en Afrique francophone, par le biais d'investissements dans des fonds d'investissement d'impact, favorisant ainsi la diversification industrielle et la création d'emplois, et favorisant le développement des PME et contribuant aux principes opérationnels de l'investissement d'impact conformément aux cadres internationaux, et mettant en œuvre des initiatives coordonnées au niveau international avec la SFI et d'autres organisations.

c) Fonds d'appui au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord (investissement du Fonds)  
avril 2016.

[Méthode d'investissement] JICA, avec la SFI et d'autres organisations, a investi dans le Fonds de soutien au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord, LP, établi par la SFI, qui a investi dans les industries manufacturières, infrastructurelles et financières dans la région cible.

[Aperçu du programme] Le Fonds de la SFI pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, LP, en tant que gestionnaires de fonds, investissent dans des sociétés et des entreprises engagées dans la finance, les infrastructures, la fabrication et d'autres activités dans les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord afin de créer des emplois et de contribuer à la croissance économique du secteur privé desdites régions. Le Fonds de la SFI pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, LP agissent en tant que gestionnaires de fonds et investissent dans des institutions financières telles que les banques et les compagnies d'assurance, dans les infrastructures telles que l'électricité, les ports et les hôpitaux, et dans les industries manufacturières telles que les produits pharmaceutiques et alimentaires dans lesdites régions. En plus de contribuer à la stabilisation économique et sociale des régions en s'attaquant au taux de chômage qui y est élevé, en particulier chez les jeunes, le fonds vise à élargir la portée du soutien à aux dites régions par le biais d'une collaboration avec la SFI et à fournir aux entreprises japonaises des informations liées aux investissements dans ces régions.

d) Projet de renforcement de la chaîne de valeur agricole en Afrique australe (prêt),  
mars 2021.

[Méthode d'investissement] Prêt à long terme accordé par la JICA à ETC Group (ETG), une société de négoce agricole opérant en Afrique australe et dans laquelle une société de commerce général japonaise détient également une participation, pour renforcer les chaînes de valeur agricoles par la construction et l'exploitation d'usines de traitement des récoltes en Zambie et au Malawi.

[Aperçu du programme] Le projet vise à renforcer les chaînes de valeur agricoles et à contribuer à la croissance du secteur agricole dans la région par la construction et l'exploitation d'usines d'agro-transformation en Zambie et au Malawi par ETC Group (ETG), une société de négoce agricole africaine, et le financement de l'achat de matières premières pour les usines auprès des petits agriculteurs et autres. Cela contribuera à renforcer la chaîne de valeur agricole et à ajouter de la valeur à la principale industrie de la région en achetant des matières premières produites principalement dans les deux pays et en les transformant en produits alimentaires dans les deux pays, et aussi à promouvoir la stabilité des revenus des petits agriculteurs, etc., car les matières premières utilisées dans l'usine, les graines de soja, proviennent des petits agriculteurs des deux pays. La JICA favorise la stabilité des revenus des petits agriculteurs en coopération avec l'ETG.

e) **Projet d'investissement pour l'appui à la croissance des entreprises émergentes de l'Inde DX (investissement du fonds), octobre 2021.**

[Méthode d'investissement] La JICA, en collaboration avec des institutions financières japonaises, fournit un appui aux jeunes entreprises qui apportent des solutions à des problèmes sociaux en Inde à travers un investissement dans le fonds de capital-risque japonais Rebright Partners.

[Aperçu du programme] Le fonds vise à soutenir les start-up en Inde qui s'efforcent de résoudre les problèmes sociaux par la transformation numérique, d'améliorer l'accès au financement et de créer des emplois. Les fonds soutiendront l'écosystème des start-up indiennes, contribueront à renforcer la compétitivité industrielle et la création d'emplois, encouragent l'innovation ouverte entre les entreprises japonaises et indiennes et se concentreront sur le soutien au jumelage d'entreprises avec des entreprises japonaises. En résolvant les problèmes sociaux dans les pays asiatiques émergents grâce au DX, le projet réalisera un investissement d'impact qui contribue à la contribution sociale, comme l'inclusion financière dans la région et l'amélioration de l'accès aux soins de santé et à l'éducation.

f) **Fonds japonais pour l'autonomisation des femmes de l'ANASE (investissement du fonds), septembre 2016.**

[Méthode d'investissement] La JICA, la JBIC et des investisseurs privés ont investi dans le Fonds japonais pour l'autonomisation des femmes de l'ANASE (gestionnaire du fonds : Blue Orchard S.A.), qui à son tour a investi et financé des femmes entrepreneurs dans les pays de l'ANASE.

[Aperçu du programme] Promouvoir l'élimination des disparités entre les sexes et l'autonomisation des femmes comme l'une des questions à traiter en tant que région de l'ANASE en fournissant des financements aux IMF par le biais de ce fonds. Contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'efficacité du développement en répondant aux besoins des femmes entrepreneurs, qui sont les principaux acteurs du développement soutenant l'infrastructure économique et sociale, en matière de services financiers et en encourageant la participation des femmes à l'économie de marché.

④ **Coopération du secteur privé**

Actuellement, le projet NINJA fournit des services de mise en relation entre des entrepreneurs et des investisseurs japonais, une aide au démarrage en collaboration avec des BDS locaux et japonais, et des services d'accélération. En tant que forme de soutien aux entrepreneurs par le projet NINJA, les gagnants des concours d'entreprises organisés par NINJA seront en mesure de fournir des services aux femmes entrepreneurs et aux entrepreneurs avant-gardistes dans les futurs projets de la JICA. Contribuer à améliorer l'accès à la technologie numérique pour les femmes entrepreneurs du secteur informel

Besoins des organisations internationales et des agences gouvernementales qui ont mené des entretiens concernant la coopération liée au soutien aux femmes entrepreneurs par le biais de

projets de soutien aux entreprises des PME et des ODD visant à promouvoir l'expansion à l'étranger des entreprises japonaises et à résoudre les problèmes socio-économiques dans les pays cibles. Cela a été confirmé. Dans le cadre du soutien aux femmes entrepreneurs, il est prévu de contribuer à la résolution des problèmes rencontrés par les entrepreneurs, notamment par la coopération dans les domaines du développement industriel, de la formation professionnelle et du développement agricole.

## ⑤ Envoi volontaires

La JICA envoie des volontaires de la coopération japonaise à l'étranger et des volontaires seniors à l'hôtel de ville et aux ministères et organismes liés aux écoles de formation professionnelle, au soutien technique lié à la mise en œuvre des projets, au soutien marketing et à l'organisation des syndicats de femmes. Nous envoyons des femmes dans des domaines liés au soutien des femmes entrepreneurs dans de nombreux pays de la région africaine, y compris les pays étudiés.

## (2) CGAP

Dans les orientations stratégiques du CGAP IV 2019-2023, le CGAP a identifié quatre priorités interconnectées pour étendre et approfondir l'inclusion financière des pauvres: ① création de valeur pour le client, ② modèles commerciaux émergents, ③ infrastructure habilitante, ④ politique de prochaine génération. Sur la base de ces quatre priorités, le CGAP mènera des activités de projet qui visent la réalisation collective des personnes pauvres afin qu'elles puissent saisir les opportunités et renforcer leur résilience.

En outre, CGAP a renforcé la perspective de l'égalité des sexes en considérant l'inclusion financière, en particulier l'inclusion financière numérique, comme un facilitateur (facteur de réussite) tel que prévu pour l'exercice 2022 (juillet 2021 à juin 2022), a positionné ① l'amélioration des revenus, ② l'accès aux services de base et ③ la protection du niveau de vie de base comme " étoiles directrices " lors de sa réunion annuelle. Le CGAP planifie des activités fondées sur sa vision "Les pauvres, en particulier les femmes, sont en mesure de saisir les opportunités et de renforcer leur résilience".

Si le taux de personnes possédant un compte financier augmente progressivement et que l'accès aux services financiers s'améliore, les disparités régionales restent un problème. Le CGAP soutient le développement de produits et de services faciles à utiliser, même pour les personnes à faibles revenus.

De nouveaux modèles d'affaires tels que la numérisation des institutions financières, l'installation de fonctions de paiement sur des plateformes fournies par de grandes entreprises informatiques, et les prêts éducatifs mobiles par des entreprises d'énergie solaire hors réseau sont en cours de création. Le CGAP partage des informations sur ces modèles d'affaires qui utilisent la technologie numérique par le biais de recherches.

Comme mentionné plus haut, si de nouvelles innovations existent, elles ont créé une situation dans laquelle les diverses politiques et réglementations qui ont été construites pour les institutions

financières traditionnelles sont inadéquates. Afin de promouvoir l'inclusion financière, il est nécessaire de développer des réglementations et des politiques pour réaliser un système financier responsable, le CGAP fournit un soutien<sup>25</sup>.

### (3) Groupe de la Banque mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale, en collaboration avec l'Union africaine, a développé la "Stratégie africaine de transformation numérique", à travers l'initiative DE4A (Economie numérique pour l'Afrique), les réformes et les interventions politiques, et les investissements publics et nécessaires pour construire la fondation de l'Afrique et travaillent sur l'utilisation de l'investissement privé. DE4A est basée sur 5 piliers, ① Infrastructure numérique, ② Plateformes publiques numériques, ③ Services financiers numériques, ④ Affaires numériques, ⑤ Compétences numériques, et vise à construire la base numérique pour tous les individus, entreprises et gouvernements africains<sup>26</sup>.

### (4) BAD

Le cadre relatif au genre 2021-2025 de la BAD repose sur trois piliers visant l'égalité des sexes et le développement socio-économique de l'Afrique, à savoir (i) l'autonomisation des femmes par l'amélioration de l'accès des PME au financement et aux marchés, et (ii) le renforcement de l'emploi des femmes à travers l'éducation et la formation professionnelle dans les domaines STEM et le renforcement de l'assistance technique existante<sup>27</sup>. Par ailleurs, un projet sur les femmes entrepreneurs est en cours de réalisation pour toutes les régions d'Afrique.

### (5) PNUD

Le PNUD met activement en œuvre des activités visant à soutenir le genre et la numérisation dans divers pays.

En ce qui concerne les questions de genre, un programme d'inclusion financière pour les femmes entrepreneurs a été lancé en Tunisie en début d'année 2022 et une initiative basée sur la science du comportement humain (Behavioural insight) pour comprendre les facteurs comportementaux favorables et ceux qui entravent la réussite de l'activité entrepreneuriale chez la jeune génération. Cela est déjà lancé. En Zambie, l'initiative nationale d'innovation (NII), version zambienne d'un programme ciblant cinq pays d'Afrique australe, est également en cours, avec un appui axé sur les femmes et les jeunes. En outre, le Botswana soutient les PME en collaboration avec les différents secteurs en ce qui concerne le genre. Des conseils sont notamment fournis aux entreprises qui cherchent à se développer, avec un accent particulier sur l'agroalimentaire, le cuir, le textile et le secteur numérique.

Dans les principaux domaines de la numérisation, le Laboratoire d'Accélération du PNUD fournit un appui à l'utilisation de l'infrastructure de commerce électronique en Ouganda. En Egypte, le Fonds

---

<sup>25</sup> CGAP. <https://www.cgap.org/>

<sup>26</sup> Groupe de la Banque Mondiale (2021). Digital Economy for Africa Country Diagnostic Tool and Guidelines for Task Teams

<sup>27</sup> BAD (2021). La stratégie du genre du Groupe de la Banque Africaine de Développement 2021 - 2025 - Investir dans les femmes d'Afrique pour accélérer la croissance inclusive

fiduciaire égyptien pour les technologies de l'information et de la communication (ICT-TF) est en cours de mise en œuvre et d'exploitation. Au Botswana, la plateforme Youth Connect vise à créer un impact social, et le pôle d'innovation numérique (Digital Innovation Hub) est en cours de développement pour l'autonomisation des jeunes.

## (6) ONU Femmes

Au Botswana, en Namibie et en Afrique du Sud, le programme AWOME (AWOME: Accélération des micro-entreprises appartenant à des femmes), un partenariat entre ONU Femmes et le groupe diamantaire De Beers, a mené des formations sur le marketing, les livres, la gestion des stocks, le calcul des coûts et la planification des activités pour 1500 femmes entrepreneurs entre 2017 et 2020<sup>28</sup>.

## (7) FAO

La FAO cible l'accès des femmes aux technologies numériques et aux services d'appui (financiers et non financiers) pendant trois ans, de 2021 à 2023, avec un fonds de 10 millions de dollars en Afrique du Nord et de l'Est, notamment en Tunisie et en Égypte. La FAO met en œuvre un projet visant à renforcer l'accès et à améliorer la capacité des femmes à participer à la chaîne de valeur agroalimentaire. En outre, elle élabore des politiques et des cadres juridiques qui facilitent l'emploi des femmes et les opportunités d'entrepreneuriat<sup>29</sup>.

Dans la région subsaharienne, la FAO s'efforce d'appréhender la situation de la fracture numérique entre les hommes et les femmes dans le cadre de la catastrophe COVID-19 et de faire des propositions pour résoudre les problèmes rencontrés dans ces domaines<sup>30</sup>.

## (8) CE

En mai 2021, dans le cadre de l'initiative Team Europe, l'Union européenne a lancé une approche à deux volets pour se remettre de la nouvelle épidémie de coronavirus.

Le premier pilier consistera à fournir des fonds du FMI à l'Afrique pour répondre à ses besoins de financement en matière d'énergie verte et le développement durable. Il prévoit un ensemble de mesures comprenant des prêts concessionnels et un allègement de la dette.

Le deuxième pilier est à plus long terme et soutiendra la croissance et la création d'emplois des micro, petites et moyennes entreprises africaines. Les principales activités sont : (i) un soutien financier et technique aux prédémarrages et aux micro-entreprises ; (ii) un soutien à l'accès au financement pour les entreprises en phase d'amorçage et de démarrage ; et (iii) un soutien aux intermédiaires financiers, au financement numérique, aux écosystèmes entrepreneuriaux et au climat d'investissement<sup>31</sup>.

---

<sup>28</sup> ONU Femmes (2018). Lancement du programme de formation des femmes micro-entrepreneurs au Botswana, en Namibie et en Afrique du Sud. <https://africa.unwomen.org/en/news-and-events/stories/2018/12/awome-in-samco>

<sup>29</sup> FAO (2021). Transformation des systèmes alimentaires - Protection et transformation des chaînes de valeur et des entreprises agroalimentaires

<sup>30</sup> FAO (2021). La numérisation sensible au genre : une composante essentielle de la réponse à la COVID-19 en Afrique

<sup>31</sup> CE (2021). L'Equipe Europe se mobilise pour soutenir les économies africaines [https://ec.europa.eu/international-partnerships/news/team-europe-mobilises-support-african-economies\\_en](https://ec.europa.eu/international-partnerships/news/team-europe-mobilises-support-african-economies_en)

## (9) OIT, UIT, UA

L'OIT, l'UIT et l'UA mettent en œuvre conjointement un programme dans six pays, dont l'Afrique du Sud, visant à augmenter le nombre d'emplois gratifiants et humains et à améliorer les compétences des jeunes dans l'économie numérique africaine. L'accent est mis sur la création d'emplois et les opportunités entrepreneuriales dans l'économie numérique, l'investissement dans les technologies numériques pour les jeunes, et la préparation des services d'emploi publics et privés à l'ère numérique, avec un soutien adapté aux défis spécifiques des pays. Les informations sur les défis, les opportunités et les meilleures pratiques seront analysées à l'aide de nouveaux outils d'évaluation, et le soutien sera basé sur ces données et sur des partenariats qui permettent un environnement favorable et une transformation numérique durable<sup>32</sup>.

## (10) AFD

En octobre 2021, en collaboration avec ONU Femmes, nous avons publié un rapport intitulé " Promouvoir l'égalité des sexes dans les banques publiques de développement (BPD50) ", qui résume l'apprentissage des institutions participantes contribuant à l'égalité des sexes.<sup>51</sup> Nous y présentons un certain nombre d'études de cas et d'observations sur la manière dont les principales APB ont contribué à la réalisation de l'égalité des sexes, tant en interne (au sein de leurs organisations) qu'en externe (par la planification des programmes, les investissements et les partenariats). Il fournit un certain nombre d'études de cas et d'observations sur la manière dont les principaux BPD ont contribué à la réalisation de l'égalité entre les sexes, tant en interne (au sein de leurs organisations) qu'en externe (par la planification des programmes, les investissements et les partenariats). Cela inclut l'adoption de pratiques, de mécanismes et d'outils tenant compte de la dimension de genre, ainsi que des approches d'intégration de la dimension de genre dans les cycles de programmation et de financement. L'AFD souligne également que le lien entre l'égalité des sexes et le changement climatique est essentiel pour atteindre les ODD.

Le soutien à l'entrepreneuriat est fourni dans un certain nombre de pays africains, avec des projets clés répertoriés dans le Tableau 3-15 ci-dessous.

**Tableau 3-15 Projets d'entrepreneuriat de l'AFD**

Pays: Nom du projet	Aperçu
Egypte: Pionniers de l'avenir	<p>Il promeut l'égalité des sexes par la fourniture de formations professionnelles et le plaidoyer politique en partenariat avec les autorités publiques, les ONG et le secteur privé, dans le but d'améliorer l'autonomisation économique des jeunes femmes en renforçant leurs compétences et en améliorant leur accès à des opportunités professionnelles appropriées.</p> <p><i>Montant total: 800.000 euro (300.000 euro par l'AFD)</i></p> <p><i>Début: juillet 2019</i></p> <p><i>Durée: 3 ans</i></p>

<sup>32</sup> OIT (N/A). Stimulation d'emplois décents et amélioration des compétences des jeunes de l'économie numérique en Afrique : brochure. [https://www.ilo.org/africa/events-and-meetings/WCMS\\_758665/lang--en/index.htm](https://www.ilo.org/africa/events-and-meetings/WCMS_758665/lang--en/index.htm)

Pays: Nom du projet	Aperçu
Ouganda: CREATIVE AFRICA (Promotion de l'entrepreneuriat créatif en Afrique)	Dans le but de soutenir les entrepreneurs créatifs sur le continent africain, huit entrepreneurs, deux de chacun des quatre pays ciblés (Burkina Faso, Maroc, Sénégal et Ouganda) dans le secteur des ICC (Industries culturelles et créatives), seront sélectionnés pour recevoir un soutien technique et financier. <i>Montant total: 1.500.000 euro</i> <i>Début: novembre 2019</i> <i>Durée: 2 ans</i>
Tunisie: FAST (Femmes et accélération des start-ups et TPE)	Projet d'appui aux accélérateurs visant à lutter contre le chômage des jeunes et à promouvoir l'entrepreneuriat, notamment féminin, financé par l'AFD et mis en œuvre par la Caisse de Dépôts et Consignations Tunisie (CDC) avec l'assistance technique d'Expertise France. <i>Montant total: 4.600.000 euro</i> <i>Début: mars 2021</i> <i>Durée: 3 ans</i>
Afrique du Sud: AFRIQUE PULSEb (Entrepreneuriat social au service des ODD)	Un programme d'incubation et d'entrepreneuriat pour soutenir les entrepreneurs sociaux et environnementaux dans les pays cibles que sont l'Afrique du Sud, le Maroc et la Tunisie. <i>Montant total: 1.980.000 euro (990.000 euro par l'AFD)</i> <i>Début: janvier 2020</i> <i>Durée: 3 ans</i>

Source: Mission de la JICA, pris sur le site internet de l'AFD

## (11) GIZ

Le projet "Promotion du financement agricole pour les entreprises agro-industrielles dans les zones rurales" est mis en œuvre dans neuf pays africains, dont la Zambie, pendant neuf ans de 2016 à 2025, en collaboration avec le ministère de l'Agriculture et de la Pêche de chaque pays cible. Ce projet vise à améliorer les services financiers pour les zones rurales et les entreprises agricoles<sup>33</sup>.

En tant qu'initiative visant à promouvoir l'innovation numérique pour un développement durable et inclusif, le projet "Make-IT in Africa" a été mis en œuvre dans cinq pays africains, dont la Tunisie, pour la période 2017-2020. Un appui a été apporté aux start-ups de chaque pays sous la forme de renforcement des capacités, d'organisation de rencontres d'affaires interentreprises, de mentorat pour l'exportation et de formation à la finance en vue d'exploiter les opportunités d'investissement et de financement. Au total, un appui a été fourni à 120 entreprises numériques, ce qui a permis à des start-ups dans des secteurs de pointe tels que les drones, la distribution, la fintech, l'énergie solaire et l'agri-tech d'obtenir des marchés et des financements.<sup>34</sup>

## (12) DFID

Le DFID met en œuvre un programme d'accès numérique qui vise à créer un accès numérique inclusif, sûr et stable pour les laissés pour compte en Afrique du Sud, au Kenya, au Nigeria, au Brésil et en Indonésie. Le programme est divisé en deux phases: la première phase, qui se concentre sur la

<sup>33</sup> GIZ (2021). <https://www.giz.de/en/worldwide/42696.html>

<sup>34</sup> GIZ (2019). L'initiative d'entrepreneuriat technologique "Make-IT in Africa" Promotion de l'autonomisation économique par l'entrepreneuriat numérique

recherche et le pilotage des défis de l'accès numérique inclusif et de la croissance dans l'économie numérique de chaque pays, a déjà ont été achevés; les piliers de la deuxième phase, qui se poursuivra jusqu'en mars 2023, sont les suivants<sup>35</sup>.

**[Pilier 1] Modèles et facteurs de réussite:**

Justification de modèles technologiques et commerciaux innovants, inclusifs et évolutifs pour le déploiement durable d'une connectivité abordable, de la culture numérique, des compétences et des contenus et services requis localement, en mettant l'accent sur les communautés marginalisées et autres. Les facteurs de réussite tels que la prise en compte des politiques et des normes d'inclusion numérique et le renforcement des capacités.

**[Pilier 2] Confiance et résilience:**

Renforcement de la capacité des pays à traiter et à répondre aux problèmes de cybersécurité touchant l'administration publique, les entreprises et les citoyens.

**[Pilier 3] Ecosystèmes numériques durables:**

Stimuler les économies numériques nationales et soutenir les entrepreneurs technologiques locaux à travers un réseau de tech hubs pour des solutions innovantes aux défis de développement au niveau local.

### 3.4.3 Plateformes

#### (1) WWB (Women's World Banking)

WWB, une ONG américaine, est une organisation qui a contribué à améliorer l'accès des femmes à la finance et qui fournit un soutien dans huit domaines principaux: stratégie, mise en œuvre de solutions, amélioration des solutions et services non financiers (formation commerciale), conception, leadership, politique et recommandations, recherche<sup>36</sup>. De plus, en février 2020, la JICA a signé un contrat pour investir 11,5 millions de dollars US dans un fonds d'investissement<sup>37</sup> dirigé par WWB.

#### (2) ACCION

ACCION est une ONG basée aux États-Unis dont la mission est de créer un monde financièrement inclusif par le biais de services de conseil, de recherche, d'investissement et d'activités de plateforme dans les domaines de la microfinance, des fintech et de l'investissement d'impact. ACCION Venture Lab fournit des capitaux et un large soutien aux startups fintech afin d'améliorer la portée, la qualité et l'accessibilité des services financiers pour les personnes ayant un accès limité aux services

---

<sup>35</sup> OCDE (2021). Mise en pratique : Personne ne doit être mis en marge dans un monde numérique : Programme d'accès numérique du Royaume-Uni. <https://www.oecd.org/development-cooperation-learning/practices/leaving-no-one-behind-in-a-digital-world-the-united-kingdom-s-digital-access-programme-e8b15982/>

<sup>36</sup> WWB (n/a). Solutions pour stimuler la croissance économique et entrepreneuriale par le service aux femmes clientes. [http://www.womensworldbanking.org/wp-content/uploads/2018/12/2019\\_Solutions\\_Catalog-2.pdf](http://www.womensworldbanking.org/wp-content/uploads/2018/12/2019_Solutions_Catalog-2.pdf)

<sup>37</sup> JICA (2020). "Signature d'un accord d'investissement pour le projet d'accès financier des femmes de Women's World Banking : Contribution à l'autonomisation des femmes dans les pays en voie de développement." [https://www.jica.go.jp/press/2019/20200214\\_10.html](https://www.jica.go.jp/press/2019/20200214_10.html)

financiers. Parmi les pays couverts par cette étude, la société a établi des partenariats avec l'Égypte (Khazna, Capiter) et l'Afrique du Sud (Lulalend, Lumkani).

### (3) AIF (Alliance pour l'inclusion financière)

L'AIF est une organisation créée par des alliances telles que les banques centrales et les régulateurs financiers pour promouvoir l'inclusion financière aux niveaux national, régional et mondial. L'AIF dispose de sept groupes de travail sur l'inclusion financière, offrant un forum aux pays et organisations participants pour s'informer sur les défis politiques et les exemples de réussite.

### (4) Partenariat pour l'inclusion économique (PEI)

Un partenariat développé par la BM et le CGAP, il met en œuvre un programme d'inclusion économique pour augmenter de manière inclusive et durable le revenu et la richesse des personnes vulnérables et pauvres. Les principales activités actuelles sont la mise en œuvre de programmes d'inclusion économique dirigés par les gouvernements et la création d'une plateforme de partage des connaissances et de l'apprentissage mondial de pointe<sup>38</sup>.

### (5) FinEquity

FinEquity est une plateforme formée par le CGAP pour aborder l'inclusion financière des femmes dans le monde entier. Les quatre activités principales sont les suivantes ; connecter les gens, partager les informations et les connaissances, fournir des opportunités d'apprentissage, influencer à travers des blogs et des camps d'entraînement<sup>39</sup>.

### (6) Forum des Affaires UE-Afrique (EABF)

L'UE (Union européenne) et la CUA (Commission de l'Union africaine) accueilleront le forum triennal des affaires UE-Afrique (EABF) en 2022. Il réunira des chefs d'entreprise et des décideurs politiques africains et européens pour discuter du climat d'investissement et des possibilités de partenariat économique. La sixième réunion, dont la dernière s'est tenue à Abidjan en novembre 2017, a notamment mis en évidence la nécessité d'un dialogue public-privé permanent et structuré entre l'UE et l'Afrique à différents niveaux. Les principaux points à l'ordre du jour de la conférence de cette année étaient les suivants<sup>40</sup>.

- Cadre de faisabilité : Intégration des chaînes de valeur UE-Afrique pour favoriser les opportunités panafricaines et la reprise économique ; Infrastructures et connectivité ; Financement de la croissance durable en Afrique ; et Énergie durable, soins de santé et produits pharmaceutiques
- Une chaîne de valeur résiliente : Automobile et mobilité durable ; mode et industrie de l'habillement éthiques ; systèmes agroalimentaires durables ; et ressources durables et création de valeur

---

<sup>38</sup> Partenariat pour l'inclusion économique <https://www.peiglobal.org/what-we-do>

<sup>39</sup> FinDev Gateway (n/a). FinEquity. <https://www.findevgateway.org/finequity/about-finequity>

<sup>40</sup> EABF (N/A). Forum des affaires UE-Afrique 2022. <https://www.euafrika-businessforum.com/en>

- Personnes et planète : Jeunesse et entrepreneuriat ; et Innovation numérique pour la création d'emplois et la durabilité

#### (7) AFAWA (BAD)

En 2016, la BAD a lancé AFAWA (Affirmative Finance Action for Women in Africa) dans le but de combler l'écart entre les sexes en Afrique. On dit que les femmes réinvestissent une grande partie de leurs revenus dans leur famille, leur communauté, l'éducation, les soins de santé, la nutrition, etc. tandis que l'on pense que le financement des femmes entrepreneurs transformera la société dans son ensemble. D'autre part, en plus de payer des intérêts élevés sur les prêts aux femmes entrepreneurs parce qu'elles sont considérées comme présentant un risque plus élevé, les femmes n'ont souvent pas de garanties ou de garants pour obtenir le prêt. Par conséquent, l'AFAWA adopte l'approche inclusive basée sur l'① stratégie de renforcement de l'accès aux prêts pour les femmes entrepreneurs, ② soutien technique aux institutions financières qui fournissent des prêts aux femmes entrepreneurs, et ③ gouvernements des pays africains, ainsi que la collaboration avec les actionnaires de la BAD pour créer un environnement qui facilite les affaires pour les femmes d'un point de vue juridique et réglementaire.

#### (8) #eSkills4Girls

Cette plateforme, lancée en 2017 par le G20 avec le soutien d'un consortium comprenant l'UNESCO, ONU Femmes, l'UIT, l'OCDE, le BMZ et la GIZ, collecte et diffuse des informations et des connaissances sur l'inclusion numérique des femmes et apporte son soutien à diverses initiatives nationales et régionales. Le Japon s'est engagé à renforcer encore cette initiative lorsqu'il prendra la présidence du G20 en 2019.

#### (9) 50 millions de femmes africaines prennent la parole (50MAWS)

50MAWS est une plateforme numérique disponible pour le web et les applications pour appareils mobiles qui fournit aux femmes vivant en Afrique un guichet unique d'informations répondant à leurs besoins pour démarrer et développer leur entreprise, ainsi que pour les aider à être en mesure de passer à l'échelle. La plateforme 50MAWS facilite l'échange d'idées entre les femmes entrepreneurs et utilise les capacités intégrées des médias sociaux pour mettre en relation les femmes entrepreneurs afin qu'elles puissent apprendre entre elles, bénéficier d'un mentorat et obtenir des informations au sein de la communauté. Elle vise à faciliter le partage des connaissances et à donner accès aux services financiers et aux opportunités de marché par-delà les zones urbaines et rurales, les frontières et les pays. Elle a été fondée par le COMESA en 2018 à Lusaka, en Zambie. Elle compte actuellement environ 14 000 inscrits en Zambie et dans 38 pays africains, y compris la Zambie.

#### (10) Paradigm Initiative (Initiative Paradigme)

C'est une organisation qui offre aux jeunes et aux femmes en Afrique des opportunités éducatives liées à l'entrepreneuriat, aux TIC et à la finance. Elle est soutenue par des géants de la technologie tels que Google et Facebook, les gouvernements américains et néerlandais, ainsi que d'autres

organisations qui encouragent le social business. L'un de ses programmes, baptisé LIFE, propose aux jeunes femmes une formation de 10 semaines sur le renforcement des capacités entrepreneuriales et des programmes d'activités entrepreneuriales utilisant des outils numériques pour les jeunes femmes<sup>41</sup>.

### 3.5 Personnes des femmes entrepreneurs cibles en Afrique

#### 3.5.1 Utilisation des services numériques par les femmes entrepreneurs en Afrique

Comme détaillé dans les sections précédentes de ce rapport, il y a un certain nombre de défis associés à l'utilisation des services numériques par les femmes entrepreneurs dans la région africaine, y compris les défis juridiques et politiques dans le soutien aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME) ; les défis liés au genre ; et les défis de l'écosystème, y compris les défis d'infrastructure et les défis juridiques et réglementaires dans la fourniture de services numériques financiers et non financiers. Les défis sont nombreux. Ainsi, l'utilisation des services numériques par les femmes entrepreneurs, notamment dans les zones rurales où l'infrastructure informatique est insuffisante, est limitée. Dans les pays où le Mobile Money est répandu, certaines personnes utilisent l'argent mobile et les sites de réseaux sociaux (principalement Facebook) pour vendre des produits et des services. L'équipe de recherche a rencontré quelques exemples de femmes entrepreneurs, comme l'encadré 1, qui bénéficient de l'utilisation d'une plateforme numérique pour son entreprise de fourniture d'intrants agricoles. Cependant, la situation générale n'est pas qu'il existe une grande variété de services numériques utilisés par les femmes entrepreneurs, ou que leurs besoins explicites peuvent être identifiés.

---

<sup>41</sup> Paradigm Initiative (n/a). <https://paradigmhq.org/>

### Encadré 1 Utilisation des plateformes numériques par les détaillants d'intrants agricoles (Zambie)



Nayla Banda est une femme entrepreneur relativement rare dans les zones rurales de Zambie qui gère un magasin d'intrants agricoles appelé Small Small Agro Shop dans un village rural situé à environ 20 kilomètres de la ville la plus proche. Elle utilise eMsika, une plateforme numérique, pour commander et acheter divers intrants agricoles depuis 2020. Pour une somme modique (en moyenne environ 700 Kwacha pour une transaction de 6000 Kwacha (40 000 JPY) par mois), elle peut faire livrer ses commandes de pesticides, de produits chimiques pour le bétail, etc. dans les 24 heures.

Nayla a pu constater la rentabilité de son magasin depuis qu'elle utilise eMsika, et elle décrit les avantages d'eMsika comme suit:

"J'avais l'habitude d'acheter nos produits auprès de grossistes et il était difficile de garder le magasin approvisionné avec ce dont nos clients avaient besoin, car nous ne savions pas quand les grossistes passeraient au village. Avec eMsika, je peux commander autant de fois que je veux, quand je veux. Avec eMsika, nous pouvons commander autant de fois que nous le souhaitons. Nos clients, les agriculteurs, ne doivent plus quitter le magasin sans les produits dont ils ont besoin. Les marges bénéficiaires ont également augmenté, car le coût du maintien des produits en stock a été réduit. Mon magasin a été moins touché par les problèmes de la chaîne d'approvisionnement, surtout dans le contexte de la catastrophe de Corona."

Source : Rédigé par l'équipe de recherche sur la base du matériel obtenu auprès des informateurs zambiens au cours du processus de collecte d'informations.

### 3.5.2 Nécessité des personas

Comme décrit dans le plan de travail, cette étude a visé à identifier les défis de la fourniture de services numériques aux femmes entrepreneurs en fonction de leurs besoins et des facteurs qui les empêchent d'utiliser ces services grâce au développement de personas, afin que les solutions et le soutien proposés dans cette étude puissent répondre aux besoins du segment ciblé de femmes entrepreneurs. La recherche a visé à identifier les défis de la prestation de services numériques afin que les solutions et le soutien proposés dans cette étude puissent être adaptés aux besoins du segment ciblé des femmes entrepreneurs. Les personas sont des images fictives d'utilisateurs (ou de clients) qui présentent des comportements et des attitudes spécifiques envers un produit ou un service (supposé). La création de personas permet d'envisager en détail le processus de développement d'un produit ou d'un service en termes de conception (contenu, prix) et de méthode de livraison (promotion des ventes et canaux de vente). Les personas sont généralement développés sur la base de données personnelles détaillées (par exemple, des données sur les clients existants) ou d'informations obtenues par une série d'entretiens approfondis, et comprennent des éléments qualitatifs tels que les motivations, les préoccupations et les espoirs pour l'avenir, et qui ou quoi influence les décisions comportementales. L'intérêt réside dans la création d'une image de l'utilisateur, incluant des éléments

qualitatifs tels que les motivations, les inquiétudes, les espoirs pour l'avenir et qui/quoi influence les décisions comportementales.

D'autre part, dans cette étude, la période de recherche a été limitée à environ 3 mois pour collecter des informations substantielles, et ce pour les deux raisons suivantes : (1) le nombre de pays à étudier et la période de temps étaient très limités dès le départ, et (2) il était difficile de demander au personnel local de mener les entretiens. Pour ces raisons, à quelques exceptions près (notamment en Tunisie, où l'équipe de recherche a pu mener des recherches sur le terrain), les personas ont été développés sur la base des informations obtenues lors des entretiens en ligne.

Au stade du rapport intérimaire, l'orientation du projet était considérée comme étant "d'identifier les segments qui sont considérés comme stratégiquement importants pour le soutien futur de la JICA afin de comprendre les problèmes des femmes entrepreneurs en détail, et de construire des personas de femmes entrepreneurs dans ces segments". Cependant, en raison de la situation décrite ci-dessus, il était difficile de construire systématiquement des personas, c'est-à-dire de définir des segments stratégiques (en fonction de la situation dans chaque pays) et de construire des personas pour ces segments. Notre demande initiale au personnel local engagé pour le projet d'interviewer des "femmes entrepreneurs typiques" dans les pays cibles qui utilisent des services numériques n'a guère été suivie d'effet. En plus de l'état général de l'utilisation des services numériques, les exigences de base pour les entretiens en ligne, telles que l'accès à une connexion Internet stable et la langue, doivent encore être satisfaites afin d'avoir la confiance nécessaire pour mener un entretien en ligne avec un consultant étranger. En plus des exigences de base telles que l'accès à une connexion Internet stable et la langue, il aurait été difficile de trouver des femmes entrepreneurs répondant à ces exigences parmi les "femmes entrepreneurs typiques des pays étudiés".

En conséquence de ce qui précède, il a été décidé de changer l'orientation de la demande faite au personnel local de trouver des personnes à interviewer et de leur présenter des femmes entrepreneurs appropriées au thème principal des "femmes entrepreneurs dans l'espace numérique". En réponse à cette demande, les entrepreneurs sélectionnés par le personnel local dans les pays cibles ne représentent pas l'image typique des femmes entrepreneurs dans leurs pays respectifs, mais sont plutôt des entrepreneurs avec des talents exceptionnels, une forte volonté et motivation, qui transcendent les situations spécifiques à leur pays et qui peuvent être décrits comme des "trendsetters des femmes entrepreneurs dans l'espace numérique en Afrique". Bien que le nombre d'entrepreneurs que nous avons pu interviewer ait été limité (voir le tableau de la liste des entretiens ci-dessous) en raison du temps considérable nécessaire pour trouver des personnes à interviewer et fixer des rendez-vous, la qualité des personnes que nous avons pu interviewer était exceptionnellement élevée et il est facile de comprendre que de telles personnes soient rares en premier lieu. Les entrepreneurs que nous avons pu interviewer en ligne dans le cadre de cette étude peuvent être classés en deux grandes catégories selon les personnages suivants. Premièrement, les femmes entrepreneurs en tant que fournisseurs de services numériques. Deuxièmement, les femmes entrepreneurs qui utilisent les outils numériques pour contribuer à la résolution de problèmes sociaux.

### 3.5.3 Méthode des entretiens en face à face et en ligne

Afin de faire les entretiens en ligne de manière efficace et efficiente, nous avons décidé de présenter aux personnes interrogées une série de 5 questions particulièrement importantes de la section "Éléments de la Persona" ci-dessous. Ces questions sont les suivantes:

1. Informations de base (situation familiale, conditions de vie, parcours éducatif, aperçu de l'entreprise que vous avez créée, etc.)
2. Diverses histoires sur la création d'entreprise (comment vous avez décidé de créer votre propre entreprise, comment vous y êtes parvenu (y compris la situation de vos soutiens, les difficultés rencontrées, etc.))
3. Financement du démarrage (comment avez-vous financé le démarrage, les principaux postes de coûts, etc.)
4. Situation actuelle de votre entreprise (quels sont les aspects qui fonctionnent bien, ceux que vous trouvez difficiles, comment vous essayez de résoudre ces défis)
5. Perspectives et les aspirations pour l'avenir (objectifs à court et moyen terme, rêves et perspectives à long terme, etc.)

En menant les entretiens de cette manière, nous avons pu obtenir un ensemble assez solide d'informations de la part de chaque informateur en un entretien relativement court, malgré les diverses contraintes des entretiens en ligne.

#### Élément de base du persona

Les personas fournissent des informations de base sur les clients qui représentent différents segments/types de clients.

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nom</li> <li>• Lieu de résidence</li> <li>• Age</li> <li>• Composition de la famille</li> <li>• Conditions de logement</li> <li>• Utilisation des services financiers</li> <li>• Utilisation du téléphone intelligent (et autres services numériques)</li> </ul>	<p><b>[Caractéristiques]</b> Éducation, valeurs et croyances</p>	<p><b>[Défis]</b> Défis rencontrés actuellement</p>
	<p><b>[Aspirations]</b> Aspirations pour l'avenir et ce qui est nécessaire pour les réaliser</p>	-

Source: Extraits des supports de formation pour le renforcement des capacités dans le cadre de l'initiative "Inclusion financière et réduction de la pauvreté" de la JICA pour l'année 2020.

**Figure 3-3 Elements of a persona**

**Tableau 3-16 List of interviews with women entrepreneurs**

Pays	Nom	Nom de l'entreprise	Profil de l'entreprise
<b>Ouganda</b>	Princess Shamirah Kimbugwe	Pivots Payments	Une société fintech. Son objectif principal est de faciliter les transferts de fonds des femmes travaillant comme travailleuses migrantes au Moyen-Orient.
<b>Egypte</b>	Ahella El Saban	Lumas	Les études de marché constituent la principale source de revenus de l'entreprise, tandis qu'elle propose également des formations aux jeunes entrepreneurs en démarrage (start-up).
<b>Zambie</b>	Cassandra Mtine	AgriPredict	Une plateforme d'information agri-tech spécialisée dans la lutte contre les parasites des cultures.
	Chilufya Mutale	Premier Credit	Une entreprise de fintech. Possède déjà plusieurs succursales en Zambie. Les clients sont à la fois des salariés urbains et des micro-entreprises féminines.
	Vwanganji Amatende Bowa	Mighty Finance Solution	Une entreprise de fintech. L'entreprise vient tout juste de démarrer. Les principaux clients de l'entreprise sont des micro-entreprises féminines qui vendent des marchandises sur les marchés urbains.
<b>Tunisie</b>	Ouafa Belgasem	Culture Funding Watch	Fournir une formation en matière de stratégie financière et autre aux artistes d'Afrique du Nord et de la région MENA afin d'assurer la durabilité de leur carrière.
	Fatma Mbarak	Cremyto	Fabrication et vente d'aliments diététiques transformés (pain à tartiner) dans la ville provinciale de Nabul. Exportation à petite échelle vers d'autres pays avec un certain SNS.
	Marwa Boukhatein	Le Cocons Du Bonheur	Gestion réussie d'une école primaire privée dans un quartier résidentiel exclusif de la ville régionale de Sfax. Participation au programme d'incubation du ministère de l'emploi au moment du démarrage et obtention de prêts préférentiels auprès du programme RAIDA du ministère de la Femme.
<b>Botswana</b>	Pelontle Maphula	Solar World	La société est engagée dans la vente de panneaux solaires et d'équipements périphériques au Botswana.
	Nomsa Makgabenyana	Seriti Insights	Notre mission est d'aider les entreprises du secteur privé à mettre en œuvre l'IA et l'apprentissage automatique.
<b>Afrique du Sud</b>	Grace Rose Gichanga	Luma Law	Gère une plateforme de services juridiques utilisant Botchat. La cible principale est les femmes.
	Lungile Maile	Nubian Smarts	Développement de Numath Kids App, une application de jeu d'éducation mathématique pour les jeunes enfants.

Source: Mission de recherche de la JICA

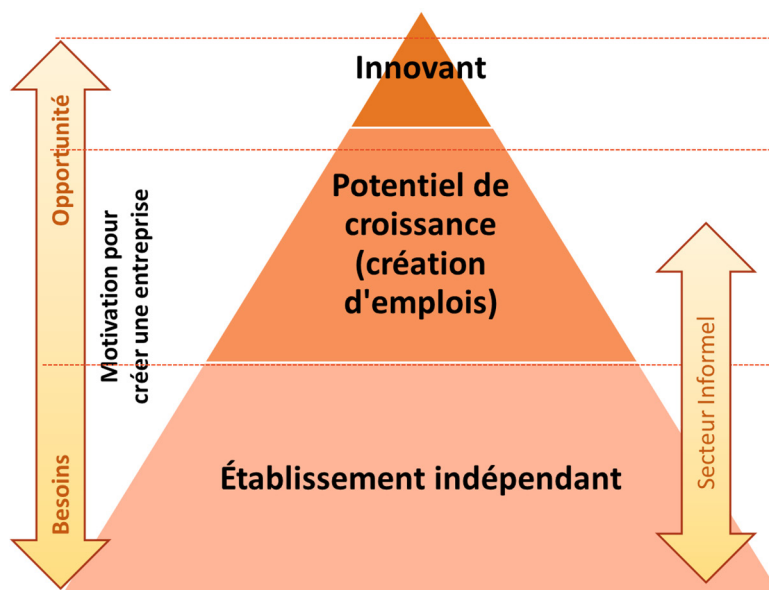
### 3.5.4 Aperçu de chaque segment de femmes entrepreneurs en fonction de leurs motivations à créer une entreprise et de leur potentiel de croissance

Les trois segments de femmes entrepreneurs sont classés au point 3.1.1 et leurs caractéristiques sont définies. Les segments sur lesquels la JICA devrait axer son appui à l'entrepreneuriat sont décrits dans la Figure 3-4 ci-dessous.

Plusieurs des femmes entrepreneurs dans les pays cibles conservent leur statut d'"indépendantes" et, compte tenu de circonstances diverses, il est extrêmement improbable, dans la plupart des cas, qu'elles se transforment en "entreprises" génératrices d'emplois. (segment "Travail indépendant", Figure 3-1). Les trois principales raisons pour lesquelles les entreprises des entrepreneurs de ce segment sont jugées extrêmement peu susceptibles de devenir des "entreprises" sont les suivantes. (i) Elles exercent des activités de micro-entreprise tout en effectuant des travaux domestiques et en s'occupant de leurs enfants, petits-enfants, parents et autres membres de la famille, ce qui signifie qu'elles n'ont pas le temps, l'énergie et les ressources financières nécessaires pour avoir une vision à moyen ou long terme dans tous les aspects de leur entreprise. (ii) Elles n'ont pas démarré leur entreprise avec un plan d'affaires et essaient simplement de gagner leur pain quotidien. (iii) Elles ne disposent pas de leur propre expérience "entrepreneuriale", de connaissances ou d'éducation/formation requises, et n'ont pas de partenaires d'affaires ou de mentors. Ces femmes ont besoin d'un revenu (opportunités d'emploi) et ne souhaitent pas particulièrement "créer une entreprise", ce qui est typique à la plupart des femmes.

Les gouvernements des pays cibles fournissent également un "appui à l'entrepreneuriat" dans le cadre de leurs mesures de création d'emplois. Dans ce contexte, il peut être approprié pour la JICA de fournir un appui aux femmes entrepreneurs qui ont le potentiel de contribuer à la création d'emplois par la fourniture de BDS et de services financiers, y compris la fourniture de services numériques.

Par ailleurs, les entrepreneurs "de type innovant" ne doivent pas être simplement ciblés pour bénéficier d'un appui, mais doivent être identifiés par le "Projet NINJA" et d'autres moyens, et être considérés comme des collaborateurs de la JICA (par exemple, des mentors pour d'autres entrepreneurs), des personnes ressources ou des cibles d'investissement pour les entreprises japonaises



Source: Mission d'étude de la JICA

**Figure 3-4 Segmentation des femmes entrepreneurs et idée des bénéficiaires cibles**

D'autre part, les entrepreneurs du groupe "potentiel de croissance (création d'emplois)" sont relativement diversifiés, allant de "opportuniste" à "axé sur les besoins" en termes de motivation entrepreneuriale, et ayant des antécédents éducatifs allant d'entrepreneurs très instruits à ceux n'ayant pas terminé leur cursus obligatoire. L'une des principales caractéristiques des entrepreneurs de ce segment est que leur vision de l'avenir est de faire croître leur entreprise (plutôt que de la considérer simplement comme un moyen alternatif de génération de revenus par rapport aux opportunités d'emploi). En ce qui concerne le secteur dans lequel ils ont démarré leurs activités (en particulier le secteur traditionnel), la taille de leurs entreprises actuelles, leurs revenus et leur situation financière, ils ne sont souvent pas très différents de ceux du segment des "travailleurs indépendants" à première vue. Toutefois, les entretiens avec les entrepreneurs ont révélé que les entrepreneurs du segment "potentiel de croissance (création d'emplois)" ont une vision de la croissance de l'entreprise à moyen et long terme et disposent de leurs propres moyens et stratégies pour y parvenir, ce qui les différencie clairement du segment des "travailleurs indépendants". Les exemples de stratégies sont les suivants : (i) former des groupes pour utiliser les forces du groupe, réduire les coûts par la répartition du travail et bénéficier de l'appartenance à des fédérations et à des organisations de soutien où la participation n'est possible qu'en groupe (voir persona Stella de Zambie au chapitre 6) ; (ii) des stratégies de conquête de marchés telles que la différenciation, même dans l'entrepreneuriat des secteurs traditionnels (voir persona Mary au chapitre 3).

Les entrepreneurs "innovants" ont principalement fait l'objet d'entretiens en ligne dans le cadre de la présente étude. Les entrepreneurs de ce segment jouent un rôle de "faiseurs de tendances" dans des secteurs innovants qui incluent la fourniture de services numériques dans leurs activités (par exemple, les entreprises de technologies financières, les fournisseurs de services de plateforme qui offrent des services juridiques aux femmes, les entreprises du secteur agro-technique, les entreprises qui

développent et fournissent des applications de mathématiques à faible coût pour les écoliers en situation de pauvreté, etc.). Nombre de ces entrepreneurs ont un plan d'affaires accompagné d'une formation supérieure et d'un certain niveau d'expérience universitaire ou entrepreneuriale, etc. S'il est probable que certains d'entre eux aient commencé dans le secteur informel, il s'agit essentiellement d'entreprises du secteur formel ou d'entreprises qui visent à appartenir au secteur formel. Le nombre d'entrepreneurs interrogés dans le cadre de la présente étude dans ce segment est relativement élevé (plus de 30%) par rapport au nombre total d'entrepreneurs interrogés. Cependant, cela peut refléter les contraintes particulières de l'étude, telles que l'impact de COVID-19 et le fait que seuls des entretiens en ligne ont pu être menés pendant la majeure partie de la période d'enquête en raison de la période d'enquête sur le terrain extrêmement limitée au départ. Bien qu'il ne soit pas possible de fournir des chiffres empiriques à l'issue des activités de recherche menées dans le cadre de la présente étude, le nombre réel est probablement la "partie visible de l'iceberg", soit moins de 1% du nombre total de femmes entrepreneurs et d'indépendantes dans les pays considérés.

Dans la section suivante, nous présenterons les personas des femmes entrepreneurs dans chacun de ces segments

### 3.5.5 Persona pour la femme entrepreneur dans le segment "innovant"

#### (1) Caractéristiques communes et défis rencontrés par les personas de femmes entrepreneurs

Une caractéristique commune aux femmes entrepreneurs interrogées dans le cadre de la présente étude est qu'elles n'ont pas pu obtenir de prêts pour créer leur entreprise et qu'elles ont commencé avec leurs propres fonds. Elles étaient également très conscientes des difficultés rencontrées par les femmes particulièrement vulnérables dans le même pays et, dans la plupart des cas, elles avaient lancé des services qui tenaient compte des besoins et de la situation actuelle de ces femmes (par exemple, la fracture numérique entre les sexes). Pour soutenir les femmes entrepreneurs avant-gardistes telles que celles interrogées en ligne dans le cadre de la présente étude, l'autonomisation des femmes par le biais des services fournis par les entrepreneurs contribuera à résoudre les problèmes de développement auxquels sont confrontées les femmes, tels que la fracture numérique entre les hommes et les femmes.

Bien que les femmes entrepreneurs susmentionnées soient d'origines diverses, elles partagent certaines caractéristiques communes et les défis auxquels elles ont été confrontées lors de la création de leurs entreprises.

1. **[Vision de l'entrepreneuriat ciblant principalement les femmes vulnérables comme clientes]** De nombreuses femmes entrepreneurs ont identifié les groupes de femmes vulnérables comme leur principal groupe cible de clients, et leur vision de l'entreprise consiste souvent à résoudre les problèmes de leurs clients (par exemple, l'accès aux services financiers, l'accès aux services juridiques, la diffusion d'informations sur la lutte contre les parasites et les maladies dans le secteur agricole, l'éducation des enfants, etc.).

2. **[Environnement familial moins influencé par les normes sociales qui ne sont pas favorables à l'entrepreneuriat féminin <sup>42</sup>]** Comme nous l'avons vu en détail au chapitre 3, l'environnement social général et les normes sociales dans les pays concernés par la présente étude ne sont en aucun cas favorables à l'entrepreneuriat féminin. Toutefois, bon nombre des entrepreneurs interrogés ont été motivés pour créer une entreprise par l'existence d'un "modèle" entrepreneurial proche, tel que des parents ou des proches, et dans de nombreux cas, l'environnement familial était favorable à l'entrepreneuriat, y compris les maris et les proches. Il y avait également un nombre relativement élevé de femmes célibataires, ce qui est prévisible dans un environnement familial où il n'y a pas de soutiens forts ou du moins pas d'opposition forte.
3. **[Fort esprit d'entreprise et talent]** Les entrepreneurs interrogés dans le cadre de cette étude, y compris les "faiseurs de tendances" ainsi que les entrepreneurs des villes rurales tunisiennes, étaient des personnes exceptionnelles dotées d'un fort esprit d'entreprise et de talent. Beaucoup ont été élevés par des parents instruits, indépendamment de la situation économique de leur famille, et sans discrimination dans l'accès à l'éducation au sein de la famille. Après avoir obtenu leurs diplômes, ils ont trouvé un emploi et, grâce à leur expérience professionnelle (beaucoup d'entre eux étaient âgés de 30 à 40 ans, avec environ 10 à 15 ans d'expérience professionnelle), ont acquis une expérience et des connaissances techniques qu'ils ont appliquées à leurs propres projets d'entreprise.
4. **[Manque de conseils de la part des mentors, etc.]** Dans la plupart des cas, les entrepreneurs n'avaient pas de partenaires d'affaires (autres que le soutien financier ou autre de leurs maris) et ont lancé leurs entreprises de manière indépendante. Certains entrepreneurs avaient trouvé des mentors par eux-mêmes et les avaient consultés sur diverses questions, se servant des réseaux qu'ils avaient développés pendant leur période d'emploi pour lancer leur propre entreprise après l'obtention de leurs diplômes, mais le nombre de cas où un partenaire ou un mentor existait était très limité. Une seule personne avait utilisé les services d'incubation fournis par son gouvernement et deux seulement avaient reçu d'autres conseils ou formations en matière d'entrepreneuriat.
5. **[Faible possibilité d'accès au financement]** A l'exception d'une personne interrogée, toutes les autres n'ont pas reçu de prêt d'une institution financière ou de soutien financier de leur gouvernement ou d'autres programmes pour démarrer leur entreprise. La plupart d'entre elles ont déclaré qu'il n'était pas possible d'obtenir de financements auprès d'institutions financières. Une personne a mentionné qu'il était possible de recevoir un prêt bancaire, mais que la procédure de demande était extrêmement lourde, et que le processus d'approbation du prêt devait prendre beaucoup de temps. Elle a également dit que ces coûts administratifs étaient trop élevés pour le financement relativement limité à l'époque, et elle a fini par décider de ne pas demander le prêt. Pour cette raison, presque toutes les start-ups sont autofinancées.

---

<sup>42</sup> CGAP (2020). Normes sociales et conception de la persona.

Par conséquent, elles ont eu des difficultés de trésorerie pendant une bonne période, y compris la période de lancement, lorsqu'elles n'étaient pas encore rentables au stade de la création.

## (2) Persona de la femme entrepreneur en tant que fournisseur de services numériques

Les femmes entrepreneurs interrogées en ligne dans le cadre de cette étude sont essentiellement celles qui ne sont pas seulement des utilisatrices de services numériques, mais qui sont elles-mêmes des entrepreneurs exerçant une forme d'activité en tant que prestataires de services numériques. Les entrepreneurs qui cherchent spécifiquement et précisément à résoudre des problèmes sociaux sont résumés ci-dessous, et ces entrepreneurs sont similaires en ce qu'ils sont également des fournisseurs de services numériques. La mission d'étude de la JICA a interrogé des entrepreneurs fintech (trois de Zambie, d'Ouganda et du Botswana), un entrepreneur agri-tech (un de Zambie) et un consultant (un d'Afrique du Sud) qui fournissent divers services numériques. La synthèse de ces entretiens a permis de construire les projets de personas suivants.

Les caractéristiques communes de ces entrepreneurs et les défis auxquels ils ont été confrontés lors du lancement de leur entreprise peuvent être résumés comme suit.

1. Ils sont bien éduqués (diplôme universitaire ou supérieur) et leurs parents sont éduqués (il n'y a pas de discrimination basée sur le sexe dans la famille). Beaucoup ont des parents ou des proches qui sont des "modèles" d'entrepreneuriat.
2. Toutes les personnes interrogées, à l'exception d'une seule (un aristocrate ougandais), sont issues de la classe moyenne.
3. Elles ont bénéficié de la compréhension et du soutien des membres de leur famille (en particulier de leurs parents et de leur mari, et souvent des parents de leur mari) pour créer leur entreprise.
4. Les deux entrepreneurs FinTech ont travaillé pour des institutions financières pendant plus de 10 ans et ont appliqué le savoir-faire issu de leur expérience à leurs propres entreprises.
5. Lors du lancement de l'entreprise, l'entreprise a réduit le groupe cible de clients à qui elle fournira des services (principalement des femmes issues de groupes à faible revenu et vulnérables (par exemple, des femmes qui vendent des biens pour gagner leur vie sur les marchés urbains et des migrants dans la région du Moyen-Orient)) et a une compréhension claire des besoins de son groupe de clients cibles.
6. Tous les entrepreneurs, à l'exception des entrepreneurs agri-tech, ont lancé leur entreprise de manière indépendante (par eux-mêmes), plutôt qu'en collaboration avec des partenaires.
7. Comme il ne leur a pas été possible d'obtenir un prêt auprès d'une institution financière pour démarrer leur entreprise, ils ont essentiellement utilisé leurs propres fonds pour démarrer leur entreprise. (Certaines entrepreneuses ont reçu le soutien financier de leur mari). En conséquence, elles ont eu des difficultés de trésorerie pendant une période considérable, y compris pendant la période où leur entreprise n'était pas rentable au début.



(La photo est une image, prise par l'équipe de recherche à partir d'une vidéo publiée sur le site Web du FENU en Zambie. (Date 22-10-2021)

### Elase: Entrepreneur dans le domaine de la Fintech

#### Informations de base

Elase est née et a grandi dans la capitale. Ses parents étaient médecin et infirmière. Elle est actuellement âgée de 38 ans. Son mari, âgé de 40 ans, travaille dans une compagnie d'assurance de taille moyenne et a trois enfants (9, 11 et 14 ans). Elle vit avec les parents de son mari dans leur propre maison dans la banlieue de la capitale. Les parents de son mari étaient fonctionnaires, mais ils ont pris leur retraite et sont financièrement indépendants. Les parents d'Elase, également retraités mais toujours en vie, ils sont également indépendants financièrement et vivent dans la capitale.

Le frère et la belle-sœur d'Elase et leurs enfants vivent à proximité. Le frère d'Elase, qui a de l'expérience en comptabilité, joue le rôle de comptable pour la société qu'Elase a créée.

Les parents d'Elase étaient passionnés par l'éducation et l'ont encouragée, ainsi que ses frères et sœurs, à poursuivre des études supérieures, si bien qu'Elase est allée à l'université pour étudier le développement. Après avoir obtenu son diplôme, elle a travaillé pendant 10 ans dans une institution financière. Après avoir obtenu son diplôme, elle a travaillé pour une institution financière, où elle a rencontré son mari grâce à son travail à la banque.

Les actifs comprennent des économies, une maison, une voiture (pour le couple) et des téléphones portables pour le couple et leur fils et fille aînés (4 au total). Au total, ils possèdent environ 150 000 USD. Elase avait auparavant un élevage de volailles dans un hangar situé dans le jardin de sa maison, mais elle n'en a plus. Tous les actifs ci-dessus ont été utilisés pour créer une nouvelle entreprise.

#### [Moyens de subsistance, revenus, financement]

Elase a récemment (il y a six mois) lancé une nouvelle entreprise Fintech. Elle n'a pas pu obtenir de prêt d'une institution financière pour créer cette entreprise, qu'elle a donc entièrement financée par ses propres moyens. Bien qu'elle n'ait eu à rembourser aucun des prêts, elle n'a encore que très peu de revenus de son entreprise, car elle a dû la fermer pendant un mois à cause de la COVID. Les parents d'Elase et ceux de son mari sont tous deux retraités et financièrement indépendants, mais ils ne peuvent pas se permettre de soutenir financièrement son entreprise.

#### Comment avez-vous pu faire face aux besoins de financement de votre start-up?

Le couple a investi la plupart de ses économies et de ses biens personnels (maison, voiture, etc.) (100 000 USD au total) pour répondre à ses besoins financiers. Il ne leur a pas été possible d'emprunter auprès d'institutions financières, tandis qu'ils ont pu se passer d'emprunter auprès de leurs parents et de leurs proches.

(Principaux postes de dépenses)  
Frais d'enregistrement de l'entreprise  
Frais de licence et d'agrément  
Achat, maintenance et mise à jour de logiciels  
Frais de location de bureaux  
Frais de personnel

## EIase : Entrepreneur dans le domaine de la Fintech

### Caractéristiques

EIase a mis à profit son expérience de travail dans des institutions financières pour créer une nouvelle entreprise fintech qui cible les micro-revendeurs, principalement des femmes dans le secteur du commerce de détail urbain. Grâce à cette expérience professionnelle, elle a appris que les technologies de l'information peuvent être utilisées pour améliorer l'efficacité opérationnelle, accélérer l'octroi de prêts non garantis et à faible coût, et accroître l'accès des utilisateurs. Pour créer sa nouvelle entreprise, elle a décidé de combiner les modèles d'affaires suivants : (1) utilisation des Technologies de l'Information, (2) fourniture de prêts de fonds de roulement et de crédit à la consommation. Son mari l'a beaucoup aidée à lancer l'entreprise. Il est copropriétaire de l'entreprise.

### Défis

C'est à l'attitude et aux exigences strictes de la Banque centrale de Zambie et d'autres fonctionnaires qu'elle s'est heurtée lorsqu'elle a demandé les différentes licences nécessaires pour enregistrer son activité financière. Si un homme demande la même chose, il ne sera pas soumis à des exigences aussi strictes. Les conseils de Bongo Hive sur la façon de faire face aux difficultés liées à la gestion d'une entreprise au démarrage ont été très utiles. Tout au long du programme, elle a été grandement aidée par une série de conseils sur la manière de clarifier le marché, de développer et d'offrir des produits qui répondent aux besoins des clients en se basant sur une approche centrée sur le client.

L'une des principales difficultés rencontrées depuis le démarrage a été la situation de la COVID19. Il n'était plus possible de vendre en direct aux clients.

En conséquence, l'entreprise a dû être temporairement fermée pendant une période de deux mois. Depuis, elle a réagi en introduisant le scoring de crédit dans le processus de prêt. L'entreprise aimerait diversifier sa clientèle et augmenter le montant de ses prêts par client, mais comme les prêts bancaires ne sont toujours pas disponibles, elle doit compter sur les investisseurs privés pour le financement.

Lorsqu'elle a créé son entreprise, son mari et ses parents l'ont beaucoup soutenue et ont accepté de l'aider, mais d'autres parents et amis étaient sceptiques. La plupart d'entre eux l'ont mise en garde contre les risques élevés liés à la création d'une entreprise et lui ont conseillé de conserver son emploi actuel, qui lui assure un salaire stable.

### Quels sont vos objectifs et vos aspirations pour l'avenir ?

Elle souhaite fournir aux MPME de Zambie des services financiers pratiques, peu coûteux et conviviaux qu'il est difficile d'obtenir auprès des banques.

Pour y parvenir, il est nécessaire d'offrir une variété de produits et de services financiers qui répondent aux besoins des clients, et de ne pas se limiter aux produits de prêt. Dans ce contexte, elle a récemment obtenu une licence de la Commission des valeurs mobilières et pour offrir des services d'investissement.

### (3) Persona de la femme entrepreneur visant à résoudre des problèmes sociaux en tant que fournisseur de services numériques

Les femmes entrepreneurs interrogées en ligne dans le cadre de cette étude sont essentiellement celles qui ne sont pas seulement des utilisatrices de services numériques, mais aussi des entrepreneurs ayant démarré leurs propres entreprises en tant que fournisseurs de services numériques d'une manière ou d'une autre. Parmi ces entrepreneurs, ceux qui cherchent explicitement à résoudre des problèmes sociaux sont résumés ci-dessous, mais ils sont aussi des fournisseurs de services numériques de la même manière. Dans la présente étude, nous avons interrogé des entrepreneurs fintech (3 personnes, Zambie, Ouganda et Botswana), des entrepreneurs agri-tech (1 personne de la Zambie) et des consultants (1 personne d'Afrique du Sud) qui fournissent divers services numériques. Les projets de personas suivants ont été élaborés à partir de ces entretiens.

Les caractéristiques communes de ces entrepreneurs et les défis auxquels ils ont été confrontés lors du lancement de leurs entreprises peuvent être résumés comme suit.

1. Ils sont bien éduqués (diplôme universitaire ou supérieur) et leurs parents sont éduqués (il n'y a pas de discrimination basée sur le sexe dans la famille). Beaucoup ont des parents ou des proches qui sont des "modèles" d'entrepreneuriat.
2. Toutes les personnes interrogées, à l'exception d'une seule (un aristocrate ougandais), sont issues de la classe moyenne.
3. Elles ont bénéficié de la compréhension et du soutien des membres de leur famille (en particulier de leurs parents et de leur mari, et souvent des parents de leur mari) pour créer leur entreprise.
4. Les deux entrepreneurs FinTech ont travaillé pour des institutions financières pendant plus de 10 ans et ont appliqué le savoir-faire issu de leur expérience à leurs propres entreprises.
5. Lors du lancement de l'entreprise, l'entreprise a réduit le groupe cible de clients à qui elle fournira des services (principalement des femmes issues de groupes à faible revenu et

vulnérables (par exemple, des femmes qui vendent des biens pour gagner leur vie sur les marchés urbains et des migrants dans la région du Moyen-Orient)) et a une compréhension claire des besoins de son groupe de clients cibles.

6. Tous les entrepreneurs, à l'exception des entrepreneurs agri-tech, ont lancé leur entreprise de manière indépendante (par eux-mêmes), plutôt qu'en collaboration avec des partenaires.
7. Comme il ne leur a pas été possible d'obtenir un prêt auprès d'une institution financière pour démarrer leur entreprise, ils ont essentiellement utilisé leurs propres fonds pour démarrer leur entreprise. (Certaines entrepreneuses ont reçu le soutien financier de leur mari). En conséquence, elles ont eu des difficultés de trésorerie pendant une période considérable, y compris pendant la période où leur entreprise n'était pas rentable au début

## Personas communs à tous les pays étudiés " Entrepreneuriat avec une idée d'entreprise pour résoudre des problèmes sociaux ". Persona



(Photo: www.being.comの画像をダウンロード, Année 2021)

### Grace : Entreprise de développement d'applications de jeux éducatifs en mathématiques

#### Informations de base

Grace a été élevée dans le centre-ville d'une grande ville par ses parents, qui dirigeaient chacun leur propre petite entreprise. Après avoir obtenu son diplôme dans une université technique, elle a trouvé un emploi dans une usine de boissons non loin de sa ville natale. Au début, elle était l'un des ouvriers de la chaîne de production, mais elle est rapidement devenue chef d'équipe dans l'usine, puis dans la direction du développement des produits au siège.

Grace est une mère célibataire de 35 ans qui a un jeune fils à l'école primaire. Pour aider les parents qui travaillent comme Grace, il existe un nombre croissant de crèches qui accueillent les nourrissons et les jeunes enfants jusqu'à la fin des heures de travail des parents. De nombreux parents s'inquiètent de la qualité de l'enseignement des mathématiques, d'autant qu'il est difficile pour les parents qui travaillent de suivre le rythme scolaire. Grace a développé une application de jeu de chiffres qui peut être utilisée par les crèches du centre-ville pour enseigner les mathématiques aux jeunes enfants.

En 2016, Grace a élaboré un plan d'affaires pour étendre le développement et la vente de l'appli de la maternelle à l'école primaire, et a demandé et obtenu une subvention de 5000USD du Programme Entrepreneuriat du Philanthrope Nigérian.

Quatre ans après la création du premier plan d'affaires, Grace a maintenant des contrats avec 20 écoles maternelles, où environ 120 enfants utilisent l'application de jeu.

Avec des données prouvant que la courbe d'apprentissage est élevée (l'utilisation de l'application pendant 15 minutes par semaine augmente la courbe d'apprentissage de 8 %), et grâce à sa bonne réputation, le nombre d'abonnements augmente rapidement.

Comment avez-vous pu faire face aux besoins de financement de votre start-up?

#### [Moyens de subsistance, revenus, financement]

Pour créer l'entreprise, Grace n'a pas envisagé de contracter un prêt auprès d'une institution financière, ce qui, selon elle, n'aurait de toute façon pas été pratique. Elle a financé le développement de la première application avec un petit montant de ses propres économies. Bien qu'il s'agisse d'une simple application de jeu, elle a été si populaire auprès des enfants qu'elle a été adoptée par plusieurs crèches.

Autofinancement (épargne) Fonctionnement avec environ 11 000 USD. L'argent a été utilisé pour couvrir les coûts d'enregistrement de l'entreprise et le développement initial du logiciel.

Au cours des prochaines années, la subvention susmentionnée de 5 000 USD et les revenus du contrat de l'application couvriront le loyer du bureau, les coûts de développement du logiciel et les frais de personnel.

## Grace : Entreprise de développement d'applications de jeux éducatifs en mathématiques

### Caractéristiques

Le faible niveau d'apprentissage de l'arithmétique chez les enfants n'est pas un problème limité aux enfants des classes inférieures, mais est reconnu comme un problème de l'enseignement primaire et secondaire en général dans le pays de Grace. C'est pourquoi les applications numériques sont déjà connues pour leur efficacité dans l'enseignement des mathématiques dans les écoles primaires et secondaires fréquentées par les enfants des riches.

Cependant, il n'y a jamais eu d'application pour les enfants des écoles maternelles du centre-ville (la tranche d'âge cible est de 3 à 9 ans), ce qu'on appelle l'ECD (le développement de la petite enfance). Pour cette raison, l'application développée par la société de Grace a pu augmenter la demande sur un marché où il n'y avait pas d'autre concurrence.

En outre, comme le système s'adresse aux enfants d'une école maternelle du centre-ville, il était nécessaire (1) de rendre le système utilisable sans connexion internet et (2) de prêter des tablettes pour que les enfants qui ne possèdent pas leurs propres appareils puissent les utiliser.

Les employés des entreprises Grace jouent le rôle d'"ambassadeurs de la marque" et se rendent dans les crèches chaque semaine pendant deux heures pour donner aux enseignants des conseils sur la manière d'améliorer leur efficacité pédagogique. L'application est également dotée d'outils d'analyse permettant aux enseignants d'obtenir des informations sur la fréquence et la durée d'utilisation de l'application par les enfants et sur leurs progrès.

### Défis

L'un des domaines qui doit être amélioré est la tarification. À l'origine, le prix d'environ 370 JPY par mois et par enfant a été fixé uniquement pour faciliter le paiement par les consommateurs, et ne tenait pas compte des coûts du prestataire de services. Par conséquent, compte tenu des coûts de développement permanents du logiciel, elle estime qu'une révision des prix est nécessaire.

Quels sont vos objectifs et vos aspirations pour l'avenir ?

Elle est profondément convaincue que les problèmes de l'Afrique sont mieux résolus par les Africains.

À l'avenir, elle aimerait obtenir des fonds auprès d'investisseurs et élargir sa clientèle dans tout le pays. Elle aimerait également étendre son activité en dehors du pays (Namibie, Lesotho, Zimbabwe, etc.). Comme il s'agit d'un jeu/application de mathématiques et que la langue est l'anglais, elle pense qu'il sera facile de se diversifier au niveau international. Elle est déjà en pourparlers avec de potentiels partenaires locaux.

### 3.5.6 Persona pour la femme entrepreneur dans le segment "potentiel de croissance (création d'emplois)"

Comme indiqué au point 3.5.4, les personas des femmes entrepreneurs ayant un potentiel de croissance (création d'emplois) se caractérisent par le fait qu'elles visent à faire croître leurs entreprises à titre de vision pour l'avenir, qu'elles ont une vision de la croissance à moyen et long terme ainsi que leurs propres moyens et stratégies pour y parvenir. Les personas des femmes entrepreneurs interrogées par la mission d'étude de la JICA sont présentés ci-dessous.

**Zambia**  
**“Créer des emplois pour d'autres femmes grâce à la culture de fraises et à la transformation des aliments.”**  
**Persona**



(Photo by the Study Team, May 2022)

## Mary: Farming & Food Processing Entrepreneur Zambia

### Informations de base

Mary a été élevée dans une famille de classe moyenne à Lusaka, la capitale du pays. Ses parents ont traité tous leurs enfants équitablement en leur offrant des possibilités d'éducation. Mary a étudié l'agronomie dans une université de Lusaka. Mary n'a pas trouvé beaucoup d'autres étudiantes dans sa classe.

Après avoir obtenu son diplôme universitaire, elle a travaillé pour une compagnie d'agri-assurance pendant environ 10 ans. Pendant cette période, elle s'est mariée, a eu plusieurs enfants et a quitté son emploi afin d'aider son mari à créer son entreprise de construction. Elle était chargée de la comptabilité et de l'administration de son entreprise.

Mary a eu 61 ans cette année. Ses quatre enfants ont grandi, ont fondé leur propre famille et ont quitté la maison. Elle vit maintenant assez confortablement avec son mari dans une grande maison située dans la banlieue de Lusaka. La maison est accompagnée de 3 ha de terres agricoles. L'année dernière, elle a décidé de planter des fraises et de lancer son entreprise agricole. Elle a également aménagé 2 étangs de pisciculture et élève des poissons-chats. Elle a récemment construit une petite usine de transformation alimentaire au bord de la ferme pour la production de fruits et légumes déshydratés. Traduit avec

### Moyens de subsistance, revenus, financement

Mary et son mari ont gagné de bons revenus tout au long de leur carrière au cours des quatre dernières décennies et ont suffisamment d'économies pour pouvoir investir dans la nouvelle entreprise agricole de Mary.

### Comment avez-vous pu faire face aux besoins de financement de votre start-up?

Économies : ZMW  
Frais d'enregistrement des entreprises, de licence et autres frais d'approbation : ZMW  
Construction d'une usine de transformation alimentaire/achat de machines : ZMW / mois  
Matières premières et consommables des produits : ZMW /mois  
Employés (15 travailleurs à temps partiel) : ZMW par mois

### Caractéristiques

Mary a lancé cette nouvelle entreprise non pas pour faire du profit, mais pour apporter sa contribution à la société de plusieurs manières. Tout d'abord, en offrant des emplois à temps partiel à 15 femmes - elle choisit délibérément d'embaucher des femmes car elle estime que tous les membres de la famille bénéficient de l'apport financier des femmes. Deuxièmement, la culture des fraises en Zambie est une expérience dans laquelle tous les agriculteurs ne peuvent pas s'aventurer, mais elle peut se permettre de prendre le risque, car tout le monde croit que les fraises ne peuvent pas être cultivées en Zambie pour une raison quelconque (c'est pourquoi seules les fraises importées sont vendues à des prix élevés).

## Mary: Farming & Food Processing Entrepreneur Zambia

Elle pense que ce n'est qu'un mythe sans explications scientifiques derrière une telle croyance. En fait, elle vient de planter des graines provenant d'Australie et a pu récolter des fraises l'année dernière sans aucun problème. Elle pense que sa formation en agronomie est utile. Troisièmement, grâce à l'usine de transformation alimentaire, elle veut réduire le gaspillage des produits agricoles dans les fermes voisines (en raison de l'absence d'installations de traitement/stockage post-récolte). Traduit avec [www.DeepL.com/Translator](http://www.DeepL.com/Translator) (version gratuite)

Mary is a member of the Christian Women Entrepreneurs Network (CWEN). The association has membership of women entrepreneurs in Lusaka and the surrounding areas. She regularly gets together with some of the Mary est membre du Christian Women Entrepreneurs Network (CWEN). Cette association regroupe des femmes entrepreneurs de Lusaka et de ses environs. Elle se réunit régulièrement avec certains des membres pour échanger des informations et aussi simplement pour rester en contact et s'enlacer/se réjouir de la compagnie des autres.

### Challenges.

Mary a récemment construit une petite usine dotée de modestes machines/équipements de déshydratation pour produire des fruits et légumes déshydratés (tomates, pommes de terre, etc.) en achetant les produits des fermes voisines. Elle a également produit des confitures de fraises avec ses propres produits à titre d'essai. Son projet est de vendre ces produits à des supermarchés, etc. à l'avenir, mais elle doit d'abord enregistrer officiellement son entreprise auprès du gouvernement afin de pouvoir conclure des contrats avec des entreprises du secteur formel. En outre, elle doit obtenir une licence pour la transformation des aliments. Pour cela, elle doit également respecter diverses normes établies.

Mary se considère comme très chanceuse d'avoir été élevée par ses parents, qui croyaient en l'égalité des chances en matière d'éducation pour elle comme pour ses frères et sœurs, ainsi que du fait qu'elle s'est mariée avec son mari. La majorité des femmes qui créent leur propre entreprise en Zambie le font pour des raisons financières. De nombreuses femmes sont obligées de soutenir financièrement leur famille en raison de la séparation de leur mari (décès, divorce) et/ou de leur chômage.

Elle s'inquiète également de l'énorme perte de produits agricoles due au manque d'installations post-récolte (c'est-à-dire la transformation des aliments, le stockage).

### Objectifs et aspirations futurs

Mary souhaite développer et étendre son entreprise et veut offrir davantage d'opportunités d'emploi aux femmes du quartier. En outre, elle estime que son entreprise de transformation alimentaire peut également contribuer à réduire le gaspillage alimentaire.

### 3.5.7 Persona pour la femme entrepreneur dans le segment des "indépendants"

#### Travail indépendant "Salon de coiffure qui soutient le ménage suite au chômage du mari". Persona



(Photo by the Study Team, May 2022)

#### Sharon : Salon de coiffure dans un marché d'une ville de province en Zambie.

##### Informations de base

Sharon et Charity sont amies. Elles sont dans la vingtaine et ont abandonné l'école obligatoire (10 et 11 ans d'études). Elles vivent dans un village rural près de Chongwe, une ville de province située à environ une heure de route de la capitale Lusaka.

Elles sont toutes deux mariées, mais leurs maris sont au chômage depuis longtemps. Le mari de Sharon travaillait comme chauffeur de taxi, même si cela n'était pas à plein temps. Cependant, il a perdu son emploi en 2020 à cause de la COVID-19. Charity est dans une situation similaire. Sharon et Charity soutiennent toutes deux financièrement leur foyer avec un seul revenu, y compris leurs parents et leurs frères et sœurs.

Cela fait quatre ans que Sharon et Charity ont ouvert leur salon de coiffure au marché de Chongwe. Aucune des deux n'avait de compétences particulières, mais elles offrent également un service de tissage de mèches à leurs clients. En 2020, les résultats ont été assez médiocres à cause de la COVID-19, avec aucun client pendant toute une semaine, mais cela s'est beaucoup amélioré depuis.

##### Moyens de subsistance, revenus et financement

Le coût de l'installation du salon de coiffure a été autofinancé à 50% (1000 kwacha) et financé à 50% par un prêt d'une IMF appelée Agora Finance. Le coût de l'enregistrement de la au registre de commerce a été de 1600 kwacha pour démarrer l'activité.

Le salon de coiffure génère 200 kwacha/jour, les jours où les activités marchent bien. L'argent gagné chaque jour est immédiatement dépensé pour acheter des produits alimentaires et d'autres articles, de sorte que les chiffres de vente mensuelle ne sont pas connus. Le coût de l'installation d'un étal sur le marché est de 600 kwacha par mois pour le loyer.

##### Caractéristiques

Le salon de coiffure fait l'objet d'une promotion sur le groupe Chongwe sur Facebook. Les paiements des clients sont principalement effectués par mobile money.

### Sharon : Salon de coiffure dans un marché d'une ville de province en Zambie.

#### Défis

Le mari de Sharon est déjà au chômage depuis deux ans (depuis 2020), mais il affirme toujours ne pas avoir de travail convenable et ne sait pas combien de temps cela va durer. La situation où les deux parents dépendent des revenus de Sharon est susceptible de ne pas changer. Sharon et Charity se trouvent toutes deux dans des situations similaires, ce qui leur permet d'éprouver de l'empathie et de s'entraider, mais elles ne voient aucune possibilité de changer leur situation actuelle.

La famille de Sharon pratique également une agriculture de subsistance, mais vend du maïs à l'Institut de réserve alimentaire (FRI), qui vient le chercher au dépôt voisin. Cependant, les cultures ont été affectées par les conditions météorologiques cette année et les rendements des cultures telles que le maïs ne représentent que la moitié de ceux des années précédentes.

Sharon fait partie d'une association d'épargne des femmes dans son village, mais elle ne peut pas prêter des fonds pour son salon de coiffure (le montant qu'elle peut emprunter est trop faible). Cela l'empêche d'élargir sa gamme de produits.

#### Objectifs et aspirations futurs

Les aspirations futures comprennent l'élargissement de la gamme de produits vendus (par exemple, des accessoires et produits cosmétiques) et une formation en maquillage et ongles.

### 3.6 Résumé des questions liées au soutien des femmes entrepreneurs en Afrique et dans les pays cibles

Bien qu'il existe des différences dans la taille économique et les niveaux de revenus des six pays cibles, de nombreux défis auxquels sont confrontées les femmes entrepreneurs sont communs aux six pays dans chacun des types classés en 3.1.1 : type d'innovation, type de potentiel de croissance (création d'emplois) et type d'établissement indépendant.

Les défis liés à la demande auxquels sont confrontées les femmes entrepreneurs varient en partie en fonction de la motivation de la création d'entreprise et de la taille de l'entreprise, mais les entrepreneurs de type établissement indépendant et croissance (création d'emplois) potentielle sont confrontés à davantage de défis que les entrepreneurs de type innovation. En particulier, les entrepreneurs du type établissement indépendant démarrent souvent leur entreprise avec un faible niveau d'éducation, se retrouvent souvent soudainement en tant que soutien de famille en raison de leurs antécédents familiaux, et sans expérience commerciale suffisante. Dans les zones rurales et régionales, les possibilités d'emploi limitées par rapport aux zones urbaines et l'impact négatif des pratiques sociales liées à la répartition des rôles entre les hommes et les femmes ont contraint les femmes à assumer les responsabilités domestiques et la garde des enfants tout en assurant leur subsistance dans des situations où leur conjoint est au chômage depuis longtemps. En Égypte et en Tunisie, la norme sociale selon laquelle les femmes doivent rester à la maison et s'occuper des tâches ménagères est plus forte dans les zones rurales, et il est difficile d'obtenir la compréhension des autres membres de la famille pour créer une entreprise ou se concentrer sur une activité.

Par rapport aux entrepreneurs masculins, une proportion plus élevée de femmes entrepreneurs est engagée dans le secteur informel en raison des obstacles plus importants liés à l'enregistrement des entreprises, qui est une condition pour recevoir un soutien public et une aide financière, car de

nombreuses femmes entrepreneurs sont des micro-entreprises ou des entreprises individuelles de plus petite taille.

Même dans les cas où les femmes ont enregistré leur entreprise, nombre d'entre elles se sont vu refuser des prêts par des institutions financières publiques en raison de mauvaises conditions, telles que l'impossibilité d'obtenir des prêts ou des taux d'intérêt élevés, en raison du sous-développement du secteur financier des micro, petites et moyennes entreprises dans lequel de nombreuses femmes sont engagées. En outre, plusieurs pays ont identifié des cas où les femmes ne peuvent pas obtenir de prêts aux mêmes conditions que les entrepreneurs masculins parce qu'elles sont des femmes. Même parmi les femmes entrepreneurs relativement instruites, hautement spécialisées et innovantes des six pays interrogés en ligne dans le cadre de cette étude, la plupart n'ont pas pu obtenir de prêts pour créer leur entreprise et ont dû s'autofinancer.

Du côté de l'offre, l'accès aux services numériques, y compris l'argent mobile, qui complète l'accès aux institutions financières publiques, est entravé par la disparité des infrastructures de télécommunications entre les zones urbaines et rurales. En outre, dans les zones rurales, l'accès est entravé par le coût élevé de l'achat d'équipements de télécommunications, les frais d'appel et les frais de communication en raison des faibles revenus. En ce qui concerne les femmes particulièrement désavantagées, la possession d'appareils numériques et l'accès aux communications mobiles sont différenciés selon le sexe dans plusieurs pays en raison des normes sociales selon lesquelles les hommes ont le droit de prendre les décisions en matière de dépenses. En outre, les entretiens avec les femmes entrepreneurs au cours de l'enquête sur le terrain ont révélé des difficultés liées à l'accès limité aux services de BDS, y compris la formation fournie par le gouvernement, le soutien financier et les informations sur la formation fournis par les ONG et les donateurs, et d'autres informations nécessaires aux affaires en général.

Le soutien à l'entrepreneuriat implique plusieurs ministères, agences et donateurs dans chaque pays, et il existe des défis dans la coopération mutuelle des agences impliquées dans chaque pays. Dans plusieurs pays, les ressources sont concentrées sur le soutien pendant la phase de démarrage et il y a des cas de soutien insuffisant pendant les phases d'expansion et de continuation de l'entreprise. En outre, l'aide est concentrée sur le soutien aux femmes entrepreneurs dans le contexte du développement social et de la réduction de la pauvreté pour les femmes entrepreneurs établies en tant qu'indépendantes qui ont créé leur propre entreprise par nécessité, ainsi que sur les mesures en faveur de l'emploi des jeunes pour lutter contre les taux de chômage élevés et sur le soutien aux entrepreneurs hautement innovants qui sont formés en Europe et aux États-Unis et disposent de multiples sources d'investissement. Les femmes entrepreneurs capables de croissance (créatrices d'emplois) et ayant le potentiel de passer d'une micro-entreprise à une petite entreprise et d'une petite entreprise à une entreprise de taille moyenne ont tendance à être relativement moins éligibles à une aide.

La numérisation des services financiers et non financiers a progressé rapidement ces dernières années, et les pays cibles ont formulé des plans et des politiques qui donnent la priorité à la croissance dans

le secteur des TIC, mais il existe certains problèmes où le développement de lois et de réglementations en phase avec la numérisation n'a pas suivi le rythme. Pour les pays ayant des problèmes liés au développement d'informations statistiques, de lois et de réglementations et au soutien institutionnel comme base du soutien à l'entrepreneuriat dans une perspective à long terme, on constate que les pays cibles ne reconnaissent pas l'importance de ce développement<sup>43</sup> ou qu'il n'y a pas beaucoup d'agences d'aide pour les soutenir.

Les lois et réglementations relatives à l'inégalité des sexes en matière de propriété foncière et immobilière et d'héritage dans les pays cibles, qui ont été identifiées comme un défi pour les femmes, se sont rapidement améliorées ces dernières années dans le cadre des efforts déployés pour atteindre les ODD, mais elles ne se sont pas non plus accompagnées d'une opérationnalisation et la question des lois coutumières qui défavorisent les femmes reste prédominante.

Le Tableau 3-17 présente les défis auxquels sont confrontées les femmes entrepreneurs dans les pays cibles, organisés en fonction de la demande, de l'offre, du soutien/de la réglementation et des défis liés au genre, et un cadre de coopération est proposé au Chapitre 10.

\*Les problèmes induits par le genre dans cette étude se répartissent en deux catégories.

(i) Défis spécifiques aux femmes.

Exemple.) Les questions juridiques telles que la propriété foncière des femmes et les taux d'héritage

(ii) Défis communs aux entrepreneurs masculins et féminins mais qui sont plus désavantageux pour eux, surtout s'ils sont des femmes, en termes de création, de mise en œuvre et de pérennité de leur entreprise.

Exemple.) Accès au financement (par exemple, garants masculins requis, préjugés contre les capacités des femmes)

Accès aux appareils numériques (par exemple, bas salaires, pouvoir de décision inégale sur le comportement d'achat au sein des ménages, opposition familiale)

---

<sup>43</sup> D'après les entretiens faits par le PNUD au Botswana.

**Tableau 3-17 Défis rencontrés par les femmes entrepreneurs communs à plusieurs pays cibles**

	(Donnée) Élément	Ouganda	Egypte	Zambie	Tunisie	Botswana	Afrique du Sud
Côté demande	Faibles niveaux d'alphabétisation et d'éducation	●	● (Régional)	●	● (Régional)	●	● (Régional)
	Limited access to finance.	●	●	●	●	●	●
	La plupart des petites et micro-entreprises ont un faible potentiel de croissance	●	●	●	●	●	●
Côté offre	Manque de coordination entre les agences gouvernementales concernées	●	●				●
	Répartition urbaine inégale des BDS.	●	●	●	●	●	●
	Répartition inégale des BDS à certaines phases		●		●		
	Infrastructures de communication sous-développées	●	●	●		● (Régional)	● (Régional)
	Manque de produits financiers répondant aux besoins des entrepreneurs.	●		●	●		
Réglementation et appui	Complexité de la procédure d'enregistrement des entreprises	●	●	●	●	●	●
	Frais élevés d'enregistrement des entreprises	●			●		
	Des dispositions institutionnelles tardives pour les TIC et l'inclusion financière.		● (Ex., informations personnelles).		●		●
Question de genre	Le mépris des institutions financières et des autorités pour les femmes entrepreneurs	●	●	●	●	●	●
	Inégalité entre les sexes dans la législation sur la propriété foncière, l'héritage et dans le droit coutumier	●	●	●	●		
	Manque de données ventilées par sexe sur les entrepreneurs.	●			●	●	
	Pouvoir de décision sur les dépenses en appareils numériques et en télécommunications au sein du foyer	●	●	●	●		
	Normes sociales relatives aux restrictions de la mobilité des femmes.		●		●		
	Stéréotypes concernant les domaines professionnels, les professions et les rôles traditionnels des femmes au sein du foyer.	●	●	●	●	●	●

Source: préparé par l'équipe de recherche de la JICA.

## Chapter 4 Tunisie

### 4.1 Questions et défis liés aux femmes entrepreneurs

#### 4.1.1 Caractéristiques des entrepreneurs masculins et féminins

##### (1) Aperçu

Selon l'enquête 2019 de l'Institut national de la statistique tunisien, les travailleurs informels représentent 45% de l'ensemble des travailleurs. Parmi les travailleurs informels, 81% sont des hommes et 19% sont des femmes. Par secteur d'activité, ils représentent 85% dans le secteur primaire (agriculture et pêche), 23% dans le secteur manufacturier, 64% dans les industries non-manufacturières et 35% dans le secteur tertiaire. Les travailleurs informels représentent donc une très grande partie de la main-d'œuvre, notamment dans l'agriculture et la pêche.

Selon des entretiens avec Flat6labs, une société de capital-risque, en septembre 2021, 709 entreprises étaient enregistrées conformément à la Loi sur les startups<sup>44</sup> en tant que startups. La valeur totale des actifs levés par les entrepreneurs en 2020-21 était de 38,2 millions de dollars. En 2020-21, les entrepreneurs ont levé 38,2 millions de dollars d'actifs, les secteurs les plus courants étant le développement de logiciels et les applications de données volumineuses, le commerce électronique, ainsi que la santé et la biotechnologie. Plus de 60% des entrepreneurs sont basés dans la capitale, Tunis, et la proportion de femmes fondatrices représentera 33% en 2020. Selon le " la Loi sur les startups - Rapport annuel 2019-2020 ", une enquête menée auprès de 549 entrepreneurs montre que plus de la moitié d'entre eux ont entre 20 et 34 ans, qu'environ 70% d'entre eux ont un master ou plus, et qu'environ 60% d'entre eux sont diplômés de formations d'ingénieurs et techniques. D'autre part, des entretiens avec le Ministère de la Femme et le Ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche montrent que de nombreuses femmes, en particulier celles qui travaillent dans les secteurs agricole et de la pêche dans les zones rurales, sont des travailleuses saisonnières, qui sont organisées par des intermédiaires mais travaillent dans de mauvaises conditions.

##### (2) Lois, plans et stratégies prioritaires pour soutenir les MPME

###### 1) Lois financières et organes de contrôle

La Banque centrale de Tunisie est chargée de la supervision du secteur financier en général. (Loi fondamentale Loi n° 2016-35 du 25 avril 2016, portant statuts de la Banque Centrale de Tunisie.) La réglementation des banques et des établissements financiers en général est également régie par la loi n° 2016-48 LOI N° 2016 -48 DU 11 JUILLET réglementée par 2016 Relative aux Banques et aux établissements financiers.

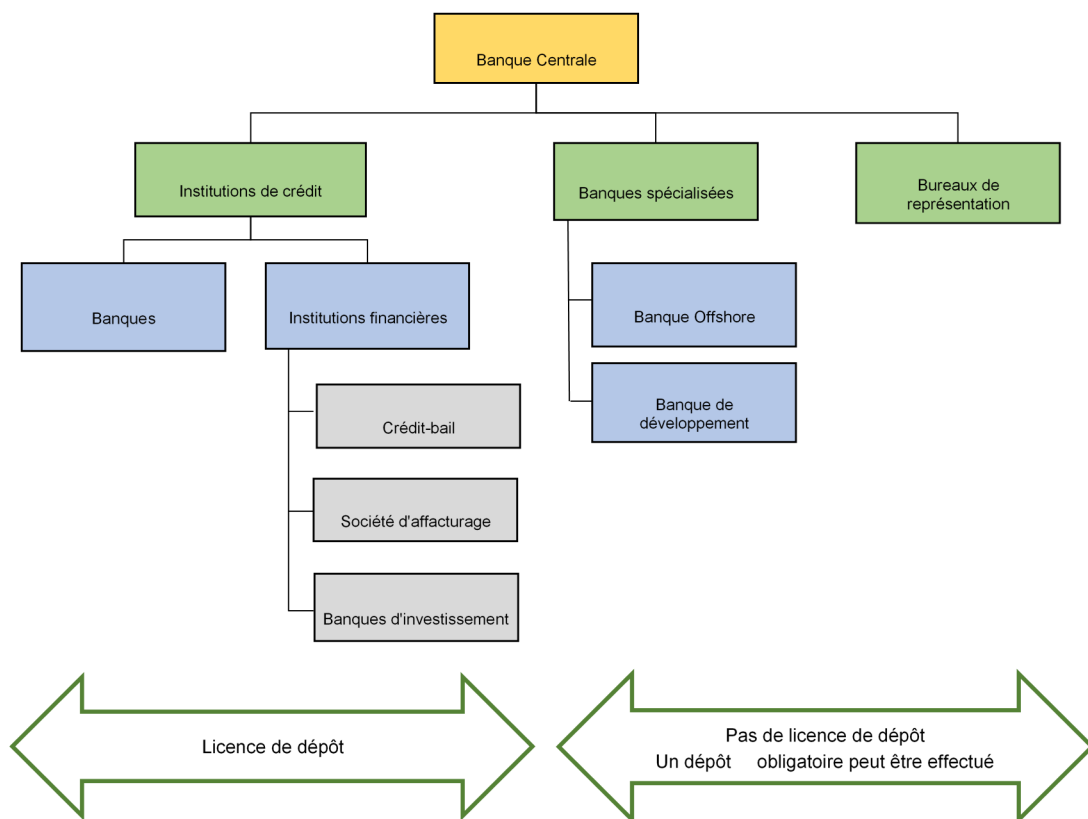
---

<sup>44</sup> La loi sur les startups est un cadre promulgué en 2018 visant à promouvoir le lancement et le développement des startups de Tunisie. Il est détaillé au point "(2) Lois, plans et stratégies prioritaires d'appui aux MPME".

Un aperçu des institutions financières en Tunisie montre qu'il y a un total de 30 banques commerciales (dont 23 sont à capitaux nationaux et sept à capitaux étrangers), deux banques d'investissement, huit sociétés de leasing et deux sociétés d'affacturage. Au total, les banques commerciales disposent d'un réseau de 1 905 agences, avec une moyenne d'une agence pour 5 800 personnes. Cinq institutions de microfinance opèrent dans le pays.

Selon la récente consultation au titre de l'article 4 du FMI (février 2021) et le Cadre de partenariat pays 2016-2020 de la Banque mondiale, le secteur financier a identifié l'inclusion financière comme l'un de ses défis, ainsi que le développement des marchés de capitaux, les partenariats avec le secteur privé et l'accélération de la numérisation.

Les institutions financières en Tunisie sont composées des entités suivantes, qui sont présentées ci-dessous.



Source: Mission d'étude de la JICA

**Figure 4-1 Cartographie des institutions financières en Tunisie**

### ① Banques commerciales

Il existe actuellement 23 banques opérant en Tunisie (Tableau 4-1), parmi lesquelles BTS, la banque visitée pour cette étude, a été créée pour soutenir les femmes entrepreneurs et les PME, y compris les jeunes. BTS possède des succursales dans tout le pays et, en tant qu'institution publique, travaille en étroite collaboration avec le Ministère de la Femme, en se concentrant sur le développement rural et les énergies renouvelables, conformément à la politique gouvernementale.

**Tableau 4-1 Banques commerciales tunisiennes**

<b>Banques commerciales tunisiennes</b>	
1. Banque Al-Baraka	13. Citibank
2. Arab Tunisian Bank (ATB)	14. Banque Tunisienne de Solidarite (BTS)
3. Banque Franco Tunisienne (BFT)	15. Arab Banking Corporation (ABC) and its subsidiary: ABC Tunisie
4. Banque Nationale Agricole (BNA)	16. Tunisian Qatari Bank (TQB)
5. Attijari Bank	17. Banque de Tunisie et des Emirats (BTE)
6. Banque de Tunisie (BT)	18. Banque Tuniso-Koweitienne (BTK)
7. Amen Bank (AB)	19. Banque de Financement des Petites et Moyennes Enterprises (BFPME)
8. Banque Internationale Arabe de Tunisie (BIAT)	20. Banque Tuniso-Libyenne (BTL)
9. Société Tunisienne de Banque (STB)	21. Stusid Bank (STUSID)
10. Union de Bancaire pour le Commerce et l'Industrie (UBCI)	22. Banque Zitouna (ZITOUNA)
11. Union Internationale de Banques (UIB)	23. Al Wifak Bank (WIFAK)
12. Banque de l'Habitat (BH)	

Source: Mission d'étude de la JICA

Cependant, en termes de numérisation, la banque promeut actuellement la numérisation au sein de la banque et il y a une forte impression que la numérisation des services financiers et des autres services en est encore à ses débuts. A cet égard, il y a une possibilité de coopération de la JICA dans la promotion de la digitalisation, bien que le support client dans chaque agence soit en principe en face-à-face, entretiens et visites. Voici un résumé des institutions visitées dans le cadre de cette enquête.

## Encadré 2 Banque Tunisienne de la Solidarité (BTS)

La BTS est l'une des banques publiques, détenue à 69% par le gouvernement, et a été créée en 1997 avec pour principal objectif de soutenir les petites et moyennes entreprises. Avec une mission d'inclusion financière, la banque se concentre sur le libre-échange, l'art populaire et la production artisanale, l'agriculture, les services et les petites entreprises. Elle dispose d'un total de 26 agences dans tous les gouvernorats de Tunisie et est affiliée à un total de 200 institutions de microcrédit.

La banque offre des prêts pour des projets d'investissement allant jusqu'à 100 000-150 000 dinar tunisien (TND), qui peuvent être accordés sans garantie, et elle est la seule banque en Tunisie à offrir cette facilité. La banque a également accordé des prêts pour la création de jeunes entreprises et des fonds de roulement pour des projets agricoles, où elle a accumulé de l'expérience et du savoir-faire dans la gestion des entreprises et des projets de semences. En ce qui concerne le financement des équipements agricoles, la société loue également des équipements au lieu d'accorder des prêts. La banque accorde également des prêts aux IMF.

La BTS a trois stratégies de base: elle se focalise sur les prêts aux femmes et, de ce fait, 45 % de ses emprunteurs sont aujourd'hui des femmes. La banque met également l'accent sur le développement rural, avec une part actuelle d'environ 40 %. Les énergies renouvelables sont également au centre de ses préoccupations, avec une part qui atteint désormais 40 %. En plus de ce qui précède, le gouvernement prend également en compte l'égalité des sexes et travaille avec le Ministère de la Femme, et promeut activement les produits de l'élevage (viande et produits laitiers).

En ce qui concerne la numérisation, la BTS a déclaré que la systématisation est en cours en son sein, et il n'y a pas été fait état de services d'information numériques ou de services financiers dans le cadre de l'amélioration des services fournis aux clients.

Source: Entretien avec la Mission d'étude de la JICA

## ② Institutions de micro finance

Il existe cinq institutions de microfinance opérant en Tunisie. La plus importante d'entre elles, Enda Tamweel (<http://www.endatamweel.tn/>), ne prétend pas être destinée aux femmes entrepreneurs, mais elle accorde de nombreux prêts au secteur agricole. En revanche, elle entretient des liens et une coopération étroites avec la Banque Mondiale et d'autres organisations internationales en matière de financement, et est assez active dans le domaine de la numérisation, y compris les services financiers. Cependant, plusieurs autres personnes interrogées ont souligné le fait que les taux d'intérêt sont élevés, ce qui pourrait rendre la situation difficile pour les femmes entrepreneurs, dont beaucoup sont aussi des start-ups, nécessairement en termes de conditions.

### Encadré 3 Aperçu des institutions de microfinance en Tunisie

#### Enda Tamweel

La société a été créée en 1990. Elle a commencé la MF en 1995 et depuis 2011, elle soutient les entrepreneurs et plus récemment joue le rôle d'incubateur.

L'activité principale de la société est le financement jusqu'à 40.000 TND et en moyenne autour de 3.000 TND, avec plusieurs produits en cinq formules, principalement dans le secteur agricole. La durée des prêts varie de 14 mois à cinq ans. Les taux d'intérêt proposés sont d'environ 25%..

Elle est capitalisée à 1,2 milliard de TND et connaît une croissance annuelle de 10%. La société a déjà émis des obligations de placement privé pour élargir sa capacité de levée de fonds. Elle envisage également d'émettre des obligations offertes au public à l'avenir. Des prêts ont été obtenus auprès de banques commerciales locales et d'institutions internationales. En 2021, le financement externe s'est élevé à 100 millions USD.

En termes de coopération avec les institutions internationales, la banque a reçu une assistance technique de la SFI sur sa stratégie de prêt numérique et ses systèmes informatiques, et une assistance technique de la BERD sur le développement de produits financiers liés à la finance verte. La banque coopère également avec les institutions financières gouvernementales des États arabes. Elle s'engage également dans l'utilisation de sa propre technologie numérique et a obtenu la certification "smart" pour 2020. Elle a notamment signé un contrat avec TEMENOS<sup>45</sup>, une société basée en Suisse.

Dans le but de poursuivre l'expansion de l'entreprise, il est prévu de fournir une assistance technique sur le financement et l'appui aux entrepreneurs clients dans la commercialisation et la formulation de stratégie.

Source: Entretien de la Mission d'étude de la JICA

### ③ Institutions d'investissement

Au cours de l'enquête sur le terrain, deux institutions d'investissement publiques et trois institutions privées ont été visitées et interrogées. La CDC, organisme public, cible les petites et moyennes entreprises, tandis que l'APIA est spécialisée dans l'agriculture, mais le projet d'incubation mené par la CDC avec la Banque mondiale cible les femmes, et environ un quart des bénéficiaires des investissements de l'APIA sont des femmes, ce qui suggère que les deux organisations accordent une attention particulière aux femmes entrepreneurs. Dans le secteur privé, des entretiens ont eu lieu avec Flat6Lab, UGFS et FCOM.

Quant aux deux institutions publiques d'investissement, la collaboration avec les organisations internationales évolue, avec la CDC qui travaille sur des projets avec la Banque Mondiale et d'autres organisations internationales, et l'APIA qui soutient les jeunes techniciens agricoles avec l'appui de l'AFD. Cependant, la CDC a une fonction de catalyseur et n'a pas de stratégie d'entreprise pour anticiper les politiques économiques et industrielles de la Tunisie et décrocher des projets par elle-même, mais est plutôt un acteur passif. A cet égard, il est jugé nécessaire de développer les capacités en matière d'expertise sectorielle, conformément aux politiques.

Les trois sociétés visitées en tant qu'institutions d'investissement privées existent toutes depuis plus de 10 ans et investissent en apportant un appui par étapes, de la phase d'incubation à celle

<sup>45</sup> Entreprise multinationale qui fournit des solutions logicielles liées aux opérations bancaires aux institutions financières. Leader mondial de la vente de logiciels bancaires.

d'accélération, jusqu'au fonds d'investissement. Chacune des trois sociétés applique un processus de sélection très minutieux lorsqu'elle choisit les cibles d'investissement. L'UGFS, par exemple, indique que 80 % de ses investissements ont abouti à des introductions en bourse. Cela serait dû au fait que les conseillers et les mentors sont soigneusement désignés non seulement au moment de la décision d'investir dans une start-up, mais aussi après, afin de fournir des conseils techniques et de gestion. Cependant, les deux entreprises semblent être gérées principalement par un personnel jeune, ce qui donne l'impression qu'il y a une culture d'entreprise très dynamique, mais il est nécessaire de développer les capacités d'évaluation et de sélection dans les domaines prioritaires/centraux.

Ces deux organismes utilisent les marchés des capitaux, bien qu'ils soient sous-développés. La CDC n'a pas encore réussi cela, mais elle a une période d'investissement de 10 ans avec une cotation en bourse comme condition préalable à la sortie, et l'UGFS a réussi à faire coter 80 % de ses entreprises dirigées par des femmes.

Les institutions d'investissement peuvent varier en fonction de la taille et du contenu, mais comme expliqué dans le cas de Flat6Lab, il y a eu des cas d'investissement par le capital-risque japonais, et il est possible pour les entreprises privées japonaises, les institutions d'investissement et le financement participatif de lever des fonds d'investissement depuis le Japon. L'on pense qu'il pourrait y avoir une possibilité pour les entreprises privées japonaises, les institutions d'investissement ou le financement participatif (crowdfunding) de lever des fonds depuis le Japon. Selon le domaine au Japon, il y a également des attentes en termes de technologie, et le soutien à l'incubation sous forme de mentors et de conseillers, suivi d'une accélération, est également une option. Pour ce faire, une foire commerciale virtuelle pourrait être organisée, par exemple en Tunisie.

#### **Encadré 4 Institutions tunisiennes d'investissement**

Caisse des Dépôts et Consignations de Tunisie (CDC)

La CDC vise également à jouer son rôle actuel et d'incubateur pour les PME et participe en tant qu'investisseur à des investissements publics, privés et en partenariat public-privé dans des domaines d'importance stratégique.

Parmi les exemples de projets d'investissement, l'on peut citer un investissement de conversion de prêt mezzanine avec la Banque Mondiale et un prêt d'incubateur pour les femmes avec l'AFD, auxquels la CDC a participé avec l'appui de conseillers français. Le montant de cette intervention était de 5 millions d'euros. Elle a également participé récemment à un projet d'accélération de la création de start-up par des femmes, d'un montant de 5,5 millions de DNT.

Pour les PME, le rôle de la CDC est d'agir en tant que catalyseur des opportunités d'investissement, avec un maximum de 20% du montant de l'investissement. Les établissements d'investissement sont limités à une durée maximale de 10 ans, l'objectif final étant d'entrer en bourse. Il est également noté que l'investissement doit être réalisable, mais cela est dû en partie au fait qu'il s'agit d'une institution publique, et que la recherche de rendements n'est pas une priorité.

Source: Entretien de la Mission d'étude de la JICA

### **Encadré 5 Etude de cas des institutions tunisiennes d'investissement placées sous la tutelle du Ministère de l'agriculture**

#### **Agence pour la Promotion des Industries Agricoles (APIA)**

L'APIA est une organisation relevant du ministère de l'Agriculture qui accorde des prêts fonciers à des jeunes (âgés de moins de 40 ans) dans le but d'accroître les investissements dans le secteur agricole, conformément aux politiques du Ministère de l'agriculture. Elle mène également des activités liées au développement de la chaîne d'approvisionnement et au renforcement des capacités.

Tous les secteurs agricoles sont pris en compte (agriculture biologique, huile d'olive (50%), mandarines, etc.), mais la priorité est donnée aux investissements qui s'inscrivent dans la politique du Ministère de l'Agriculture, par exemple les investissements liés à la gestion de l'eau. Depuis 2016, plus de 1 000 entrepreneurs au total ont bénéficié d'un appui, au nombre desquels 420 24% des cibles des prêts fonciers en faveur des femmes. Le montant atteint jusqu'à 250 000 TND par prêt et le nombre de demandes de prêts auprès de l'APIA est en hausse : le nombre de demandes est passé de 47 en 2016 à 300 pour l'année la plus récente (2020). L'accent est mis sur la valeur ajoutée, et il pourrait être intéressant de voir si de la valeur peut être ajoutée, par exemple, par l'utilisation de la technologie numérique dans le commerce électronique et la rationalisation des systèmes de production.

L'AFD fournit également un appui technique aux jeunes agriculteurs. D'autres projets d'assistance technique sont en cours de réalisation par la GIZ, des organismes d'aide italiens et autres.

Source: Entretien de la Mission d'étude de la JICA

### **Encadré 6 Exemples d'institutions d'investissement privées**

#### **Flat 6 Lab**

L'entreprise a été créée en 2011 et possède des succursales dans sept pays de la région MENA ; les sept pôles sont reliés entre eux afin qu'ils puissent aider les entrepreneurs à se développer à l'étranger. L'un des atouts de l'entreprise est la variété des coordinateurs enracinés dans chaque région, avec des projets d'expansion en Afrique de l'Ouest et en Afrique subsaharienne.

Les activités peuvent être divisées en deux catégories principales: le rôle d'incubateur (financement d'amorçage (en Tunisie, environ 10 millions de dollars américains), soutien au prototypage de produits et le soutien d'accélérateur (programmes de mentorat, mise en relation des investisseurs et des entrepreneurs).

Au cours de l'exercice 2020, le fonds d'investissement total s'est élevé à environ 40 millions USD, provenant par exemple d'un capital risquer japonais appelé Kepple. Un appui a également été reçu de la SFI, qui a investi à hauteur d'un million USD sur une période de 10 ans.

La mise en relation des entrepreneurs avec des experts est une mission prioritaire, avec plus de 1 000 connexions de mentors. Le niveau des honoraires varie selon la nature du travail et de la consultation avec les entrepreneurs. Dans le cadre du programme d'accélération, chaque cours durait quatre mois et comportait une cinquantaine de sessions, mais ce nombre est en croissance, en partie en raison de la COVID-19, avec jusqu'à 150 sessions, ce qui constitue également une source de revenus pour l'entreprise.

Par rapport à d'autres pays de la région MENA, les femmes tunisiennes sont plus qualifiées et ont davantage de connaissances techniques, notamment dans le domaine des sciences, mais il existe des pressions sociales et, par conséquent, elles ont tendance à éviter le risque et à rechercher la stabilité. Parmi les entrepreneurs qui ont fait appel à nos services, 30 % sont des femmes leaders, et beaucoup exercent dans le domaine du commerce électronique, de la santé ainsi que de la technologie agricole.

Outre le mentorat, ils espèrent partager leurs réussites afin d'utiliser la technologie japonaise avancée. Certains ont exprimé l'espoir qu'une collaboration technologique soit également possible à l'avenir.

## **UGFS**

Créée à l'origine en 2012 par un fonds d'investissement basé à Bahreïn dans le but d'investir dans des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, elle n'opère actuellement qu'en Tunisie. Son activité principale est la gestion de fonds pour les petites et moyennes entreprises (PME) et elle a mis en place plus de 30 fonds dans le pays. A ce jour, elle a fourni un appui à plus de 100 entrepreneurs. En fonction de la croissance du client, elle devient un incubateur, puis un accélérateur et enfin un fonds. L'investissement cumulé à ce jour s'élève à 160 millions de TND. Le fonds comprend deux types de fonds : un fonds souverain et un fonds pour les start-up.

Wiki Start Up, qui fait partie de l'UGFS, est le premier fonds d'investissement providentiel en Tunisie et a investi sur plus de 70 entrepreneurs, dont 20% sont des femmes. Il dispose de trois volets: (i) financement d'amorçage, (ii) start tech (fonction d'incubateur), qui investit actuellement dans 7 entreprises dans la Fin-tech et dans 7 autres de l'Agri-tech; l'Agri-tech compte un grand nombre de femmes; (ii) Growth Act (femmes). Un projet de renforcement des capacités de leaders (leadership, mentorat, etc.) et des formations psychologiques, etc. sont en cours de réalisation. A ce jour, 30 % de nos investissements sont réalisés dans des entreprises dirigées par des femmes. Toutefois, le défi pour les entrepreneurs est perçu comme un manque d'information..

Elle dispose de plusieurs fonds, dont des fonds d'amorçage, des fonds de capital-investissement, etc., et propose différents fonds en fonction du niveau de croissance du client. Le principe est de commencer par de petits investissements, de faire construire des prototypes, puis de réaliser progressivement des investissements plus importants.

L'important n'est pas le secteur, mais plutôt de savoir s'il s'agit d'une entreprise innovante qui apporte une valeur ajoutée ou non.

Les critères de sélection des nouvelles cibles d'investissement ont permis d'aboutir à cinq entreprises sur une liste de moins de 200 candidats. Grâce à ce processus de sélection strict, 80 % des finalistes ont réussi à s'introduire en bourse. A ce jour, il n'existe aucun critère concernant la proportion de femmes dans le processus de recrutement. Il est important de soutenir les femmes entrepreneurs au moment du démarrage et il n'y a pas de différenciation entre leurs capacités et celles des hommes..

## **FICOM**

FICOM est un fonds d'investissement créé il y a 15 ans et dont la cible principale est les PME (définies comme des entreprises ayant un chiffre d'affaires annuel de 5 millions de DT, dont 99% sont des PME en Tunisie).

Les principales activités de la société sont (i) la réalisation d'études stratégiques commandées par le gouvernement et des consultants, (ii) la consultance en matière d'affaires pour les grandes entreprises telles que les banques et les entreprises de télécommunications, et (iii) l'appui à 20-30 cibles simultanément à titre de financement d'entreprise, du démarrage à la cotation. En outre, (iv) un fonds pour les start-up a été mis en place et des investissements directs ont été initiés.

Il existe trois types d'investissement (100.000 TND, 100.000-1.000.000 TND et 1.000.000 TND), la CDC mettant en place des fonds sectoriels et le fonds FICOM (collecteur de fonds) investissant enfin dans des entreprises via Smart Capital (société de gestion de fonds).

En outre, une proposition sera faite au Ministère de l'agriculture sur la numérisation au cours des cinq prochaines années, laquelle a été mise en œuvre jusqu'à présent en ce qui concerne l'introduction du GPS pour les pêcheurs, avec cinq domaines identifiés comme prioritaires.

Pour les PME, l'accès au financement n'est pas un défi lié au sexe des entrepreneurs. Un fonds de 10 millions d'euros doit être mis en place d'ici mars 2022. Le domaine d'investissement est celui des TIC, qui devrait bénéficier de l'appui de la Banque Mondiale, et nous espérons pouvoir obtenir des investissements de la JICA dans ce domaine, par exemple.

Source: Entretien de la Mission d'étude de la JICA

## 2) Politique d'inclusion financière

### Stratégie nationale d'inclusion financière 2018-2022

En Tunisie, " la stratégie nationale d'inclusion financière 2018-2022 " a été élaborée dans le cadre de sa politique économique pour 2016-2020. Elle définit la vision de l'inclusion financière qui vise à "garantir que, dans les années à venir, tous les acteurs économiques en Tunisie, en particulier les jeunes, les femmes, les populations rurales et les micros, petites et moyennes entreprises (MPME), aient accès et utilisent une variété de produits et services financiers adaptés à leurs utilisateurs à des coûts abordables."<sup>46</sup> Les femmes, les jeunes, les résidents ruraux et les MPME sont spécifiquement mentionnés comme groupes cibles.

Quatre problèmes majeurs sont identifiés comme suit dans l'inclusion financière tunisienne.

- La disparité entre les zones urbaines et rurales : le fossé entre les zones urbaines et rurales est né d'un développement historiquement biaisé et inégal, entraînant l'absence d'une structure incitative pour promouvoir le progrès technologique et le développement économique des zones rurales.
- L'écart d'inclusion financière entre les hommes et les femmes: l'écart entre les sexes découle de pratiques socio-économiques selon lesquelles, historiquement, les hommes jouent un rôle de lien entre le foyer et la société/économie extérieure.
- Différence entre riches et pauvres en matière d'inclusion financière: Les produits et services financiers ne sont pas adaptés ou n'existent pas pour les besoins des populations défavorisées parce que la communauté des affaires, en particulier les institutions financières, n'ont historiquement pas été intéressées par les pauvres ou ne les connaissent pas.
- La coexistence des économies formelle et informelle: Jusqu'à présent, l'importance de l'économie informelle a été ignorée, même si la plupart des groupes prioritaires de cette stratégie sont liés à l'économie informelle.<sup>47</sup>

La stratégie d'inclusion financière propose les cinq thèmes intersectoriels suivants pour combler les quatre lacunes susmentionnées en matière d'inclusion financière, dans le but de fournir des solutions coordonnées et innovantes pour offrir des opportunités de développement aux personnes vivant dans des zones et des groupes économiquement défavorisés, tels que les zones rurales de l'intérieur du pays et les zones urbaines pauvres. Elle met particulièrement l'accent sur le rôle du secteur privé dans le développement national et sur l'importance de l'économie sociale et solidaire.

- (a) Finance numérique : promouvoir l'inclusion financière en améliorant l'accès aux comptes de paiement numériques et leur utilisation
- (b) Micro-assurance: La micro-assurance responsable offre des services de proximité adaptés aux besoins des personnes à faibles revenus et des MPME, en protégeant leur capital

---

<sup>46</sup> Stratégie nationale d'inclusion financière de la Tunisie 2018-2022. Page 27.

<sup>47</sup> SNIF de la Tunisie. Page 25.

économique contre les pertes et en leur offrant des opportunités économiques.

- (c) Refinancement: Renforcer la pérennité des institutions de microfinance en permettant à un grand nombre de personnes d'accéder à un financement à faible coût grâce à la promotion d'un système de refinancement diversifié répondant à leurs besoins.
- (d) Economie sociale et solidaire: Construire une culture de coexistence sur l'économie sociale et solidaire qui conduit au développement de solutions pratiques pour permettre l'inclusion financière des acteurs de l'économie sociale et solidaire (entreprises, coopératives, mutuelles, etc.)
- (e) Education financière: Veiller à ce que les individus et les familles bénéficient d'une sécurité financière et puissent faire des choix confiants et conscients concernant les services financiers nécessaires.<sup>48</sup>

**Tableau 4-2 Stratégie nationale d'inclusion financière de la Tunisie 2018-2022**

Secteurs stratégiques	Objectifs Spécifiques
Finance Digitale	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le cadre réglementaire définissant un statut d'établissement de paiement propice à l'inclusion financière est finalisé et juridiquement fonctionnel/opérationnel.</li> <li>2. Le cadre réglementaire pour le développement responsable des réseaux d'agents de paiement est en place.</li> <li>3. L'interopérabilité des paiements électroniques est transparente et pleinement opérationnelle.</li> <li>4. Mettre en œuvre des mesures d'accompagnement du système de paiement électronique.</li> <li>5. La généralisation des moyens de paiement est effective et continue.</li> </ol>
Micro assurance	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. La réglementation et la supervision soutiennent le développement du secteur de la micro-assurance.</li> <li>2. Les assureurs proposent des produits de micro-assurance diversifiés de manière durable.</li> <li>3. Les produits de micro-assurance sont simples, accessibles, abordables, faciles à comprendre, et toutes les procédures sont simples et faciles à exécuter.</li> <li>4. Les canaux de distribution permettent effectivement l'accès à la micro-assurance pour la population-cible</li> <li>5. Une gamme diversifiée d'offres transparentes de micro-assurance et de protection des clients permet une utilisation appropriée</li> <li>6. Objectifs transversaux: L'accès à des informations pertinentes sur l'offre et la demande de micro-assurance est amélioré.</li> </ol>
Refinancement	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. La gouvernance et la transparence des IMF sont améliorées.</li> <li>2. Un environnement de refinancement favorable est soutenu par la réglementation.</li> <li>3. L'accès des IMF aux fonds propres et quasi-fonds propres est diversifié conformément à la législation en vigueur.</li> <li>4. L'accès aux crédits pour les IMF est diversifié.</li> <li>5. Le refinancement du secteur est institutionnalisé.</li> <li>6. La compréhension du secteur par les institutions financières est améliorée.</li> <li>7. De nouveaux instruments financiers pour soutenir la liquidité des IMF sont introduits.</li> <li>8. Objectifs transversaux : L'accès aux informations pertinentes sur l'offre et la demande de refinancement est amélioré.</li> </ol>

<sup>48</sup> Idem. Page 7.

Secteurs stratégiques	Objectifs Spécifiques
Economie sociale et solidaire (ESS)	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Reconnaître les valeurs et les principes énoncés dans la Charte de l'ESS en Tunisie.</li> <li>2. Promouvoir le développement d'une gamme de produits financiers adaptés aux besoins des acteurs de l'économie sociale et solidaire dans toutes les régions du pays.</li> <li>3. Accompagner l'adoption d'un cadre juridique sur l'ESS permettant aux acteurs de l'économie sociale et solidaire de se développer dans un cadre favorable qui permet également le développement d'outils et de dispositifs de financement adéquats.</li> <li>4. Soutenir la mise en œuvre d'initiatives de sensibilisation et d'information et promouvoir le développement d'outils innovants pour contribuer à l'inclusion financière des jeunes tunisiens et favoriser la création d'emplois dans une économie sociale et solidaire consolidée et durable.</li> </ol>
Education financière	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Un système national composé de plusieurs acteurs coordonne et promeut efficacement l'éducation financière en Tunisie.</li> <li>2. Les pratiques et connaissances financières des micro-entrepreneurs et des promoteurs de petites et moyennes entreprises sont améliorées.</li> <li>3. Les pratiques et connaissances financières des femmes rurales sont améliorées.</li> <li>4. Les pratiques et connaissances financières des jeunes sont améliorées.</li> </ol>

Source: Stratégie Nationale d'Inclusion Financière de la Tunisie 2018-2022

### 3) Tunisie numérique 2025

Comme examiné à la section 7.1.1(2), Tunisie numérique 2025 (Stratégie nationale de transformation numérique 2021-2025) est le plan stratégique national visant à orienter la transformation numérique en Tunisie en s'appuyant sur les six piliers que sont "l'inclusion numérique et financière", "l'impact social du numérique", "la numérisation des services publics", "l'avancée technologique", "les TIC et l'emploi" et "la cyber-sécurité". La stratégie vise à atteindre la part de 25% des services et produits numériques dans le PIB à l'horizon 2025<sup>49</sup>.

### 4) Startup Tunisia et Smart Tunisia

Startup Tunisia est une initiative stratégique de la Tunisie numérique 2025 visant à soutenir les startups et à promouvoir l'innovation, dans le but de créer 1 000 startups (200 par an) et de créer 10 000 emplois d'ici 2025. Le programme est composé de trois composantes: Startup Act, Startup Invest et Startup Empower. Le Startup Act 2018 est un cadre juridique visant à fournir des incitations et des avantages, notamment un soutien financier, des avantages fiscaux, une assistance en nature et technique, aux startups, aux investisseurs et aux entrepreneurs par le biais d'un système appelé "startup label." Startup invest vise à alimenter une industrie du capital-risque à travers le fonds ANAVA pour investir 200 millions d'euros dans des fonds d'investissement, un incubateur GP (société de gestion), et le fonds de garantie pour les startup. Startup Empower fournit aux startup et les organisations d'appui à l'écosystème (SSO) un plan de financement, un soutien aux startup et à l'écosystème, et un mécanisme de création de réseaux.<sup>50 51 52</sup>.

<sup>49</sup> Stratégie numérique 2025, Ministère de la Communication et de la Technologie. [https://www.mtc.gov.tn/index.php?id=119&tx\\_ttnews%5Btt\\_news%5D=4254&cHash=67f6143491ab22bb5cb838967546181b](https://www.mtc.gov.tn/index.php?id=119&tx_ttnews%5Btt_news%5D=4254&cHash=67f6143491ab22bb5cb838967546181b)

<sup>50</sup> Startup Tunisia, Ministère de la Communication et de la Technologie. <https://www.mtc.gov.tn/index.php?id=startupact&L=464%27%22>

<sup>51</sup> Startup Tunisia. <https://startup.gov.tn/en>

<sup>52</sup> Smart Capital. <https://smartcapital.tn/en/home/>

Smart Tunisia est un programme axé sur le secteur numérique orienté vers l'exportation, qui vise à promouvoir l'investissement numérique, à favoriser l'écosystème informatique et à faire de la Tunisie un pôle technologique et de connaissances pour le secteur offshore. Le programme a été lancé dans le but de créer 50 000 emplois entre 2016 et 2020<sup>53 54</sup>.

#### 4.1.2 Défis des femmes entrepreneurs des pays cibles découlant des questions de genre

##### (1) Problèmes dans le secteur financier

###### 1) Discrimination basée sur le genre dans le système juridique

L'inégalité dans la loi tunisienne sur l'héritage selon laquelle les femmes n'héritent que de la moitié de ce que les hommes héritent est un obstacle qui empêche les femmes d'obtenir des garanties pour les prêts.

Par rapport à d'autres pays d'Afrique, les institutions financières traditionnelles et le secteur financier bien développés ont pour conséquence d'empêcher le développement de la monnaie électronique et d'autres formes de services financiers, ce qui limite les possibilités d'accès financier pour les femmes ayant un accès limité aux institutions financières.

###### 2) Discrimination de genre basée sur les normes sociales

Une étude menée par la SFI a présenté l'exemple d'une femme entrepreneur qui a renoncé à un financement des institutions financières et a démarré son entreprise avec le soutien financier de sa famille parce que les femmes étaient considérées comme moins compétentes dans les institutions financières et qu'il fallait beaucoup de temps pour traiter les prêts. En outre, l'absence de données ventilées par sexe empêche de comprendre la situation actuelle ainsi que l'offre et la demande en matière d'accès des femmes au financement<sup>55</sup>.

###### 3) Problèmes des femmes entrepreneurs elles-mêmes

Selon un rapport du OIT, la situation des femmes entrepreneurs en Tunisie est très disparate entre les zones urbaines et rurales, les femmes rurales étant particulièrement défavorisées. Plus précisément, 32% des femmes sont analphabètes, et seulement 19% des femmes ont leur propre source de revenus.

En Tunisie, les femmes entrepreneurs, en particulier celles des zones rurales, ont également tendance à choisir de rester dans le secteur informel en raison leur méconnaissance des avantages tels que l'obtention d'un soutien public non bancaire en enregistrant leurs entreprises, de la procédure d'enregistrement des entreprises, et de la possibilité d'éviter les impôts.

---

<sup>53</sup> Smart Tunisia, Ministère de la Communication et de la Technologie. <https://www.mtc.gov.tn/index.php?id=132&L=378>

<sup>54</sup> Smart Tunisia. <http://www.smarttunisia.tn/>

<sup>55</sup> SFI Banking on Women in Tunisia

## (2) Problèmes dans le secteur non-financier

### 1) Discrimination basée sur le genre dans le système juridique

Selon le rapport de l'OCDE, il existe des heures minimales de travail pour la sécurité sociale dans le secteur agricole, mais les femmes travaillant dans le secteur agricole ont tendance à travailler moins d'heures que les hommes et n'ont pas droit à la sécurité sociale<sup>56</sup>.

Selon des entretiens avec des consultants du Ministère tunisien de la femme, de la famille et des personnes âgées, l'on estime qu'il y a environ 400 000 femmes en Tunisie qui ne sont pas enregistrées comme chefs d'entreprise, bien qu'elles soient engagées dans des entreprises familiales, des entreprises informelles, etc. En raison de statistiques inadéquates, ces femmes sont comptabilisées comme faisant partie des travailleurs domestiques non rémunérés, et un problème grave est le manque de compréhension de la situation réelle, de l'organisation des travailleurs et de la fourniture de services publics qui répondent aux besoins de ces femmes.

### 2) Discrimination du genre basée sur les normes sociales

En Tunisie, le pourcentage d'hommes et de femmes qui adhèrent à des valeurs justifiant la restriction du comportement des femmes n'est pas significativement différent, et devrait empêcher les femmes de mener des activités commerciales au même titre que les hommes. Dans une enquête menée par le OIT, environ 20% des hommes et des femmes se sont déclarés neutres ou d'accord avec la question de savoir s'il est justifié pour les hommes d'utiliser la violence contre les femmes lorsqu'elles sortent sans la permission de l'homme ou lorsqu'elles achètent des biens sans la permission de l'homme<sup>57</sup>. Dans une enquête réalisée par le World Values Survey, 43% des hommes et 35% des femmes étaient d'accord pour dire que des problèmes surviennent lorsque les femmes gagnent plus que les hommes. En outre, 78% des hommes et 69% des femmes étaient d'accord pour dire que les enfants souffriraient si les femmes travaillaient pour un salaire.

S'il est acceptable pour les femmes des zones rurales de quitter leur ville natale pour poursuivre leurs études, il existe des normes sociales profondément ancrées qui ne leur permettent pas de vivre et de travailler seules loin de leurs parents (famille et proches) après l'obtention de leur diplôme<sup>58</sup>. Cette situation fait qu'il est difficile pour les femmes d'acquérir une expérience professionnelle adaptée à leurs diplômes et à leurs spécialités et de bénéficier de services dans les zones urbaines où il existe une forte concentration d'institutions qui soutiennent l'esprit d'entreprise à condition que la zone rurale ne dispose pas de suffisamment de possibilités d'emploi.

### 3) Problèmes des femmes entrepreneurs elles-mêmes

Le niveau d'éducation des femmes tunisiennes est faible, en particulier dans les zones rurales, et l'insuffisance des compétences de base telles que l'alphabétisation est pointée du doigt comme un

---

<sup>56</sup> OCDE (2020) Changer les lois et briser les barrières pour l'autonomisation économique des femmes en Égypte, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie

<sup>57</sup> OIT (2018) Autonomisation des femmes et des jeunes dans les zones rurales tunisiennes

<sup>58</sup> CREDIF(2014) Autonomisation économique des femmes : emploi et entrepreneuriat

défi à relever. Selon une enquête de l'OIT, les avantages sociaux de l'enregistrement d'une entreprise sont peu connus (alphabétisation), et l'évitement du paiement des impôts tend à passer en premier. Il en résulte que plus de la moitié des femmes ne font pas enregistrer leur entreprise.

#### 4.1.3 Persona des femmes entrepreneurs des villes locales en Tunisie

En Tunisie, nous avons pu réaliser des entretiens avec des femmes entrepreneurs au cours de notre recherche sur le terrain. Ainsi, à la différence des deux types de personas ci-dessus (c'est-à-dire les "entrepreneurs faiseurs de tendance"), le public ciblé par le projet mis en œuvre par le ministère tunisien de la femme était relativement composé de groupes de femmes entrepreneurs en général (femmes entrepreneurs en zones urbaines et rurales). Le public cible du projet mis en œuvre par le ministère tunisien de la femme a été interrogé (groupe d'entreprises composé d'environ cinq entrepreneurs individuels/entrepreneurs privés entrepreneurs et de plusieurs femmes). Le profil de persona construit sur la base des entretiens avec ces entrepreneurs est donné ci-après.

Par rapport aux entrepreneurs de la catégorie des "faiseurs de tendances" décrits dans aux points 3.5.3 et 3.5.4 ci-dessus, ces entrepreneurs sont très divers (allant de femmes pauvres dans des villages de pêcheurs à de riches diplômés d'écoles de commerce vivant dans des villes régionales), et il est impossible de les analyser comme un groupe commun. Dans ce contexte, les éléments suivants peuvent être identifiés comme des caractéristiques communes et des défis auxquels ils sont confrontés lors du lancement de leurs entreprises.

1. Elles ont tiré leur inspiration des informations provenant de membres de la famille ou de pairs de la même communauté pour créer leurs propres entreprises (ou pour s'assurer une source de revenu autre que leurs maris)
2. Tous les groupes de femmes du secteur agricole, à l'exception d'un seul, ont créé leur propre entreprise sans collaborer avec un partenaire
3. Une personne (voir l'encadré 7 ci-dessous) n'a pas pu obtenir de prêts ou d'autres aides financières auprès d'institutions financières pour démarrer son entreprise. Elle a donc essentiellement investi sur fonds propres.

## Tunisie "Entrepreneuriat avec des idées de transformation d'aliments, basé dans les villes régionales". Persona



(Photo de la mission d'étude, octobre 2021)

### Salma Entrepreneur dans le domaine de la transformation d'aliments, Tunisie

#### Informations de base

Salma est née et a grandi dans une ville de taille moyenne, à environ une heure de route de la capitale. Elle a étudié la finance et la gestion à l'école de commerce de Tunis. Après avoir obtenu son diplôme, elle a travaillé dans la comptabilité pour des entreprises étrangères en France et ailleurs.

Salma a maintenant 40 ans et vit avec sa mère. Lorsqu'elle a créé son entreprise en 2017, elle a complètement quitté son précédent emploi. Son entourage était sceptique. Son père était déjà décédé, mais le fait qu'il était aussi un entrepreneur lui a donné les bases mentales nécessaires pour créer sa propre entreprise.

Ses propres problèmes de santé l'ont amenée à créer sa propre entreprise, produisant des aliments biologiques et sans additifs, car elle voulait fabriquer les aliments dont son corps avait besoin.

#### Moyens de subsistance, revenus, financement

Elle n'a pas été en mesure d'obtenir un prêt auprès d'une institution financière pour financer la création de cette entreprise. Elle a demandé un prêt à une institution financière gouvernementale qui offrait des taux d'intérêt préférentiels dans le cadre d'un projet gouvernemental de soutien aux femmes entrepreneurs, mais sa demande n'a pas été approuvée. Les critères de l'institution financière étaient rigides, par exemple, Salma a été jugée "inéligible" parce qu'elle "n'avait pas de diplôme ou de qualification en rapport avec la fabrication de produits" et l'entreprise.

La valeur du diplôme n'a pas du tout été reconnue. Ils n'ont pas non plus tenu compte du caractère innovant de ses produits ni de ses performances commerciales actuelles. Les agréments d'hygiène alimentaire ont également été refusés au motif que l'organisme d'agrément était différent de celui désigné par la banque. Dans l'ensemble, la communication avec les banquiers a été difficile et ils ne nous ont pas informés des résultats de l'évaluation. Les MFI ne se sont pas non plus montrées coopératives en raison des taux d'intérêt élevés (près de 50 % par an) et des faibles limites de prêt. Pour cette raison, elle a commencé avec nos propres fonds de 3 000 TND (environ 1 000 USD) pour acheter une machine pour fabriquer nos produits.

Les coûts initiaux de démarrage, y compris les machines, le marketing, la salle d'exposition, la demande de certification des produits (nécessaire pour l'exportation), etc., s'élevaient à environ 100 000 TND (environ 30 000 USD) au moment de la création. Tous les fonds nécessaires ont été gérés au fil des ans jusqu'à présent, les investissements étant réalisés progressivement à mesure que l'entreprise accumule un certain montant de fonds propres.

#### Comment avez-vous pu faire face aux besoins de financement de votre start-up?

Épargne et actifs (maison, voiture, etc.) : TDN  
Frais d'enregistrement de l'entreprise, de licence et autres frais d'approbation : TDN  
Loyer du bureau et du magasin : TDN / mois  
Matières premières et consommables des produits : TDN / mois  
Machine à fabriquer les produits : 3,000TDN  
TDN par mois  
TDN/an (assurance maladie)  
Total pour les 3 premières années d'exploitation : 100,000 TDN (environ 30,000 USD.)  
Frais de subsistance, frais médicaux, etc. TDN/mois

## Salma Entrepreneur dans le domaine de la transformation d'aliments, Tunisie

### Caractéristiques

D'un point de vue technique, le produit est basé sur une méthode innovante de conservation des matières premières. Elle n'a pas d'usine et fabrique la plupart de ses produits à domicile. Certains processus, comme la conception de l'emballage, sont externalisés.

Elle a créé son entreprise presque entièrement seule. Elle utilise ce qu'elle a appris à l'école de commerce pour la stratégie de marque et le marketing de son entreprise. Elle vend principalement des pâtes à tartiner à base d'ingrédients naturels tels que le chocolat, le piment et les graines de sésame sur les réseaux sociaux (Facebook, plateformes françaises d'e-commerce, etc.). Elle a également lancé une petite activité d'exportation (vers la France et le Canada), mais pour l'instant par des voies indirectes.

### Défis

En 2021, le chiffre d'affaires annuel est de 20 000 TND (le bénéfice est de 7-12 % du chiffre d'affaires). L'entreprise prévoit d'atteindre un chiffre d'affaires de 30 000 TND en 2022.

Elle pense qu'elle a besoin d'un renforcement des capacités de marketing, d'équipements de production, de qualifications pour l'exportation, etc. mais ces investissements prennent du temps et sont coûteux. À l'heure actuelle, elle gère l'entreprise essentiellement seule, avec l'aide occasionnelle de sa mère, et elle n'a donc ni le temps ni l'argent pour étudier et obtenir des qualifications.

Il n'y a pas d'institutions financières où elle peut emprunter de l'argent, et il y a peu d'espoir que ses proches lui accordent des prêts ou des investissements. Par conséquent, pour le moment, elle n'a pas d'autre choix que de continuer comme avant, en investissant lorsqu'elle a accumulé un certain montant de fonds propres, mais cela prendra beaucoup de temps avant qu'elle puisse atteindre un certain niveau de ventes et de bénéfices.

Quels sont vos objectifs et vos aspirations pour l'avenir ?

Afin de surmonter les problèmes mentionnés ci-dessus, elle a sollicité un certain nombre de programmes auprès d'agences gouvernementales et d'ONG internationales. L'objectif est d'améliorer ses techniques de production et de faire reconnaître la qualité de ses produits, par exemple en remportant des prix. Récemment, elle a remporté un prix lors d'un concours de produits organisé par une agence gouvernementale locale, et elle est actuellement nommée pour un concours international d'entrepreneuriat. De cette manière, elle espère accroître la crédibilité et la reconnaissance de ses produits et, à l'avenir, augmenter les exportations et améliorer ses ventes.

### Encadré 7 Un entrepreneur ayant bénéficié de l'appui du programme d'appui aux entrepreneurs initié par gouvernement

Parmi les entrepreneurs interrogés dans le cadre de la présente étude, Mme Marwa, qui dirige une école primaire privée dans un quartier résidentiel accueillant de S'Fax, la deuxième plus grande ville de Tunisie, est la seule à avoir pu obtenir des prêts et des fonds pour lancer son entreprise. Elle a étudié la finance à l'université. Elle a obtenu son diplôme en 2018 et a lancé son entreprise actuelle (une école primaire privée) en 2019. Elle a grandi dans une famille de commerçants, mais a toujours voulu créer sa propre entreprise dans ce secteur, car sa tante dirigeait la même entreprise. Son mari travaille dans le secteur de la bijouterie et l'a soutenue dans le lancement de son entreprise, y compris sur le plan financier.

Immédiatement après avoir obtenu son diplôme universitaire, elle s'est inscrite (pour 9 mois) dans un centre d'incubation géré par le ministère de l'emploi. Le centre d'incubation l'a aidée à rédiger un plan d'affaires et l'a également aidée à obtenir un prêt de BTS. Le programme du centre d'incubation a été très utile. Lorsqu'elle a demandé un prêt de 30 000 TND à BTS, l'agent de BTS lui a recommandé de demander un prêt dans le cadre du programme de soutien à l'entrepreneuriat du ministère de la femme (RAIDA), qui a été approuvé. Elle a demandé et obtenu un prêt dans le cadre du programme de soutien à l'entrepreneuriat du ministère de la femme (RAIDA), sans intérêt la première année et avec un taux d'intérêt préférentiel de 4 à 5 % les années suivantes. Le fait qu'elle ait été orientée vers le centre d'incubation du ministère de l'emploi était important pour qu'elle reçoive ce soutien, mais il était également important qu'elle se prépare à être approuvée pour le prêt BTS en signant un contrat de location pour la propriété avec ses propres fonds, en installant des équipements conformes à la réglementation, tels que des équipements de sécurité incendie, et en obtenant diverses autorisations pour démarrer l'entreprise. De l'avis de Mme Marwa, il s'agissait d'un élément nécessaire de la préparation. Mme Marwa estime que la préparation était un élément nécessaire pour s'assurer que le projet était prêt à démarrer.

Source: Entretien de la Mission d'étude de la JICA

## 4.2 Aperçu, caractéristiques et défis de la fourniture de services numériques aux entrepreneurs

### 4.2.1 Aperçu de l'accès numérique dans les pays cibles

#### (1) Utilisation des terminaux

Tout d'abord, pour les "terminaux", nous avons enquêté sur l'utilisation des ordinateurs portables et des tablettes/smartphones. La proportion de ceux qui possèdent un téléphone portable (15-49 ans) est très élevée: 96,1% des hommes et 91,5% des femmes. En outre, 35,5% des ménages disposent d'un ordinateur, 35,5% d'un ordinateur ou d'une tablette et 97,1% ont au moins un membre de leur famille possédant un téléphone mobile.

En termes de pénétration des cartes SIM, le nombre de SIM enregistrées en août 2021 était de 15 650 143, réparties par opérateur comme suit.

**Tableau 4-3 Pourcentage de cartes SIM enregistrées par opérateur**

Opérateur	%
Tunisie Telecom	30,7%
Ooredoo	43,5%
Orange	24,2%
Lycra	1,6%

Source: Mission d'étude de la JICA

#### (2) Utilisation du réseau

En janvier 2020, il y avait 7,55 millions d'utilisateurs d'Internet en Tunisie. Le taux de pénétration d'Internet s'élevait à 64% en janvier 2020 ; en 2019, 63% des zones urbaines sont connectées à Internet, alors que seulement 49% des zones rurales le sont, ce qui montre une grande disparité entre les régions. Il existe également un écart important entre les sexes, puisque 73 % des hommes ont accès à l'internet, contre seulement 44 % des femmes. Par ailleurs, en janvier 2021, la Tunisie comptait 17,84 millions de connexions mobiles (151% de la population totale), soit une légère augmentation de 70 000 connexions (+0,3%) par rapport à l'année précédente, tandis qu'entre janvier 2019 et janvier 2020, le nombre de connexions mobiles en Tunisie a augmenté de 219 000 (+1,2%).

#### (3) Contenu et applications

Une " application de contenu " notable est les médias sociaux : entre 2020 et 2021, le nombre d'utilisateurs de médias sociaux a augmenté de 900 000 (+12 %), doublant presque le taux de croissance entre 2019 et 2020. +Le nombre d'utilisateurs de réseaux sociaux a augmenté de 473 000 (+6,9%) en janvier 2021, comme le montre le tableau suivant.

Facebook: 7,65 millions de personnes, dont 55 % d'hommes et 45 % de femmes, réparties par âge comme suit: le nombre total de personnes entre la fin de l'adolescence et le début de la trentaine représente plus de la moitié de tous les utilisateurs.

**Tableau 4-4 Nombre des utilisateurs de Facebook**

Age	13-17	18-24	25-34	35-44	45-54	55-64	65 &+
Nombre (%)	570.000 (7,5)	1.800.000 (23,5)	2.700.000 (35,3)	1.300.000 (17,0)	650.000 (8,5)	360.000 (4,7)	270.000 (3,5)

Source: Préparé par l'équipe de recherche de la JICA sur la base de DATAREPORTAL, Digital Discovery.

WhatsApp : 2,38 millions de personnes utilisent WhatsApp, 56% d'hommes et 44% de femmes, avec une répartition par âge similaire à celle de Facebook.

**Tableau 4-5 Nombre des utilisateurs de WhatsApp**

Age	13-17	18-24	25-34	35-44	45-54	55-64	65 &+
Number (%)	290.000 (12,2)	670.000 (28,2)	780.000 (32,8)	330.000 (13,9)	160.000 (6,7)	82.000 (3,4)	68.000 (2,9)

Source: Préparé par l'équipe de recherche de la JICA sur la base de DATAREPORTAL, Digital Discovery

#### 4.2.2 Services numériques existants pour les entrepreneurs (en particulier pour les femmes entrepreneurs), y compris le type, le contenu et le prix

##### (1) Mobile money


Il existe plusieurs opérateurs de mobile money, notamment Orange Money, Mobicash Ooredoo et Mobil Pay de Tunisie Télécom. Selon la Banque mondiale, en 2015, il y avait 500 000 abonnés à des comptes mobile money en Tunisie.

En outre, selon un rapport de la mission Émeraude, quatre services financiers mobiles ont été proposés au marché en 2015. Malgré un taux de pénétration de la téléphonie mobile de 118%, moins de 4% de la population tunisienne a utilisé les services financiers mobiles ; 95% des utilisateurs les ont utilisés pour les recharges de crédit de téléphonie mobile ; et seulement 3% des utilisateurs les ont utilisés pour les transferts d'argent. Environ 40% l'utilisent également pour transférer de l'argent (~40 TND/transfert).

95% des utilisateurs sont des jeunes, dont 84% sont des étudiants ; 67% des utilisateurs sont des femmes; et 5% des utilisateurs se trouvent dans des zones rurales.




(2) Services financiers numériques autres que les fournisseurs de mobile money

① flouci

Nom: Flouci	 <p>The image shows the Flouci logo, which consists of an orange stylized 'F' shape above the word 'flouci' in a bold, lowercase sans-serif font. Below the logo is a screenshot of the Flouci mobile application. The app interface features a blue header with the Flouci logo and the word 'flouci'. A blue banner below the header reads 'Résumé des nouvelles fonctionnalités sur Flouci dans ce live Facebook'. The main content area shows a 'Wallet' section with a balance of '2 021,110' and a list of transactions including 'Mouvement Salarié', 'Dons Recusés', 'Mouvement Prépaiement', 'Vente Salarié', and 'Vente Non Salarié'. A physical credit card is also shown next to the app interface.</p>
Fournisseur: Flouci	
URL: <a href="https://flouci.com/fr">https://flouci.com/fr</a>	
Année de lancement du service : Novembre 2020	
Nombre d'utilisateurs : dans les 48 heures suivant le lancement, l'application a été téléchargée 9 000 fois et la plateforme a enregistré 700 demandes d'ouverture de compte bancaire.	
Service:	
<p>Service de compte en ligne gratuit 24 heures sur 24, 7 jours sur 7</p> <p>Accès aux cartes de crédit et aux guichets automatiques bancaires</p> <p>Transferts d'argent et paiements marchands instantanés</p> <p>Création de comptes professionnels</p> <p>Services de paiement en ligne et en magasin</p> <p>Création de liens de paiement e-commerce et leurs statistiques</p>	

### (3) Services numériques gouvernementaux

#### ① Ammandes Finance Tunisie

Nom: Amendes Finance Tunisie	<p style="text-align: center;"><b>Consulter et payer vos amendes en ligne</b></p>  <p style="text-align: center;">Insérer une capture d'écran du service</p>  
Fournisseur : Ministère Tunisien de la Fin	
URL: <a href="https://amendes.finances.gov.tn/jsp/Amende/Acceuil_page.jsp">https://amendes.finances.gov.tn/jsp/Amende/Acceuil_page.jsp</a>	
Année de lancement du service : 2012	
Nombre d'utilisateurs : plus de 198.000 en 2015 <sup>59</sup>	
Service:	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Consultation en ligne sur l'état des amendes</li> <li>- Paiement en ligne des amendes</li> </ul>	

### (4) Services de médias sociaux

Comme indiqué précédemment au Chapitre 2, en Tunisie, comme dans d'autres pays africains, les sites de réseaux sociaux sont largement utilisés comme outils par les entrepreneurs hommes/ femmes dans le cadre de leurs activités, notamment Facebook, WhatsApp, LinkedIn, Tiktok, Signal et Telegram.

<sup>59</sup> <http://opendata.interieur.gov.tn/fr/catalog/les-infractions-routieres-constatees-par-les-unites-de-la-direction-generale-de-la-securite-publique-durant-les-3-premiers-mois-2014-2015>

## (5) Autres services numériques

### ① Mypost


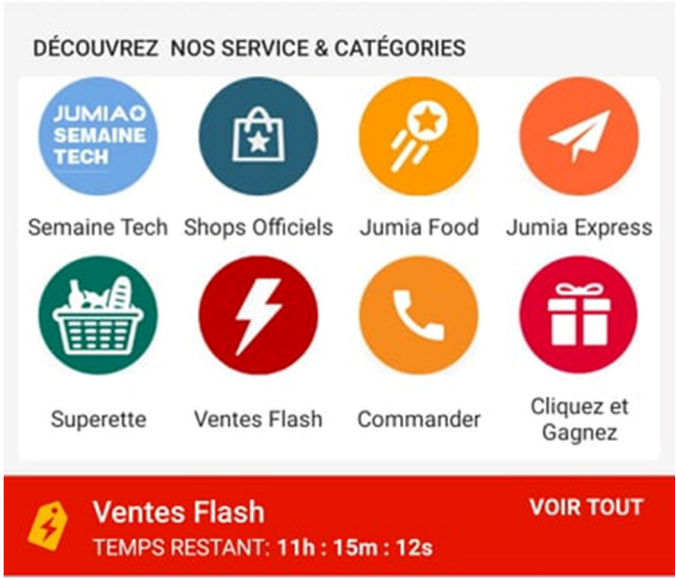
<p>Nom: Mypost</p>	
<p>Fournisseur: La Poste de Tunisie</p>	
<p>URL:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <a href="http://www.ccpnet.poste.tn/fr/">http://www.ccpnet.poste.tn/fr/</a></li> <li>• <a href="https://my.poste.tn/index.html">https://my.poste.tn/index.html</a></li> </ul>	
<p>Année de lancement du service:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Introduction du premier service en ligne en 2000</li> <li>- 2002/2003, introduction du premier service de paiement en ligne</li> <li>- Introduction des codes QR en 2021</li> </ul>	
<p>Nombre d'utilisateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 6 millions de comptes courants et d'épargne à la Poste en 2019</li> <li>- 2,4 millions de détenteurs de cartes électroniques</li> <li>- 19,69 millions d'opérations de transfert électronique de fonds dans le système national</li> <li>- 500 000 transactions par téléphone mobile et plus de 3,2 millions d'opérations de recharge en 2019<sup>60</sup>.</li> </ul>	
<p>Service:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ouverture de comptes, consultation des soldes et des relevés.</li> <li>- Demande et gestion des cartes liées aux comptes postaux.</li> <li>- Chèques : demandes de chéquiers et suivi.</li> <li>- Exécution de transferts à partir de comptes postaux.</li> <li>- Exécution d'investissements.</li> <li>- Services d'abonnement liés aux comptes postaux</li> </ul>	

<sup>60</sup> [https://www.poste.tn/upload/telechargement/fr/Rapport\\_annuel\\_2019\\_FR\\_ANG.pdf](https://www.poste.tn/upload/telechargement/fr/Rapport_annuel_2019_FR_ANG.pdf)

② MyTek

Service: MyTek	
Fournisseur: Mytek	
URL: <a href="https://www.mytek.tn/">https://www.mytek.tn/</a>	
Année de lancement: 2004	
Nombre utilisateurs: -	
Service:	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Commerce électronique en Tunisie pour divers produits électroniques et techniques, y compris le matériel informatique, les produits high-tech, l'électronique grand public et la vente de multimédia.</li> <li>- Service de livraison dans toute la Tunisie.</li> </ul>	




### ③ JUMIA Tunisie

Nom: JUMIA Tunisie	
Fournisseur: JUMIA	
URL: <a href="https://www.jumia.com.tn/">https://www.jumia.com.tn/</a>	
Année de lancement du service: 2012	
Nombre d'utilisateurs: 3 millions par mois en 2018	
Service: <ul style="list-style-type: none"> <li>- Commerce électronique pour un large éventail de produits, notamment des denrées alimentaires, des meubles et des produits électriques.</li> <li>- Service de livraison dans toutes les grandes villes du Japon.</li> <li>- Expansion des services de livraison de nourriture et de recrutement de personnel temporaire.</li> </ul>	
	

### ④ Booking.com

Nom: Booking.com	
Fournisseur:	
URL: <a href="https://tn.tunisiebooking.com/">https://tn.tunisiebooking.com/</a>	
Année de lancement: 2005	
Nombre d'utilisateurs: plus de 200.000	
Service: <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une application pour un moteur de réservation d'hôtel tiers, indépendant du site web de l'hôtel.</li> </ul>	

⑤ Dabchy

Nom: Dabchy	  
Fournisseur:	
URL: <a href="https://www.dabchy.com/">https://www.dabchy.com/</a>	
Année de lancement: 2012	
Nombre d'utilisateurs: Plus de 250.000	
Service: <ul style="list-style-type: none"><li>- Le réseau social de mode n°1 en Tunisie et la plus grande communauté de femmes fans de mode en Tunisie.</li><li>- Livraison porte-à-porte.</li></ul>	

⑥ Lets be bio

Nom: Let's be bio	
Fournisseur: let's be bio	
URL: <a href="https://letsbebio.tn/">https://letsbebio.tn/</a>	
Année de lancement: 2019	
Nombre d'utilisateurs: -	
Service: <ul style="list-style-type: none"><li>- produits biologiques, naturels et de santé (aliments, compléments alimentaires)</li><li>- outique en ligne spécialisée dans les produits de santé naturels et biologiques (aliments, compléments alimentaires, soins de santé et beauté, accessoires).</li><li>- livraison possible dans toute la Tunisie et hors de Tunisie.</li></ul>	

## ⑦ Bid deal

Service: ig deal / Club privilege	
Fournisseur: Big deal : <a href="https://www.bigdeal.tn/">https://www.bigdeal.tn/</a>	
URL: <a href="https://clubprivileges.app/">https://clubprivileges.app/</a>	
Année de lancement du service: 2012	
Nombre d'utilisateurs: Plus de 29.000	
<p>Service:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ne application qui permet aux membres de recevoir des offres et des réductions exclusives grâce à un réseau de marques participantes.</li> <li>- lus de 200 marques, dont des restaurants, des hôtels et des agences de voyage, sont partenaires.</li> </ul>	

## (6) Défis liés à la fourniture de services numériques aux entrepreneurs

On estime que la Tunisie est confrontée à moins de défis que les autres pays en ce qui concerne la diffusion des services numériques. Cela s'explique en partie par le fait que la situation en matière d'électrification est de 100 % et que le niveau d'éducation est relativement élevé. Dans certaines zones rurales, la couverture du réseau mobile est limitée. Selon des entretiens avec le Ministère de l'Agriculture, un projet de la FAO a tenté de présenter une application à un groupe de femmes travaillant dans l'industrie de la pêche côtière, mais l'application n'a pas fonctionné en raison d'une couverture médiocre.

### 4.3 Questions relatives à l'écosystème entrepreneurial

#### 4.3.1 Situation actuelle de l'écosystème entrepreneurial

##### (1) Situation actuelle de la demande d'appui pour entrepreneurs

Le Tableau 4-6 présente les indices composite de compétitivité mondiale et de préparation aux réseaux pour les compétences en Tunisie. La Tunisie se classe 102ème sur 139 pays en termes de compétences. Sur les six pays cibles, seul l'Ouganda occupe une position inférieure. Le niveau d'éducation et de formation des employés est relativement bon et la technologie numérique est largement disponible, mais la durée moyenne de scolarité et les compétences des diplômés

universitaires sont faibles. La participation des femmes au marché du travail est également assez faible. En termes de compétences numériques, la Tunisie est 92ème et occupe la 4ème place sur les six pays cibles. L'utilisation des réseaux sociaux et l'inscription dans l'enseignement supérieur en Tunisie sont également à un haut niveau.

Le niveau de tolérance du pays des risques liés à la création d'une entreprise est également assez faible, à la 109ème place, le deuxième plus faible des six pays après l'Egypte. En conséquence, l'entrepreneuriat est considéré comme moins populaire dans le pays.

**Tableau 4-6 Comparaison des compétences, des taux d'emploi des femmes, des attitudes à l'égard de l'entrepreneuriat, et des compétences numériques**

Indice composite de compétitivité mondiale 2019			Indice de préparation du réseau (2020)		
Indicateurs	Rang	Score	Indicateurs	Rang	Score
Compétences			Individus	92	54,0
Main d'œuvre actuelle	102	47,3	Abonnements actifs au haut débit mobile	59	75,8
Nombre moyen d'années de scolarité	104	47,3	Compétences en TIC	49	30,3
Compétences de la main d'œuvre actuelle	96	47,3	Utilisation des réseaux sociaux virtuels	59	68,8
Niveau de formation de du personnel	96	45,5	Inscription dans l'enseignement supérieur	81	21,8
Qualité de la formation professionnelle	99	44,6	Taux d'alphabetisation des adultes	79	73,0
Compétences des diplômés *	108	3,6			
Compétences des diplômés de l'enseignement secondaire*	101	3,4			
Compétences des diplômés universitaires *	119	3,7			
Compétences numériques de la population	67	53,9			
Facilité de trouver des employés qualifiés	88	50,1			
Marché du travail					
Participation des femmes à la main-d'œuvre	118	21,1			
Dynamisme des affaires					
Attitudes à l'égard du risque entrepreneurial	109	44,6			

Source: Indice composite de compétitivité mondiale 2019, GovData360. Banque Mondiale.  
<https://govdata360.worldbank.org/> Indice de préparation du réseau 2021: Shaping the Global Recovery. (ed.)  
Soumira Dutta et Bruno Lanvin. Portulans Institute, 2021.

Notes: \* Les indicateurs relatifs aux compétences des diplômés. Les diplômés de l'enseignement secondaire et les diplômés universitaires sont notés sur une échelle de 1 à 7, 7 étant la note la plus élevée.

## (2) Etat actuel de l'offre de l'appui aux entrepreneurs

En ce qui concerne les banques commerciales en Tunisie, les guichets automatiques sont progressivement mis à niveau entre 2016 et 2020, le nombre d'agences bancaires, d'emprunteurs, le ratio par rapport au PIB des dépôts et des prêts est sur une tendance à la hausse. En outre, le nombre de comptes de prêts des IMF a augmenté d'environ 1,36 fois en quatre ans, et le ratio au PIB du solde des prêts a également augmenté de 2,5 fois, bien que le montant soit encore faible. Bien qu'il y ait un manque de données sur mobile money, le nombre de banques commerciales et d'IMF en Tunisie est en augmentation, ce qui suggère que le marché financier est en expansion.

**Tableau 4-7 Accès et utilisation des services des banques commerciales et du mobile money**

Indicateurs	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de GAB pour 100 000 adultes	27,76	29,99	30,72	32,21	33,85
Nombre de GAB pour 1 000 km <sup>2</sup>	15,35	16,75	17,34	18,37	19,50
Nombre de succursales de banques commerciales pour 100 000 adultes	20,66	21,70	22,08	22,23	22,31
Nombre de succursales de banques commerciales sur 1000 km <sup>2</sup>	11,43	12,12	12,46	12,68	12,85
Nombre de déposants auprès des banques commerciales pour 1 000 adultes	990,83	1.032,73	1.068,70	-	-
Nombre d'emprunteurs auprès des banques commerciales pour 1 000 adultes	233,70	234,18	233,95	240,49	245,98
Nombre de comptes de prêts auprès de banques commerciales pour 1 000 adultes	-	-	-	-	-
Nombre de comptes de prêts auprès de toutes les institutions de microfinance pour 1 000 adultes	38,03	43,23	48,74	51,86	51,85
Dépôts en cours auprès des banques commerciales (% du PIB)	62,95	65,15	64,95	65,45	74,57
Prêts en cours des banques commerciales (% du PIB)	74,89	78,89	78,87	75,39	84,30
Prêts en cours de l'ensemble des institutions de microfinance (% du PIB)	0,47	0,61	0,75	0,90	1,19
Prêts aux petites et moyennes entreprises (PME) en cours auprès des banques commerciales (% du PIB)	23,17	23,16	21,82	20,19	21,34
Nombre d'agences de mobile money enregistrées pour 1 000 km <sup>2</sup>	-	-	-	-	-
Nombre d'agences de mobile money enregistrés pour 100 000 adultes	-	-	-	-	-
Nombre de comptes mobile money enregistrés pour 1 000 adultes	-	-	-	-	-
Valeur des transactions d'argent via mobile (pendant l'année de référence) (% du PIB)	-	-	-	-	-
Nombre moyen de transactions de mobile money par compte actif de mobile money	-	-	-	-	-

Source: Enquête sur l'accès aux services financiers. IMF. <https://data.imf.org/?sk=E5DCAB7E-A5CA-4892-A6EA-598B5463A34C>

Selon le rapport Doing Business de la Banque mondiale, la Tunisie se classe 104<sup>ème</sup> sur 190 pays en matière d'accès au financement et 109<sup>ème</sup> sur 139 pays en matière de financement des PME, ce qui rend difficile l'obtention de prêts.

La Tunisie est classée 85<sup>ème</sup> sur 139 pays en termes d'infrastructure globale. L'infrastructure de transport est classée 101<sup>ème</sup>, un rang légèrement inférieur à celui des routes, qui sont classées 68<sup>e</sup>. Quant à l'approvisionnement en électricité, il est classé 63<sup>ème</sup>, le plus élevé parmi les six pays cibles, mais il est regroupé parmi les pays où les prix sont les plus élevés.

La Tunisie est classée 83<sup>ème</sup> parmi les six pays cibles pour l'adoption des TIC. Cependant, elle se classe 92<sup>ème</sup> en termes de capacité d'innovation, derrière l'Afrique du Sud et l'Égypte, et elle est en retard sur la Zambie, notamment en termes de collaboration université-industrie dans la R&D.

**Tableau 4-8 Etat des capacités financières, d'infrastructures et d'innovation**

Indicateurs		Rang	Score
Accès au financement	Facilité d'obtention d'un crédit	104	60,0
	Financement des PME	109	43,6
Infrastructure		85	62,7
Infrastructures de transport		101	41,8
Routes		68	62,8
Facilité d'accès à l'électricité		63	82,3
Coût (% du revenu par habitant)		719 %	91,1
Adoption des TIC		83	50,9
Capacité d'innovation		92	32,6
Collaboration industrie-université en matière de R&D *		99	3,1
Dépenses liées à R&D		55	20,0

Source: Facilité de crédit, facilité d'accès à l'électricité: Doing Business 2020. Banque Mondiale. <https://www.doingbusiness.org/en/data/doing-business-score>

Financement des PME, Infrastructures & infrastructures de transport, Adoption des TIC et Capacité d'innovation: Indice composite de compétitivité mondiale 2019. GovData360. Banque Mondiale. <https://govdata360.worldbank.org/>

Notes: \*L'indicateur de la collaboration université-industrie en matière de R&D est noté sur une échelle de 1 à 7, 7 étant le plus élevé.

#### 4.3.2 Cartographie de l'écosystème entrepreneurial

La Figure 4-2 et le Tableau 4-9 présentent une carte de l'écosystème de soutien à l'entrepreneuriat en Tunisie et de ses acteurs clés. Les acteurs clés comprennent les institutions financières (banques, non-banques telles que les IMF), les agences gouvernementales, les ORM et les fournisseurs d'argent mobile, les entreprises Fintech et les fournisseurs de services numériques (incubateurs, accélérateurs, etc.).



**Tableau 4-9 Acteurs clés de l'écosystème d'appui à l'entrepreneuriat en Tunisie**

Urbain/ Rural	Institutions financières (Institutions bancaires/ non bancaires)	Opérateurs de réseaux mobiles	Mobile Money	Entreprises Fintech	Fournisseurs de services numériques (plates-formes/ incubateurs/services de développement commercial)	Fournisseurs de services non numériques	
Urbain	<b>Banque publique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tunisie Telecom</li> <li>Oreedoo</li> <li>Orange</li> <li>Lycamobile</li> <li>Bee</li> </ul>	<b>Plateforme</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Flousi</li> <li>D17</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Expensya</li> <li>Coinsence</li> <li>icompass</li> <li>Yanvestee</li> <li>Kaoun</li> <li>Dqlik</li> <li>We-Settle</li> </ul> <b>Legal tech</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>NGSign</li> <li>Qanouni</li> </ul>	<b>Opérateur de Startup Tunisia</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Smart Capital</li> </ul> <b>Incubateurs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Biatlabs</li> <li>CoStarT</li> <li>Lab'ess</li> <li>Le 15</li> <li>NetowrkLab</li> <li>WIKI START UP</li> </ul> <b>ONGs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>CEED Tunisie</li> <li>icube</li> </ul>		
	<ul style="list-style-type: none"> <li>BTS</li> <li>BFPME</li> <li>CDC</li> <li>STB</li> </ul>						<ul style="list-style-type: none"> <li>BNA</li> <li>BH</li> <li>BTE</li> <li>TSB</li> </ul>
	<b>Banque privée</b>						
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Banque Zitouna</li> <li>Al Baraka Bank</li> </ul>						<ul style="list-style-type: none"> <li>Al Wifak International Bank</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Amen Bank</li> <li>Attijari Bank</li> </ul>						<ul style="list-style-type: none"> <li>ABC</li> <li>Citi Bank</li> </ul>
	<b>Micro-finance</b>						
	<ul style="list-style-type: none"> <li>ENDA Tamweel</li> <li>Taysir</li> <li>Zitouna tamkeen</li> </ul>						<ul style="list-style-type: none"> <li>Microcred</li> <li>Advance</li> <li>CFE</li> </ul>
	<b>Institutions non-bancaires</b>						
	<ul style="list-style-type: none"> <li>APII</li> <li>APIA</li> <li>CGDR</li> </ul>						<ul style="list-style-type: none"> <li>CGRA</li> <li>ANETI</li> </ul>
	Rural*						<b>Banque publique</b> (ci-dessus sauf TSB)
<b>Micro-finance</b> (ci-dessus sauf CFE)							
<b>Institutions publiques non-bancaires</b>							
<ul style="list-style-type: none"> <li>APIA</li> <li>CGDR</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>CGRA</li> <li>Bureau d'assistance aux femmes en milieu rural</li> </ul>					
<b>Agence internationale, ONG et programmes internationaux</b>							
<ul style="list-style-type: none"> <li>IOL</li> <li>PNUD</li> <li>USAID (FHI360, TAMESS)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>ONUDI</li> <li>GIZ</li> <li>AFD</li> </ul>						

Source: Mission d'étude de la JICA

Notes: \* Organisations qui travaillent principalement en milieu rural

### 4.3.3 Problèmes relatifs à l'écosystème entrepreneurial

#### (1) Problèmes actuels liés à la demande d'appui aux entrepreneurs

L'accès financier est l'un des défis les plus importants concernant la demande de soutien des entrepreneurs. L'accès financier est un défi pour tous les entrepreneurs, et comme discuté dans la section 7.3.1 (1), la Tunisie a le plus bas niveau d'accès financier parmi les six pays cibles, ainsi que le plus bas niveau mondial. En Tunisie, les prêts sont assortis d'intérêts élevés et les exigences en matière de garanties sont strictes. L'accès financier des femmes entrepreneurs est un problème plus grave en raison du manque de garanties et du faible taux de détention de comptes bancaires. Les entretiens ont également montré que les entrepreneurs démarrent généralement leur entreprise avec leurs propres fonds ou avec l'aide de membres de leur famille. Selon les données de 2018, les micro-entreprises représentent 91 % de toutes les entreprises, 71,7 % d'entre elles comptant un ou deux employés. Il existe également un secteur informel assez important. Ces micro-entreprises ont peu de croissance dans les secteurs traditionnels tels que les services et l'industrie. Elles ont également des marges bénéficiaires plus faibles et sont plus susceptibles d'échouer que les entreprises plus grandes. Étant donné que les difficultés financières sont à l'origine de la majorité des fermetures d'entreprises (81 %) et de l'insolvabilité (72 %), il est essentiel d'améliorer l'accès au financement<sup>61</sup>.

En Tunisie, le niveau d'éducation n'est pas particulièrement bas, et le pourcentage de femmes qui poursuivent des études supérieures est relativement élevé. Néanmoins, étant donné que les abandons scolaires sont nombreux et que les compétences académiques de base font défaut, et que l'éducation à l'entrepreneuriat est encore un domaine nouveau et peu répandu, les compétences entrepreneuriales font défaut. Le pays a une faible tolérance au risque entrepreneurial<sup>62</sup>. Les disparités en matière de niveau d'éducation, d'accès au financement et à l'information, et de soutien, notamment entre les zones urbaines comme Tunis et les zones périurbaines et rurales, ont un impact négatif sur la qualité des entreprises et de leurs ressources humaines. En outre, les PME sont confrontées à des difficultés pour promouvoir la numérisation, telles que le manque de ressources humaines et de compétences, la résistance au changement et le manque de fonds pour réaliser la numérisation<sup>63</sup>. Pour les femmes entrepreneurs, les pratiques discriminatoires et les valeurs sociales à l'encontre des femmes ont limité leurs activités et rendu le soutien et les réseaux beaucoup moins accessibles pour elles.

#### (2) Problèmes actuels de l'offre en matière d'appui aux entrepreneurs

En ce qui concerne l'offre de l'écosystème de soutien aux entreprises, les problèmes sont liés au financement, ainsi qu'à la nécessité d'améliorer les infrastructures, l'Internet et les communications.

En ce qui concerne l'accès au financement, les problèmes comprennent l'incapacité des institutions financières à évaluer la solvabilité, le manque de concurrence entre les banques, le manque de

---

<sup>61</sup> Fiorini, Maira (2019) ClosingTheGap MENA: Rapport Pays TUNISIE Evaluation de l'écosystème entrepreneurial. Juin 2019.

<sup>62</sup> Indice composite de compétitivité mondiale. GovData 360. La Banque mondiale. <https://govdata360.worldbank.org/>

<sup>63</sup> Ernst et Young. (2018). Baromètre 2018 des entreprises en Tunisie Rihab Bellakhal et Rim Ben Ayed Mouelhi (2020). Numérisation et performance des entreprises : Preuves provenant des PME tunisiennes. Document de travail d'EMNES n° 36 / Juillet, 2020

produits financiers diversifiés et les exigences excessives en matière de garanties, entre autres. En général, les banques commerciales ne prêtent pas d'argent pour des prêts d'exploitation<sup>64</sup>. Le capital-risque se développe, mais il est limité aux petits investissements, exige des garanties similaires à celles des banques et, dans certains cas, ne comprend pas suffisamment les risques. Les MFI ont un plafond de 40 000 TND comme montant maximum de prêt, ce qui rend difficile d'emprunter plus que cela. De plus, en raison de la politique gouvernementale de promotion des start-ups, les fonds sont concentrés sur les start-ups, avec peu de prêts accordés aux secteurs traditionnels tels que l'industrie. Bien que le financement de la phase d'amorçage se soit amélioré, il y a un manque de produits financiers capables de répondre aux besoins en capital de 10 000 à 200 000 TND pour la phase d'amorçage et de croissance<sup>65</sup>. Une enquête menée auprès d'une banque a révélé une préférence pour les prêts aux PME à Tunis et dans le centre-ouest, et les personnes interrogées ont déclaré que les prêts aux entrepreneurs masculins étaient prioritaires, ce qui indique un biais au niveau de l'offre<sup>66</sup>. Même lorsque des mesures gouvernementales de soutien aux PME sont en place, un certain nombre de problèmes ont été signalés. Par exemple, non seulement les conditions de financement sont strictes, mais la personne chargée de l'évaluation de l'entreprise n'a pas une compréhension et une connaissance approfondies de l'industrie, et il y a un manque de coordination et de communication entre les organisations concernées<sup>67</sup>.

Il existe des incubateurs, des accélérateurs et d'autres organisations de soutien qui fournissent une large gamme de services commerciaux, y compris le financement, sur le plan de l'offre de soutien aux entrepreneurs en Tunisie, mais plusieurs problèmes ont été soulevés ici aussi. Par exemple, le manque de financement et de coûts pour ces organisations de soutien, le manque de compétences pour évaluer et comprendre les aspects techniques de l'entreprise, et le manque de partage d'informations entre les organisations de soutien.<sup>68</sup>

Quant à la situation des infrastructures, les investissements dans l'entretien sont en baisse et les routes doivent être améliorées. L'électricité est également chère. Les retards dans le développement des infrastructures rurales entravent l'accès aux services numériques<sup>69</sup>. Alors que la Tunisie travaille à la numérisation, il est également nécessaire qu'elle améliore l'infrastructure des TIC et élimine les disparités régionales. Quant à l'innovation, l'environnement s'améliore avec l'adoption d'un projet de loi sur les start-ups, mais une plus grande coopération entre les domaines, comme la collaboration entre l'industrie et les universités, est nécessaire.

### (3) Problèmes liés aux politiques et réglementations en matière d'appui aux entrepreneurs

En ce qui concerne les politiques et les réglementations des agences gouvernementales, la loi sur les

---

<sup>64</sup> Oxfam International. (2020). Modèles d'affaires alternatifs pour les start-ups et les PME avec un fort potentiel de création d'emplois pour les jeunes et les femmes en Tunisie.

<sup>65</sup> Fiorini, Maira (2019)

<sup>66</sup> Romdhane, S. B., & Jebali, E. (2021). Facteurs déterminants du financement des PME tunisiennes par les banques dans un contexte d'asymétrie d'information. *Journal of Accounting, Business and Finance Research*, 13(1), 1–14.

<sup>67</sup> Fiorini, Maira (2019).

<sup>68</sup> Idem

<sup>69</sup> Idem.

start-ups a été promulguée, indiquant un soutien accru aux start-ups, mais il est souligné que le soutien aux entrepreneurs dans les domaines traditionnels tels que l'industrie et les services est insuffisant<sup>70</sup>. De même, les nouvelles méthodes de financement, telles que le financement participatif (crowdfunding), sont interdites<sup>71</sup>. Par conséquent, il est difficile pour les fonds d'atteindre les micro-entreprises et les femmes, et de répondre à la demande de fonds. En outre, comme mentionné ci-dessus, les conditions des mesures de soutien et des prêts sont strictes, bureaucratiques et compliquées, et la coopération et la coordination entre les agences gouvernementales doivent également être renforcées. Selon l'indice mondial de l'innovation, la qualité des réglementations est particulièrement faible, et l'évaluation de Doing Business a identifié des problèmes liés au coût et à la taxation des importations et des exportations. Il est donc nécessaire d'améliorer l'accès au financement en assouplissant les réglementations relatives aux conditions de prêt et aux produits financiers, en simplifiant les procédures et en encourageant la numérisation.

#### (4) Problèmes de l'écosystème d'appui à l'entrepreneuriat

Les principaux problèmes de l'écosystème de soutien à l'entrepreneuriat en Tunisie tournent autour de l'augmentation de l'accès financier pour les entrepreneurs. Pour améliorer l'accès au financement, en particulier pour les femmes, les jeunes et les MPME, et pour réduire les disparités régionales, l'offre doit assouplir les conditions de prêt et simplifier les procédures pour les institutions financières et les programmes de soutien du gouvernement ; étendre et diversifier la gamme de produits financiers ; coordonner et intégrer les programmes de soutien à l'entrepreneuriat ; et renforcer la capacité d'évaluation du crédit et de sélection des entreprises. Parallèlement, pour ce qui est de la demande, il est nécessaire d'améliorer la formation à l'entrepreneuriat, les compétences entrepreneuriales et les TIC, de promouvoir le développement des ressources humaines et de réduire les barrières psychologiques à l'entrepreneuriat en améliorant l'image de l'entrepreneuriat dans les médias et en présentant des exemples d'entrepreneurs ayant réussi<sup>72</sup>. Afin d'éliminer les disparités régionales et entre les sexes, la Tunisie doit également promouvoir l'amélioration des TIC et d'autres infrastructures, fournir un soutien aux femmes et sensibiliser les institutions financières à l'égalité des sexes. Étant donné que la numérisation est un processus en ligne, elle devrait contribuer non seulement à accroître l'efficacité, mais aussi la transparence, et à réduire les préjugés liés au genre.

### 4.4 Résumé des problèmes des femmes entrepreneurs

#### 4.4.1 Agences gouvernementales

Le tableau ci-dessous résume les institutions impliquées dans le soutien aux femmes entrepreneurs en Tunisie.

---

<sup>70</sup> Idem.

<sup>71</sup> UIT (2019). Ecosystème entrepreneurial et de l'innovation dans 22 pays arabes : le statu quo, les obstacles et les perspectives d'avenir

<sup>72</sup> Idem.

**Tableau 4-10 Institutions soutenant les femmes entrepreneurs**

	Nom des institutions	Rôle majeur
Institutions Publiques	Ministère des femmes, de la famille, des enfants et des personnes âgées	Il fait la promotion de l'autonomisation des femmes.
	Centre de recherche, d'études, de documentation et d'information sur les femmes (CREDIF)	Il est placé sous le contrôle du ministère de la femme et réalise diverses enquêtes, études, rapports et conférences dans le but de contribuer à l'amélioration du statut des femmes.
	Ministère de l'agriculture, de l'eau et des ressources halieutiques -CGDR (Commission générale du développement régional)	Elle encourage l'autonomisation des femmes, principalement dans les zones rurales.
	Agence pour la promotion des investissements agricoles (APIA)	Il s'agit d'un organisme de mise en œuvre des politiques relevant du ministère de l'agriculture qui fournit des services aux agriculteurs, notamment pour l'obtention d'incitations financières et fiscales, la tenue de livres, la mise en relation d'entreprises tunisiennes et étrangères et l'aide à la participation aux foires et expositions nationales et internationales.
	Banque de Solidarité Tunisienne (BTS)	Elle a été créée en 1997 à l'initiative de l'Etat tunisien pour accorder des prêts aux jeunes ayant suivi des études supérieures et une formation professionnelle. La banque est spécialisée dans la mezzo-finance pour la promotion des micro-entreprises (y compris les entreprises appartenant à des femmes). Elle accorde des prêts dans le cadre du projet RAIDA initié par le Ministère de la femme.
	Caisse des Dépôts et Consignations (CDC)	C'est un établissement public créé en 2011 et chargé de fournir des prestations à long terme conformément à la politique nationale ; avec le soutien de l'AFD, il gère le Fonds d'appui à l'entrepreneuriat féminin.
ONG	Union Nationale des Femmes Tunisiennes (UNFT)	Il aborde des questions telles que les droits civils des femmes, la politique, l'éducation, la formation professionnelle et la violence à l'égard des femmes.
	La Chambre Nationale des Femmes Entrepreneurs	Elle a été créée dans le cadre de la promotion de l'Union du commerce, de l'industrie et de l'artisanat (UTICA). Il s'agit d'un réseau de plus de 800 femmes chefs d'entreprise dans tous les secteurs, établi dans toute la Tunisie à travers 24 chambres régionales.
	Centre des femmes arabes pour la formation et la recherche (CAWTAR)	Elle favorise la recherche, l'éducation, la formation et le plaidoyer dans tous les domaines de la vie qui affectent le statut des femmes, afin d'éradiquer la discrimination à l'égard des femmes arabes et de réduire les disparités entre les sexes.

Source: Mission d'étude de la JICA

#### 4.4.2 Partenaires au développement et bailleurs de fonds

##### (1) Coopération de la JICA en Tunisie

La politique de base du Japon en matière d'APD pour la Tunisie est présentée dans l'encadré 8. Conformément à cette politique, l'aide dans les domaines pertinents pour cette étude est considérée comme hautement prioritaire en termes de création d'emplois, de correction des disparités entre les zones urbaines et rurales et de développement des industries primaires à forte valeur ajoutée.

### Encadré 8 Politique d'aide-pays pour la Tunisie (Septembre 2019)

**Objectif de la coopération au développement:**Coopération au développement pour une croissance économique de qualité

Afin de résoudre des problèmes tels que les disparités régionales et le chômage élevé, comme le prévoit le plan quinquennal de développement national formulé par le gouvernement tunisien, le Japon utilisera activement ses connaissances et ses technologies de pointe pour soutenir une croissance économique de qualité.

#### Domaines prioritaires

- (1) Développement des infrastructures économiques et autres, développement des ressources humaines et renforcement de capacité sécuritaire

Le gouvernement tunisien développera les infrastructures, notamment dans les domaines de l'énergie, du transport et du transit urbain, de la prévention des catastrophes, etc. et apportera également son soutien au développement des ressources humaines, etc. en utilisant **le cadre de la coopération industrie-gouvernement-université**, afin de développer des industries durables qui contribueront à **corriger le taux de chômage élevé**. En outre, étant donné que la stabilité sécuritaire est essentielle pour une croissance économique stable, et que la stabilité en Tunisie contribue à la stabilité de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, ainsi qu'aux activités des entreprises japonaises, le gouvernement tunisien sera soutenu dans ses efforts pour améliorer la gouvernance et la capacité sécuritaire du gouvernement tunisien.

- (2) Amélioration des conditions de vie pour réduire les disparités interrégionales; promotion de l'industrie locale.

Le cadre de vie dans les zones rurales est amélioré grâce au développement d'infrastructures sociales telles que les systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les zones intérieures et autres zones rurales qui ne disposent pas d'infrastructures sociales suffisantes par rapport aux zones urbaines. En outre, suite à la promotion du développement industriel principalement dans les zones urbaines côtières, le gouvernement coopérera au développement de clusters et à la création d'industries primaires à haute valeur ajoutée dans les régions intérieures, qui n'ont pas été suffisamment développées, afin de renforcer la compétitivité des industries et de soutenir l'amélioration des moyens de subsistance.

Source:HP du Ministère des Affaires Etrangères

## (2) AFD

A travers son soutien à Enda Tamweel (Enda), une MFI tunisienne de premier plan, l'AFD fournit gratuitement des activités de microcrédit aux entrepreneurs et des services non financiers (coaching, formation, ateliers de sensibilisation, etc.). Les opérations de microcrédit d'Enda ont un impact social important, les femmes représentant plus de 60% des emprunteurs. Elle a également signé une convention de partenariat avec la Caisse des Dépôts et Consignations : la CDC pour 4,6 millions d'euros dans le but de soutenir l'entrepreneuriat féminin en Tunisie en mars 2021.

## (3) OIT

Il apporte principalement un soutien à l'éducation des femmes tunisiennes, à l'amélioration de la solidarité sociale, à la création d'emplois, au soutien aux femmes entrepreneurs et au développement économique rural. Dans le projet AFERE (Entrepreneuriat Féminin en Milieu Rural : Support for Rural Women Entrepreneurs) (2019-2022), l'UNFT (L'Union Nationale de la Femme Tunisienne : Tunisian Women's Trade Union) En tant que partenaire, le projet met en œuvre le renforcement des capacités techniques et psychologiques (amélioration de l'accès au marché, inclusion financière, entrepreneuriat) dans le but de créer des emplois, d'autonomiser, de promouvoir l'agriculture, le tourisme et l'artisanat dans les zones rurales. Il soutient en particulier les travailleurs de la chaîne de valeur des industries tunisiennes réputées de la broderie et du piment.

## (4) PNUD

Un projet de soutien à l'entrepreneuriat féminin est mis en œuvre sur financement norvégien, avec le ministère du Travail comme C/P (2018-2022). Le projet comporte deux volets : un soutien sur les politiques publiques liées à l'entrepreneuriat et une formation professionnelle pour promouvoir l'emploi dans six provinces du sud. Globalement, le projet vise à réduire la pauvreté et à soutenir l'entrepreneuriat social. En ce qui concerne la première composante, le projet reconnaît que la loi sur l'économie sociale et solidaire entrera en vigueur en Tunisie en 2020. Cette loi établit des règles et un soutien pour diverses associations telles que les OSC et les coopératives, mais n'a pas encore été mise en œuvre dans la pratique. Le PNUD espère diffuser les connaissances sur cette loi et promouvoir sa mise en œuvre.

### 4.5 Résumé des questions liées au soutien des femmes entrepreneurs

En Tunisie, l'offre de soutien à l'entrepreneuriat et les contraintes auxquelles sont confrontées les femmes entrepreneurs pour créer et gérer une entreprise en raison des problèmes de genre en particulier sont des défis majeurs.

Du côté de l'offre, le BDS en général est concentré dans les grandes zones urbaines et le système de soutien aux zones rurales est faible, avec 90% des programmes d'incubateurs dans le pays situés dans les universités<sup>73</sup>. En outre, par rapport aux autres pays cibles et aux pays voisins, l'infrastructure

---

<sup>73</sup> Extrait des entretiens avec le Ministère de l'Industrie, l'Agence de Promotion de l'Industrie et de l'Innovation, Tunisie

tunisienne pour les services financiers numériques tels que l'argent mobile est sous-développée en raison des réglementations nationales, et la fourniture de services financiers à ceux qui n'ont pas accès aux institutions financières traditionnelles est insuffisante.

Le manque de compréhension par les institutions financières des petites et micro entreprises, qui représentent la majorité des femmes entrepreneurs, rend difficile l'accès des femmes entrepreneurs au financement en raison de la fragilité du financement des PME, comme le manque de produits financiers adaptés aux femmes entrepreneurs, et le mépris de leurs capacités. En outre, la lourdeur et la lenteur des procédures d'obtention de permis et de licences, les exigences strictes en matière de demande et les frais de traitement élevés dans les procédures d'enregistrement des entreprises ont empêché les femmes entrepreneurs d'enregistrer leurs entreprises et ont limité leur accès au financement.

En Tunisie, plusieurs ministères sont chargés de soutenir les femmes entrepreneurs, mais les statistiques et les données par genre pour les microentreprises et le secteur informel, qui représentent la majorité des femmes entrepreneurs, ne sont pas bien développées, ce qui rend difficile la coordination entre les ministères et la compréhension de la situation réelle des femmes entrepreneurs.

Les questions liées au genre comprennent la persistance des stéréotypes professionnels traditionnels des femmes et des normes sociales telles que les restrictions de mobilité, en particulier dans les zones rurales, qui font qu'il est plus difficile pour les femmes des zones rurales d'accéder aux services de soutien à l'entreprenariat par rapport aux zones urbaines, et les restrictions sur le travail dans les zones urbaines pour acquérir une expérience entrepreneuriale, même pour les femmes hautement qualifiées et l'environnement fait qu'il leur est difficile de créer leur propre entreprise sur la base de leur expertise professionnelle et de leur expérience entrepreneuriale.

## Chapter 5 Orientation de la coopération future

Sur la base des résultats de l'analyse documentaire, de l'enquête sur le terrain et des entretiens en ligne, les défis auxquels sont confrontées les femmes entrepreneurs dans chacun des pays cibles et dans plusieurs pays cibles sont décrits, ainsi que les orientations de la coopération et les propositions spécifiques de coopération à court et à long terme. En Zambie, en Tunisie et au Botswana, où l'enquête de terrain a été menée, il a été possible d'interviewer plusieurs femmes entrepreneurs présentant des caractéristiques différentes et qui pourraient être des bénéficiaires potentiels d'un soutien, et des discussions directes ont eu lieu avec le gouvernement et les organisations internationales susceptibles d'agir en tant que C/P dans le pays cible. Des propositions de coopération à court terme avec les détails des activités du projet sont proposées.

La proposition de coopération avec les détails est proposée comme une haute priorité en termes de calendrier et de domaines de soutien, car la proposition est basée sur des entretiens avec les agences appropriées et a confirmé leurs besoins et leur calendrier. Pour l'Ouganda, l'Égypte et l'Afrique du Sud, où les enquêtes sur le terrain n'ont pas été réalisées et où les consultations avec les agences gouvernementales n'ont pas été effectuées, les informations qui ne sont pas disponibles publiquement ou le statut de la formulation et de la mise en œuvre des plans et de la législation n'ont pas été directement vérifiés. Par conséquent, sur la base des informations disponibles publiquement et des informations fournies par les entrepreneurs, les partenaires de développement et d'autres personnes interrogées en ligne, l'équipe d'étude de la JICA présente des propositions de coopération à long terme sans priorités ni calendriers spécifiques.

Étant donné que certaines propositions de coopération sont susceptibles d'être très efficaces lorsqu'elles sont mises en œuvre dans plus d'un pays, par exemple en partageant les défis et les expériences de chaque pays, des coopérations sont proposées en direction de plus d'un pays cible.

### 5.1 Concept de femmes entrepreneurs à soutenir

#### (1) Utilisation des résultats des entretiens avec les femmes entrepreneurs comme cible de soutien

L'étude a interrogé des entrepreneurs de l'innovation dans tous les six pays, et dans trois des six pays, des entretiens ont été menés avec plusieurs entrepreneurs des types d'établissement de potentiel de croissance (création d'emplois) et de travail indépendant sur le terrain, et des similitudes ont été trouvées entre les groupes dans chaque pays, on suppose donc que la même classification peut être faite pour les entrepreneurs dans les pays où l'enquête de terrain n'a pas été menée. En outre, les résultats de l'analyse documentaire indiquent que l'Ouganda et la Zambie ont de nombreux défis communs en tant que pays à faible revenu, que l'Égypte et la Tunisie présentent de nombreuses similitudes en termes de niveaux de revenus et de contextes culturels, et que le Botswana et l'Afrique du Sud ont des zones économiques très similaires, des disparités de richesse et d'autres similarités.

Lors de l'examen de l'orientation de la coopération, les informations fournies par les entrepreneurs interrogés dans le cadre de la recherche sur le terrain seront utilisées comme référence.

## (2) Comment les femmes entrepreneurs sont-elles soutenues par chaque segment ?

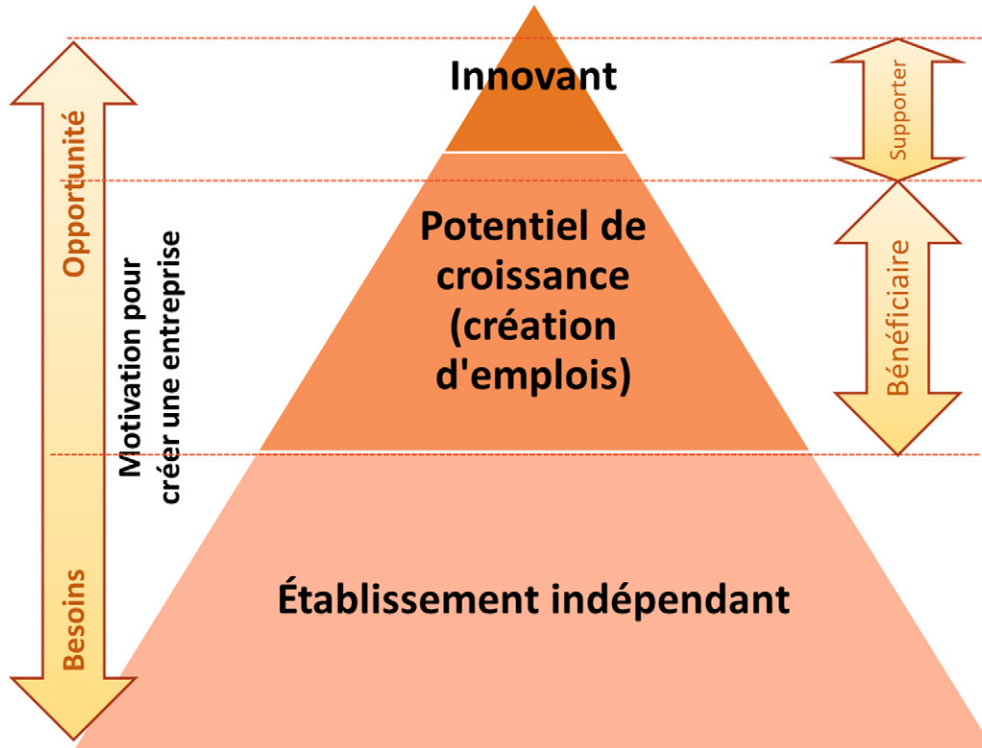
Les caractéristiques des femmes entrepreneurs sont décrites au chapitre 3, où elles sont classées en fonction de leur motivation à créer une entreprise et de leur potentiel de croissance dans les catégories suivantes : travail indépendant établi, potentiel de croissance (création d'emplois) et innovation.

Les entrepreneurs du segment "potentiel de croissance (création d'emplois)" devraient être les principaux bénéficiaires des projets de "soutien aux entrepreneurs" de la JICA sous la forme de projets de coopération technique. Les principales raisons sont les trois points suivants. (i) le segment est relativement vaste, en particulier ceux qui ont créé leur entreprise à l'origine pour des motifs "basés sur les besoins", qui dans de nombreux cas sont en situation de pauvreté ; ils sont donc aptes à recevoir un soutien ; (ii) la plupart des entrepreneurs de ce segment ont établi leur affaire dans le secteur informel, et dans la plupart des cas, si la croissance de ces entreprises est réussie, il est probable qu'elles pourront se développer en tant qu'entreprises. (iii) La croissance réussie de ces entreprises conduira à la création d'emplois dans les zones rurales et dans d'autres environnements où il y a peu d'autres possibilités d'emploi, ce qui profitera au segment des "travailleurs indépendants établis". En particulier, en ce qui concerne le point (iii), les gouvernements des pays cibles fournissent également un "soutien aux entrepreneurs" dans le cadre de leurs mesures de création d'emplois. Dans ce contexte, il est opportun que la JICA se concentre sur le soutien aux femmes entrepreneurs qui ont le potentiel de contribuer à la création d'emplois, en fournissant des BDS tels que des services numériques et des services financiers.

D'autre part, les entrepreneurs du segment du "travail indépendant établi" sont considérés comme des groupes vulnérables ou socialement vulnérables en raison de leur situation d'emploi précaire et du fait que la création de leur propre entreprise était inévitable, dans la mesure où ils ont choisi d'être indépendants en raison du chômage de leur conjoint, d'une importante perte de revenus, d'une séparation ou d'un deuil, ou de l'impossibilité de trouver un emploi formel stable pour s'occuper de membres de la famille âgés ou handicapés. Plutôt que de s'inscrire dans le cadre du soutien aux petites et micro-entreprises, elles devraient être les bénéficiaires des projets de réduction de la pauvreté et d'amélioration des moyens de subsistance.

De même, les entrepreneurs de " type innovation " ne devraient pas être " la principale cible de la JICA en matière de soutien aux entrepreneurs ", car ce sont des personnes dotées d'un talent exceptionnel et qui peuvent se frayer un chemin de diverses manières, que la JICA les soutienne ou non. Pour ce segment d'entrepreneurs, il serait approprié de fournir un soutien, mais pas simplement comme une cible d'assistance, mais de les identifier par le biais du projet NINJA et d'autres moyens, et de les considérer comme des collaborateurs de la JICA (par exemple, des mentors pour d'autres entrepreneurs), des personnes ressources ou des cibles d'investissement pour les entreprises japonaises.

En ce qui concerne les questions de genre dans les orientations de coopération de la JICA, par exemple, les pratiques défavorables aux femmes en matière d'accès au financement, les systèmes d'héritage et de propriété défavorables aux femmes, et les normes sociales telles que les restrictions sur la sortie de la maison, l'étude a confirmé qu'elles sont désavantagées en raison de leur statut. Par conséquent, la coopération pour la résolution des problèmes susmentionnés profitera aux femmes entrepreneurs de tous les segments en tant que bénéficiaires.

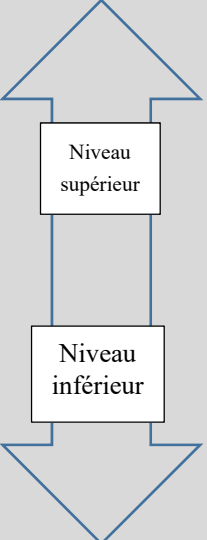


Source : Elaboré par la mission d'étude de la JICA

**Figure 5-1 Classification des femmes entrepreneurs innovantes en fonction de leurs motivations et de la cible de leur soutien**

Les différents segments des femmes entrepreneurs, leurs besoins, leurs défis, leurs objectifs et les orientations de la coopération sont résumés dans le Tableau 5-1

**Tableau 5-1 Segments de femmes entrepreneurs et leurs principaux besoins, problèmes, objectifs et l'orientation de la coopération**

Segment	Principaux Besoins	Les problèmes liés aux besoins des femmes entrepreneurs	Objectif de la coopération	Proposition de coopération
<b>Innovation entrepreneurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fonds destinés à soutenir le lancement et la croissance d'une entreprise</li> <li>Mentorat pour la planification, la mise en œuvre et la croissance des affaires</li> <li>Amélioration de la visibilité • Sécuriser et élargir les marchés (clients)</li> <li>Apporter une contribution aux femmes vulnérables par le biais des affaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accès limité au financement (manque de produits financiers répondant aux besoins des femmes entrepreneurs).</li> <li>Le coût élevé de l'enregistrement des entreprises.</li> <li>Le mépris des institutions financières et des autorités pour les femmes entrepreneurs.</li> <li>Stéréotypes concernant les domaines professionnels traditionnels, les emplois et les rôles des femmes au sein du foyer.</li> <li>La complexité de la procédure d'enregistrement des entreprises.</li> <li>Distribution inégale du BDS à certaines phases (surtout au démarrage).</li> <li>Absence de modèle féminin d'entrepreneur</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration de l'accès aux services financiers</li> <li>Assurer la qualité des fournisseurs de BDS</li> <li>Fournir un soutien pour renforcer les compétences en affaires</li> <li>Soutien aux accélérateurs et aux incubateurs</li> <li>Réforme des lois et des règlements qui sont inégaux pour les femmes</li> <li>Stéréotypes concernant les domaines professionnels traditionnels, les professions et les rôles des femmes au sein du foyer</li> <li>Réduire la charge du travail des femmes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer/renforcer le financement des PME (politique)</li> <li>Développement des ressources humaines des institutions financières</li> <li>Renforcement des capacités de l'agence pour les PME (coopération technique/ envoi d'experts), coopération technique pour l'amélioration institutionnelle de l'agence pour les PME.</li> <li>Soutien à l'amélioration de la qualité des fournisseurs de BDS .</li> <li>Fourniture de BDS (y compris le mentorat, les programmes de formation).</li> <li>Accélération et soutien de la visibilité pour les femmes entrepreneurs par le biais du projet NINJA.</li> <li>Réforme des lois et règlements qui défavorisent les femmes</li> <li>Organiser des formations sur la prise en compte du genre</li> <li>Renforcer l'enseignement des STEM pour les femmes</li> <li>Soutien à la réduction de la charge du travail des femmes</li> </ul>
<b>Type de potentiel de croissance (création d'emplois)</b>  	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fonds destinés à soutenir le lancement et la croissance d'une entreprise</li> <li>Mentorat pour la planification, la mise en œuvre et la croissance des affaires</li> <li>Compétences commerciales de base, techniques et connaissance des produits</li> <li>Tout type d'accès à l'information</li> <li>Revenu permettant de subvenir aux besoins du ménage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La majorité des entreprises sont des petites et microentreprises qui ont un faible potentiel de croissance.</li> <li>Compétences insuffisantes pour créer et gérer une entreprise.</li> <li>Manque d'information sur les mesures de soutien accessibles du gouvernement</li> <li>Pouvoir d'achat limité pour les équipements numériques et les télécommunications</li> <li>Il n'y a pas d'autre fournisseur dans le ménage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration de l'accès aux services financiers</li> <li>Assurer la qualité des fournisseurs de BDS</li> <li>Fournir un soutien pour renforcer les compétences en affaires.</li> <li>Soutien aux accélérateurs et aux incubateurs</li> <li>Réforme des lois et des règlements qui sont inégaux pour les femmes</li> <li>Stéréotypes concernant les domaines professionnels traditionnels, les professions et les rôles des femmes au sein du foyer</li> <li>Réduire la charge du travail des femmes</li> <li>Écart de BDS entre les zones urbaines et rurales (distribution urbaine inégale)</li> <li>Renforcer la culture numérique.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer/renforcer le financement des PME (politique)</li> <li>Human resource development of financial institutions</li> <li>Renforcement des capacités de l'agence pour les PME (coopération technique/ envoi d'experts), coopération technique pour l'amélioration institutionnelle de l'agence pour les PME</li> <li>Soutien à l'amélioration de la qualité des fournisseurs de BDS</li> <li>Fourniture de BDS (y compris le mentorat, les programmes de formation)</li> <li>Accélération et soutien de la visibilité pour les femmes entrepreneurs par le biais du projet NINJA</li> <li>Réforme des lois et règlements qui défavorisent les femmes</li> <li>Organiser des formations sur la prise en compte du genre</li> <li>Renforcer l'enseignement des STEM pour les femmes</li> <li>Soutien à la réduction de la charge du travail des femmes</li> <li>Coopération technique avec les écoles de formation professionnelle des PME dans les zones rurales</li> <li>Fournir des BDS aux femmes entrepreneurs (y compris le mentorat et les formations)</li> <li>Améliorer l'environnement internet dans les zones rurales</li> <li>Développement de l'offre d'information, y compris les plateformes numériques</li> </ul>
		<ul style="list-style-type: none"> <li>Revenu permettant de subvenir aux besoins du ménage</li> <li>Obtenir des opportunités d'emploi qui permettent de générer des revenus</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Il n'y a pas d'autre fournisseur dans le ménage</li> <li>Manque d'opportunités d'emploi</li> <li>Manque d'information sur les mesures de soutien accessibles du gouvernement</li> <li>Pouvoir d'achat limité pour les équipements numériques et les télécommunications</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration des revenus (moyens de subsistance)</li> <li>Offrir des opportunités d'emploi</li> <li>Fournir des informations sur les mesures de soutien du gouvernement</li> <li>Renforcer la culture numérique</li> </ul>
<b>Type d'établissement de travail indépendant</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Revenu permettant de subvenir aux besoins du ménage</li> <li>Obtenir des opportunités d'emploi qui permettent de générer des revenus</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Il n'y a pas d'autre fournisseur dans le ménage</li> <li>Manque d'opportunités d'emploi</li> <li>Manque d'information sur les mesures de soutien accessibles du gouvernement</li> <li>Pouvoir d'achat limité pour les équipements numériques et les télécommunications</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration des revenus (moyens de subsistance)</li> <li>Offrir des opportunités d'emploi</li> <li>Fournir des informations sur les mesures de soutien du gouvernement</li> <li>Renforcer la culture numérique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coopération pour l'amélioration des revenus et des moyens de subsistance dans les zones rurales</li> <li>Coopération en matière de fourniture d'informations sur les mesures de soutien et les opportunités d'emploi aux ménages à faibles revenus</li> </ul>

Source: Mission d'Etude de la JICA

## 5.2 Orientations de la coopération spécifique à chaque pays

Sur la base des défis auxquels les femmes entrepreneurs sont confrontées et qui sont décrits dans les chapitres 3 à 9, les orientations du soutien à envisager dans le cadre de la coopération de la JICA dans chaque pays sont étudiées. Pour les pays où les enquêtes de terrain n'ont pas été menées, l'orientation de l'aide sera définie en fonction des défis auxquels sont confrontées les femmes entrepreneurs dans chaque pays, des domaines prioritaires dans chaque pays, des domaines de soutien des donateurs et des domaines de soutien qui sont compatibles avec la politique de base de l'APD du Japon.

Dans les pays où des enquêtes de terrain ont déjà été menées, les besoins et les attentes de la JICA ont été demandés lors des entretiens avec les parties concernées, notamment les organisations internationales, les ONG et les prestataires de services financiers, afin de s'assurer que l'orientation est concrète.

**Tableau 5-2 Problèmes, orientation de la coopération et proposition de coopération pour chaque pays cible**

Pays	Orientation de l'APD	Problèmes	Orientation de la coopération	Proposition de coopération
Ouganda	<p><b>Politique de base de l'APD du Japon (principaux objectifs) :</b> Soutien à la réduction de la pauvreté et des disparités régionales par la croissance économique</p> <p>Contribuer à la croissance économique de l'Ouganda et des pays voisins en apportant un soutien au développement des infrastructures et <b>des ressources humaines</b>. En outre, le Japon aide les résidents à améliorer leurs moyens de subsistance en tenant compte de la <b>réduction des disparités régionales</b>.</p> <p><b>Domaine prioritaire (extrait)</b></p> <p>(1) Etablir l' environnement pour atteindre la croissance économique</p> <p>Contribuer à la réalisation d'une croissance économique durable en Ouganda par le biais du développement des infrastructures, tout en prêtant attention à la formation de projets qui tirent parti de la technologie et de l'expertise japonaises. En outre, le Japon soutiendra l'amélioration des capacités et des compétences techniques des ressources humaines qui constituent le fondement de l'industrie, en soutenant le <b>programme BTVET ( Affaires, enseignement et formation techniques et professionnels )</b>.</p> <p>(2) Augmenter les revenus grâce au développement rural</p> <p>L'Ouganda est doté d'un sol fertile et de précipitations abondantes, ce qui est idéal pour l'agriculture, et environ 70 % de la population active est engagée dans l'agriculture. En revanche, le secteur agricole souffre d'une faible production et productivité. C'est pourquoi le Japon vise à améliorer le revenu des agriculteurs en introduisant des variétés de NERICA et de riz adaptées aux conditions environnementales, et en encourageant une production efficace et efficiente de cultures de rente, notamment la riziculture.</p> <p>(4) Réaliser la stabilité sociale dans la région du nord</p> <p>Améliorer les moyens de subsistance et les compétences professionnelles des habitants de la région du nord, où le redressement post-conflit a pris du retard. En outre, il s'agit de renforcer les capacités des gouvernements locaux et de développer les infrastructures afin de renforcer la résilience des communautés. Grâce à cela, le projet favorisera la stabilité sociale dans la région.</p>	<p><b>Problèmes liés à la demande</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Sous-développement des femmes en milieu rural (éducation • revenu)</li> <li>● Difficultés d'accès aux appareils mobiles</li> </ul>	<p><b>Orientation de la coopération pour la demande</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Améliorer les moyens de subsistance dans les zones rurales (notamment en renforçant les connaissances financières et numériques)</li> </ul>	*Voir la proposition de coopération commune à plusieurs pays
		<p><b>Problèmes liés à l'offre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Manque d'infrastructures, notamment dans les zones rurales (réseau Internet, faible taux d'électrification)</li> <li>● Concentration urbaine des BDS en raison du manque de coordination entre les agences concernées</li> </ul>	<p><b>Orientation de la coopération pour l'offre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Soutien BDS pour les zones rurales en collaboration avec le projet NINJA</li> <li>● Développer l'infrastructure et renforcer la culture numérique comme base pour l'utilisation des services numériques</li> <li>● Développement de services numériques avec des télécommunications à faible débit</li> <li>● Renforcement des BDS dans les zones rurales (par exemple, BTVET).</li> </ul>	
		<p><b>Problèmes relatifs à la réglementation et au soutien</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● La taxation d'Internet et la taxation des retraits d'argent mobile pour les résidents à faible revenu sont régressives par rapport à la promotion de la numérisation</li> <li>● Stagnation de l'enregistrement des entreprises informelles en raison de la complexité des procédures et du manque de compréhension des avantages</li> </ul>	<p><b>Orientation de la coopération en matière de réglementation et de soutien</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration du système juridique pour la promotion du commerce numérique</li> <li>● Appui institutionnel pour la promotion de la formalisation du secteur informel</li> </ul>	
		<p><b>Questions de genre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Les femmes sont défavorisées dans la détermination de la consommation du ménage et du comportement d'achat</li> <li>● Il existe des pratiques défavorables aux filles, notamment dans les zones rurales (abandon scolaire précoce et mariage des enfants)</li> </ul>	<p><b>Orientation de la coopération en matière de questions de genre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Mise en œuvre d'améliorations des moyens de subsistance afin de permettre aux femmes d'obtenir une autonomie de revenus</li> <li>● Activités éducatives liées à l'élimination des pratiques sociales qui ont un impact négatif sur les femmes</li> </ul>	
Egypte	<p><b>Politique de base de l'APD du Japon (principaux objectifs) :</b> Coopération pour un développement économique et social durable et inclusif et la promotion de la stabilité et du développement social régional et international.</p> <p>Sur la base de la déclaration conjointe Japon-Égypte publiée en février 2016, les deux pays stimuleront la réforme économique et sociale promue par l'Égypte, renforceront davantage la relation stratégique entre les deux pays et coopéreront activement pour promouvoir la stabilité et le développement de la communauté régionale et internationale. En outre, la coopération sera mise en œuvre tout en considérant la cohérence avec les ODD puisque les résultats de la coopération influenceront et contribueront à la réalisation de ses objectifs ( particulièrement les objectifs 2 (famine), 3 (santé), 4 (éducation), 6 (eau et assainissement), 7 (énergie), 8 (croissance économique et emploi), 9 (infrastructure, industrialisation et innovation), 10 (inégalité), 11 (villes durables) et 17 (moyens de mise en œuvre))</p> <p><b>Domaine prioritaire</b></p> <p>(1) Promouvoir une croissance économique durable</p> <p>Afin d'améliorer l'environnement des investissements et des affaires, une coopération sera fournie en termes de matériel et de logiciels en considérant l'utilisation de la technologie japonaise (y compris le développement des infrastructures économiques et sociales, les améliorations politiques et institutionnelles, et le renforcement des capacités des agences de mise en œuvre). De plus, le Japon fournira une assistance en prenant dûment en considération la création d'emplois.</p> <p>(2) Promouvoir l'inclusion sociale</p> <p>Parallèlement à l'amélioration des services sociaux de base pour parvenir à une couverture sanitaire universelle, une coopération sera assurée pour les questions environnementales (notamment l'approvisionnement en eau, les</p>	<p><b>Problèmes liés à la demande</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Manque d'accès au capital en raison des préjugés des institutions financières et des organismes de sélection à l'encontre des femmes entrepreneurs</li> <li>● Il y a beaucoup de personnes à faible revenu engagées dans des entreprises individuelles ou des micro-entreprises à faible potentiel de croissance</li> </ul>	<p><b>Orientation de la coopération pour la demande</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Formation et orientation des femmes entrepreneurs dans leurs relations avec les autorités chargées de l'octroi des licences et les institutions financières</li> <li>● Collaboration avec des entreprises promouvant le renforcement de l'accès aux finances et aux marchés pour les femmes interrogées (Fawry, Tanmeya (IMF)).</li> </ul>	
		<p><b>Problèmes liés à l'offre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Liens entre les organisations pour soutenir les entrepreneurs utilisant les technologies numériques : manque de capacité de coordination des agences gouvernementales pour la mise en œuvre de Digital Egypt.</li> <li>● Internet lent</li> <li>● Disparité des BDS entre les zones urbaines et rurales</li> <li>● Fourniture inadéquate de fonds aux PME en raison de la capacité insuffisante des institutions financières à effectuer des contrôles</li> <li>● Un réseau logistique peu développé</li> </ul>	<p><b>Orientation de la coopération pour l'offre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Soutien BDS aux zones rurales pour réduire l'écart BDS entre les zones urbaines et rurales</li> <li>● Renforcer la capacité des institutions financières à financer les PME</li> </ul>	
		<p><b>Problèmes relatifs à la réglementation et au soutien</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Un système juridique peu développé pour la numérisation des informations personnelles</li> <li>● Système de soutien insuffisant de la phase de démarrage à la phase de croissance</li> </ul>	<p><b>Orientation de la coopération en matière de réglementation et de soutien</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Soutien au développement du système juridique et des systèmes de mise en œuvre gouvernementaux pour la promotion des TIC et de la numérisation</li> </ul>	
		<p><b>Questions de genre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Existence de normes sociales telles que le couvre-feu pour les femmes et les rôles professionnels</li> <li>● Grand écart entre les hommes et les femmes dans l'accès aux</li> </ul>	<p><b>Orientation de la coopération en matière de questions de genre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Renforcer les politiques gouvernementales, les organisations connexes et les ONG en matière d'intégration de la dimension de genre et d'élimination des pratiques sociales négatives</li> </ul>	

Pays	Orientation de l'APD	Problèmes	Orientation de la coopération	Proposition de coopération
	<p>eaux usées et la gestion des déchets), ainsi que pour la <b>production agricole et le développement rural afin de réduire les disparités entre les zones urbaines et rurales</b>. En outre, le Japon abordera les problèmes sociaux tels que le <b>soutien aux personnes handicapées, la réduction de la pauvreté et l'amélioration du niveau de vie</b>, et fournira une assistance qui contribuera à promouvoir l'inclusion sociale en Égypte.</p> <p>(3) Promouvoir l'éducation • le développement des ressources humaines et la coopération régionale</p> <p>Sur la base du Partenariat Égypte-Japon pour l'éducation (EJEP) annoncé par la déclaration conjointe Japon-Égypte en février 2016, le Japon fournira une coopération globale dans le domaine de l'éducation et du développement des ressources humaines, en utilisant les caractéristiques de l'éducation japonaise, et travaillera au développement des ressources humaines qui contribueront au développement des secteurs public et privé. Et grâce à des programmes de formation dans des pays tiers, développer les ressources humaines dans les agences égyptiennes pour la coopération intra-régionale et promouvoir la stabilité régionale et le développement au Moyen-Orient et en Afrique</p>	<p>services financiers/numériques</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Soutien à l'élimination des disparités entre hommes et femmes dans l'accès aux services numériques</b></li> <li>● Collaboration avec des entreprises promouvant le renforcement de l'accès aux finances et aux marchés pour les femmes interrogées (Fawry, Tanmeya ( MFI))</li> </ul>	
<p><b>Zambie</b></p>	<p><b>Politique de base de l'APD du Japon (principaux objectifs)</b> : Promouvoir la croissance d'une économie diversifiée et résiliente, libérée de la dépendance excessive à l'égard de l'exploitation minière</p> <p>Sur la base du "Septième plan de développement national" du gouvernement zambien, le Japon encouragera la croissance économique résiliente de la Zambie par la dynamisation des industries qui contribuent directement à la diversification économique, et par l'amélioration des infrastructures et des services sociaux qui soutiennent les activités économiques.</p> <p><b>Domaine prioritaire</b></p> <p>(1) Vitalisation des industries</p> <p>contribuer à la vitalisation de l'industrie en fournissant une assistance technique au secteur privé et au <b>secteur agricole, en mettant l'accent sur les PME</b> qui jouent un rôle important dans la promotion de la diversification économique</p> <p>(2) Amélioration des infrastructures et des services sociaux pour soutenir les activités économiques</p> <p>Le Japon soutiendra le développement des infrastructures qui constituent le fondement de diverses activités économiques afin de contribuer à la diversification économique. En outre, il soutiendra l'amélioration des services sociaux (éducation • développement des ressources humaines, santé et approvisionnement en eau • sanitaire), qui constituent la base de la croissance économique de la Zambie.</p>	<p><b>Problèmes liés à la demande</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Le faible niveau d'éducation et la faible maîtrise de l'anglais constituent des obstacles à l'accès aux principaux services fournis en anglais</li> <li>● Pouvoir d'achat limité pour les services numériques et les appareils numériques en raison des faibles revenus</li> <li>● Informations limitées sur l'accès au financement/aux BDS et aux subventions gouvernementales</li> </ul> <p><b>Problèmes liés à l'offre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● De nombreux entrepreneurs restent dans le secteur informel en raison du coût élevé des procédures d'enregistrement des entreprises</li> <li>● Des services financiers inadaptés au secteur des services, dans lequel la majorité des femmes entrepreneurs sont engagées, et aux microentreprises</li> <li>● Infrastructures peu développées dans les zones rurales (réseau mobile, téléphones portables, taux d'électrification)</li> <li>● Disparité en matière de BDS entre les zones urbaines et rurales</li> <li>● BDS insuffisant fourni par les agences gouvernementales et accès limité à l'information pour obtenir le soutien aux entreprises</li> </ul> <p><b>Problèmes relatifs à la réglementation et au soutien</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Un système fiscal inadéquat pour soutenir les entrepreneurs et les startups</li> <li>● l'absence de système d'enseignement de l'entrepreneuriat et des compétences en matière de TIC, et le défaut de lois relatives aux TIC et à la cybersécurité</li> <li>● Réorganisation en cours du ministère des TIC, des DX et des PME en raison du changement de gouvernement</li> </ul> <p><b>Questions de genre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Il existe des pratiques défavorables aux filles, notamment dans les zones rurales (abandon scolaire précoce et mariage des enfants)</li> <li>● Les femmes s'occupent du ménage et sont obligées de travailler dans des conditions de faible productivité lorsque les hommes perdent leur emploi</li> <li>● Préjugés sociaux à l'encontre des femmes dans les affaires et</li> </ul>	<p><b>Orientation de la coopération pour l'offre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Soutien par l'amélioration des moyens de subsistance et des revenus dans les zones rurales</li> <li>● Amélioration du niveau d'éducation des femmes (éducation de base, culture numérique)</li> </ul> <p><b>Orientation de la coopération pour l'offre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Soutien au ministère des PME et aux agences connexes (NTBC, TEVETA, etc.) pour réduire l'écart en matière de BDS afin de promouvoir la numérisation des services publics et d'éliminer le fossé entre les zones urbaines et rurales</li> <li>● Assistance technique au personnel de la nouvelle structure des agences gouvernementales, conseillant sur la formulation des politiques et des stratégies aux plans d'action (actuellement dans la situation de la réorganisation des ministères et de la formulation des politiques pour la promotion des PME, les TIC et la numérisation, suite à la création du Ministère des PME)</li> </ul> <p><b>Orientation de la coopération en matière de réglementation et de soutien</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Coopération pour améliorer les procédures et les services liés à la formalisation du secteur informel</li> <li>● Renforcer l'organisation du ministère des petites et moyennes entreprises nouvellement créé et réorganisé, du ministère de la science et de la technologie et de leurs organisations faitières</li> </ul> <p><b>Orientation de la coopération en matière de réglementation et de soutien</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Mise en lumière des pratiques sociales qui ont un impact négatif sur les entreprises des femmes entrepreneurs</li> <li>● Renforcer le réseau des femmes entrepreneurs et leur accès à l'information</li> </ul>	<p>4) Renforcer le soutien aux femmes entrepreneurs par la NTBC</p> <p>5) Développement et mise en œuvre du programme e-SHEP à l'aide de ZIAMIS</p> <p>1) Soutien BDS pour les micro et petites entreprises des femmes entrepreneurs ayant un potentiel de croissance</p> <p>2) Assistance au ministère des PME pour l'élaboration d'un plan stratégique pour les PME</p> <p>3) Assistance au ministère des sciences et de la technologie dans la planification de la stratégie nationale DX et de la stratégie nationale TIC</p> <p>4) Renforcer le soutien aux femmes entrepreneurs par la NTBC.</p> <p>5) Développement et mise en œuvre du programme e-SHEP à l'aide de ZIAMIS</p> <p>6) Soutien à la formalisation du secteur informel</p> <p>1) Soutien BDS pour les micro et petites entreprises des femmes entrepreneurs ayant un potentiel de croissance</p> <p>2) Assistance au ministère des PME pour l'élaboration d'un plan stratégique pour les PME</p> <p>3) Assistance au ministère des sciences et de la technologie dans la planification de la stratégie nationale DX et de la stratégie nationale TIC</p> <p>6) Soutien à la formalisation du secteur informel</p> <p>* Soutien aux entreprises qui réduisent le poids des problèmes sociaux des femmes dans le cadre de la coopération proposée dans la région Afrique</p> <p>1) Soutien au développement d'une plateforme pour les femmes entrepreneurs dans le cadre du " soutien BDS pour les</p>

Pays	Orientation de l'APD	Problèmes	Orientation de la coopération	Proposition de coopération
		évaluation injuste des capacités des femmes pour tous les types de femmes entrepreneurs (y compris les entrepreneurs de l'innovation) ● Accès inadéquat à l'information en raison du grand nombre de réseaux d'affaires réservés aux hommes		<b>micro et petites entreprises des femmes entrepreneurs avec un potentiel de croissance "</b> 5) Développement et mise en œuvre du programme e-SHEP à l'aide de ZIAMIS
Tunisie	<p><b>Politique de base de l'APD du Japon (principaux objectifs) : Coopération au développement pour une croissance économique de qualité</b></p> <p>Le Japon soutiendra une croissance économique de qualité en utilisant les connaissances et les technologies avancées japonaises pour résoudre les disparités régionales, le chômage élevé et d'autres problèmes identifiés dans le plan quinquennal de développement national du gouvernement tunisien</p> <p><b>Domaine prioritaire (extrait)</b></p> <p>(1) Développement des infrastructures économiques, des ressources humaines et renforcement de la capacité de sécurité publique</p> <p>Outre le développement des infrastructures, notamment dans les domaines de l'énergie, du transport urbain et de la prévention des catastrophes, le Japon apportera également son soutien au développement des ressources humaines dans le cadre <b>d'une collaboration entre l'industrie, le gouvernement et les universités</b>, afin de créer des industries durables qui contribueront à la <b>correction des taux de chômage élevés</b>. De plus, le Japon aidera le gouvernement tunisien à améliorer sa gouvernance et sa capacité de sécurité, car une sécurité stable est essentielle à une croissance économique stable, et la stabilité de la Tunisie contribuera à la stabilité de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, ainsi qu'aux activités des entreprises japonaises</p> <p>(2) Amélioration du cadre de vie et promotion des industries locales pour corriger les disparités régionales</p> <p>Améliorer le cadre de vie dans les régions intérieures qui ne disposent pas d'infrastructures sociales suffisantes par rapport aux zones urbaines en développant des infrastructures sociales telles que des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement. En plus, le Japon coopérera au développement de clusters et <b>d'industries primaires à haute valeur ajoutée</b>, renforcera la compétitivité des industries et améliorera les moyens de subsistance dans les régions de l'intérieur qui n'ont pas été pleinement développées en raison de la promotion du développement industriel dans les zones urbaines côtières</p>	<p><b>Problèmes liés à la demande</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Accès limité au financement en raison du manque de compréhension du secteur dans lequel les femmes entrepreneurs sont engagées et de l'absence de produits financiers adaptés</li> <li>● Difficulté à identifier avec précision les besoins en raison de l'insuffisance des données et de la compréhension des conditions actuelles de soutien aux femmes entrepreneurs</li> </ul>	<p><b>Orientation de la coopération pour l'offre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Fournir des services financiers aux femmes entrepreneurs</li> <li>● Renforcer la capacité des institutions financières gouvernementales à améliorer l'accès au financement</li> <li>● Élaborer des statistiques et des données sur les femmes travaillant dans les micro-petites entreprises et le secteur informel.</li> </ul>	<p>Investissement et prêt à l'étranger (prêts pour les femmes entrepreneurs).</p> <p>2) <b>Projet de recherche sur la compréhension du statut actuel des femmes entrepreneurs</b></p>
		<p><b>Problèmes liés à l'offre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Faible financement des PME par les banques commerciales et les institutions financières publiques</li> <li>● Les procédures d'enregistrement et de financement des entreprises sont compliquées, bureaucratiques et incompatibles avec les besoins des femmes entrepreneurs (frais d'enregistrement élevés, exigences strictes en matière de demande)</li> </ul>	<p><b>Orientation de la coopération pour l'offre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Renforcer la capacité de financement des micro, petites et moyennes entreprises et des MFI</li> <li>● Renforcer les BDS dans les incubateurs et les accélérateurs</li> </ul>	<p>3) <b>Expérience de démonstration de la diffusion des services numériques par les entreprises japonaises</b></p>
		<p><b>Problèmes relatifs à la réglementation et au soutien</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Infrastructure non développée pour les services financiers numériques tels que le mobile money</li> </ul>	<p><b>Orientation de la coopération en matière de réglementation et de soutien</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Renforcer la capacité des institutions financières à fournir des services financiers numériques</li> <li>● Promotion de la finance numérique</li> </ul>	<p>Investissement et prêt à l'étranger (prêts pour les femmes entrepreneurs)</p>
		<p><b>Questions de genre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Les normes sociales qui ont un impact négatif sur la participation des femmes au marché du travail, telles que les restrictions à la mobilité, les stéréotypes sur les professions des femmes et le mépris des capacités des femmes</li> <li>● Compréhension inadéquate de la situation actuelle dans le secteur des microentreprises et le secteur informel, qui est dominé par les femmes entrepreneurs, en raison du manque de statistiques et de données par genre</li> </ul>	<p><b>Orientation de la coopération en matière de réglementation et de soutien</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Élimination des pratiques sociales qui ont un impact négatif sur l'entrepreneuriat féminin</li> <li>● Comprendre l'état actuel du secteur informel et des microentreprises</li> <li>● Collaboration avec les agences d'aide qui mettent en œuvre des projets visant à éliminer les restrictions à l'accès des femmes aux BDS</li> </ul>	<p>1) <b>Coopération technique pour le développement de données statistiques sur les femmes entrepreneurs</b></p>
Botswana	<p><b>Politique de base de l'APD du Japon (principaux objectifs) : Assistance à la diversification industrielle et à la réduction de la pauvreté</b></p> <p>Sur la base de la VISION 2036 du Botswana et du 11e plan national de développement, le Japon aidera le Botswana à créer un environnement propice à la diversification industrielle, à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la qualité de vie, afin de contribuer à l'objectif du pays de rompre sa dépendance à l'égard de l'exploitation minière, d'améliorer son taux de chômage élevé et d'éradiquer la pauvreté</p> <p><b>Domaine prioritaire</b></p> <p>(1) Amélioration de l'environnement pour la diversification industrielle</p> <p>Soutenir le développement des infrastructures économiques (transports, information et communications, énergie, ressources en eau, etc.) indispensables à la diversification industrielle et à la création d'un environnement propice au développement durable. En outre, soutenir le développement des ressources humaines dans le secteur privé, qui est directement responsable de la diversification industrielle, et l'amélioration de l'efficacité du secteur public, de la mise en œuvre des politiques et de la capacité de gestion afin de promouvoir les politiques nécessaires à la diversification industrielle..</p> <p>(2) Réduction de la pauvreté et amélioration de la qualité de vie</p> <p>Soutenir la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la qualité de vie par le développement communautaire, l'amélioration des systèmes de soins de santé, l'offre d'opportunités éducatives, l'autonomisation des personnes socialement vulnérables et la promotion de la culture et des sports afin</p>	<p><b>Problèmes liés à la demande</b>Limited access to services due to the key services are only available in English and not available in regional languages</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Limited access to capitals such as commercial banks and funds</li> <li>● Underdevelopment of FVC in the agricultural sector</li> </ul>	<p><b>Orientation de la coopération pour l'offre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Strengthen MFI for female entrepreneurs and NGOs with MFI functions</li> <li>● Provision of training by BDS and NGOs on business services in local languages</li> <li>● Developing an agricultural value chain using digital services due to the logistical stagnation caused by COVID-19 and the strengthening of domestic agricultural production</li> </ul>	<p>1) <b>Support for Rural Female entrepreneurs and Development of Traditional Agricultural Products by the Use of AGRIMA</b></p> <p>2) <b>Livelihood Support Program through Development of Botswana Post as a Hub</b></p> <p>8) <b>Support projects for startups by female entrepreneurs</b></p>
		<p><b>Problèmes liés à l'offre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Procédures complexes d'enregistrement des entreprises</li> <li>● Un grand nombre d'entrepreneurs restent dans le secteur informel avec un faible potentiel de croissance en raison des coûts élevés de démarrage</li> <li>● Les infrastructures de communication dans les zones rurales sont sous-développées et les coûts de communication sont élevés par rapport à d'autres pays</li> <li>● Des services sous-développés qui répondent aux besoins des entrepreneurs dans les agences gouvernementales</li> <li>● Des marchés limités auxquels les micro-entrepreneurs féminins peuvent participer en raison de la petite taille du marché privé national et du vaste secteur public</li> </ul>	<p><b>Orientation de la coopération pour l'offre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Amélioration des services publics (documents, processus et services liés aux procédures) fournis par les agences gouvernementales pour soutenir les entrepreneurs</li> <li>● Renforcer l'écosystème des entreprises privées et des ONG</li> <li>● Promouvoir la participation des petites, moyennes et micro-entreprises aux projets publics</li> <li>● Renforcer la structure organisationnelle du ministère de l'Entrepreneuriat et de la coopération technique nouvellement créé</li> </ul>	<p>1) <b>Soutien aux entrepreneuses rurales et au développement des produits agricoles traditionnels par l'utilisation d'AGRIMA</b></p> <p>3) <b>Améliorer la mise en réseau des femmes entrepreneurs et la collaboration pour la fourniture de services de BDS</b></p> <p>4) <b>Envoi d'experts pour le traitement préférentiel des femmes entrepreneurs dans les appels d'offres de projets publics</b></p> <p>5) <b>Renforcer la coopération entre les ONG, les OSC et les agences gouvernementales pour soutenir les femmes entrepreneurs</b></p> <p>6) <b>Assistance à la formulation d'une politique de soutien aux femmes entrepreneurs et de promotion de l'image de marque au sein du ministère de l'Entrepreneuriat</b></p>

Pays	Orientation de l'APD	Problèmes	Orientation de la coopération	Proposition de coopération
	d'éliminer les disparités économiques et les inégalités dans les services sociaux de base causées par une croissance économique rapide et des facteurs géographiques	<p><b>Problèmes relatifs à la réglementation et au soutien</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Sous-développement des BDS privés et des ONG (écosystème)</li> <li>● Insuffisance des partenariats public-privé dans les domaines liés à la promotion des PME et au soutien de l'entrepreneuriat</li> </ul> <p><b>Questions de genre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Insuffisance de statistiques et de données sur le secteur informel dominé par les femmes entrepreneurs</li> <li>● Accès limité, en vertu du droit coutumier, aux terres et aux biens auxquels les hommes et les femmes ont un accès égal en vertu de la loi</li> <li>● De nombreuses femmes sont chefs de famille, mais elles ont peu d'opportunités de travailler et de renforcer leurs compétences en matière entrepreneuriale en raison des tâches ménagères et de la garde des enfants</li> </ul>	<p><b>Orientation de la coopération en matière de réglementation et de soutien</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Appui institutionnel pour encourager les MFI et les petites et moyennes entreprises</li> <li>● Renforcer l'écosystème des entreprises privées et des ONG</li> </ul> <p><b>Orientation de la coopération en matière de réglementation et de soutien</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Soutien à la collecte et à la mise à jour des statistiques et des données relatives au secteur informel et aux micro-entreprises</li> <li>● Renforcer l'offre de services visant à alléger les contraintes de temps et de lieu de travail pour l'entrepreneuriat des femmes chefs de famille</li> </ul>	<p>3) Améliorer la mise en réseau des femmes entrepreneurs et la collaboration pour la fourniture de services de BDS</p> <p>4) Envoi d'experts pour le traitement préférentiel des femmes entrepreneurs dans les appels d'offres de projets publics</p> <p>5) Renforcer la coopération entre les ONG, les OSC et les agences gouvernementales pour soutenir les femmes entrepreneurs</p> <p>2) Programme de soutien aux moyens de subsistance par le développement de la poste du Botswana en tant que plaque tournante</p> <p>7) Soutien au développement de données relatives au secteur informel et aux micro petites entreprises</p>
Afrique du Sud	<p><b>Politique de base de l'APD du Japon (principaux objectifs) : Accélération de la croissance et amélioration du niveau de vie des pauvres</b></p> <p>Le Japon fournira une aide qui contribuera à élever le niveau des pauvres en accélérant la croissance, en créant des emplois et en favorisant les investissements, sur la base de la politique du gouvernement sud-africain consistant à accroître les investissements dans les infrastructures, à renforcer le développement des ressources humaines, à améliorer les services sociaux de base et à fournir une assistance aux groupes socialement vulnérables</p> <p><b>Domaine prioritaire</b></p> <p>(1) Soutien au renforcement des capacités humaines et à la promotion du développement des infrastructures en vue de l'accélération de la croissance. Améliorer l'éducation de base et renforcer le développement des ressources humaines industrielles afin de former des ressources humaines capables de soutenir une croissance stable à moyen et long terme en tant qu'économie émergente. En outre, étant donné que l'Afrique du Sud est un pays moyennement développé, la coopération mutuelle sera étendue dans les domaines de la science et de la technologie, y compris l'observation de la terre, l'environnement et l'énergie, et les maladies infectieuses, et développera les ressources humaines dans ces domaines. En outre, le Japon soutiendra la formation et la planification en vue de la mise en œuvre non seulement avec des fonds publics mais aussi avec des capitaux privés, y compris des entreprises japonaises, afin d'accélérer le développement d'infrastructures de qualité, en particulier dans les secteurs de l'énergie, de l'électricité, de l'eau et des transports pour une croissance économique durable.</p> <p>(2) Soutien à la correction des disparités économiques et sociales</p> <p>Le Japon encouragera la correction des disparités économiques et sociales en soutenant les petits agriculteurs et les personnes handicapées, en améliorant les services d'assurance médicale et en favorisant le développement communautaire, car les disparités économiques et sociales augmentent en Afrique du Sud</p> <p>(3) Promotion du développement en Afrique australe</p> <p>En coopération avec l'Afrique du Sud, le centre économique de l'Afrique australe, le Japon va promouvoir le développement de la région de l'Afrique australe. Plus précisément, sur la base de l'initiative TICAD, le Japon travaillera avec les institutions de financement du développement de l'Afrique du Sud, la SADC, le NEPAD et d'autres organisations pour fournir une assistance qui contribue au développement tout en partageant l'expérience du Japon en Asie. En plus, promouvoir une coopération à grande échelle visant d'autres pays de la région de l'Afrique australe</p>	<p><b>Problèmes liés à la demande</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Il existe une grande disparité entre les riches et les pauvres, et les personnes présentant de multiples facteurs de vulnérabilité, comme les personnes de couleur et les immigrants, qui ont tendance à rester dans des entreprises peu productives</li> <li>● Difficulté d'accès aux fonds et aux institutions financières</li> </ul> <p><b>Problèmes liés à l'offre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Forte concentration de BDS dans les zones urbaines et grandes disparités en termes de qualité et de quantité de services avec les zones rurales</li> <li>● Grande disparité entre les zones urbaines et rurales en matière d'infrastructures, notamment de télécommunications</li> <li>● Le sous-développement des services financiers des banques commerciales à l'égard des petites et microentreprises</li> </ul> <p><b>Problèmes relatifs à la réglementation et au soutien</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Réglementation stricte sur les institutions financières et la mise en œuvre des affaires (procédures complexes et bureaucratiques)</li> <li>● Insuffisante participation of small and micro enterprises in public procurement</li> </ul> <p><b>Questions de genre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● La majorité des décideurs économiques et financiers sont des hommes, et les politiques et produits financiers qui répondent aux besoins des femmes sont peu développés</li> <li>● Les préjugés traditionnels sur les compétences professionnelles et les capacités des femmes constituent un obstacle à l'accès au financement et aux affaires</li> <li>● Création d'emplois pour atténuer l'impact du chômage élevé dû au COVID-19</li> </ul>	<p><b>Orientation de la coopération pour l'offre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Soutien à l'amélioration des moyens de subsistance dans les zones rurales</li> <li>● Soutien aux moyens de subsistance des femmes présentant de multiples éléments de vulnérabilité (personnes africaines d'âge moyen et personnes âgées, immigrants ou réfugiés)</li> <li>● Assistance au renforcement de l'accès aux fonds</li> </ul> <p><b>Orientation de la coopération pour l'offre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Renforcer les BDS dans les zones rurales (TIC et compétences entrepreneuriales dans les écoles professionnelles)</li> <li>● Soutenir le développement des services numériques dans les zones rurales dans des environnements à faible débit de communication</li> <li>● Renforcement des capacités des institutions financières en matière de financement des PME</li> </ul> <p><b>Orientation de la coopération en matière de réglementation et de soutien</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Coopération technique sur l'amélioration des réglementations pour les institutions financières, en particulier les MFI</li> <li>● Collaboration avec le programme d'autonomisation économique des femmes sur lequel travaillent la SADC et la GIZ</li> </ul> <p><b>Orientation de la coopération en matière de réglementation et de soutien</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Un soutien qui contribue à l'élimination des systèmes juridiques, des procédures et des coutumes sociales qui entravent l'entrepreneuriat féminin</li> <li>● Éliminer les pratiques sociales qui ont un impact négatif sur l'entrepreneuriat féminin</li> <li>● Renforcement des services publics pour réduire l'impact de COVID-19 sur le secteur informel et les petites et micro entreprises</li> </ul>	

Source: Mission d'étude de la JICA

### 5.2.1 Ouganda

Les orientations de la coopération pour traiter chacune des questions relatives aux femmes entrepreneurs en Ouganda sont résumées ci-dessous.

#### (1) L'orientation de la coopération sur les problèmes liés à la demande

Vu les défis auxquels sont confrontées les femmes entrepreneurs dans les zones rurales en raison du sous-développement, y compris les faibles niveaux d'éducation et de revenus, et l'écosystème de soutien à l'entrepreneuriat étant fortement axé sur les zones urbaines, le projet possible peut être des activités pilotes pour le développement rural et les projets d'amélioration des moyens de subsistance, les femmes entrepreneurs pourraient bénéficier d'une assistance technique et d'un soutien sous la forme d'une amélioration de la culture financière, y compris l'offre d'un soutien sous la forme de la mise en œuvre d'améliorations du foyer est envisagée. Les candidats potentiels à la collaboration sont le UNCDF et FSD Uganda, qui travaillent sur l'inclusion financière et le soutien aux femmes entrepreneurs, et Brac Uganda en tant qu'institution de microfinance.

#### (2) Orientations pour la coopération sur les questions liées à l'offre.

En Ouganda, un programme d'accélération pour soutenir les start-ups est en cours dans le cadre du projet NINJA, et les activités qui contribuent à accroître le soutien aux femmes entrepreneurs qui utilisent et développent ce programme sont les candidats potentiels à la coopération. L'une des entreprises lauréates, qui promeut le mobile money et le commerce électronique dans les zones rurales, pourrait être utilisée comme l'un des BDS pour le soutien à l'entrepreneuriat destiné aux institutions gouvernementales locales.

Le renforcement des liens et le mentorat des femmes entrepreneurs par les entreprises lauréates du programme NINJA pourraient être utiles pour résoudre les problèmes liés à leur soutien. Cela peut également offrir aux femmes entrepreneurs des opportunités pour développer leurs activités dans les entreprises primées.

Étant donné que les obstacles à l'utilisation des services numériques en Ouganda, notamment dans les zones rurales, sont en grande partie dus au sous-développement des infrastructures d'électricité et de télécommunications, il serait utile de soutenir les services mobiles qui peuvent être utilisés dans les situations où les infrastructures sont en place et où les vitesses de communication sont lentes.

En plus, étant donné les antécédents des JOCV envoyés dans les zones rurales et régionales de l'Ouganda pour soutenir la formation professionnelle et le secteur agricole, l'ajout de formations répondant aux besoins des femmes entrepreneurs, telles que la culture financière et la culture numérique dans la formation professionnelle, pourrait également contribuer à combler le fossé entre les zones urbaines et rurales. Cela pourrait également contribuer à combler le fossé entre les zones urbaines et rurales.

#### (3) Orientation de la coopération sur les problèmes de réglementation et de soutien.

Comme décrit au chapitre 4, en Ouganda, la promotion de l'enregistrement des entreprises en

simplifiant l'enregistrement des entreprises dans le secteur informel et le soutien à l'amélioration des réglementations qui défavorisent particulièrement les PME, telles que la taxation de l'internet et des services numériques, afin de promouvoir l'utilisation des technologies numériques par les femmes entrepreneurs sont considérés comme des priorités importantes.

#### (4) Orientation de la coopération proposée relative aux questions de genre.

En Ouganda, l'introduction d'activités liées à l'intégration de la dimension de genre dans les projets de coopération technique pour le développement rural des femmes à faible revenu dans les zones rurales, afin d'aider les femmes entrepreneurs à acquérir un pouvoir de décision, notamment dans les décisions et les achats du ménage, comme l'achat d'équipements numériques, sont essentiels.

Pour les femmes entrepreneurs dans les zones urbaines, le Projet NINJA peut également contribuer à l'accès des femmes entrepreneurs au financement et aux BDS en fournissant des produits et services financiers qui répondent aux besoins des femmes entrepreneurs en collaboration avec les entreprises primées par le Projet NINJA, et en fournissant des services de mentorat pour les femmes entrepreneurs. Dans le cadre des activités du Projet NINJA, en fixant le thème des entreprises à soutenir comme étant des entreprises impliquées dans la résolution des problèmes sociaux des femmes et en organisant des pitches, et en faisant des entreprises qui sont des femmes entrepreneurs ou qui emploient un grand nombre de femmes une condition de candidature, les femmes entrepreneurs elles-mêmes peuvent devenir des acteurs de la promotion de la résolution des problèmes de développement rencontrés par les femmes.

### 5.2.2 Egypte

En Égypte, la nature bureaucratique et cloisonnée des agences gouvernementales devrait rendre difficile la mise en œuvre de projets avec plusieurs agences comme C/Ps. Par conséquent, les propositions de coopération seront examinées en mettant en œuvre des projets avec une seule agence, en les intégrant dans des projets ou activités existants en cours, ou en ajoutant des activités.

#### (1) Orientation de la coopération sur les problèmes liés à la demande

Concernant certains des défis à relever pour soutenir les femmes entrepreneurs en Égypte, tels que les restrictions à quitter la maison en raison des normes sociales et l'élimination des préjugés à l'encontre des femmes entrepreneurs de la part des responsables du gouvernement et des institutions financières, il est prévu que les futurs projets de la JICA visant à soutenir les petites et moyennes entreprises contribueront à résoudre les défis liés au genre des femmes entrepreneurs en les connectant aux formations et aux programmes de formation mis en œuvre par l'OIT dans les pays africains par le biais de la formation et des programmes de formation "Genre et entrepreneuriat ensemble" (GET Ahead)<sup>74</sup> dans les pays africains, ce qui contribuera à résoudre les défis liés au genre pour les femmes entrepreneurs.

---

<sup>74</sup> [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_emp/documents/publication/wcms\\_762135.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_762135.pdf)

La formation et les programmes de formation "Entrepreneuriat Ensemble (GET Ahead)", ainsi que la collaboration avec des entreprises qui favorisent le renforcement de l'accès des femmes aux financements et aux marchés (Fawry, Tanmeya (MFI), etc.), contribueront à résoudre les défis liés au genre des femmes entrepreneurs.

## (2) Orientations pour la coopération sur les problèmes liés à l'offre

En ce qui concerne l'offre, il y a un manque de coordination efficace entre les agences gouvernementales, les universités et les autres institutions pertinentes pour le soutien aux entreprises et la mise en œuvre de l'Égypte numérique, une concentration sur le soutien de la phase de démarrage des BDS en raison d'un manque de coordination, et une disparité entre l'environnement BDS urbain et rural. Les faiblesses de la logistique et de l'environnement Internet, qui constituent l'infrastructure de base de soutien à la numérisation, constituent également un problème.

Le soutien à l'accélération, y compris le soutien aux start-ups liées aux TIC, pour éliminer la distribution inégale des BDS au niveau régional et par stade entrepreneurial, est recommandé comme une activité du projet de soutien aux PME avec l'Agence de promotion des PME et l'Agence de développement industriel. Des programmes spécifiques pourraient inclure l'envoi d'experts pour renforcer la fonction de conseil en ce qui concerne la préparation de stratégies commerciales et le développement des entreprises.

En ce qui concerne le fait que les institutions financières n'utilisent pas pleinement les capacités de prêt des petites et moyennes entreprises, il serait également utile, dans le cadre du soutien aux PME, d'apporter un appui en envoyant des experts à la banque centrale en tant que C/P pour aider les institutions financières à évaluer leur activité et à améliorer leurs capacités de prêt.

## (3) Orientation de la coopération en matière de réglementation et de soutien.

En Égypte, le défi majeur est que le développement juridique et institutionnel n'a pas suivi le rythme de la numérisation. Par conséquent, le soutien au renforcement organisationnel et au développement juridique et institutionnel est une grande priorité pour les ministères qui encouragent les TIC et la numérisation.

## (4) Orientations pour la coopération relative aux questions de genre

En Égypte, il a été observé que les institutions DFS et MFI ont été développées et fournissent des services en accord avec les besoins des femmes entrepreneurs. En mettant en œuvre des projets de soutien aux PME, il est prévu que, grâce à la collaboration avec ces entreprises du secteur privé, l'accès au financement peut être renforcé, les compétences liées aux affaires peuvent être améliorées et un soutien à l'entrepreneuriat peut être fourni afin de relever les défis de genre auxquels les femmes sont confrontées.

### 1) Fawry (fournisseur de services financiers numériques)

Mettre en œuvre conjointement des projets qui utilisent la technologie numérique pour aider les femmes entrepreneurs à résoudre leurs problèmes.

## 2) Tanmeya (MFI).

En collaboration avec Tanmeya, la JICA fournit une assistance technique aux femmes entrepreneurs, clientes auxquelles la JICA accorde des prêts, pour le lancement et la mise en œuvre de leurs activités.

En outre, le bas niveau de divers indicateurs liés à l'égalité des sexes suggère qu'un soutien à long terme à l'intégration de la dimension de genre et à la sensibilisation des agences gouvernementales et des ONG travaillant à l'élimination des pratiques sociales négatives telles que les restrictions à la sortie de la maison, les préconceptions professionnelles, etc. devrait être une haute priorité.

### 5.2.3 Zambie

Les orientations de la coopération visant à relever chacun des défis auxquels sont confrontées les femmes entrepreneurs en Zambie sont résumées ci-dessous.

#### (1) Orientation de la coopération sur les problèmes liés à la demande

Les défis liés au soutien aux femmes entrepreneurs en Zambie comprennent les faibles niveaux d'éducation et de culture financière des femmes, notamment en raison du sous-développement des entreprises individuelles établies et de la croissance à micro-échelle (création d'emplois) ; les femmes qui créent des entreprises par nécessité, ainsi que les défis communs aux entrepreneurs, y compris les entrepreneurs de l'innovation, tels que l'accès limité au financement et aux informations sur les BDS et les subventions gouvernementales, par exemple, au moment du démarrage, comme le manque de garanties et l'incapacité d'obtenir des prêts auprès des banques commerciales en raison de faibles revenus, de l'absence de dossiers de crédit, etc.

Afin de relever les défis liés à la demande des femmes entrepreneurs en Zambie, pour la majorité des entrepreneurs qui sont des travailleurs indépendants établis et des entrepreneurs ayant un potentiel de croissance (création d'emplois), la priorité est donnée au soutien des services publics d'amélioration des moyens de subsistance dans le secteur agricole et au renforcement des connaissances financières, commerciales et numériques par le biais de projets d'amélioration des moyens de subsistance.

#### (2) Orientations pour la coopération sur les problèmes liés à l'offre.

La disparité entre les zones urbaines et rurales comprend la concentration des BDS dans les zones urbaines et le manque d'accès aux services numériques dans les zones rurales en raison du sous-développement des infrastructures (réseaux mobiles, téléphones mobiles et taux d'électrification) dans les zones rurales. Par conséquent, un besoin important a également été identifié pour le soutien du ministère des PME et des agences concernées pour l'amélioration de l'écart des BDS afin de promouvoir la numérisation des services publics et d'améliorer l'écart entre les zones urbaines et rurales.

En plus, avec le changement de gouvernement en 2021, le ministère des petites et moyennes entreprises a été créé et en mai 2022, la révision de la structure organisationnelle et le développement

de la stratégie des PME sont toujours en cours. Comme le gouvernement de la Zambie est en train de développer une stratégie et de revoir les stratégies existantes pour la numérisation des services publics, y compris l'enregistrement des entreprises, les BDS et d'autres opérations liées au soutien des PME, en tant que projet prioritaire, il y a une haute priorité pour le développement de la structure organisationnelle et la planification. En ce qui concerne la numérisation des services publics, le moment est également propice à la formulation de politiques pour les TIC et la numérisation. Les agences gouvernementales ont identifié un besoin de soutien technique pour le personnel des nouvelles structures mentionnées ci-dessus, et de conseils dans des domaines en amont tels que la formulation de plans d'action à partir de politiques et de stratégies, ce qui est considéré comme une haute priorité pour un soutien à court terme.

### (3) Orientation de la coopération sur les problèmes de réglementation et de soutien.

Comme mentionné ci-dessus, les ministères liés au soutien à l'entrepreneuriat et à la promotion de la numérisation sont en cours de restructuration en raison du changement de gouvernement, de sorte que l'assistance technique aux agences gouvernementales pour le développement lié à la réglementation et à la promotion des PME est une haute priorité.

En Zambie, des efforts sont en cours pour promouvoir l'enregistrement et la certification des fournisseurs de BDS en collaboration avec le ministère des petites et moyennes entreprises, l'association faîtière des BDS et TEVETA afin de garantir la qualité des fournisseurs de BDS dans tout le pays. La coopération pour l'amélioration des procédures et des services liés à la formalisation du secteur informel est également un besoin et une priorité dans le cadre de la mise en place de nouveaux ministères et structures.

### (4) Orientations pour la coopération sur les questions de genre.

En Zambie, il est également important de s'attaquer aux normes sociales qui ont un impact négatif sur l'accès des femmes au financement et à la conduite des affaires, à l'évaluation injuste des capacités des femmes, aux pratiques sociales qui, à long terme, entraînent la concentration de toute la charge du travail domestique et des activités de subsistance sur les femmes, et à la fourniture de services liés à la réduction de la charge du travail domestique et des soins pour les femmes.

Commun à tous les types de soutien à l'entrepreneuriat, il y a un grand besoin de coopération qui mène à l'élimination des coutumes sociales et du cyber-harcèlement, etc., qui ont l'impact négatif susmentionné sur la capacité des femmes à mener des affaires, y compris l'évaluation injuste des capacités des femmes, et, la charge du travail domestique et des soins aux enfants.

En Zambie, lorsque le nouveau gouvernement a été formé en 2021, les fonctions du ministère du genre ont été confiées à la division du genre du bureau du président et aux directions responsables de chaque agence gouvernementale en tant que responsables du genre. Dans les projets où chaque ministère est le C/P, le projet doit intégrer une perspective de genre, y compris des activités de sensibilisation visant à réduire les pratiques sociales qui ont un impact négatif sur les femmes travaillant dans le projet. Le programme "50 millions de femmes africaines s'expriment", une

plateforme numérique pour les femmes entrepreneurs gérée par la Direction du Genre, sera également considéré comme une plateforme à utiliser pour la promotion des PME et le soutien aux BDS.

(5) Proposition de coopération à court terme de la Zambie

1) Appui BDS pour les micro et petites entreprises des femmes entrepreneurs ayant un potentiel de croissance

<b>Titre du projet</b>	Soutien BDS aux micro et petites entreprises des femmes entrepreneurs ayant un potentiel de croissance
<b>Formes d'assistance</b>	Soutien aux agences gouvernementales
<b>Organisation des CP</b>	Ministère des petites et moyennes entreprises
<b>autorités compétentes</b>	Association BDS , TEVETA, en Zambie,
<b>Plan</b>	Projets de coopération technique
<b>Activités</b>	<p>Objectif du projet : Création d'emplois pour les femmes à faible revenu dans les zones périphériques, notamment grâce à la croissance des micro et petites entreprises dans les zones rurales..</p> <p><b>Bénéficiaires finaux :</b> les femmes entrepreneurs de micro et petites entreprises ayant un potentiel de croissance (passage du statut d'indépendant à celui d'entreprise capable d'employer des salariés). Le "potentiel de croissance" est évalué sur la base de différents aspects, notamment le plan d'affaires (y compris le plan financier) présenté par les femmes entrepreneurs, leur vision et le potentiel des femmes entrepreneurs elles-mêmes.</p> <p>The main activities are (i) Selection of target enterprises. (ii) Selection and capacity building of BDS providers. (iii) Supporting business growth by providing BDS to selected companies. (iv) Providing necessary financial services and information access support to selected enterprises. (v) Capacity strengthening of C/Ps required to implement these activities.</p>
<b>Statut de la coordination avec le gouvernement partenaire.</b>	Les consultations et la coordination avec le ministère des petites et moyennes entreprises, TEVETA et l'association BDS en Zambie ont confirmé la situation et les besoins actuels..
<b>Date de mise en œuvre</b>	Court terme (dans 5 ans)

2) Appui au Ministère des petites et moyennes entreprises dans l'élaboration de plans stratégiques pour les PME

<b>Titre du projet</b>	Soutien au ministère des petites et moyennes entreprises dans l'élaboration de plans stratégiques pour les PME
<b>Formes d'assistance</b>	Soutien aux agences gouvernementales
<b>Organisation des CP</b>	Ministère des petites et moyennes entreprises
<b>autorités compétentes</b>	ZDA, etc.
<b>Plan</b>	Envoi d'un expert à long terme
<b>Activités</b>	<p>La restructuration des institutions gouvernementales en 2021 a donné lieu à la création du ministère des petites et moyennes entreprises. Le ministère des PME est issu de la fusion de plusieurs directions de plusieurs ministères liés aux PME, notamment le ministère de l'Industrie, le ministère de l'Agriculture, le ministère du Tourisme, la ZDA et le ministère de l'Aménagement du territoire, et en mai 2022, il est toujours en cours de formation des compétences organisationnelles et départementales.</p> <p>À l'occasion de la création du ministère, le ministère des petites et moyennes entreprises élabore une stratégie pour les PME, qui sera suivie d'un plan d'action et d'un programme de promotion des PME basé sur cette stratégie.</p>

	<p>D'après des entretiens avec des responsables du ministère des petites et moyennes entreprises, de nombreux responsables affectés au nouveau ministère n'ont aucune expérience du travail lié à la promotion des PME, de sorte qu'ils auront une vue d'ensemble du travail et seront aidés dans la formulation d'un plan d'action à long terme.</p> <p>Le soutien envisagé comprend (i) l'aide à la formulation de plans d'activité et de plans à moyen terme basés sur la stratégie, (ii) l'aide aux plans de développement du personnel nouvellement affecté, (iii) le développement d'un système de coopération avec les ministères et les organisations subordonnées concernés, et (iv) le développement d'un système de coopération avec le secteur privé.</p>
<b>Statut de la coordination avec le gouvernement partenaire.</b>	Lorsque la possibilité d'un soutien a été mentionnée, la réponse du ministère a été qu'elle était considérée comme un potentiel.
<b>Date de mise en œuvre</b>	Court terme (dans les 5 ans)

### 3) Appui au Ministère des sciences et des technologies dans la planification de la stratégie nationale DX et de la stratégie nationale des TIC

<b>Titre du projet</b>	Soutien au ministère des sciences et des technologies dans la planification de la stratégie nationale DX et de la stratégie nationale TIC
<b>Problèmes à traiter</b>	Questions relatives à l'offre, à la réglementation et au soutien
<b>Organisation des CP</b>	Ministère des sciences et de la technologie
<b>autorités compétentes</b>	Institut Smart Zambia, ZICTA, etc.
<b>Plan</b>	Envois d'experts à long terme, partenariats avec le secteur privé
<b>Activités</b>	<p>Le gouvernement de la Zambie a publié le projet de STRATEGIE NATIONALE DE TRANSFORMATION NUMERIQUE 2022 - 2026 (Stratégie nationale DX) et la POLITIQUE NATIONALE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (Politique nationale TIC) a été publiée en avril 2022 et un plan d'action concret sera développé dans les mois à venir. Des experts sont envoyés pour aider à l'introduction d'un plan réalisable et à la préparation de la mise en œuvre dans les phases initiales. L'orientation du plan d'action pourrait inclure, par exemple.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Afin de promouvoir les services administratifs numériques, il est également nécessaire d'améliorer le niveau des services administratifs et de créer un mécanisme garantissant que les personnes peu familiarisées avec les services numériques et celles vivant dans des zones rurales où l'accès au réseau est difficile puissent bénéficier du même niveau de services que ceux fournis par les services numériques. Des plans d'action devraient également être élaborés pour créer un mécanisme permettant de s'assurer que les personnes ne sont pas laissées pour compte.</li> <li>• On pourrait envisager l'utilisation des services USSD (une fonction de messagerie disponible dans le GSM similaire au SMS), qui sont simples à mettre en œuvre et faciles à utiliser, et la diffusion du support papier de sortie des données dans les environnements analogiques.</li> <li>• On pourrait également réfléchir à la méthode de collecte des frais pour assurer les coûts opérationnels après l'introduction de la numérisation. Par exemple, une base de données nécessaire aux transactions, comme les informations sur le marché des produits agricoles, pourrait être exploitée contre rémunération par les acteurs du marché (secteur privé ou autre).</li> </ul> <p>En ce qui concerne la ville intelligente mentionnée dans le projet, Japan Bio Fuels Corporation, un membre de l'équipe d'étude, mène actuellement des activités de démonstration de petites communautés intelligentes (SSC) dans les zones rurales du Mozambique. Plus précisément, la SSC vise à améliorer les revenus et le niveau de vie dans les zones rurales en s'appuyant sur trois piliers : la production d'énergie solaire et les communications, les pompes agricoles à eau et l'agriculture irriguée, ainsi que l'entreposage et l'information commerciale.</p>

<b>Statut de la coordination avec le gouvernement partenaire.</b>	Le ministère des sciences et de la technologie a confirmé qu'il accueillait favorablement la proposition de coopération.
<b>Date de mise en œuvre</b>	Court terme (dans les 5 ans)

#### 4) Renforcer le soutien des NTBC aux femmes entrepreneurs

<b>Titre du projet</b>	Renforcer le soutien de la NTBC aux femmes entrepreneurs
<b>Problèmes à traiter</b>	Problèmes relatifs à la demande et à l'offre.
<b>Homologue</b>	NTBC
<b>Organisations associées</b>	Ministère de la technologie et des sciences (MTS)
<b>Plan</b>	Envoi d'un expert de la JICA, subvention et, projet d'assistance technique, JOCV
<b>Objectifs</b>	Soutenir l'expansion et l'amélioration de l'aide de la NTBC aux femmes entrepreneurs, à la fois sur le plan matériel et logiciel, puisque la NTBC donne la priorité au soutien des femmes et des jeunes.
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement de pôle(s) d'innovation par subvention <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Développement de pôles d'innovation dans les provinces</li> <li>✓ Fourniture d'équipements (ordinateurs, équipements TIC, machines pour le développement de prototypes, mobilier et équipement de bureau, etc.) pour les pôles d'innovation</li> </ul> </li> <li>• Programme de soutien aux femmes entrepreneurs <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Formation aux compétences entrepreneuriales</li> <li>✓ Formation aux compétences numériques</li> <li>✓ Programme de mentorat et de coaching</li> <li>✓ Soutien pour l'accès aux prêts et aux financements</li> <li>✓ Promotion de la mise en réseau des femmes entrepreneurs</li> </ul> </li> <li>• Assistance pour renforcer l'accès aux marchés internationaux et la collaboration avec les entreprises internationales (y compris les entreprises japonaises) <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Événements visant à renforcer l'accès aux marchés internationaux et aux investisseurs</li> <li>✓ Événements commerciaux avec des entreprises japonaises</li> <li>✓ Événements de mise en réseau avec des entrepreneurs internationaux</li> </ul> </li> </ul>
<b>Statut de la coordination avec le gouvernement de contrepartie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le projet est demandé par la NTBC.</li> </ul>
<b>Mise en œuvre</b>	Court terme (dans les 5 ans)

#### 5) Développement et mise en œuvre de programmes e-SHEP à l'aide de ZIAMIS

<b>Titre du projet</b>	Développement et mise en œuvre du programme e-SHEP à l'aide de ZIAMIS
<b>Problèmes à traiter</b>	Problèmes liés à la demande, problèmes liés à l'offre, problèmes liés au genre.
<b>Homologue</b>	Ministère de l'Agriculture, Institut Smart Zambia
<b>Organisations associées</b>	Les organisations internationales (UE, FAO)
<b>Plan</b>	Envoi d'un expert de la JICA, projet d'assistance technique, JOCV
<b>Objectifs</b>	Développer le programme e-SHEP pour un service de vulgarisation électronique interactif dans le système d'information intégré de gestion agricole de la Zambie (ZIAMIS) développé par le ministère de l'agriculture et Smart Zambia, et mettre en œuvre e-SHEP comme projet pilote pour fournir des services de vulgarisation électronique..

<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ZIAMIS, which was developed based on the Farmer Input Support Programme (FISP), est conçu pour être une plateforme complète, utilisée non seulement pour la distribution de subventions dans le cadre du FISP, mais aussi pour la fourniture de services interactifs de vulgarisation électronique et d'informations sur le marché des produits agricoles. Actuellement, les agriculteurs, les fournisseurs d'intrants agricoles, les négociants en produits agricoles, les ministères, les ONG et les organisations internationales peuvent accéder au ZIAMIS et les banques et les fabricants sont également connectés au système par le biais de l'API. À l'avenir, le système sera ouvert aux entreprises privées afin qu'elles puissent également l'utiliser librement.</li> <li>• Cependant, même après le développement du ZIAMS, l'analyse de l'efficacité du FISP et l'évaluation de l'impact sur l'efficacité n'ont pas été réalisées, en utilisant des données numériques. Ainsi, il n'a pas été pleinement utilisé.</li> <li>• Ce projet vise à soutenir la numérisation du programme SHEP et le développement de services de vulgarisation électronique interactifs utilisant le contenu du programme SHEP, en tant que projet pilote, afin d'aider au développement de ZIAMIS. En conséquence, le projet devrait promouvoir une agriculture orientée vers le marché et soutenir les femmes entrepreneurs dans les zones rurales qui sont engagées dans l'industrie agroalimentaire. Les activités du projet comprendront: <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Numériser le contenu du SHEP afin de l'utiliser comme contenu de la vulgarisation électronique dans le ZIAMS et contribuer au développement d'un service de vulgarisation électronique interactif.</li> <li>✓ Évaluer l'impact de la FISP en utilisant ZIAMIS et proposer des améliorations.</li> <li>✓ Développer un système d'information sur le marché pour les produits agricoles</li> <li>✓ Promouvoir la coopération et la collaboration entre les ministères et les agences pour l'utilisation de ZIAMIS par le biais du projet pilote e-SHEP.</li> </ul> </li> </ul>
<b>Statut de la coordination avec le gouvernement de contrepartie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La nécessité du développement de services de vulgarisation électronique interactifs est identifiée dans " Enquête de collecte de données sur la numérisation des services publics dans les pays africains ".</li> <li>• Un brainstorming a été organisé avec le ministère de l'Agriculture.</li> <li>• Smart Zambia a demandé une assistance pour la collecte de données sur les programmes existants tels que le FISP en utilisant ZIAMIS et l'évaluation de l'impact du projet..</li> </ul>
<b>Mise en œuvre</b>	Court à moyen terme

## 6) Appui à la formalisation du secteur informel

<b>Titre du projet</b>	Soutien à la formalisation du secteur informel
<b>Problèmes à traiter.</b>	problèmes liés à l'offre, problèmes de réglementation et de soutien
<b>Homologue</b>	ZDA, Ministère des PME
<b>Organisations associées</b>	PACRA, ZRA, Agence d'examen de la réglementation des entreprises (BRRA), etc.
<b>Plan</b>	Envoi d'un expert de la JICA, JOCV
<b>Objectifs</b>	Améliorer et étendre l'aide de ZDA à la formalisation du secteur informel, avec la création du ministère du développement des petites et moyennes entreprises (MSMED).
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• En Zambie, la ZDA soutient la formalisation du secteur informel en fournissant une formation et un accès au financement, au moment de l'enregistrement de l'entreprise dans un guichet unique. Cependant, les guichets uniques n'existent que dans quelques endroits du pays (Lusaka, Livingstone, Chipata et Kitwe). Le mandat et la responsabilité de la ZDA seront revus et modifiés, avec la création de la MSMED.</li> <li>• Bien que la répartition des rôles entre le MSMED et la ZDA ne soit pas encore claire, la création du MSMED sera l'occasion de réorganiser et de numériser le programme et de l'étendre à l'ensemble du pays afin de promouvoir la formalisation du secteur informel..</li> <li>• Les principales activités du projet comprendront deux composantes : l'examen du cadre institutionnel actuel et des activités de soutien à la formalisation, et l'analyse des besoins et des problèmes liés aux femmes entrepreneurs dans le secteur informel, et les programmes de soutien aux femmes entrepreneurs et le développement de l'écosystème local de soutien à l'entrepreneuriat. Les activités du projet comprendront:</li> </ul>

	<p>(1) Examen et analyse des problèmes relatifs au cadre institutionnel, au processus et aux incitations à la formalisation.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Examen de l'assistance actuelle de la ZDA pour la formalisation et la situation de l'utilisation des guichets uniques.</li> <li>✓ Analyse des problèmes et des besoins de formalisation des entreprises informelles par les femmes entrepreneurs.</li> <li>✓ Examen de l'exonération fiscale, de l'accès aux petits prêts et d'autres incitations liées à la formalisation et proposition d'amélioration.</li> <li>✓ Étude de l'expansion des guichets uniques</li> <li>✓ Examen de l'utilisation actuelle et analyse des problèmes liés au registre électronique.</li> </ul> <p>(2) Assistance aux femmes entrepreneurs et développement d'un écosystème de soutien à l'entrepreneuriat..</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Formation aux compétences entrepreneuriales et numériques pour les femmes entrepreneurs du secteur informel.</li> <li>✓ Promotion de la collaboration des accélérateurs et des incubateurs pour la fourniture de services de BDS dans les provinces.</li> <li>✓ Soutien à la mise en réseau des femmes entrepreneurs et des groupes de femmes</li> <li>✓ Promotion de la communication entre les fournisseurs de services BDS et les ministères et agences concernés.</li> <li>✓ Organisation d'événements pour la mise en réseau avec des investisseurs, des entrepreneurs internationaux et autres, et pour l'accès aux marchés nationaux et internationaux, etc.</li> </ul>
<b>Statut de la coordination avec le gouvernement homologue</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Il y a eu aucune discussion avec ZDA sur le projet. Mais la ZDA a indiqué qu'elle accepterait positivement la proposition de l'équipe d'étude. Le MSMED n'était pas encore établi.</li> </ul>
<b>Mise en œuvre</b>	Court terme (dans les 5 ans)

#### 5.2.4 Tunisie

L'orientation de la coopération pour aborder chacun des problèmes liés aux femmes entrepreneurs en Tunisie est organisée comme suit. Comme il est difficile pour la Tunisie de mettre en œuvre des projets de coopération technique à court et moyen terme, la proposition de coopération sera basée sur des programmes qui peuvent être mis en œuvre, tels que l'envoi d'experts, le programme de co-création de connaissances et la coopération avec le secteur privé.

##### (1) Orientation de la coopération sur les problèmes liés à la demande.

En relation avec les problèmes décrits au chapitre 7, les propositions de coopération suivantes sont organisées comme suit, qui contribuent à renforcer l'accès au financement pour les femmes dans les micro, petites et moyennes entreprises et le secteur informel, et à comprendre la situation actuelle et les besoins des femmes entrepreneurs.

##### 1) Utilisation des investissements et des prêts étrangers

Comme décrit au chapitre 7, l'amélioration de l'accès au financement est l'une des plus grandes priorités de la coopération en matière de soutien aux femmes entrepreneurs en Tunisie. Parmi l'assistance financière fournie par la JICA stipulée au chapitre 3, les prêts de financement du développement dans ce domaine aux institutions financières officielles, telles que la Banque de développement du gouvernement, ne constituent pas une grande priorité dans l'avenir proche pour

la JICA. Il ne s'agit pas d'une grande priorité dans la politique de la JICA. Il peut être préférable d'utiliser des investissements et des prêts à l'étranger visant à accélérer la promotion du développement par le biais du secteur privé.

Une coopération avec les institutions financières suivantes ciblant les entrepreneurs de l'État tunisien pourrait être envisagée.

① CDC: Investissement pour les femmes entrepreneurs

La JICA investira dans un fonds destiné aux femmes entrepreneurs, soit seule, soit conjointement avec un fonds privé japonais. En plus, un fonds d'investissement conjoint avec la Banque mondiale, dans lequel le CDC a une expérience et des antécédents, pourrait être envisagé.

② BTS: Financement pour les femmes entrepreneurs

Les prêts destinés aux femmes entrepreneurs seront accordés par la JICA seule ou en collaboration avec des institutions financières japonaises. Des experts seront également envoyés auprès du personnel de la BTS afin de dispenser une formation en matière de sélection, d'évaluation et de renforcement des capacités pour la promotion des entreprises, en particulier pour le personnel des directions régionales.

③ Enda Tamweel (institution de microfinance) : prêts pour les femmes entrepreneurs

Les prêts destinés aux femmes entrepreneurs seront fournis par la JICA seule ou en collaboration avec des institutions financières japonaises. En outre, une formation sera dispensée au personnel du BTS en matière de sélection, d'évaluation et de renforcement des capacités opérationnelles, en particulier pour le personnel des directions régionales ; le renforcement des capacités d'Enda Tamweel en matière de collecte de fonds (par exemple, l'émission d'obligations) sera également très efficace.

2) Evaluer le statut actuel des institutions appropriées pour les femmes entrepreneurs

En Tunisie, il y a plusieurs ministères chargés de soutenir les femmes entrepreneurs, mais ils ne sont pas bien coordonnés entre eux et chaque autorité compétente appréhende séparément les données pertinentes et manque d'informations sur les femmes dans le secteur informel, comme le dédoublement et l'entreprise familiale, ce qui entrave la formulation de politiques à long terme et de mesures de soutien qui répondent à leurs besoins. La nécessité d'une enquête sur l'état d'avancement de l'élaboration des données a été soulevée par le ministère des affaires féminines, car cela entrave la formulation de politiques à long terme et de mesures de soutien qui répondent à leurs besoins.

(2) Orientations pour la coopération sur les problèmes liés à l'offre.

En Tunisie, les orientations possibles de l'assistance comprennent le soutien lié à la réduction de l'écart de BDS entre les zones urbaines et rurales, le financement des PME (financement des entreprises), le renforcement des capacités des MFI et le BDS pour les incubateurs et les accélérateurs.

Parmi les agences donatrices interrogées par l'équipe de recherche, le PNUD met en œuvre des projets liés au renforcement de l'accès au financement et au soutien des BDS pour les PME dans les zones rurales, et pourrait être un potentiel partenaire de collaboration.

Comme indiqué dans les questions relatives à la demande, le manque de coordination interministérielle dans le soutien aux femmes entrepreneurs est une grande priorité en tant que soutien à long terme.

En Tunisie, le soutien aux femmes entrepreneurs est assuré par plusieurs ministères, dont le ministère de l'Industrie, le ministère de l'Agriculture et le ministère du Genre. La coordination entre les différents ministères pose problème et les informations sur les femmes gérant des entreprises familiales qui n'ont pas enregistré leur entreprise n'ont pas été développées. Par conséquent, le soutien lié à la coordination des ministères et à la compréhension de la situation actuelle des besoins et des priorités des femmes entrepreneurs est important.

(3) Orientation de la coopération sur les questions de réglementation et de soutien.

En Tunisie, la monnaie électronique est sous-utilisée par rapport à d'autres pays africains en raison du retard dans le développement des réglementations régissant l'utilisation de la monnaie électronique. À long terme, il est nécessaire de soutenir le développement de la législation et de la réglementation pour promouvoir l'utilisation de la finance numérique.

(4) Orientations de la coopération relative aux questions de genre.

En Tunisie, soutien à l'utilisation des services numériques pour résoudre la perte d'opportunités d'emploi et l'accès limité aux BDS en raison des restrictions sur l'accès des femmes au travail dans les zones rurales et des restrictions sociales sur la relocalisation en raison de l'emploi, et proposition de coopération avec les agences d'aide qui fournissent un soutien à l'emploi dans des postes permettant le travail depuis le domicile.

Comme on observe les mêmes défis en Egypte, il est possible d'améliorer l'accès au financement en combinaison avec des investissements et des prêts étrangers comme décrit dans la coopération proposée relative à la demande dans (1), en coopération avec les MFI qui soutiennent déjà les femmes entrepreneurs, comme cela est proposé en Egypte.

(5) Proposition de coopération de la Tunisie

1) Projet de recherche sur la compréhension du statut actuel des femmes entrepreneurs

<b>Titre du projet</b>	Projet de recherche sur la compréhension du statut actuel des femmes entrepreneurs
<b>Organisation CP</b>	Institutions compétentes pour les femmes entrepreneurs dans chaque pays..
<b>autorités compétentes</b>	CGAP
<b>Plan</b>	recherche de projets
<b>Ligne directrice sur le montant des apports</b>	Experts à court terme (finance numérique, micro, petit et secteur informel, inclusion financière, genre, moyens de subsistance)

<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Enquête sur la situation actuelle des femmes travaillant dans le secteur informel et les entreprises familiales qui sont classées comme travailleuses non rémunérées, selon les indications du ministère tunisien des Affaires féminines..</li> <li>• Enquête auprès des parties prenantes et analyse des exemples d'autres pays pour aboutir à un soutien au renforcement des capacités des instituts de statistiques..</li> </ul>
<b>Statut de la coordination avec le gouvernement partenaire.</b>	Des discussions ont eu lieu avec les représentants du CGAP. Confirmation de la possibilité d'une coopération en fonction de la thématique.

## 2) Démonstrations de la diffusion de services numériques par des entreprises japonaises

<b>Titre du projet</b>	Projet de recherche sur la compréhension du statut actuel des femmes entrepreneurs
<b>Problèmes à traiter.</b>	Problèmes liés à la demande
<b>Organisation CP</b>	Ministère des affaires féminines
<b>autorités compétentes</b>	Ministère de l'agriculture
<b>Plan</b>	Envoi d'experts, activités liées aux ODD, partenariats avec le secteur privé
<b>Ligne directrice sur le montant des apports</b>	Environ 2 experts (à court terme 6 mois)
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• On examinera la possibilité d'un soutien technique pour la plateforme numérique que la Tunisie prévoit de développer dans le cadre du programme RAIDET qui sera lancé en 2022. Le ministère tunisien des affaires féminines a des idées pour le commerce en ligne, le suivi des projets et une fonction de mise en relation entre les femmes entrepreneurs et les bailleurs de fonds tels que les MFI et les donateurs ; leur faisabilité et leurs fonctions seront examinées.</li> </ul>

## 3) Elaboration de données statistiques relatives aux femmes entrepreneurs.

<b>Titre du projet</b>	Démonstrations de la diffusion de services numériques par des entreprises japonaises
<b>Les problèmes à traiter.</b>	Problèmes liés à l'offre
<b>CP Organisation</b>	Bureau des statistiques
<b>autorités compétentes</b>	Ministère de l'agriculture, de l'industrie et des femmes.
<b>Plan</b>	Projets de coopération technique
<b>Activités</b>	<p>L'organisation des données et des informations sur les entrepreneurs en Tunisie n'est pas coordonnée par les ministères et chaque ministère compétent collecte les données séparément, ce qui entraîne un double comptage lorsque l'on travaille dans plus d'un secteur, et le secteur informel et les femmes saisonnières et à temps partiel sont classées comme travailleurs domestiques non rémunérés. On estime que le nombre de personnes est considérable.</p> <p>Le soutien à la mise en œuvre de l'organisation correcte des données et des informations dans le développement des futures stratégies de soutien aux femmes entrepreneurs.</p>

### 5.2.5 Botswana

Les orientations de la coopération pour relever chacun des défis relatifs aux femmes entrepreneurs au Botswana sont résumées ci-dessous.

#### (1) Orientation de la coopération sur les problèmes liés à la demande.

Le plus grand défi relatif à la demande au Botswana est de renforcer l'accès au financement, mais les

prêts des banques commerciales constituent un obstacle en raison des faibles revenus et des exigences en matière d'enregistrement de l'entreprise pendant la phase de démarrage, et les fonds et services fournis par les agences gouvernementales ne sont pas toujours accessibles aux entrepreneurs en termes d'exigences d'enregistrement, de coûts, de procédures et de langue. La situation actuelle est telle que le ministère de l'entrepreneuriat nouvellement créé est considéré comme hautement prioritaire pour la coopération visant à améliorer l'accès des entrepreneurs aux fonds. La coopération visant à améliorer l'accès aux informations, telles que les informations sur le marché pour faire des affaires, les informations sur le soutien aux entreprises et les opportunités d'obtenir des mentors, comme le sous-développement de la chaîne de valeur alimentaire (CVA) dans l'agriculture, est également considérée comme une haute priorité.

## (2) Orientations de la coopération sur les problèmes liés à l'offre

Les défis pour les femmes entrepreneurs au Botswana comprennent la petite taille du marché privé national et la petite part de marché dans laquelle les microentrepreneuses peuvent participer en raison de l'importance du secteur public. En outre, le soutien à l'entrepreneuriat fourni par les agences gouvernementales ne répond pas de manière adéquate aux besoins des entrepreneurs de petites et micro entreprises, qui sont souvent des femmes entrepreneurs. En plus, les ONG et les OSC, qui soutiennent principalement les petites et micro entreprises et le secteur informel, ne sont pas suffisamment liées au gouvernement et font face à des défis majeurs en termes de personnel et de budgets, ce qui signifie qu'elles ne peuvent pas répondre pleinement aux besoins des entrepreneurs.

Les banques commerciales du Botswana servent exclusivement le gouvernement et les grandes entreprises et ne ciblent pas activement les femmes entrepreneurs comme source de services. Les entretiens ont également montré que l'institution publique de prêt CEDA ciblait les petites, moyennes et microentreprises, mais pas les femmes. En tant que proposition de coopération pour les femmes entrepreneurs, il est suggéré que, tout d'abord, dans le cadre de l'activation du secteur privé par le gouvernement, en soutenant une fourniture de services plus détaillée aux PME, des moyens supplémentaires pour simplifier et faciliter l'accès aux services aux femmes entrepreneurs devraient être ajoutés à la coopération et inclus dans les activités.

Le temps et l'argent nécessaires à la formalisation, à l'enregistrement des entreprises et à la certification gouvernementale, qui est une condition préalable à l'accès au financement, constituent un obstacle majeur. En plus, les fonds et les services fournis par les agences gouvernementales pour soutenir les entrepreneurs ne sont pas toujours adaptés au niveau économique et éducatif des utilisateurs, ce qui fait qu'il est hautement prioritaire de fournir un soutien au ministère de l'entrepreneuriat nouvellement créé pour développer un programme de soutien qui réponde aux besoins des entrepreneurs.

En outre, le Botswana a réorganisé ses ministères en avril 2022 et a créé un nouveau ministère de l'Entrepreneuriat, qui intègre la CEDA, LEA et d'autres ministères et directions liés aux petites et microentreprises. Au moment de l'enquête de terrain, le ministère n'avait pas encore été organisé ni doté en personnel, mais le ministère de l'Agriculture et le Bureau du genre, dont l'intégration est

prévue, ont confirmé qu'il existe un besoin important d'assistance technique en matière de soutien à l'entrepreneuriat.

(3) Orientation de la coopération sur les problèmes de réglementation et de soutien.

Au Botswana, l'écart susmentionné entre les besoins du gouvernement et des entrepreneurs est comblé par les BDS privés, les MFI et les ONG, mais l'écosystème est faible en raison de la faible collaboration entre le gouvernement, le secteur privé et les ONG, et il y a un besoin élevé de coopération pour soutenir le renforcement de l'écosystème d'appui à l'entrepreneuriat. Le besoin de coopération pour soutenir le renforcement de l'écosystème d'appui à l'entrepreneuriat est grand.

(4) Orientations de la coopération relatives aux questions de genre.

Au Botswana, une plus grande proportion de femmes entrepreneurs dirigeant des petites et microentreprises sont dirigées par des mères célibataires que dans d'autres pays africains, ce qui confirme qu'elles sont contraintes de créer leur propre entreprise en fonction des contraintes liées au type d'emploi et à l'emplacement de l'entreprise.

Le manque de statistiques et de données complètes concernant le secteur informel, qui est dominé par les femmes entrepreneurs, contribue également à l'absence de services publics adaptés aux besoins et à la situation actuelle des femmes entrepreneurs. C'est pourquoi le soutien au développement de données et d'informations statistiques spécifiques au genre est une priorité absolue.

(5) Proposition de coopération du Botswana.

1) Envoi d'experts de la JICA pour le traitement préférentiel des femmes entrepreneurs dans les appels d'offres de travaux publics

<b>Titre du projet</b>	Envoi d'experts de la JICA pour le traitement prioritaire des femmes entrepreneurs dans les appels d'offres de travaux publics
<b>Organisation CP</b>	Ministère du commerce et de l'industrie, ministère des finances et de la planification du développement, etc.
<b>Problèmes à traiter.</b>	Problèmes liés à la demande et à l'offre.
<b>autorités compétentes</b>	Ministère de l'entrepreneuriat, (organisations internationales (UNRCO, PNUD, ONU Femmes, OIT))
<b>Plan</b>	Envois d'experts à long terme, projets de coopération technique
<b>Activités</b>	Le Botswana a une influence importante du secteur public dans l'économie, avec plus de la moitié des emplois au Botswana liés au gouvernement et aux entreprises publiques, etc. Un projet de loi sur l'inclusion économique 2021 a été présenté en août 2021 afin d'introduire un traitement préférentiel pour les femmes, les jeunes et les personnes handicapées dans les appels d'offres pour les projets publics. L'introduction d'un traitement préférentiel pour les femmes, les jeunes et les personnes handicapées dans les appels d'offres pour les projets publics est à l'étude. La possibilité de participer à des projets publics soutiendra les femmes entrepreneurs, étant donné que les institutions financières exigent des antécédents commerciaux et des garanties pour les prêts, ce qui est difficile d'accès pour les femmes entrepreneurs et les jeunes qui veulent lancer une nouvelle entreprise. D'autre part, des problèmes liés aux entreprises publiques ont également été identifiés, tels que la lenteur des paiements du gouvernement et le manque de liquidités des entreprises.  En conséquence, il est proposé que des experts de la JICA soient envoyés pour fournir une assistance technique à la mise en place d'un système de traitement préférentiel pour soutenir les femmes entrepreneurs dans les appels d'offres de travaux publics. Les mesures

	<p>préférentielles pour soutenir les femmes entrepreneurs comprennent : l'étude du système d'appel d'offres, comme l'introduction d'un système de points pour donner un traitement préférentiel aux femmes et aux jeunes entrepreneurs dans les appels d'offres de travaux publics, et pour encourager les nouveaux entrants en réduisant le poids des réalisations passées et de l'historique de carrière dans l'évaluation des travaux publics, et aussi l'étude du mécanisme de mise en œuvre des projets de travaux publics, comme le système de paiement partiel dans les projets, et le développement de produits financiers pour soutenir la continuité des affaires, comme l'affacturage, visant les projets de travaux publics.</p> <p>L'objectif est de fournir un appui technique pour la mise en place de mesures de soutien aux femmes entrepreneurs utilisant des projets de travaux publics, y compris l'étude du développement de produits financiers pour soutenir la continuité des affaires, tels que l'affacturage. Les agences de l'ONU collaboreront également à l'étude des mesures de soutien aux femmes entrepreneurs en relation avec la loi.</p>
<b>Statut de la coordination avec les autorités locales</b>	Lors de discussions avec des organisations internationales, nous avons pu confirmer des informations selon lesquelles elles envisagent de fournir une assistance dans le cadre de ce qui précède.
<b>Date de mise en œuvre</b>	Court terme (dans les 5 ans)

## 2) Appui aux femmes rurales entrepreneurs et développement des produits agricoles traditionnels par l'utilisation d'AGRIMA

<b>Titre du projet</b>	Soutien aux femmes rurales entrepreneurs et au développement des produits agricoles traditionnels par l'utilisation d'AGRIMA
<b>Problèmes à traiter.</b>	Problèmes liés à la demande, problèmes relatifs au genre.
<b>Homologue</b>	Ministère de l'Entrepreneuriat
<b>Organisations associées</b>	Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, Organisation internationale (PNUD)
<b>Plan</b>	Envoi d'un expert de la JICA, projet d'assistance technique, JOCV
<b>Objectifs</b>	Soutenir les femmes entrepreneurs qui sont engagées dans l'agriculture et la production/commerce de produits agricoles traditionnels, tels que le "malura" et le "mopane", en utilisant la plateforme AGRIMA.
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire a lancé la plateforme AGRIMA en mars 2022 pour mettre en relation les producteurs et les détaillants de cultures horticoles et a l'intention d'étendre AGRIMA au commerce des produits agricoles traditionnels..</li> <li>• Le secteur agricole actuel du Botswana produit principalement des produits destinés à la consommation personnelle et à la vente dans les régions environnantes, et non à des fins commerciales. Les agriculteurs n'ont pas accès au marché ni aux incitations pour développer leur production. Le ministère a interdit l'importation de produits agricoles d'Afrique du Sud depuis janvier 2022 pour promouvoir le secteur agricole et l'autosuffisance alimentaire du pays.</li> <li>• Au Botswana, il existe des produits agricoles traditionnels uniques tels que le malura et le mopane. Les femmes rurales sont principalement engagées dans la production, avec le soutien de certaines ONG. Bien que les produits agricoles traditionnels soient déjà commercialisés et que les produits fabriqués au Botswana, étiquetés " produits du Botswana ", soient distribués et commercialisés, leur visibilité est faible et les avantages pour les productrices dans les villages sont minimes.</li> <li>• Ce projet vise à promouvoir le contrôle de la qualité, l'identification géographique (IG) et l'image de marque des produits agricoles traditionnels au Botswana en vue d'une valeur ajoutée, et à connecter les producteurs aux marchés..</li> <li>• Les activités du projet comprendront le développement de produits agricoles traditionnels, un soutien technique pour le contrôle de la qualité et l'enregistrement du certificat d'indication géographique, et un soutien pour le développement du système AGRIMA..</li> <li>• La cible du projet est constituée par les femmes entrepreneurs et les femmes des zones rurales qui sont engagées dans la production et le commerce de produits agricoles traditionnels..</li> </ul>

<b>Statut de la coordination avec le gouvernement homologue</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'idée du projet vient de la direction de la promotion de l'agrobusiness, du ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire en charge d'AGRIMA. Mais le ministère homologue est le ministère de l'entrepreneuriat, car la direction sera transférée du ministère de l'agriculture au ministère de l'entrepreneuriat..</li> </ul>
<b>Mise en œuvre</b>	Court terme (dans les 5 ans)

3) Assistance à la formulation d'une politique de soutien aux femmes entrepreneurs et à la création d'une marque pour les produits du Botswana au sein du ministère de l'Entrepreneuriat

<b>Titre du projet</b>	Assistance à la formulation de politiques pour le soutien aux femmes entrepreneurs et à la promotion de l'image de marque des produits du Botswana au sein du ministère de l'Entrepreneuriat.
<b>Homologue</b>	Ministère de l'Entrepreneuriat
<b>Organisations associées</b>	Organisations internationales (PNUD), Donateur (GIZ)
<b>Plan</b>	Envoi d'un expert de la JICA
<b>Objectifs</b>	Fournir une assistance technique au ministère de l'entrepreneuriat pour la formulation de la politique et des programmes du ministère en matière de soutien aux femmes entrepreneurs et de valorisation des produits du Botswana afin d'établir la marque Botswana.
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le secteur public est dominant au Botswana ; cependant, les programmes actuels de soutien aux entrepreneurs n'aident pas nécessairement les femmes entrepreneurs en raison des questions et des problèmes liés au soutien actuel aux entrepreneurs, tels que la paperasserie et le manque de sens des affaires, le caractère fermé et le processus inefficace, comme l'ont souligné les entrepreneurs, utilisateurs des programmes. En attendant, le développement d'une stratégie de l'image de marque des produits botswanais est indispensable pour ajouter de la valeur aux produits botswanais et améliorer leur compétitivité.</li> <li>La création du nouveau ministère de l'entrepreneuriat nécessite d'intégrer les activités de plusieurs ministères et agences, de développer des politiques à moyen et long terme, et de coordonner la formulation de plans d'action pour le soutien aux entrepreneurs par le ministère.</li> <li>Ce projet fournira au ministère de l'entrepreneuriat nouvellement créé un soutien technique pour la formulation de politiques et de stratégies visant à soutenir les femmes entrepreneurs et à établir l'image de marque du Botswana en collaboration avec des organisations internationales, telles que le PNUD.</li> <li>La formulation de la politique de soutien aux femmes chefs d'entreprise et des stratégies de promotion de l'image de marque devrait être dirigée par des organisations internationales, telles que le PNUD ; la JICA soutiendra la formulation du plan d'action et la mise en œuvre du projet.</li> </ul>
<b>Statut de la coordination avec le gouvernement homologue</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'idée du projet a été discutée avec le PNUD. Il n'y a pas d'action pour la réalisation puisque la responsabilité et le mandat du nouveau ministère sont déterminés.</li> </ul>
<b>Mise en œuvre</b>	Court terme (dans les 5 ans)

4) Assistance technique pour améliorer la mise en réseau des femmes entrepreneurs et la collaboration pour la fourniture de services BDS

<b>Titre du projet</b>	Envoi d'experts de la JICA pour le traitement préférentiel des femmes entrepreneurs dans les appels d'offres de travaux publics
<b>Les problèmes à traiter</b>	Problèmes liés à la demande et à l'offre.

<b>Homologue</b>	Ministère de l'entrepreneuriat, LEA
<b>Organisations associées</b>	Accélérateurs, incubateurs, ONG, etc.
<b>Plan</b>	Envoi d'un expert de la JICA, JOCV
<b>Objectifs</b>	Renforcer l'écosystème BDS et créer des réseaux pour soutenir la croissance et la stabilisation des entreprises par les femmes entrepreneurs et les entreprises dirigées par des femmes.
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Au Botswana, l'écosystème BDS, y compris les accélérateurs, existe dans une certaine mesure ; cependant, les femmes entrepreneurs ont tendance à être isolées et ont moins d'accès aux services de mentorat et de coaching dont elles ont besoin. Ainsi, ce projet vise à renforcer l'écosystème BDS connectant les entrepreneurs et le gouvernement et à promouvoir des réseaux efficaces pour eux.</li> <li>• Les groupes cibles comprendront des femmes entrepreneurs aux premiers stades et aux stades intermédiaires des startups. Le projet contribuera à la croissance et à la stabilisation des entreprises en offrant un accès au financement et aux services de BDS.</li> <li>• Les activités du projet comprendront : 1) la promotion de la collaboration entre les accélérateurs et les incubateurs qui fournissent des services BDS, 2) la mise en réseau des femmes entrepreneurs, 3) la promotion de la communication entre les fournisseurs de services BDS et les ministères et agences concernés, 4) l'organisation d'événements, etc..</li> </ul>
<b>Statut de la coordination avec le gouvernement homologue</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bien que le besoin du projet ait été identifié, aucune discussion n'a eu lieu avec le potentiel homologue.</li> </ul>
<b>Mise en œuvre</b>	Court terme (dans les 5 ans)

#### 5) Programme d'appui aux moyens de subsistance par le développement de la poste du Botswana en tant que plaque tournante

<b>Titre du projet</b>	Programme de soutien aux moyens de subsistance par le développement de la poste du Botswana en tant que plaque tournante
<b>Problèmes à traiter</b>	Questions relatives à l'offre, à la réglementation et à l'appui
<b>Homologue</b>	Poste du Botswana, LEA, CEDA,
<b>Organisations associées</b>	Ministère de l'entrepreneuriat, Caisse d'épargne du Botswana, etc.
<b>Plan</b>	Envoi d'un expert de la JICA, projet d'assistance technique, JOCV
<b>Objectifs</b>	Améliorer les moyens de subsistance des agricultrices, des ménages à faible revenu et des mères célibataires en proposant une formation commerciale ou numérique dans le bureau de poste du Botswana en tant que hub.
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La poste du Botswana sert de partie du gouvernement et de la banque, en particulier dans les zones rurales, en tant que guichet pour recevoir la sécurité sociale et les pensions et demander des programmes CEDA. Depuis peu, la poste du Botswana exploite Poso Money, un service public de téléphonie mobile, qui est interopérable avec tous les services de téléphonie mobile et qui devrait contribuer à la transformation numérique du pays. La poste du Botswana engage des femmes comme agents de Poso Money pour améliorer leurs moyens de subsistance.</li> <li>• Ce projet vise à améliorer les moyens de subsistance des agricultrices, des mères célibataires et des femmes vivant dans des ménages à faibles revenus en leur offrant une formation commerciale et numérique, en utilisant la poste du Botswana comme plateforme..</li> <li>• Les activités du projet comprendront : 1) l'offre de formation aux compétences entrepreneuriales, 2) la formation aux compétences numériques à l'aide de Post Money, 3) la collaboration entre la poste du Botswana et la CEDA (par exemple, la formation ou le soutien aux candidats au programme de la CEDA), 4) la formation par la collaboration entre LEA et la poste du Botswana, 5) l'accès au financement par l'intermédiaire de la Caisse d'épargne du Botswana qui a conclu un protocole d'accord avec la poste du Botswana, et 6) d'autres activités.</li> </ul>

<b>Statut de la coordination avec le gouvernement homologue</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cette proposition de projet n'a pas été discutée avec la partie homologue.</li> </ul>
<b>Mise en œuvre</b>	Court terme (dans les 5 ans)

#### 6) Appui au développement de données pour le secteur informel, les micro et petites entreprises

<b>Titre du projet</b>	Appui au développement de données pour le secteur informel, les micro et petites entreprises
<b>Organisation CP</b>	Direction des statistiques, Ministère de l'entrepreneuriat.
<b>Questions à traiter.</b>	Questions relatives à l'offre
<b>Autorités compétentes</b>	Organisations internationales (PNUD), ONG (par ex. BOISA)
<b>Plan</b>	Projets de coopération technique
<b>Objectif de l'activité</b>	Le ministère de l'entrepreneuriat a été créé dans le cadre de la transformation ministérielle du Botswana, offrant un guichet unique pour l'assistance relative à l'entrepreneuriat provenant de différents ministères. L'occasion sera saisie pour soutenir le développement d'informations et de données relatives aux micro, petites et moyennes entreprises et au secteur informel.
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Au Botswana, les informations et les statistiques désagrégées par sexe sur les petites, moyennes et microentreprises et le secteur informel, qui constituent la base du soutien aux femmes entrepreneurs, ne sont pas bien développées. Par ailleurs, des entretiens avec des organisations internationales et des ONG ont révélé que chaque ministère dispose d'informations distinctes sur les entrepreneurs et les petites et microentreprises et que ces informations ne sont pas cohérentes.</li> <li>• Soutien à l'élaboration de statistiques et de données relatives aux femmes entrepreneurs dans les micro- et petites entreprises et le secteur informel, afin de renforcer le financement des PME et de promouvoir l'élaboration de politiques en faveur des femmes entrepreneurs.</li> </ul>
<b>Statut de la coordination avec le gouvernement partenaire.</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les besoins ont été identifiés par des organisations internationales telles que le PNUD et l'UNRCO, mais pas par des agences ou des consultations gouvernementales.</li> </ul>
<b>Date de mise en œuvre</b>	Moyen à long terme (plus de 5 ans)

#### 7) Renforcement de la coopération entre les ONG, les OSC et les agences gouvernementales pour soutenir les femmes entrepreneurs

<b>Titre du projet</b>	Appui au développement de données pour le secteur informel, les micro et petites entreprises
<b>Questions à traiter</b>	Question relative au genre
<b>Organisation CP</b>	Ministère de l'entrepreneuriat (en particulier la direction du genre)
<b>autorités compétentes</b>	ONG, MFI, organisations internationales (OIT, PNUD), etc.
<b>Plan</b>	Envoi d'experts et projets de coopération avec des organisations internationales.
<b>Objectif de l'activité</b>	Au Botswana, les MFI, les ONG et les OSC sont des acteurs importants dans le soutien aux petites et micro entreprises et au secteur informel. Comme ces organisations sont également confrontées à des défis en termes de financement et de personnel, elles peuvent travailler avec les agences gouvernementales pour permettre de toucher un plus grand nombre d'entrepreneurs.
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Promotion de la compréhension mutuelle des besoins entre les ONG/OSC et les agences gouvernementales et renforcement de la fonction de feedback pour les révisions institutionnelles..</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• la répartition des responsabilités, y compris le développement d'un système de certification gouvernemental pour les organisations fournissant une aide aux entrepreneurs, et le soutien au processus d'enregistrement d'une entreprise et d'obtention de la certification de l'Agence de normalisation.</li> <li>• Envisager des subventions financières et des incitations fiscales pour les ONG, les OSC et les associations industrielles qui apportent un appui aux entrepreneurs. Mettre en place un système de sensibilisation aux activités des agences gouvernementales..</li> <li>• Renforcer la mise en relation entre les ONG et les OSC, d'une part, et les organisations internationales et les agences gouvernementales, d'autre part.</li> </ul>
<b>Statut de la coordination avec le gouvernement partenaire.</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les besoins des organisations internationales ont été identifiés, mais le ministère de l'entrepreneuriat est en cours de réorganisation, de sorte que les intentions claires n'ont pas été confirmées.</li> </ul>
<b>Date de mise en œuvre</b>	Moyen à long terme (plus de 5 ans)

## 8) Appui aux startups dirigées par des femmes entrepreneurs

<b>Titre du projet</b>	Appui aux startups dirigées par des femmes entrepreneurs
<b>Questions à traiter.</b>	Questions relatives à l'offre
<b>Homologue</b>	Ministère de l'Entrepreneuriat
<b>Organisations associées</b>	CEDA, SmartBots, accélérateurs, incubateurs, ONG, etc.
<b>Plan</b>	Envoi d'un expert de la JICA, JOCV
<b>Objectifs</b>	Fournir aux startups orientées vers l'innovation et dirigées par des femmes entrepreneurs une formation entrepreneuriale et un accès au financement, correspondant à leur stade de croissance, afin de développer et de faire croître leurs entreprises.
<b>Activités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le projet mènera les activités suivantes pour offrir l'appui nécessaire à un grand nombre de startups créées par des femmes entrepreneurs visant l'innovation, en fonction de leur niveau de développement.. <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Gestion d'entreprise et formation professionnelle</li> <li>✓ Amélioration de l'accès au financement, y compris les fonds publics, le capital-risque et les capitaux d'amorçage.</li> <li>✓ Promotion de la mise en réseau des entrepreneurs par le biais d'événements</li> <li>✓ Appui pour élargir l'accès aux marchés internationaux</li> </ul> </li> </ul>
<b>Statut de la coordination avec le gouvernement homologue</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les besoins du projet sont identifiés par les incubateurs, les accélérateurs et les entrepreneurs ; cependant, la coordination du projet n'a pas encore commencé avec le gouvernement.</li> </ul>
<b>Mise en œuvre</b>	Court à moyen terme

## 9) Appui à une prestation de services simplifiée basée sur les besoins des femmes entrepreneurs en matière de soutien aux petites et micro entreprises.

<b>Titre du projet</b>	Appui à la fourniture de services simplifiés destinés aux femmes entrepreneurs dans les politiques de développement des micro, petites et moyennes entreprises.
<b>Homologue</b>	Questions relatives à l'offre, à la réglementation et à l'appui
<b>Organisations associées</b>	Ministère de l'Entrepreneuriat
<b>Plan</b>	CEDA, LEA (en supposant que les deux organisations fusionnent pour devenir une institution financière appartenant au ministère de l'entrepreneuriat), ONG, etc.
<b>Objectifs</b>	Projets de coopération technique, envoi d'experts, volontaires JOCV/senior

<b>Activités</b>	<p>Soutenir la politique du gouvernement visant à stimuler les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et, en fournissant des services plus attentifs, améliorer l'accès, en particulier pour les femmes entrepreneurs, en fournissant des services plus simplifiés et en incorporant un soutien en langue locale pour supprimer la barrière linguistique anglaise.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les activités suivantes seront entreprises pour offrir aux femmes entrepreneurs des services simplifiés et un meilleur accès au financement <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ ajouter explicitement les femmes entrepreneurs comme cible dans la politique de stimulation des micro, petites et moyennes entreprises (MPME)</li> <li>✓ Simplifier les procédures d'enregistrement et de certification des entreprises, qui sont considérées comme compliquées et complexes, comme un moyen de soutenir la revitalisation des petites et microentreprises, y compris les femmes entrepreneurs. <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Soutenir la mise en œuvre des procédures, etc., non seulement en anglais mais aussi dans les langues locales, afin d'en améliorer l'accès.</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul>
<b>Statut de la coordination avec le gouvernement homologue</b>	<p>Les entretiens avec la CEDA ont confirmé qu'elle cible les petites et microentreprises mais n'a pas mis en œuvre d'activités axées sur les femmes entrepreneurs, mais aucune coordination ou autre disposition de coopération n'a été prise.</p> <p>En plus, comme la LEA et la CEDA sont en cours de réorganisation pour fusionner en avril 2022 dans le cadre de la réorganisation des ministères du Botswana, il est supposé que l'entité fusionnée sera l'agence compétente.</p> <p>D'autres organisations qui n'ont pas été interrogées mais qui fournissent également des prêts aux PME comprennent la Société de développement du Botswana, la Banque nationale de développement et la Société de construction du Botswana (qui fournit des prêts à court terme).</p>
<b>Mise en œuvre</b>	Court à moyen terme

## 5.2.6 Afrique du Sud

Les orientations de la coopération pour aborder chacune des questions relatives aux femmes entrepreneurs en Afrique du Sud sont résumées ci-dessous.

### (1) Orientation de à la coopération sur les questions liées à la demande.

Les défis particuliers auxquels sont confrontées les femmes entrepreneurs en Afrique du Sud sont notamment la faiblesse des infrastructures dans les zones rurales, les disparités en matière de soutien BDS dans les zones rurales après la création d'une entreprise, un nombre élevé de femmes entrepreneurs pauvres, ainsi que des procédures lourdes et des réglementations strictes pour la création d'entreprise.

Les futures orientations de la coopération pourraient inclure le renforcement des services financiers, tels que les MPME et les prêts pour les femmes à faibles revenus, en ciblant principalement les zones rurales où les femmes entrepreneurs sont les plus vulnérables, et en utilisant les investissements et les prêts étrangers pour investir dans des fonds qui sont forts dans l'investissement social des entreprises en Afrique du Sud.

Il pourrait également y avoir des investissements dans le renforcement des capacités des femmes entrepreneurs par le biais de programmes de soutien au renforcement des capacités et au mentorat, grâce à des investissements étrangers et des prêts à la Fondation Tony Elumenu du Nigeria ou à des fondations similaires, présentées dans l'encadré 10.

## (2) Orientations de la coopération sur les questions liées à l'offre.

Les orientations de l'aide en Afrique du Sud comprennent des réformes réglementaires et institutionnelles, telles que rendre les procédures administratives comme l'enregistrement des entreprises plus accessibles aux entrepreneurs, et des agences gouvernementales (direction des petites et moyennes entreprises, direction des femmes, de la jeunesse et des personnes handicapées, et directions locales du ministère de l'agriculture) pour renforcer l'écosystème de l'aide à l'entrepreneuriat dans les zones rurales afin d'aider à réduire l'écart entre les zones urbaines et rurales sont candidates à la coopération technique.

Bien qu'une série de services numériques soient plus développés en Afrique du Sud que dans d'autres pays africains, le sous-développement des infrastructures dans les zones rurales entraîne des disparités d'accès. Cela fait donc de l'aide au développement des services numériques dans les zones rurales une priorité dans un environnement de télécommunications à faible débit.

Un appui pourrait également être fourni pour la mise en place de cours d'appui à l'entrepreneuriat féminin dans les écoles professionnelles, que la JICA met en œuvre dans d'autres pays africains, dans le but de combler le fossé des BDS entre les zones urbaines et rurales, et pour la formation aux TIC afin d'améliorer l'accès aux services numériques dans les écoles professionnelles des zones rurales.

## (3) Orientation de la coopération sur les questions de réglementation et d'appui.

L'un des défis relatifs à l'appui aux MPME en Afrique du Sud est que, comme au Botswana, l'attribution par le gouvernement des marchés publics aux MPME n'est pas correctement mise en œuvre. Pour soutenir les femmes entrepreneurs, on pourrait envisager une coopération sur l'attribution correcte de ces marchés et la révision des règlements pour faciliter la participation des femmes entrepreneurs aux marchés publics.

Comme indiqué au chapitre 3, la SADC met actuellement en œuvre un programme d'autonomisation économique des femmes dans la région de l'Afrique australe avec la GIZ, et il serait utile de réviser les règlements en liaison avec ce programme et de fournir un appui à la promotion de l'entrepreneuriat.

## (4) Orientations de la coopération relative aux questions de genre.

La coopération visant à soutenir les femmes entrepreneurs en Afrique du Sud, en termes de réduction du fossé entre les zones urbaines et rurales et d'appui aux groupes vulnérables, peut impliquer des activités qui contribuent à réduire le chômage élevé sous la forme de création d'emplois pour les femmes. L'Afrique du Sud a enregistré plus de cas et de décès de COVID-19 par habitant que tout autre pays africain, et l'impact économique a été plus important que dans d'autres pays, les secteurs des services, de la restauration et du commerce de détail, qui sont dominés par des femmes entrepreneurs opérant à petite échelle, étant particulièrement touchés. En outre, comme les femmes entrepreneurs ont un taux d'accès plus faible aux services publics tels que les indemnités et les allocations de chômage<sup>75</sup>, une coopération avec la CEDA sur l'amélioration des services publics

---

<sup>75</sup> ONU Femmes (2021) Impact du COVID-19 sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en Afrique de l'Est et Australe

pour la commodité des utilisatrices peut être envisagée.

En outre, le sous-développement des politiques et des produits financiers adaptés aux besoins des femmes, dû à la persistance des préjugés à l'encontre des femmes en termes de sensibilité et de compétence professionnelles, et à la prédominance masculine des décideurs financiers et économiques, signifie que l'appui lié à l'élimination des systèmes et procédures juridiques injustes et des pratiques sociales défavorables aux femmes entrepreneurs est une haute priorité.

### 5.3 Orientations de la coopération entre les multi-pays cibles africains.

#### 5.3.1 Orientations de la coopération sur la base de questions communes à plusieurs pays cibles.

Comme décrit dans le tableau des problèmes organisés au chapitre 3, les femmes entrepreneurs des pays couverts par l'étude ont certains problèmes en commun dans chaque pays dans chaque segment. Bien qu'ils ne soient pas communs à tous les pays cibles, certains défis sont communs à deux ou plusieurs des pays cibles, et l'orientation de l'aide liée à la demande, à l'offre, à la réglementation/à l'appui et aux questions de genre sera organisée pour chacun des multiples pays ciblés comme projets dans la région africaine (région d'Afrique australe, MENA, pays à faibles revenus, etc.).

Ces activités de coopération ne sont pas directement discutées pour une mise en œuvre à court terme avec les agences gouvernementales locales ou avec les ONG et les organisations internationales travaillant avec les agences gouvernementales locales, mais sont organisées comme une coopération à long terme à entreprendre par les pays étudiés.

### 5.4 Coopération proposée dans la région africaine

#### 5.4.1 Orientations de la coopération communes à plusieurs pays africains.

Comme décrit au point 10.2, il a été confirmé qu'il existe de nombreuses similitudes dans la situation actuelle et les défis rencontrés par les femmes entrepreneurs dans les pays cibles, et que de nombreuses entreprises fournissant des services numériques proposent leurs services dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne. Plusieurs exemples de femmes entrepreneurs interrogées ont également confirmé qu'elles étendaient leurs activités aux pays voisins.

Pour résoudre les problèmes communs aux pays africains, y compris les pays cibles, en plus de l'appui aux seuls pays cibles, l'utilisation de ressources humaines panafricaines, telles que celles interrogées dans cette étude, ainsi que l'apprentissage et la mise en réseau entre les pays cibles permettront d'améliorer l'efficacité des projets et de promouvoir la résolution des problèmes. Cela conduira à une meilleure expression des effets du projet et à la promotion de la résolution des problèmes.

Ces activités de coopération ne sont pas directement coordonnées pour une mise en œuvre à court terme avec les agences gouvernementales locales ou avec les ONG et les organisations

internationales travaillant avec les agences gouvernementales locales, mais sont organisées comme une coopération à long terme à entreprendre par les pays étudiés.

**Tableau 5-3 Orientations communes de la coopération et propositions de coopération pour la région africaine**

Pays	Orientation de l'APD (Extrait de la politique de la JICA à l'égard de l'Afrique)	Problème	Orientation de la coopération	Proposition de coopération
Plusieurs pays	<p><b>(1) Domaine</b> <b>La société protège les moyens de subsistance : Construire une infrastructure sociale durable</b> <u>Réalisation d'un travail décent (personnes x prospérité).</u> Promouvoir l'emploi/l'entrepreneuriat et une éducation/formation de qualité, l'éducation de base, l'enseignement supérieur, la formation professionnelle, protéger les droits des travailleurs. <b>Des économies régionales africaines fortes : Promouvoir l'intégration régionale et créer un environnement commercial attrayant</b> <u>Développement économique africain (développement industriel et agricole) et promotion des entreprises (Prospérité)</u> <b>Développement du secteur privé (Initiative Africa Kaizen, etc.), appui entrepreneurial à l'innovation (Initiative NINJA, etc.), promotion de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche (CARD.SHEP, etc.), renforcement de l'appui du droit des affaires</b></p> <p><b>(2) Renforcement de la section transversale.</b> ① <b>Utiliser et promouvoir la transformation numérique (DX) et l'innovation scientifique et technologique (STI).</b> Défi DX de la JICA pour l'Afrique (intégration de la DX, développement africain basé sur les données) ② <b>Promouvoir l'intégration de la dimension de genre.</b> Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ③ <b>Promouvoir l'intégration des mesures relatives au changement climatique.</b> Promouvoir une société décarbonée et résiliente au changement climatique ④ <b>Renforcer les partenariats avec les entreprises privées japonaises</b> Promotion des investissements et des prêts à l'étranger, appui à l'expansion à l'étranger des entreprises japonaises, utilisation de la technologie japonaise du secteur privé, etc. ⑤ <b>Renforcer la collaboration avec divers acteurs</b> Institutions financières de développement, agences des Nations Unies, autres donateurs, universités/institutions de recherche, société civile, etc. ⑥ <b>Contribuer à l'Agenda continental africain • Promouvoir la collaboration régionale</b> Collaboration avec l'UA/CUA, l'AUDA-NEPAD (Afri-CDC, AfCFTA, PIDA, OSBP, Initiative Kaizen, promotion de l'IFNA) ⑦ <b>Partager l'expérience de développement du Japon • Créer et renforcer le réseau pro-japonais</b> ABE Initiative, Programme d'études du développement, Chaire JICA</p>	<p><b>Questions relatives à la demande.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Faibles niveaux d'alphabétisation et d'éducation.</li> <li>● petites et micro-entreprises à faible potentiel de croissance sont majoritaires.</li> <li>● Manque de compétences nécessaires pour démarrer/exploiter une entreprise</li> <li>● Accès limité au financement.</li> <li>● Faible pouvoir d'achat et culture numérique liée aux appareils numériques et aux communications</li> <li>● Des statistiques inadéquates sur le secteur informel</li> </ul>	<p><b>Orientation de la coopération en matière de demande</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Renforcer la culture numérique</li> <li>● Renforcer les compétences entrepreneuriales.</li> <li>● Renforcer l'accès au financement.</li> <li>● Amélioration des revenus (moyens de subsistance) liée à la mise en œuvre de l'activité.</li> <li>● Développement des données du secteur informel et des micro et petites entreprises selon le sexe ( genre).</li> </ul>	<p><b>Coopération en matière de demande .</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Appui à travers la collaboration avec les femmes entrepreneurs.</li> <li>● Conseils pour la création d'une entreprise • Fournir une assistance qui combine la fourniture d'une formation et d'un appui financier..</li> <li>● Projet de recherche sur les femmes entrepreneurs en Afrique.</li> <li>● Inclus le développement rural dans les services par le biais de la technologie numérique.</li> </ul>
		<p><b>Questions relatives à l'offre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Manque de coordination entre les agences compétentes du gouvernement.</li> <li>● Disparité des BDS entre les zones urbaines et rurales (concentration urbaine).</li> <li>● Mauvaise distribution du BDS à certaines phases (notamment les startups).</li> <li>● Infrastructure de télécommunications inadéquate dans les zones rurales.</li> <li>● Manque de produits financiers répondant aux besoins des femmes entrepreneurs.</li> </ul>	<p><b>Orientation de la coopération en matière d'offre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Renforcer la collaboration entre les institutions compétentes dans l'écosystème de soutien à l'entrepreneuriat..</li> <li>● Appui aux BDS dans les zones rurales.</li> <li>● Appui aux accélérateurs/incubateurs.</li> <li>● Fournir des services numériques adaptés aux zones rurales.</li> <li>● Développer des produits financiers répondant aux besoins des femmes entrepreneurs.</li> </ul>	<p><b>Coopération en matière d'offre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Recherche sur les partenariats public-privé pour les services numériques.</li> <li>● Coopération technique avec les écoles de formation professionnelle dans les zones rurales.</li> <li>● Coopération technique avec les bureaux régionaux des PME.</li> <li>● Appui à l'accélération des femmes entrepreneurs par le biais du projet NINJA.</li> <li>● Développement des services numériques dans le cadre des télécommunications à faible débit</li> <li>● Envoi d'experts pour le développement des ressources humaines dans le domaine financier</li> </ul>
		<p><b>Questions de réglementation et d'appui</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Procédures complexes d'enregistrement des entreprises.</li> <li>● La charge financière élevée de l'enregistrement des entreprises.</li> <li>● Retard dans le développement institutionnel des TIC et de l'inclusion financière</li> </ul>	<p><b>Orientation de la coopération en matière de réglementation et d'appui</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Appui à la formalisation du secteur informel</li> <li>● Appui au développement de la réglementation et à la révision du système fiscal.</li> </ul>	<p><b>Coopération en matière de réglementation et d'appui</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Coopération technique pour le développement juridique . <ul style="list-style-type: none"> <li>- Simplification de l'enregistrement des entreprises.</li> <li>- Réduire la charge financière</li> <li>- Appui à l'extension de la finance numérique.</li> <li>- Financement des petites entreprises</li> </ul> </li> </ul>
<p><b>Questions relatives au genre.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Stéréotypes sur les domaines professionnels, les professions et les rôles des femmes au sein du foyer.</li> <li>● Normes sociales visant à restreindre la liberté de mouvement des femmes.</li> <li>● Manque de modèles pour les femmes entrepreneurs.</li> <li>● Droit de décision sur les dépenses relatives aux appareils numériques et aux télécommunications au sein du ménage.</li> <li>● Mépris des institutions et des autorités financières à l'égard des femmes entrepreneurs.</li> <li>● Réglementations et lois coutumières inégales entre les hommes et les femmes en matière de propriété et d'héritage des terres.</li> <li>● Manque de statistiques et de données sur les entrepreneurs par sexe.</li> </ul>	<p><b>Orientation de la coopération relative aux questions de genre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Élimination des préjugés à l'égard des femmes dans les domaines professionnels, les professions et les rôles au sein du ménage.</li> <li>● Promouvoir la mise en place d'entreprises qui résolvent les problèmes sociaux des femmes.</li> <li>● Strengthening the network of women entrepreneurs</li> <li>● Révision des lois et règlements inégalitaires pour les femmes.</li> <li>● Appui au développement de services numériques répondant aux besoins des femmes.</li> <li>● Établissement de données et de statistiques relatives à l'appui aux femmes entrepreneurs par genre.</li> </ul>	<p><b>Coopération relative aux questions de genre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Organiser une formation sur l'intégration du genre.</li> <li>● Activités éducatives sur l'élimination des coutumes sociales défavorables aux femmes.</li> <li>● Renforcer l'enseignement des STEM pour les femmes.</li> <li>● Réalisation de pitches de soutien aux entreprises afin de promouvoir la résolution de problèmes sociaux (réduction de la charge de travail des femmes, etc.).</li> <li>● Résumé des bonnes pratiques en matière d'utilisation des services numériques par les femmes entrepreneurs .</li> <li>● Coopération technique avec les bureaux statistiques</li> </ul>		

Source: Mission d'Etude de la JICA

(1) Orientation de la coopération relative aux questions liées à la demande.

Les méthodes de coopération pour résoudre les problèmes rencontrés par les femmes entrepreneurs comprennent l'apport d'un appui aux femmes entrepreneurs par le biais des BDS, des institutions financières et des MNOs dans les pays cibles, comme mentionné ci-dessus, car les liquidités pour démarrer une entreprise sont un défi majeur pour les femmes entrepreneurs.

En outre, certaines des femmes entrepreneurs interrogées dans le cadre de cette étude mettent en œuvre des projets qui contribuent à la résolution des problèmes de développement et d'autonomisation des femmes, tels que le renforcement de l'accès des femmes au financement et aux services publics, et l'équipe d'étude de la JICA propose de mettre en œuvre des projets dont les femmes entrepreneurs constituent le corps principal de la coopération, ou en collaboration avec des groupes de soutien aux entrepreneurs. Les propositions comprennent des formes d'appui pour mettre en œuvre des projets en collaboration avec des groupes de soutien qui aident les entrepreneurs.

Étant donné que les enquêtes et la littérature complètes sur les besoins des femmes entrepreneurs ne sont pas suffisamment disponibles, il est également considéré comme important, dans le cadre du soutien futur, d'organiser en détail les besoins et la situation actuelle des femmes entrepreneurs. Les orientations possibles de la coopération à l'heure actuelle sont les suivantes

1) Formation de programmes d'appui en collaboration avec les ressources humaines de l'entrepreneuriat féminin.

Les femmes entrepreneurs que nous avons pu interviewer dans le cadre de cette étude, en particulier celles de la catégorie des "trendsetter", sont une race extrêmement rare d'individus à travers l'Afrique qui ont eu le courage considérable de créer leur propre entreprise afin de jouer un rôle dans la construction d'un avenir meilleur. La plupart des clients qu'elles visent à servir à travers l'activité sociale et économique de l'"entreprise" sont des groupes de femmes plutôt vulnérables (par exemple, les petits vendeurs du marché, les travailleurs migrants, les petits agriculteurs, les jeunes entrepreneurs, etc.). En outre, beaucoup de ces femmes ont une vision très internationale et regardent au-delà de leurs régions et pays d'origine voisins pour contribuer et s'étendre à l'Afrique. . En outre, beaucoup de ces femmes ont une vision très internationale et regardent au-delà de leurs régions et pays d'origine voisins pour contribuer et s'étendre à la région africaine. Les entretiens en ligne réalisés dans le cadre de la construction personnelle ont donné lieu à une série d'histoires énergiques que l'on peut véritablement qualifier d'inspirantes. Pour que ces femmes puissent créer leur propre entreprise et poursuivre leurs ambitions initiales, même face à diverses difficultés, il est nécessaire qu'elles disposent d'un "environnement familial afin de ne pas être trop influencées mentalement par les normes sociales qui sont plutôt négatives à l'égard de l'entrepreneuriat féminin, comme décrit ci-dessus. En tout état de cause, ce n'est que lorsqu'un certain nombre de conditions sont réunies que de telles ressources humaines rares sont produites.

Pour que le Japon, qui n'appartient pas à la catégorie des "principaux donateurs" dans la région

africaine, puisse formuler et mettre en œuvre des programmes d'assistance significatifs dans ce domaine à l'avenir, il est considéré comme de la plus haute importance de collaborer avec des entrepreneurs comme ces femmes dans le processus, d'utiliser leurs ressources humaines et leurs connaissances dans la formation de tels programmes. Ceci est considéré comme étant de la plus haute importance. Parmi les endroits où l'on peut également trouver des ressources humaines, on trouve les anciens stagiaires de la JICA en matière de développement du secteur privé et les lauréats du projet NINJA. Il est important que le Japon utilise activement cette réserve de personnel japonais, non pas comme une simple "liste", mais comme une ressource pouvant contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre des propositions de coopération du Japon. À cette fin, il est important que la JICA s'occupe quotidiennement de ce réservoir de ressources humaines potentielles, telles que les associations d'anciens élèves des stagiaires de retour au pays (c'est-à-dire qu'elle ne les laisse pas sans surveillance sous prétexte d'"encourager les associations d'anciens élèves à fonctionner de manière indépendante") et qu'elle maintienne toujours les liens avec ces ressources humaines afin de les garder actives.

## 2) Fourniture de conseils et de formations pour le démarrage d'une entreprise, combinée à un appui financier.

D'un autre côté, les entretiens ont montré que le manque d'opportunités de mentorat et les questions de financement étaient des défis communs auxquels de nombreuses personnes interrogées étaient confrontées. Bien que les programmes d'incubation gérés par les gouvernements nationaux et les organisations internationales telles que le UNCDF devraient également disposer de divers services BDS, etc., le nombre d'entrepreneurs ayant participé à des programmes d'incubation gouvernementaux était limité, avec un entrepreneur ayant participé à un programme d'incubation gouvernemental et deux ayant eu l'opportunité de participer à des services BDS et à des formations après leur démarrage. Voici un résumé des résultats de l'enquête. Aucun des entrepreneurs n'a déclaré reconnaître le "manque d'accès à des personnes à qui parler lorsqu'ils ont besoin de conseils" comme un problème majeur. En revanche, celles qui ont eu accès à ces ressources ont parlé de leur valeur et de leur importance à un moment critique de leur propre expérience entrepreneuriale. Même pour ces femmes, qui sont nées et ont été élevées dans des circonstances relativement privilégiées dans le contexte des sociétés nationales en général, le manque d'accès aux conseils dans le contexte de la création d'une entreprise sans possibilité de lever des capitaux, ou de "dépenser tout leur argent" comme elles l'ont dit, a dû être une préoccupation majeure, et il est également probable que de nombreux rêves de création d'entreprise ont échoué à cause de cette situation.

Compte tenu de la situation décrite ci-dessus, l'encadré 9 du programme d'entrepreneuriat TEF<sup>76</sup> semble, d'après la description de son site web, être un programme qui saisit les besoins des entrepreneurs et répond exactement à ces besoins. Il existe également divers autres concours

---

<sup>76</sup> L'équipe de recherche a été informée du programme par la participation de l'un des entrepreneurs mentionnés au point 3.5.3 du présent rapport..

d'entrepreneuriat et de produits parrainés par des agences gouvernementales et des donateurs, qui offrent aux entrepreneurs une occasion importante d'être reconnus sur le marché national et international. L'accélérateur NINJA (Prochaine innovation avec le Japon) pour l'Afrique, lancé en janvier 2020 comme un nouveau programme qui ne s'inscrit pas dans le schéma traditionnel d'appui de la JICA, a également le potentiel d'inclure ces éléments importants. Un élément important au-delà de la conception du programme est la mise en œuvre effective. En particulier, l'état actuel de (i) la mesure dans laquelle l'utilisation des ressources humaines des personnes impliquées dans le projet NINJA fonctionne et le système de mentorat fonctionne, et (ii) la mesure dans laquelle l'investissement par les investisseurs en capital-risque japonais et autres a été réalisé sont considérés comme importants.

#### **Encadré. 9 Programme d'entrepreneuriat de la Fondation Tony Elumelu (TEF)**

Créé en 2015 par l'investisseur et philanthrope nigérian Tony Elumelu, le fonds ( USD 1 milliard) gère un programme annuel dans 54 pays du continent africain, offrant des subventions de 5 000 USD, un soutien en matière de mentorat et des récompenses à de jeunes entrepreneurs sélectionnés par un processus de candidature. Le programme d'entrepreneuriat TEF collabore avec des organisations internationales, des agences de développement et le secteur privé, notamment le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Banque africaine de développement, la Deutsche GIZ, la Croix-Rouge internationale et la United Bank of Africa (UBA), pour sélectionner des entrepreneurs prometteurs et les soutenir dans leur parcours entrepreneurial. Le programme vise à contribuer à la connectivité sur le continent africain en sélectionnant et en aidant des entrepreneurs prometteurs à créer leur propre entreprise. À ce jour, le programme d'entrepreneuriat TEF a soutenu un total d'environ 16 000 entrepreneurs et est considéré comme le plus grand programme de philanthropie en Afrique.

Le programme d'entrepreneuriat TEF est une approche holistique comprenant les sept piliers suivants

- ① Kit d'outils de formation à la création d'entreprise : Programme de formation de base de 12 semaines.
- ② Mentorat en ligne : accès aux services de mentorat d'entrepreneurs éminents par le biais de plateformes numériques.
- ③ Bibliothèque de ressources en ligne : une bibliothèque en ligne de divers matériels, études de cas et vidéos, y compris les matériels du programme de formation mentionnés au point (i) ci-dessus.
- ④ Rencontres : événements où les participants d'un même pays peuvent se rencontrer et apprendre à se connaître.
- ⑤ Le forum de l'entrepreneuriat : un forum annuel d'éminents entrepreneurs africains et internationaux.
- ⑥ Capital de démarrage : une subvention de 5000 USD pour promouvoir l'entrepreneuriat.
- ⑦ Réseau des anciens de TEF : facilite la mise en réseau des participants au programme.

Source: site internet <https://www.tonyelumelufoundation.org> Janvier 2022

L'assistance fournie par les programmes existants de la JICA a inclus des projets d'appui aux BDS dans un certain nombre de pays par le biais de programmes de coopération technique (voir l'encadré 10 pour un exemple de projet en Ethiopie). La difficulté de fournir un soutien aux entrepreneurs par le biais de projets techniques du point de vue des "besoins des entrepreneurs" décrits ci-dessus provient du fait que les projets de coopération technique sont basés sur le

renforcement des capacités des institutions partenaires. En tant que projet, la priorité est donnée à la mise en place d'institutions constituées par les institutions concernées ainsi qu'à la formulation et à la révision des politiques pertinentes, ce qui tend à rendre difficile la mise au centre des activités du projet pour la réponse directe aux besoins des entrepreneurs eux-mêmes.

**Encadré. 10 Exemple de projet de coopération technique visant à soutenir les BDS :  
Ethiopie " Projet de renforcement des services de développement des affaires pour la  
croissance des entreprises "**

**1. Objectifs**

Renforcer la fourniture de BDS, l'une des mesures visant à promouvoir les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) en Éthiopie, par le biais du renforcement des capacités de plusieurs agences partenaires (telles que l'Agence fédérale pour la promotion des petites et moyennes entreprises manufacturières), afin de développer les ressources humaines pour les micro, petites et moyennes entreprises et de renforcer la coordination entre les fournisseurs de BDS (BDSPs)..

**2. Description du projet principal**

Institutionnalisation du projet de développement des ressources humaines pour l'appui aux PME : (i) Mise en place d'un programme et d'un système de certification pour former le personnel d'appui en contact direct avec les micro, petites et moyennes entreprises ( MPME) en tant que conseillers en MPME (équivalent des conseillers en gestion au Japon) au niveau des agences administratives finales (woreda and sub-cities), et (i) Développement d'outils (par exemple, des outils de diagnostic simples) nécessaires pour le conseil. (ii) Projets de renforcement des capacités et mise en place d'un système de certification pour certifier le personnel ayant une expertise dans les BDSP des secteurs public et privé qui fournissent un appui aux entreprises et aux consultants en gestion du secteur privé en tant que consultants en matière de MPME (équivalent aux consultants en matière de PME au Japon).

- Projet d'accompagnement : dans le cadre de la mise en place du système de conseil aux MPME décrit ci-dessus, des activités de conseil intensives seront menées pour des entreprises spécifiques (industrie métallurgique) qui serviront d'exemple.
- Mettre en place un réseau de BDSP et renforcer la coopération entre les agences concernées afin de garantir que les BDS soient adaptés aux besoins des micro, petites et moyennes entreprises (MPME).
- Prise en compte de la stratégie de promotion des micro, petites et moyennes entreprises dans le plan national.

Source: Mission d'étude de la JICA.

(2) Coopération proposée relative aux questions liées à la demande.

1) Développement de programme d'appui à l'entrepreneuriat dans les écoles professionnelles

<b>Organisation CP</b>	Ministères rattachés à l'enseignement supérieur et à la formation professionnelle.
<b>Autorités compétentes</b>	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, organisations internationales (par exemple, l'OIT)
<b>Plan</b>	Envois d'experts à long terme, projets de coopération technique, Volontaires de la Coopération Japonaise à l'Etranger, volontaires seniors, etc.

<b>Activités</b>	<p>En termes de fracture urbaine-rurale, les écoles professionnelles sont relativement accessibles dans les villes de taille moyenne et, en tant qu'institutions publiques, leurs frais de scolarité sont inférieurs à ceux des BDS privés, ce qui renforce leur fonction de réceptacle pour les femmes qui ont une faible base de revenus et sont vulnérables aux contraintes sociales et économiques de la mobilité interurbaine.</p> <p>Comme un certain nombre d'écoles professionnelles ont des cours pour les femmes et des cours d'appui à l'entrepreneuriat, l'objectif est de renforcer les programmes qui renforceront la capacité des femmes entrepreneurs, tels que l'initiation à l'informatique. Renforcer le programme des écoles professionnelles en tant que lieu où les femmes peuvent acquérir les connaissances et les compétences dont elles ont besoin pour se lancer dans l'entrepreneuriat. (Ceci a été mis en œuvre au Botswana).</p>
------------------	--

## 2) Projet de recherche sur les femmes entrepreneurs en Afrique.

<b>Autorités compétentes</b>	Institutions compétentes chargées des femmes entrepreneurs dans les pays cibles, CGAP/ACCION
<b>Plan</b>	Recherche de projets/collecte d'informations enquêtes de vérification
<b>Activités proposées</b>	<p>Afin d'approfondir les conclusions de cette étude et d'approfondir les problèmes identifiés par les responsables des agences gouvernementales et des agences d'aide dans les pays cibles, tels que le manque de données et d'informations concernant les femmes entrepreneurs et les problèmes communs d'accès au financement dans chaque pays, des recherches conjointes seront menées avec des agences spécialisées. Voici quelques exemples de sujets.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Situation actuelle et défis de l'élaboration de données sur le secteur informel par sexe.</li> <li>● Enquête sur les procédures d'enregistrement des petites et microentreprises et exemples spécifiques des obstacles rencontrés par les femmes..</li> <li>● Utilisation actuelle des services financiers à l'aide de téléphones.</li> <li>● Mener une enquête continue (un an) pour savoir si les entrepreneurs qui ont reçu un appui financier utilisent les fonds de manière efficace.</li> <li>● Enquête sur l'état actuel des efforts de promotion des FDI par les institutions apportant un appui aux PME et recommandations pour la création d'un climat d'investissement.</li> <li>● Situation actuelle des services financiers numériques dans les industries de transformation et de distribution.</li> </ul>

## 3) Enquête sur l'état actuel des partenariats public-privé pour les services numériques.

<b>Autorités compétentes</b>	Ministère des micro, petites et moyennes entreprises, ministère de l'industrie, organisations internationales, ONG.
<b>Plan</b>	Projet de recherche
<b>Ligne directrice sur le montant des apports</b>	spécialiste à court terme
<b>Activités</b>	<p>La numérisation des services publics, comme l'administration en ligne et les cartes d'identité numériques, est en cours dans les pays cibles. D'un autre côté, beaucoup ont indiqué qu'il était possible d'améliorer les services publics liés à l'aide à l'entrepreneuriat, comme la complexité des procédures gouvernementales et le grand nombre de documents à soumettre lors de longues procédures en face-à-face..</p> <p>En plus, le renforcement des liens entre les services publics et entre les services publics et privés, comme cela a été un problème au Japon, est également un défi, de sorte que la situation actuelle décrite ci-dessus est résumée.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● État actuel de l'administration en ligne, aperçu des services numériques au niveau de l'utilisateur, interconnexions, etc..</li> <li>● L'utilisation et les défis des utilisateurs disposant d'une infrastructure de télécommunications restreinte dans les zones rurales.</li> <li>● Analyse de l'écart entre la situation actuelle et la direction que prennent les pays.</li> </ul>

### **Encadré 11 Introduction de services financiers numériques pour les entreprises japonaises, présentation d'Agroponto**

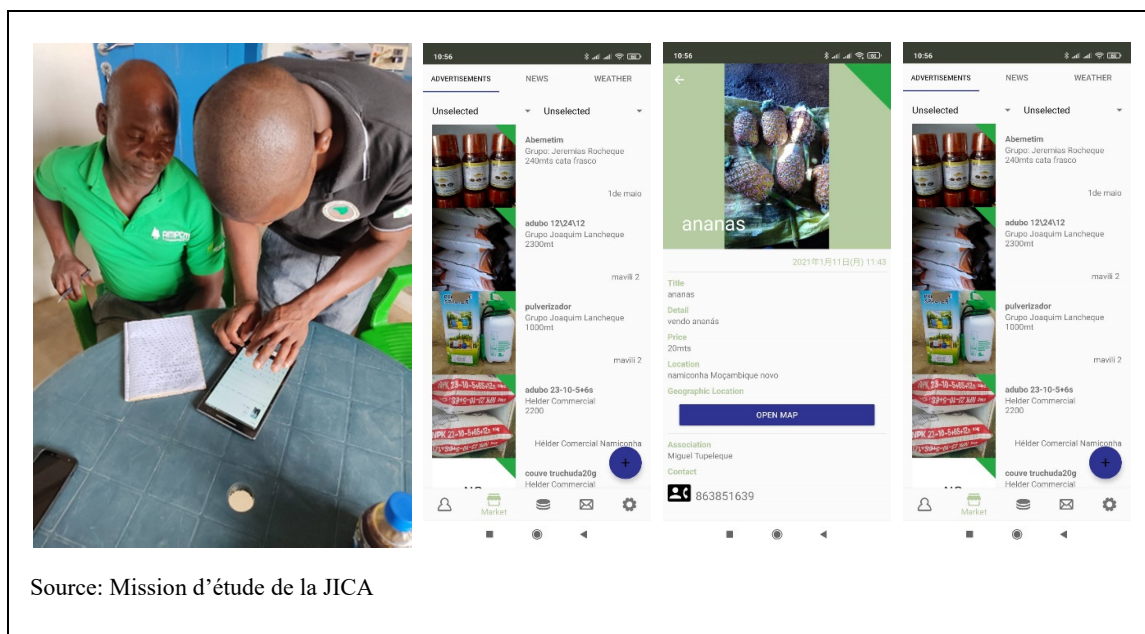
Agroponto a été développé pour réaliser la plateforme d'innovation agricole en Afrique (AIPA), qui vise à introduire le modèle japonais de coopérative agricole globale dans les zones rurales d'Afrique grâce à des outils numériques. L'AIPA est un concept présenté à la TICAD 7 par le groupe de travail sur l'agriculture de l'African Business Council.

[https://www.maff.go.jp/j/kokusai/kokkyo/food\\_value\\_chain/attach/pdf/r1-12\\_a\\_haifu3.pdf](https://www.maff.go.jp/j/kokusai/kokkyo/food_value_chain/attach/pdf/r1-12_a_haifu3.pdf)

La principale fonction d'Agroponto est de mettre en relation les agriculteurs et les commerçants. Promouvoir l'activation de la chaîne de valeur alimentaire par la mise en relation. À partir de la fonction de mise en relation, un identifiant numérique est attribué aux petits agriculteurs des zones rurales d'Afrique et l'historique des transactions est enregistré. En attribuant des identifiants numériques et en accumulant l'historique des transactions, nous visons non seulement à revitaliser la chaîne de valeur alimentaire, mais aussi à nous étendre à tous les domaines liés à la vie rurale et à construire une coopérative agricole complète utilisant la technologie numérique. Par exemple, dans le cadre de l'extension au domaine financier, le crédit est accordé en fonction de l'historique des transactions. Un essai de l'activité de microfinance est en cours dans le nord du Mozambique (à partir de janvier 2022). Il envisage également l'éducation et la gestion des données médicales (visualisation des efforts). Au niveau macro, nous visons à construire une base de données plus précise et plus rapide dans les zones rurales (visualisation des enjeux). À l'avenir, cette base de données sera mise à la disposition des agences gouvernementales et des organisations d'aide pour la planification des politiques et des stratégies.

L'une des caractéristiques de l'application est qu'elle utilise un groupe de petits agriculteurs comme unité d'enregistrement. En unissant le groupe, on espère que la quantité de produits agricoles s'accumulera et que la capacité de négociation des prix sera renforcée. En outre, comme les transactions à l'intérieur et à l'extérieur du groupe sont gérées par des données numériques, les transactions deviennent transparentes et conduisent à un renforcement de la force organisationnelle. Dans la plupart des zones rurales d'Afrique, les connexions Internet sont instables, c'est pourquoi nous concevons un système qui peut fonctionner dans ces zones. Comme le montre le matériel lié, il est conçu en partant du principe que les agriculteurs qui ont réalisé un changement dans leur connaissance de l'agriculture grâce à l'approche SHEP promue par la JICA utiliseront Agroponto pour démontrer leur état d'esprit entrepreneurial.

Des activités de suivi sont en cours au Mozambique et au Sénégal (à partir de janvier 2022). Des agriculteurs désireux d'écouler leurs récoltes ou de les vendre à bas prix ont réalisé des transactions de centaines de kilogrammes et de tonnages via Agroponto, car il existe peu de moyens de les vendre. Dans le nord du Mozambique, un projet de démonstration est en cours en collaboration avec le PAM pour 16.000 agriculteurs (80.000 personnes) (prévu jusqu'en octobre 2022).



### (3) Orientations de la coopération sur les questions relatives à l'offre

Dans les pays cibles, les agences gouvernementales impliquées dans l'aide aux femmes entrepreneurs vont de celles qui ont une compétence directe à celles qui fournissent une aide en termes d'utilisation des services numériques et d'autonomisation des femmes. Voici un résumé des orientations de la coopération en accord avec les orientations d'aide susmentionnées pour chacune de ces fonctions.

Dans les pays couverts par cette étude, plusieurs agences gouvernementales mettent en œuvre des activités liées à l'aide aux femmes entrepreneurs. Dans les ministères responsables des petites et microentreprises, cela inclut l'aide aux BDS nationaux et la coopération à l'élaboration de lois et de règlements visant à promouvoir les activités des entrepreneurs.

Dans les pays couverts par cette étude, plusieurs agences gouvernementales mettent en œuvre des activités liées à l'aide aux femmes entrepreneurs. Dans plusieurs pays, des défis en matière de coopération interministérielle et de coopération avec le secteur privé et les ONG ont été observés, de sorte que la coopération sur le renforcement de la coopération interministérielle pourrait être efficace.

Dans tous les pays cibles, la disparité entre les zones urbaines et rurales due à la préférence urbaine des BDS a été identifiée comme un problème. Dans plusieurs pays cibles, les écoles de formation professionnelle sont situées dans les zones rurales et ont des programmes d'aide aux entrepreneurs, et ces réseaux pourraient être utilisés.

Coopération pour le renforcement des services numériques en collaboration avec les agences gouvernementales liées à l'information et aux communications, car la faiblesse des infrastructures routières et électriques et des lignes de téléphonie mobile et des réseaux internet dans les zones rurales sont des obstacles à l'accès au financement par mobile money et à l'expansion des canaux de vente tels que le commerce électronique.

(4) Coopération proposée sur les questions relatives à l'offre.

1) Développement d'un programme d'aide à l'entrepreneuriat dans les écoles professionnelles

<b>Organisation CP</b>	Ministères liés à l'enseignement supérieur et à la formation professionnelle.
<b>Autorités compétentes</b>	Ministère des petites et moyennes entreprises, organisations internationales (par exemple, l'OIT)
<b>Plan</b>	Envois d'experts à long terme, projets de coopération technique, volontaires de la coopération japonaise à l'étranger, volontaires seniors, etc.
<b>Activités</b>	<p>En termes de fracture urbaine-rurale, les écoles professionnelles sont relativement accessibles dans les villes de taille moyenne et, en tant qu'institutions publiques, leurs frais de scolarité sont inférieurs à ceux des BDS privés, ce qui renforce leur fonction de réceptacle pour les femmes qui ont une faible base de revenus et sont vulnérables aux contraintes sociales et économiques de la mobilité interurbaine.</p> <p>Comme un certain nombre d'écoles professionnelles ont des cours pour les femmes et des cours de soutien à l'entrepreneuriat, l'objectif est de renforcer les programmes qui renforceront la capacité des femmes entrepreneurs, tels que la culture numérique. Comme un certain nombre d'écoles professionnelles ont des cours pour les femmes et des cours de soutien à l'entrepreneuriat, l'objectif est de renforcer les programmes qui renforceront la capacité des femmes entrepreneurs, tels que l'alphabétisation informatique. Renforcer le programme des écoles professionnelles en tant que lieu où les femmes peuvent acquérir les connaissances et les compétences dont elles ont besoin pour exercer leur activité en tant qu'entrepreneurs. (Ceci a été mis en œuvre au Botswana)</p>

2) Enquête sur l'état actuel des partenariats public-privé pour les services numériques.

<b>Autorités compétentes</b>	Ministère des micro, petites et moyennes entreprises, ministère de l'industrie, organisations internationales, ONG.
<b>Plan</b>	Projet de recherche
<b>Apports</b>	Spécialiste à court terme
<b>Activités</b>	<p>La numérisation des services publics, comme l'administration en ligne et les cartes d'identité numériques, est en cours dans les pays cibles. D'autre part, beaucoup ont fait remarquer qu'il est possible d'améliorer les services publics liés au soutien à l'entrepreneuriat, comme la complexité des procédures gouvernementales et le grand nombre de documents à soumettre au cours de longues procédures en face à face.</p> <p>En outre, le renforcement des liens entre les services publics et entre les services publics et privés, comme cela a été le cas au Japon, constitue également un défi, ce qui résume la situation actuelle décrite ci-dessus.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● L'état actuel de l'administration en ligne, l'aperçu des services numériques au niveau de l'utilisateur, les interconnexions, etc.</li> <li>● L'utilisation et les défis pour les utilisateurs disposant d'une infrastructure de télécommunications restreinte dans les zones rurales.</li> <li>● Analyse de l'écart entre la situation actuelle et l'orientation que prennent les pays.</li> </ul>

3) Appui aux petites, moyennes et micro entreprises en zones rurales

<b>Autorités compétentes</b>	Ministère du développement communautaire, ministère des petites et moyennes entreprises, ministère de l'agriculture, organisations internationales, ONG, etc.
<b>Plan</b>	Projets de coopération technique
<b>Activités</b>	<p>Mise en œuvre d'activités pilotes visant à renforcer la capacité à soutenir les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) en ciblant les activités des directions municipales qui soutiennent les MPME aux entrepreneurs des zones rurales dans les pays cibles.</p> <p>Pour ce qui est de l'exemple concret, veuillez vous reporter à l'encadré 11.</p>

#### 4) Programme d'accélération pour les femmes entrepreneurs à travers le projet NINJA

<b>Autorités compétentes</b>	Ministère des affaires féminines, ministère des PME, organisations internationales, institutions financières.
<b>Plan</b>	Appui aux accélérateurs et aux incubateurs
<b>Activités</b>	Dans plusieurs des pays cibles, le résultat de l'étude a indiqué que les aides gouvernementales sont concentrées sur des phases spécifiques de BDS (en particulier les start-ups). Afin de combler l'écart entre l'offre et la demande dans les pays concernés, le projet NINJA sera utilisé pour fournir un soutien en tant qu'accélérateur/incubateur.  En particulier, les femmes entrepreneurs sont souvent confrontées à des difficultés lors de la négociation avec les institutions financières et de la présentation de leurs plans d'affaires afin de développer leurs entreprises. Il est donc possible de fournir un soutien adapté à la situation et aux besoins actuels des femmes entrepreneurs.

#### 5) Développement et soutien des services numériques dans le cadre des télécommunications à faible débit

<b>Autorités compétentes</b>	Ministère de l'information et des communications, ministère de l'agriculture, ONG, etc.
<b>Plan</b>	Partenariats privés et projets de coopération technique
<b>Activités</b>	Un défi commun aux pays cibles est la faiblesse des infrastructures de télécommunications, en particulier dans les zones rurales. Étant donné que le développement des services numériques a d'abord eu lieu dans les zones urbaines, ce qui est également un facteur de l'élargissement de la fracture numérique, une enquête sera menée sur l'état actuel des services en fonction de l'environnement des télécommunications dans chaque pays, et une étude et la présentation de services, tels que l'USSD, qui peuvent être utilisés dans l'environnement des télécommunications à faible débit dans les zones rurales des pays cibles seront envisagées. Mettre en œuvre des projets pilotes/démonstration en partenariat avec des entreprises privées qui fournissent des services numériques pouvant être utilisés dans les zones rurales.

#### 6) Envoi d'experts sur le long terme (développement des ressources humaines financières)

<b>Autorités compétentes</b>	FSA, institutions financières, organisations internationales, etc.
<b>Plan</b>	Envoi d'experts
<b>Activités</b>	Le développement des entreprises privées, en particulier la formulation de stratégies entrepreneuriales, l'appui à la formulation de stratégies de croissance et le développement des ressources humaines du personnel des institutions financières pour le développement de produits financiers répondant aux besoins des femmes entrepreneurs.

#### (5) Orientation de la coopération sur les questions de réglementation et d'appui

Comme décrit au chapitre 3, la formalisation du secteur informel n'a pas progressé dans les pays cibles en raison de la lourdeur des procédures d'enregistrement des entreprises et d'autres activités entrepreneuriales et des frais de dossier élevés pour les groupes à faibles revenus. Un autre défi est que le développement d'une réglementation appropriée n'a pas suivi le rythme rapide de l'informatique et de la numérisation.

En ce qui concerne les questions de genre ci-dessous, la situation est la suivante : ces dernières années, les systèmes juridiques relatifs à l'héritage et à la propriété, qui sont défavorables aux femmes, ont été réformés dans les pays cibles, mais les lois et les systèmes ne fonctionnent pas de manière adéquate en termes de fonctionnement et de mise en œuvre.

Les propositions spécifiques de coopération institutionnelle dans les pays où des recherches sur le terrain ont été menées seront décrites dans les propositions de coopération pour chaque pays, mais en plus de la mise en œuvre de projets individuels, il est prévu d'ajouter aux cours de formation existants sur des questions spécifiques pour les pays africains des conférences sur le financement des PME, l'appui aux petits et micro entrepreneurs et l'intégration de la dimension de genre. L'ajout de conférences sur les lois, les règlements et les systèmes de financement numérique devrait encourager les participants à apprendre les uns des autres, car ils sont confrontés à des défis différents.

(6) Coopération proposée sur les questions de réglementation et d'appui.

1) Appui au développement juridique et réglementaire

<b>Autorités compétentes</b>	Ministère des petites et moyennes entreprises, ministère des affaires de la femme, ministère de la justice, organisations internationales.
<b>Activités</b>	Appui visant à réformer les lois et règlements qui défavorisent les femmes en matière de pratiques commerciales, d'occupation des terres, d'héritage, etc. Simplification de l'enregistrement des entreprises et des dispositions institutionnelles pour réduire les charges financières. Appui à l'élaboration d'une législation pour la extension de la finance numérique. Cadre législatif pour le financement des PME.

(7) Orientations pour la coopération relative aux questions de genre

Dans les défis auxquels sont confrontées les femmes entrepreneurs, l'élimination des conventions sociales liées à la vision professionnelle, telles que le mariage précoce, les disparités éducatives pour les femmes (filles), la charge déséquilibrée du travail domestique et de la garde des enfants, ainsi que le dégoût inconscient des femmes pour le secteur numérique, qui sont considérés comme des questions de genre, nécessite des efforts à long terme qui ne se limitent pas aux unités de projet. Des efforts à long terme qui ne s'arrêtent pas au niveau des projets sont nécessaires.

En ce qui concerne les questions de genre, les organisations internationales et les ONG spécialisées dans ce domaine travaillent sur ces activités. En collaborant avec elles pour mettre en œuvre des activités d'intégration du genre dans les projets mis en œuvre par la JICA, elles peuvent contribuer à une meilleure mise en œuvre des effets des projets de la JICA et à la résolution des questions de genre dans les pays cibles. Elles devraient ainsi contribuer à une meilleure mise en œuvre des effets des projets de la JICA et à la résolution des problèmes liés au genre dans les pays cibles.

En outre, plusieurs femmes entrepreneurs innovantes interrogées dans cette étude ont été identifiées comme fournissant des services qui répondent aux défis et aux besoins des femmes. Une coopération visant à soutenir ces femmes entrepreneurs innovantes elles-mêmes et à aborder les questions de genre avec des femmes entrepreneurs innovantes comme soutiens peut être envisagée.

La pauvreté en temps causée par la charge déséquilibrée du travail domestique des femmes, de la garde des enfants et des soins infirmiers, et la coopération pour soutenir les services privés contribueront également à résoudre les problèmes liés au genre.

(8) Coopération proposée sur les questions de genre

1) Renforcer la capacité des ministères en charge des questions de genre (y compris la politique et la législation)

<b>Organisation CP</b>	Ministère des affaires de la femme
<b>Autorités compétentes</b>	Ministère des PME, organisations internationales, ONG, etc.
<b>Plan</b>	Projets de coopération technique
<b>Activités</b>	Dans de nombreux pays cibles, les données et les informations collectées en fonction du genre ne sont pas suffisamment développées, et des pratiques commerciales et des réglementations juridiques défavorables aux femmes subsistent ou posent des problèmes opérationnels au ministère des affaires de la femme. Afin de résoudre les problèmes susmentionnés, une coopération technique sera mise en œuvre pour renforcer la capacité d'élaboration des politiques des ministères compétents en matière d'autonomisation des femmes, comme le développement de statistiques et la réforme institutionnelle, ainsi que des activités en coopération avec des organisations internationales et des agences d'aide. Elle soutient également la formulation de programmes de soutien à l'entrepreneuriat dans une perspective de développement social des femmes et de développement du secteur privé.

2) Sensibilisation sur les pratiques sociales défavorables (mariage d'enfants/abandon précoce de l'école) en relation avec l'éducation et les entreprises des femmes

<b>Autorités compétentes</b>	Ministère de la femme, organisations internationales, ONG, etc.
<b>Activités</b>	En ce qui concerne les compétences académiques de base et l'alphabétisation, qui sont à la base de l'augmentation de la productivité des femmes entrepreneurs, l'impact des mariages d'enfants et des mariages forcés, de l'abandon précoce de l'école et la négligence de l'éducation des filles, en particulier dans les zones rurales des pays cibles, s'est avéré significatif. Il existe également une corrélation entre les résultats scolaires et la culture numérique, les compétences scolaires de base contribuant à réduire la fracture numérique entre les sexes. Par conséquent, en coopération avec le ministère des affaires de la femme et les organisations internationales, des actions de sensibilisation concernant la promotion de l'accès des femmes à l'enseignement supérieur, l'abandon scolaire précoce et les effets néfastes à long terme du mariage des enfants seront menées.  Ces activités de sensibilisation contribueront à long terme à une meilleure compréhension de l'importance de l'éducation pour les femmes et à l'élimination des préjugés sociaux à l'encontre des femmes qui exercent une activité entrepreneuriale et entrent dans une carrière professionnelle.

3) Programme de co-création de connaissances sur l'intégration du genre dans les micro, petites et moyennes entreprises et l'appui au secteur informel.

<b>Organisation CP</b>	Ministère des affaires de la femme
<b>Autorités compétentes</b>	Responsables des questions de genre du ministère des micro, petites et moyennes entreprises, du ministère de l'industrie, etc.
<b>Plan</b>	Formation spécifique à un sujet (par région, par exemple les pays d'Afrique australe/MENA)
<b>Ligne directrice sur le montant des apports</b>	Experts à court terme (gestion de la formation)
<b>Activités</b>	Les résultats de cette étude montrent qu'il existe un certain nombre de problèmes communs tant du côté de la demande que de l'offre de femmes entrepreneurs dans les pays cibles. Certains pays mettent en œuvre leurs propres initiatives, telles que le développement de fonds et de produits financiers pour soutenir les femmes entrepreneurs. Une formation sera dispensée dans les pays cibles et les pays voisins afin de partager les études de cas et les

	<p>expériences et de contribuer à la formation de plateformes régionales.</p> <p>Le public cible est constitué des ministères chargés de soutenir les femmes entrepreneurs dans les pays africains et des ministères chargés du développement sur les questions de genre, afin de partager les défis et les bonnes pratiques.</p>
--	---

#### 4) Education aux STEM pour les filles et les enfants

<b>Autorités compétentes</b>	Ministère de la Femme, Ministère de l'Education, organisations internationales, ONG, etc.
<b>Activités</b>	<p>La promotion de l'enseignement des STEM comme solution à long terme aux problèmes des femmes, comme le fait de restreindre inconsciemment leurs choix de carrière en raison de la vision professionnelle traditionnelle des femmes et de leurs difficultés dans les matières scientifiques et mathématiques.</p> <p>Actuellement, le secteur des technologies numériques (TI) est très majoritairement dominé par les hommes en Afrique, et parmi les femmes entrepreneurs interrogées dans le cadre de cette étude qui ont créé des entreprises dans le secteur numérique, on sait qu'elles offrent des services dans une perspective féminine.</p> <p>En augmentant à long terme le nombre de femmes travaillant dans le secteur numérique, on espère améliorer sur le long terme le terreau qui rend difficile la création de services répondant aux besoins des femmes.</p> <p>L'augmentation à long terme du nombre de femmes travaillant dans le secteur numérique devrait contribuer à éliminer les difficultés inconscientes et les préjugés professionnels à l'égard des femmes dans l'industrie numérique traditionnelle, ainsi qu'à améliorer à long terme le terreau qui rend difficile la création de services répondant aux besoins des femmes.</p>

#### 5) Réalisation de pitch NINJA sur la résolution des problèmes sociaux des femmes

<b>Autorités compétentes</b>	Ministère de la femme, ministère des PME, organisations internationales, institutions financières.
<b>Plan</b>	Concours d'entreprises.
<b>Activités</b>	<p>Dans les pays cibles, des cas ont été signalés où les femmes ont été contraintes d'assumer toutes les activités de subsistance, les travaux ménagers, la garde des enfants et les tâches dans le cadre de la division traditionnelle du travail dans le processus d'égalité des sexes, ce qui constitue une contrainte à la mise en œuvre des entreprises par les femmes.</p> <p>Il existe un besoin important de réduire la charge du travail domestique et du temps de garde des enfants, qui constitue un obstacle à la mise en œuvre des entreprises par les femmes, mais les services destinés aux femmes qui travaillent sont insuffisants, en particulier dans les zones rurales. L'étude a permis d'identifier plusieurs exemples de femmes entrepreneurs innovantes menant des activités qui répondent aux défis rencontrés par les femmes (par exemple, l'accès limité au financement et à la mobilité).</p> <p>Pour les entreprises orientées vers les femmes, étant donné que les utilisatrices n'ont pas nécessairement des revenus élevés, elles sont susceptibles de démarrer à partir d'une situation de faible rentabilité et d'investissements insuffisants. Ainsi, en menant des pitches spécifiquement pour les entreprises qui visent à résoudre les problèmes de genre et les problèmes sociaux, il est possible de soutenir la croissance des femmes entrepreneurs innovantes qui collaborent au type d'entreprise innovante. On s'attend à ce qu'il soutienne la croissance des entrepreneurs, tout en contribuant à l'amélioration de l'environnement des affaires pour les entrepreneurs du type à potentiel de croissance (création d'emplois) et du type d'entreprise individuelle.</p>

6) Compilation des bonnes pratiques en matière d'utilisation des services numériques par les femmes entrepreneurs

<b>Autorités compétentes</b>	Ministère des micro, petites et moyennes entreprises, ministère de l'industrie, ministère de la femme, organisations internationales, ONG.
<b>Plan</b>	Projet de recherche
<b>Apport</b>	Envoi d'experts à court terme
<b>Activités</b>	<p>Compiler et diffuser les bonnes pratiques des personnes impliquées dans les projets de la JICA (par exemple, le programme d'échange de femmes d'affaires Japon-Afrique, issue-based training OGS, les lauréats du projet NINJA, les bénéficiaires des projets pilotes de coopération technique), comme l'a fait la SADC en compilant et en diffusant les bonnes pratiques des femmes entrepreneurs. Préparer des documents et des vidéos à diffuser lors de la TICAD et des conférences internationales.</p> <p>Compiler les bons exemples d'entrepreneurs par région, par secteur et par taille d'entreprise. Les personnalités des femmes entrepreneurs de l'étude et les résultats des entretiens seront également utilisés.</p>

7) Appui au développement de données et de statistiques relatives aux femmes entrepreneurs

<b>Autorités compétente</b>	Bureau des statistiques, ministère des affaires de la femme, ministère des petites et moyennes entreprises, organisations internationales, etc.
<b>Activités</b>	<p>Dans plusieurs pays cibles, il n'existe pas d'informations et de statistiques ventilées par sexe sur les micro, petites et moyennes entreprises et le secteur informel, qui permettraient de soutenir les femmes entrepreneurs. Alternativement, chaque ministère dispose d'informations distinctes sur les entrepreneurs et les micro, petites et moyennes entreprises, et ces informations ne sont pas harmonisées.</p> <p>Aide au développement de statistiques et de données relatives aux femmes entrepreneurs dans le secteur micro, petit et informel, afin de renforcer le financement des PME et de promouvoir l'élaboration de politiques en faveur des femmes entrepreneurs.</p>

8) Développer des plateformes répondant aux besoins des femmes entrepreneurs.

<b>Autorités compétente</b>	Ministère des petites et moyennes entreprises, ministère de la femme, ministère de l'information et de la communication, organisations internationales.
<b>Plan</b>	Envois d'experts à long terme, projets de coopération technique
<b>Activités</b>	<p>D'après les entretiens avec les femmes entrepreneurs et les institutions concernées dans les pays cibles, les fournisseurs de services numériques (entreprises et ministères) sont majoritairement des hommes et les inconvénients liés à la fourniture de services aux femmes entrepreneurs, tels que décrits au chapitre 3, ont influencé l'absence de services spécifiquement destinés aux femmes ou ayant de nombreuses utilisatrices.</p> <p>Examiner la situation actuelle décrite ci-dessus, et procéder à une évaluation des besoins et au développement de plateformes pouvant être utilisées par les femmes entrepreneurs dans le pays concerné, telles que le commerce en ligne, l'aide aux services financiers et le mentorat en ligne.</p>

(9) Propositions d'appui et d'activités pour la mise en œuvre de la TICAD

**Événement à la TICAD 8 "Le rôle des femmes entrepreneurs dans la réalisation des ODD" (Proposition)**

**[Concept global de la proposition].**

Une série de projets sur le thème "Le rôle des femmes entrepreneurs dans la réalisation des ODD" sera mise en œuvre à l'occasion de la TICAD 8. Le programme proposé comprendra des tables rondes, des programmes de mise en réseau, des stands et des zones de présentation. Le panel de discussion sera de préférence présenté en séance plénière, avec des femmes entrepreneurs africaines et japonaises, en particulier celles qui ont des liens étroits avec le DX et les industries créatives, en tant que panélistes. Le rôle des femmes entrepreneurs dans le développement socio-économique de l'Afrique, en particulier dans la réalisation des ODD. Mettre en lumière les défis auxquels sont confrontées les femmes entrepreneurs et explorer le rôle des gouvernements et des investisseurs japonais et africains.

**[Objectifs du programme proposé].**

1. Aider les femmes entrepreneurs à accéder aux informations dont elles ont besoin
2. Améliorer la visibilité des femmes entrepreneurs
3. Offrir des opportunités de mise en réseau (soutien mutuel entre femmes)
4. Informations fournies par des conférencières de premier plan dans le domaine de l'entrepreneuriat féminin
5. Création d'occasions de présentation et de démonstration pour les start-up.
6. Mise à disposition d'informations sur les bonnes pratiques aux décideurs politiques.

**[Composantes du programme proposé].**

Afin de toucher d'autres personnes que les participants sur place, il est proposé que le programme soit mis en œuvre sous la forme de réunions sur place et en ligne ([www.airmeet.com](http://www.airmeet.com)). Si possible, nous envisagerions également de nous connecter en ligne avec des lieux/personnes qui organisent des événements ayant des objectifs similaires en dehors du lieu de tenue de la TICAD.

- **Panel de discussion:** bien que le nombre de femmes entrepreneurs ait remarquablement augmenté ces dernières années, les différents défis auxquels elles sont confrontées demeurent. Le panel comprendra des femmes entrepreneurs du Japon, des États-Unis et du Japon, qui seront invitées à s'exprimer au nom des femmes entrepreneurs. Des entrepreneurs et des universitaires de l'espace numérique pourraient également être invités à rejoindre le panel. Sous l'angle des mécanismes et des initiatives de soutien (mise en réseau) entre femmes, des représentants de programmes de soutien réussis (business angels, mentorat, mise en réseau, etc.) pourraient également faire office d'orateurs principaux et fournir des informations. Les intervenants potentiels d'Afrique comprennent Mme Caroline Obure, Commerce

intra-africain AFCFTA, Mme Douja Gharbi, fondatrice de Damia business Angle (Tunisie), Mme Dr Harbeen Arora, fondatrice de G 100, ALL Ladies League, Forum Economique des Femmes (Inde et monde), etc..

- **Programme de mise en réseau pour les femmes entrepreneurs:** en marge de la TICAD, un forum "Rencontre rapide" où les femmes entrepreneurs peuvent rencontrer en face à face des fournisseurs de mécanismes de soutien tels que l'investissement, le financement, l'incubation et le mentorat. Cliquez ici pour un lien vidéo vers un événement similaire organisé en Tunisie. (<https://www.youtube.com/watch?v=KM9azsAbaH8>).
- **Zone de stands et salle de présentation:** un stand en ligne sera mis en place pour présenter le travail d'entrepreneurs créatifs talentueux (en ligne via [www.cciboost.com](http://www.cciboost.com)), et [www.airmeet.com](http://www.airmeet.com) sera utilisé pour présenter une vidéo de 3 minutes des créateurs en continu et permettre à chacun d'entre eux de rencontrer des investisseurs et d'autres parties intéressées à les soutenir.

**Annexes : Procès-verbal de la réunion**

Liste des documents collectés

Programme du rapport, liste des participants et supports de présentation